



RAPPORT ANNUEL 2016



RAPPORT ANNUEL 2016

ISBN 978 - 2 - 9161- 4023 - 0



Abidjan, le 18 août 2017

Le Président

En 2016, les économies des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ont été résilientes, en dépit du ralentissement économique mondial. En effet, le produit intérieur brut (PIB) de l'Union a progressé, en termes réels, de 6,7%, après 6,3% en 2015.

Ce dynamisme économique a favorablement affecté les activités des établissements de crédit et de microfinance. Ainsi, les principaux agrégats d'activité, de gestion et de résultats ont maintenu leur rythme de progression observé ces dernières années.

Au plan prudentiel, les solvabilités du système bancaire et des systèmes financiers décentralisés de grande taille demeurent satisfaisantes, avec des ratios supérieurs aux minimums réglementaires en vigueur, respectivement de 8% et de 15%.

Pour conforter la solidité du système bancaire, les réformes réglementaires, sur la révision du Plan Comptable Bancaire de l'UMOA, l'implémentation des dispositifs de Bâle II et Bâle III ainsi que le renforcement du dispositif de résolution des crises bancaires, ont été poursuivies.

Dans ce contexte, l'année 2016 a été marquée par l'adoption, par le Conseil des Ministres de l'UMOA, en sa session du 24 juin 2016, de la Décision n°13/24/06/2016/CM/UMOA portant dispositif prudentiel applicable aux établissements de crédit et aux compagnies financières de l'UMOA et la Décision n°14/24/06/2016/CM/UMOA relative à la supervision sur base consolidée des établissements de crédit maisons-mères et des compagnies financières dans l'UMOA. La Banque Centrale a également pris la Décision n°357-11-2016 du 15 novembre 2016 instituant le Plan Comptable Bancaire révisé de l'UMOA.

Ces Décisions visent à renforcer la solidité et la résilience du secteur bancaire de la zone. Elles assurent également la convergence de la réglementation bancaire et prudentielle de l'Union vers les standards internationaux, en prenant en compte les spécificités de l'Union.

Dans le cadre de la concertation permanente avec la profession bancaire, la Commission Bancaire a organisé à Abidjan (Côte d'Ivoire), les deuxièmes réunions des Collèges des Superviseurs du Groupe Ecobank et de Oragroup. Elle a, par ailleurs, participé à des réunions de Collèges des superviseurs des groupes bancaires étrangers installés dans l'Union.

Enfin, au titre de la période sous revue, il est à noter la signature :

- d'un protocole d'accord de coopération entre la Banque Centrale du Congo et la Commission Bancaire de l'UMOA, le 12 janvier 2016 ;
- de la Convention amendée entre la Commission Bancaire de l'UMOA et Bank Al-Maghrib, le 3 novembre 2016.

Ces actions se sont enrichies de la conduite de plusieurs missions de vérifications conjointes avec d'autres superviseurs, auprès de groupes bancaires transfrontaliers.

Les priorités pour l'année 2017 porteront principalement sur la mise en œuvre des réformes réglementaires de 2016 susmentionnées, le renforcement de la supervision des systèmes financiers décentralisés, des établissements de monnaie électronique et des compagnies financières ainsi que la réalisation des tests de sensibilité des établissements assujettis.

Dans cette perspective, la Commission Bancaire poursuivra la rénovation de ses outils et méthodes de travail. En outre, elle veillera à la consolidation du partenariat avec les autres organes de contrôles bancaires et financiers.

Tiémoko Meyliet KONE

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes. The signature is centered below the name and above the title.

Gouverneur de la Banque Centrale
des Etats de l'Afrique de l'Ouest,

Président de la Commission Bancaire de l'UMOA



Tiémoko Meyliet KONE

*Gouverneur de la Banque Centrale
des Etats de l'Afrique de l'Ouest,
Président de la Commission Bancaire de l'UMOA.*

LISTE DES MEMBRES DE LA COMMISSION BANCAIRE EN 2016

<p align="center">Président : M.Tiémoko Meyliet KONE Gouverneur de la BCEAO</p>		
	<p align="center">MEMBRES REPRESENTANT LES ETATS</p>	<p align="center">MEMBRES NOMMES PAR LE CONSEIL DES MINISTRES</p>
BENIN	<p>M. Clément Yaovi AZIAGNIKOUDA Directeur du Trésor à la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique au Ministère de l'Economie et des Finances du Bénin</p>	<p>M. Nicaise MEDE Professeur des Universités</p>
BURKINA	<p>M. Naby Abraham OUATTARA Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique au Ministère de l'Economie et des Finances du Burkina</p>	<p>M. Sosthène B. BAMBARA Economiste</p>
CÔTE D'IVOIRE	<p>M. Konan Jacques ASSAHORE Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique au Ministère auprès du Premier Ministre chargé de l'Economie et des Finances de la Côte d'Ivoire</p>	<p>Mme Adèle NANIE SILUE Professeur d'Université</p>
GUINEE-BISSAU	<p>M. Suleimane SEIDI Directeur Général de la Supervision des Activités Financières au Ministère des Finances de la Guinée-Bissau</p>	<p>M. Carlos Luis PINTO Economiste</p>
MALI	<p>M. Sidi Almoctar OUMAR Directeur National du Trésor et de la Comptabilité Publique au Ministère de l'Economie et des Finances du Mali</p>	<p>Poste vacant</p>
NIGER	<p>M. Baaré MARANKAN BADAGE Directeur de la Monnaie, du Crédit et de l'Epargne au Ministère de l'Economie et des Finances du Niger</p>	<p>M. Issoufou AMADOU ABOUBACAR Juriste</p>
SENEGAL	<p>Mme Oulimata DIOP Directeur de la Monnaie et du Crédit au Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan du Sénégal</p>	<p>M. Amadou Sadickh DIOP Economiste</p>
TOGO	<p>Mme Ahéba JOHNSON Directeur de l'Economie au Ministère de l'Economie et des Finances du Togo</p>	<p>Mme Dovi Chantal Adjoa TRENOU Juriste</p>
FRANCE	<p>M. Samuel GOLDSTEIN Chef de Bureau « Afrique subsaharienne et Agence Française de Développement » Direction Générale du Trésor et de la Politique Economique au Ministère de l'Economie et des Finances de la France</p>	<p>M. Michel DABADIE Inspecteur Général de la Banque de France</p>
<p align="center">Secrétaire Général : M^{me} Séna Elda Afiwa KPOTSRA</p>		

FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2016

11-14 janvier	24 juin
20 ^{ème} Réunion du Collège des Superviseurs de la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO) à Cape Coast (Ghana)	Session ordinaire du Conseil des Ministres de l'UMOA à Lomé (Togo)
12 janvier	15 août
Signature d'un protocole d'accord de coopération entre la Banque Centrale du Congo et la Commission Bancaire de l'UMOA à Paris (France)	22 ^{ème} Réunion du Collège des Superviseurs de la ZMAO à Conakry (Guinée)
19-20 janvier	02 septembre
Consultations régionales au titre de l'article IV des statuts du Fonds Monétaire International (FMI) à Abidjan (Côte d'Ivoire)	Rencontre entre le Gouverneur de la BCEAO et les Directeurs Généraux des établissements de crédit sur la mesure de relèvement du capital social minimum des établissements de crédit à Dakar (Sénégal)
4-5 février	16 septembre
4 ^{ème} Table ronde annuelle des dirigeants de l'Initiative Africaine sur les Politiques de Services Financiers via la téléphonie mobile à Dakar (Sénégal)	105 ^{ème} Session de la Commission Bancaire de l'UMOA à Abidjan (Côte d'Ivoire)
24-25 février	20 septembre
4 ^{ème} Réunion bilatérale entre les Secrétariats Généraux de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale et de la Commission Bancaire de l'UMOA à Libreville (Gabon)	Conférence régionale de haut niveau sur le thème «Finance pour tous : promouvoir l'inclusion financière en Afrique de l'Ouest» à Dakar (Sénégal)
29 février	21 septembre
Rencontre entre le Gouverneur de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et les Présidents des Associations Professionnelles de Banques et Etablissements Financiers de l'UMOA à Dakar (Sénégal)	Séminaire de sensibilisation des Dirigeants d'établissements de crédit sur la réforme transposant les règles de Bâle II et Bâle III dans l'UMOA à Dakar (Sénégal)
14 mars	26 septembre
103 ^{ème} Session de la Commission Bancaire de l'UMOA à Abidjan (Côte d'Ivoire)	Session ordinaire du Conseil des Ministres de l'UMOA à Ouagadougou (Burkina)
24 mars	29-30 septembre
Session ordinaire du Conseil des Ministres de l'UMOA à Dakar (Sénégal)	Réunion des Ministres des Finances des pays de la Zone Franc à Paris (France)
8-9 avril	3-11 octobre
Réunion des Ministres des Finances des pays de la Zone Franc à Yaoundé (Cameroun)	Assemblées annuelles du FMI et de la Banque Mondiale à Washington (Etats-Unis)
14-16 avril	24-28 octobre
Réunions de printemps du FMI et de la Banque Mondiale à Washington (Etats-Unis)	23 ^{ème} Réunion du Collège des Superviseurs de la ZMAO à Ho (Ghana)
20-22 avril	26-27 octobre
21 ^{ème} Réunion du Collège des Superviseurs de la ZMAO à Accra (Ghana)	2 ^{ème} Réunion du Collège des Superviseurs du Groupe Ecobank à Abidjan (Côte d'Ivoire)
02 juin	21 novembre
10 ^{ème} Session ordinaire du Comité de Stabilité Financière (CSF) dans l'UMOA à Dakar (Sénégal)	2 ^{ème} Réunion du Collège des Superviseurs de Oragroup à Abidjan (Côte d'Ivoire)
15 juin	28-30 novembre
Séminaire d'information et de sensibilisation des membres de la Commission Bancaire aux normes de Bâle II et Bâle III à Abidjan (Côte d'Ivoire)	19 ^{ème} Assemblée annuelle du Comité des Superviseurs Bancaires de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (CSBAOC) à Khartoum (Soudan)
16 juin	13 décembre
104 ^{ème} Session de la Commission Bancaire de l'UMOA à Abidjan (Côte d'Ivoire)	106 ^{ème} Session de la Commission Bancaire de l'UMOA à Abidjan (Côte d'Ivoire)

CHIFFRES CLES

1. CHIFFRES CLES DU SYSTEME BANCAIRE

A. Evolution du paysage bancaire de l'UMOA entre 2014 et 2016

UMOA	2014	2015	2016 (*)	Variation relative 2016/2015
Etablissements de crédit agréés	132	137	138	0,7%
Banques :	118	122	123	0,8%
<i>dont succursales</i>	16	19	20	5,3%
Etablissements financiers à caractère bancaire	14	15	15	0,0%
<i>dont succursales</i>	4	4	4	0,0%
Etablissements de crédit en activité(**)	121	130	135	3,8%
Holdings bancaires (***) installées dans l'UMOA	9	10	10	0,0%
Groupes bancaires en activité dans l'UMOA	26	28	27	-3,6%
Réseau bancaire				
Guichets (agences, bureaux et points de vente)	2 300	2 427	2 542	4,7%
Guichets Automatiques de Banque (GAB)	2 604	2 805	3 010	7,3%
Effectif du personnel du système bancaire	24 203	25 727	26 901	4,6%
Nombre de comptes de la clientèle	8 929 119	8 910 811	10 317 280	15,8%

(*) *Données provisoires*

(**) *Y compris les succursales*

(***) *Ces entités ne sont pas agréées comme des établissements de crédit au sens de la réglementation bancaire*

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

B. Indicateurs d'activité et ratios caractéristiques des établissements de crédit sur base sociale

Montants en milliards de FCFA

UMOA	2014	2015	2016 (*)	Variation relative 2016/2015
Total bilan	23 653,3	28 232,1	32 658,3	15,7%
Crédits à la clientèle	12 846,1	14 972,7	16 847,2	12,5%
Autres emplois	6 863,5	8 623,3	10 756,1	24,7%
Dépôts et emprunts	15 889,6	18 906,7	20 688,5	9,4%
Fonds propres nets	1 739,5	1 934,8	2 265,3	17,1%
Autres ressources	1 210,5	1 366,0	1 546,8	13,2%
Produit net bancaire	1 353,5	1 519,7	1 643,1	8,1%
Résultat brut d'exploitation	525,7	591,3	666,9	12,8%
Résultat net	172,7	218,8	423,7	93,7%
Taux brut de dégradation du portefeuille	15,1%	13,7%	13,5%	-
Taux net de dégradation du portefeuille	6,5%	6,0%	5,2%	-
Taux de provisionnement des créances en souffrance	61,0%	60,1%	64,9%	-
Marge globale	6,7%	6,5%	6,8%	-
Coefficient net d'exploitation	66,4%	66,9%	66,3%	-

(*) *Données provisoires*

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

2. CHIFFRES CLES DES SFD RELEVANT DE L'ARTICLE 44¹

C. Evolution du paysage des SFD entre 2014 et 2016

UMOA	2014	2015	2016
SFD agréés	117	119	130
<i>Faïtières et caisses unitaires</i>	47	45	53
<i>Caisses de base affiliées</i>	70	74	77
Réseaux	10	9	10
Confédérations	2	2	2

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

D. Indicateurs financiers d'activité et ratios caractéristiques des SFD

Montants en milliards de FCFA

UMOA	2014	2015	2016 (*)	Variation relative 2016/2015
Total bilan	1 085,4	1 091,4	1 283,1	17,6%
Crédits à la clientèle	472,4	635,0	731,0	15,1%
Autres emplois	100,6	144,0	156,7	8,8%
Dépôts et emprunts	457,2	579,6	708,1	22,2%
Fonds propres nets	179,0	240,7	231,4	3,9%
Autres ressources	51,3	60,1	63,7	6,1%
Résultat net	7,6	0,2	16,0	-
Taux brut de dégradation du portefeuille classé à risque	4,8%	4,3%	3,7%	0,6%
Taux net de dégradation du portefeuille classé à risque	2,6%	2,6%	2,3%	0,3%

(*) Données provisoires

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

3. CHIFFRES CLES DES ETABLISSEMENTS DE MONNAIE ELECTRONIQUE (EME)

E. Evolution du paysage des EME

UMOA	2014	2015	2016
Etablissements de monnaie électronique agréés	2	3	7
Groupe de sociétés d'appartenance	1	2	3
Encours de la monnaie électronique (en millions de FCFA)	ND	ND	127 561 (*)

(*) Données provisoires, non comprises les statistiques de deux (2) EME membres du réseau MTN.

Source : BCEAO

¹ - Selon les dispositions de l'article 44 de la Loi portant réglementation des Systèmes Financiers Décentralisés et de l'Instruction n°007-06-2010 de la BCEAO, la Banque Centrale et la Commission Bancaire procèdent, après information du Ministre, au contrôle de tout système financier décentralisé, dont le niveau d'activités atteint un seuil de deux (2) milliards d'encours de dépôts ou de crédits au terme de deux (2) exercices consécutifs.

SIGLES ET ABREVIATIONS

APBEF	: Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers
BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BIC	: Bureau d'Information sur le Crédit
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
COBAC	: Commission Bancaire de l'Afrique Centrale
CPM	: Comité de Politique Monétaire de la BCEAO
CSBAOC	: Comité des Superviseurs Bancaires d'Afrique de l'Ouest et du Centre
CSF-UMOA	: Comité de Stabilité Financière dans l'Union Monétaire Ouest Africaine
EBIS	: Etablissement Bancaire d'Importance Systémique
EME	: Etablissement de Monnaie Electronique
FAPBEF-UEMOA	: Fédération des Associations Professionnelles des Banques et Etablissements Financiers de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
FCFA	: Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	: Fonds Monétaire International
FPB	: Fonds Propres de Base
FPE	: Fonds Propres Effectifs
GAB	: Guichet Automatique de Banque
GIABA	: Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent
PCB	: Plan Comptable Bancaire de l'Union Monétaire Ouest Africaine
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNB	: Produit Net Bancaire
SFD	: Système Financier Décentralisé
SGCB-UMOA	: Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	: Union Monétaire Ouest Africaine
ZMAO	: Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest

RESUME DU RAPPORT

En 2016, le système bancaire de l'UMOA a évolué dans un environnement économique favorable au plan interne, marqué par la poursuite du dynamisme des activités économiques. Ainsi, le produit intérieur brut (PIB) réel de l'Union a progressé de 6,7%, après 6,4% en 2015.

Le nombre d'établissements de crédit agréés dans l'Union a augmenté d'une (1) unité pour s'établir à cent trente-huit (138). L'effectif des groupes bancaires de dimension régionale et/ou internationale opérant dans l'Union est ressorti à vingt-sept (27) au cours de la période sous revue.

Les établissements de crédit en activité, au nombre de cent trente-cinq (135) dont vingt-et-une (21) succursales à fin 2016, affichent un total de bilan en augmentation de 15,7% atteignant 32.658,3 milliards contre 28.232,1 milliards en 2015. Parallèlement, le réseau a poursuivi son extension, le nombre d'agences et de bureaux ainsi que celui des comptes de la clientèle ayant progressé respectivement de 115 unités (+4,7%) et 1.406.469 unités (+15,8%). Le système bancaire compte 3.010 guichets automatiques, soit une hausse de 205 unités (+7,3%).

Les emplois nets se sont accrus de 17,0% pour atteindre 27.603,3 milliards, dont 61,0% de crédits à la clientèle et 26,8% de titres de placement. Les taux brut et net de dégradation du portefeuille ont reculé, passant respectivement de 13,7% et 6,0% en 2015 à 13,5% et 5,2% en 2016.

Les ressources globales mobilisées au titre de ce secteur ont progressé de 10,3% pour se fixer à 24.500,6 milliards, après une hausse de 18,1% en 2015. Elles sont constituées à hauteur de 84,4% de dépôts et emprunts de la clientèle. En ce qui concerne les fonds propres, ils se sont consolidés à 330,5 milliards, en relation notamment avec l'amélioration de la situation financière de certains établissements de crédit.

Le Produit Net Bancaire (PNB) a augmenté de 8,1% à 1.643,1 milliards, après une hausse de 12,3% en 2015. Quant au résultat brut d'exploitation, il s'est inscrit à 666,9 milliards, contre 591,3 milliards l'année précédente, soit une progression de 12,8%. Réflétant ces tendances, le coefficient net d'exploitation s'est amélioré en s'établissant à 66,3% après 66,9% en 2015.

Le ratio moyen de solvabilité des établissements de crédit de l'Union est ressorti à 11,3% en 2016, au-dessus de la norme minimale requise de 8%.

Concernant les Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) de grande taille, le nombre d'établissements (faîtières et caisses de base) ressort à cent trente (130) à fin 2016, contre cent dix-neuf (119) à la même période de l'année précédente.

Ils ont affiché un total de bilan de 1.283,1 milliards, en progression de 17,6% par rapport à fin 2015. Les emplois nets de ces SFD se sont accrus de 20,1% à 887,8 milliards à fin 2016. Quant aux ressources, elles ont augmenté de 14,0% pour se fixer à 1.003,2 milliards. Les taux brut et net de dégradation du portefeuille classé à risque ont, pour leur part, reculé en passant respectivement de 4,3% et 2,6% en 2015 à 3,7% et 2,3% en 2016.

Le ratio moyen de capitalisation est ressorti à 19,5% en 2016, pour une norme minimale de 15%.

Au titre des établissements de monnaie électronique (EME), l'Union en compte sept (7), en activité dans quatre (4) pays à fin décembre 2016.

La Commission Bancaire de l'UMOA a tenu quatre (4) sessions au cours de l'année 2016. Examinant la situation particulière de certains établissements de crédit et de microfinance, elle a notamment prononcé trois (3) levées de la mesure de surveillance rapprochée, deux (2) maintiens de cette mesure, huit (8) mises en garde, deux (2) démissions d'office de dirigeants et un (1) blâme.

L'organe communautaire de supervision a également émis des avis simples favorables à quatre (4) prorogations de la durée d'administration provisoire, six (6) prorogations du mandat de l'Administrateur Provisoire et une (1) prorogation de la durée de la liquidation et du mandat du Liquidateur. En revanche, elle a prononcé un (1) avis simple défavorable à la levée de l'administration provisoire d'un établissement de crédit.

Dans le cadre de la concertation permanente avec la profession bancaire, le Secrétariat Général de la Commission Bancaire a organisé à Abidjan (Côte d'Ivoire), les deuxièmes réunions des Collèges des Superviseurs du Groupe Ecobank et Oragroup. Lors de chacune de ces rencontres, une déclaration de coopération mutuelle entre les membres de ces Collèges a été finalisée.

Au titre des relations de collaboration avec les Autorités de contrôle homologues, l'année 2016 a enregistré la signature, d'une part, le 12 janvier 2016, d'un protocole d'accord de coopération entre la Banque Centrale du Congo et la Commission Bancaire de l'UMOA et, d'autre part, le 3 novembre 2016, de la Convention de coopération amendée entre la Commission Bancaire de l'UMOA et Bank Al-Maghrib.

En outre, les actions de coopération avec les autres superviseurs ont été renforcées. Elles se sont traduites principalement par la conduite de plusieurs missions de vérifications conjointes auprès de filiales de groupes bancaires.

Concernant la réglementation, le Conseil des Ministres de l'Union a adopté, en sa session du 24 juin 2016, la Décision n°013/24/06/2016/CM/UMOA portant dispositif prudentiel applicable aux établissements de crédit et aux compagnies financières de l'UMOA et la Décision n°014/24/06/2016/CM/UMOA relative à la supervision sur base consolidée des établissements de crédit maisons-mères et des compagnies financières dans l'UMOA. Le Gouverneur de la Banque Centrale a également édicté la Décision n°357-11-2016 du 15 novembre 2016 instituant le Plan Comptable Bancaire révisé de l'UMOA.

Ces textes visent principalement à assurer la convergence de la réglementation bancaire et prudentielle de l'Union vers les standards internationaux, tout en prenant en compte les spécificités de la zone.

Relativement aux réformes réglementaires, le Secrétariat Général de la Commission Bancaire a pris part de manière active aux travaux de révision du Plan Comptable Bancaire de l'UMOA, de l'implémentation des normes de Bâle II et Bâle III et de renforcement du dispositif de résolution des crises bancaires dans l'UMOA.

SOMMAIRE

MOT INTRODUCTIF DU PRESIDENT.....	3
LISTE DES MEMBRES DE LA COMMISSION BANCAIRE EN 2016	6
FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE 2016	7
CHIFFRES CLES.....	8
SIGLES ET ABREVIATIONS	10
RESUME DU RAPPORT	11
I. PRESENTATION DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA	17
1.1. ROLES ET ATTRIBUTIONS DE LA COMMISSION BANCAIRE	19
1.1.1. Attributions et fonctionnement	19
1.1.2. Principaux textes régissant l'action de la Commission Bancaire	19
1.2. ORGANISATION ET ACTIVITES DU SECRETARIAT GENERAL	21
1.2.1. Organisation du Secrétariat Général	21
1.2.2. Activités du Secrétariat Général	22
II. ENVIRONNEMENT DE L'ACTIVITE DES ETABLISSEMENTS ASSUJETTIS	25
2.1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER DES PAYS DE L'UMOA.....	27
2.1.1. Secteur réel	27
2.1.2. Prix	27
2.1.3. Finances publiques	28
2.1.4. Balance des paiements.....	28
2.1.5. Secteur monétaire et financier	29
2.2. CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE.....	31
2.2.1. Secteur bancaire.....	31
2.2.2. Secteur de la microfinance.....	32
2.2.3. Secteur de la monnaie électronique	32
III. ACTIVITES DES ETABLISSEMENTS ASSUJETTIS.....	35
3.1. SECTEUR BANCAIRE	37
3.1.1. Paysage bancaire	37
3.1.2. Activités et résultats	45
3.2. SECTEUR DE LA MICROFINANCE	56
3.2.1. Paysage des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD)	56
3.2.2. Activités et résultats	56
3.3. SECTEUR DE LA MONNAIE ELECTRONIQUE	61
3.3.1. Paysage des établissements de monnaie électronique.....	61
3.3.2. Activités et résultats des Etablissements de Monnaie Electronique (EME).....	62

IV. SURVEILLANCE DES ETABLISSEMENTS ASSUJETTIS	63
4.1. SUIVI DU DISPOSITIF PRUDENTIEL	65
4.1.1. Situation prudentielle des établissements de crédit	65
4.1.2. Situation prudentielle des Systèmes Financiers Décentralisés.....	70
4.1.3. Situation prudentielle des établissements de monnaie électronique.....	74
4.2. ACTES ET MESURES.....	76
4.2.1. Mesures administratives	76
4.2.2. Sanctions disciplinaires.....	77
4.2.3. Avis aux Ministres chargés des Finances	77
4.2.4. Autres.....	79
V. ACTIONS DE COOPERATION ET DE FORMATION.....	81
5.1. ACTIONS DE COOPERATION.....	83
5.1.1. Mise en œuvre des conventions de coopération	83
5.1.2. Relations avec les groupes de superviseurs bancaires	83
5.1.3. Relations avec les autres organes de contrôle et institutions financières.....	84
5.2. ACTIONS DE FORMATION	86
5.2.1. Formations et séminaires internes	86
5.2.2. Formations et séminaires externes	86
ANNEXES.....	89
ANNEXE I : ORGANIGRAMME DU SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA AU 31 DECEMBRE 2016	93
ANNEXE II : STATISTIQUES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT.....	97
ANNEXE III : STATISTIQUES DES SFD RELEVANT DE L'ARTICLE 44 DE LA LOI PORTANT REGLEMENTATION DES SFD.....	189
ANNEXE IV :STATISTIQUES DES ETABLISSEMENTS DE MONNAIE ELECTRONIQUE.....	245
LISTE DES TABLEAUX	
Tableau 1 : Taux de croissance du PIB réel en 2015 et 2016	27
Tableau 2 : Nombre d'établissements de crédit agréés par pays en 2016	37
Tableau 3 : Répartition des établissements de crédit en activité par pays	38
Tableau 4 : Répartition des établissements de crédit par groupes homogènes	39
Tableau 5 : Répartition des établissements de crédit selon la taille du bilan.....	40
Tableau 6 : Principaux groupes bancaires exerçant dans l'UMOA au 31 décembre 2016	41
Tableau 7 : Répartition des crédits déclarés à la Centrale des Risques par secteur d'activités.....	47
Tableau 8 : Situation résumée de l'activité et des ratios caractéristiques	53
Tableau 9 : Nombre de SFD relevant de l'article 44 par pays	56
Tableau 10 : Part de marché des SFD relevant de l'article 44 par pays	57
Tableau 11 : Nombre d'établissements émetteurs de monnaie électronique par pays à fin décembre 2016	62

Tableau 12 : Répartition des banques selon le niveau du ratio de couverture des risques	65
Tableau 13 : Ratio moyen de couverture des risques par pays.....	65
Tableau 14 : Nombre d'établissements conformes au dispositif prudentiel par pays	67
Tableau 15 : Répartition des SFD selon le niveau de la norme de capitalisation.....	70
Tableau 16 : Ratio moyen de capitalisation par pays.....	70
Tableau 17 : Nombre de SFD conformes au dispositif prudentiel par pays	73
Tableau 18 : Situation prudentielle des EME à fin 2016	75

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Répartition des effectifs par type d'activité en 2016	22
Graphique 2 : Evolution du taux de croissance du PIB réel et du taux d'inflation	28
Graphique 3 : Répartition des établissements de crédit selon le total de bilan et la catégorie .	40
Graphique 4 : Part de marché des groupes bancaires par zone géographique d'origine en 2016...	44
Graphique 5 : Evolution des emplois des établissements de crédit	45
Graphique 6 : Analyse de la structure des crédits des établissements de crédit	46
Graphique 7 : Evolution des créances en souffrance des établissements de crédit	47
Graphique 8 : Evolution des taux de dégradation du portefeuille des établissements de crédit....	48
Graphique 9 : Evolution des ressources des établissements de crédit	49
Graphique 10 : Evolution de la trésorerie des établissements de crédit	49
Graphique 11 : Evolution et décomposition du Produit Net Bancaire	50
Graphique 12 : Produit Net Bancaire par place bancaire entre 2015 et 2016	51
Graphique 13 : Evolution des principaux ratios caractéristiques du système bancaire.....	52
Graphique 14 : Evolution des emplois des SFD	57
Graphique 15 : Analyse de la structure des crédits des SFD	58
Graphique 16 : Evolution des taux de dégradation du portefeuille des SFD	59
Graphique 17 : Evolution des ressources des SFD	60
Graphique 18 : Evolution de la trésorerie des SFD de l'article 44.....	60
Graphique 19 : Ratio de solvabilité des établissements de crédit par pays	66
Graphique 20 : Proportion des établissements de crédit conformes au dispositif prudentiel.....	68
Graphique 21 : Ratio de capitalisation des SFD par pays	71
Graphique 22 : Proportion des SFD conformes au dispositif prudentiel.....	74

LISTE DES ENCADRES

Encadré n°1 : Nouveau dispositif de supervision sur base consolidée des établissements de crédit maisons-mères et des compagnies financières dans l'UMOA.....	33
Encadré n°2 : Détection et traitement des banques fragiles	55
Encadré n°3 : Nouveau dispositif prudentiel applicable aux établissements de crédit et aux compagnies financières de l'UMOA	69
Encadré n°4 : Identification des institutions financières d'importance systémique	80
Encadré n°5 : 2 ^{èmes} réunions des Collèges des Superviseurs du Groupe Ecobank et de Oragroup....	85

I. PRESENTATION DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA



Séminaire d'information et de sensibilisation des Membres de la Commission Bancaire de l'UMOA aux normes de Bâle II et Bâle III (Abidjan, le 15 juin 2016)

1.1. ROLES ET ATTRIBUTIONS DE LA COMMISSION BANCAIRE

1.1.1. Attributions et fonctionnement

La Commission Bancaire de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) est chargée de veiller notamment à l'organisation et au contrôle des établissements de crédit, tels que définis dans la Loi portant réglementation bancaire. Elle contribue également à la surveillance des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD).

Présidée par le Gouverneur de la BCEAO, la Commission Bancaire de l'UMOA comprend deux (2) collèges dont l'un est composé d'un représentant désigné par chaque Etat participant à la gestion de la Banque Centrale et l'autre, de membres nommés par le Conseil des Ministres de l'UMOA sur proposition du Gouverneur de la Banque Centrale.

La Commission Bancaire a adopté son règlement intérieur ainsi qu'un code de déontologie applicable à ses membres.

Elle se réunit aussi souvent que nécessaire et au moins deux (2) fois l'an, à l'initiative de son Président ou à la demande du tiers (1/3) de ses membres. Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées. En cas de partage égal de voix, celle du Président est prépondérante.

1.1.2. Principaux textes régissant l'action de la Commission Bancaire

Un cadre juridique définit les prérogatives de la Commission Bancaire, ainsi que les responsabilités :

- du Conseil des Ministres de l'Union, qui fixe le cadre légal et réglementaire applicable à l'activité de crédit ;
- de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, Institut d'émission, qui élabore notamment la réglementation prudentielle et comptable, et exerce également, pour son propre compte, une mission de surveillance du système bancaire ;
- des Autorités nationales, principalement le Ministre chargé des Finances de chaque Etat, qui est compétent en matière de prise de décisions dans un processus partagé avec la Commission Bancaire.

Ainsi, outre le droit commun applicable aux sociétés commerciales, l'action de la Commission Bancaire est fondée sur les principaux actes, ci-après, réglementant l'activité des établissements de crédit, des systèmes financiers décentralisés et des établissements de monnaie électronique :

- le Traité de l'UMOA du 20 janvier 2007 ;
- la Convention du 6 avril 2007 régissant la Commission Bancaire ;
- la Loi uniforme portant réglementation bancaire ;
- la Loi uniforme portant réglementation des Systèmes Financiers Décentralisés ;
- la Loi uniforme portant définition et répression de l'usure ;
- la Loi uniforme sur les instruments de paiement ;
- le Règlement communautaire relatif aux systèmes de paiement ;

- la Loi uniforme relative à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ;
- le Règlement relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA ;
- le Plan Comptable Bancaire de l'UMOA (PCB) ;
- le Référentiel Comptable Spécifique des SFD (RCSFD) de l'UMOA ;
- le dispositif prudentiel applicable aux banques et établissements financiers de l'UMOA ;
- l'Instruction régissant les conditions et modalités d'exercice des activités des émetteurs de monnaie électronique dans les Etats membres de l'UEMOA ;
- les instructions prises par la BCEAO en application des dispositions de la Loi portant réglementation bancaire dans l'UMOA ;
- les instructions prises par la BCEAO en application des dispositions de la Loi portant réglementation des Systèmes Financiers Décentralisés de l'UMOA ;
- les instructions prises par la BCEAO en application du Plan Comptable Bancaire (PCB), entrant en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Ces principaux textes de base sont complétés par les circulaires et avis qui en précisent, le cas échéant, les modalités d'application.

La Commission Bancaire a notamment les principales attributions ci-après :

- l'émission d'avis conformes pour l'agrément et le retrait d'agrément des établissements de crédit ;
- le contrôle des établissements de crédit et des systèmes financiers décentralisés et le droit de requérir de ces derniers toutes informations utiles ;
- la prise de mesures administratives (mise en garde, injonction) ;
- la prise de sanctions disciplinaires (avertissement, blâme, suspension ou interdiction de tout ou partie des opérations, toutes autres limitations dans l'exercice de la profession, suspension ou démission d'office des dirigeants responsables, retrait d'agrément) et pécuniaires à l'encontre des établissements assujettis ;
- le prononcé de la décision de mise sous administration provisoire ou celle de mise en liquidation ;
- l'approbation et le retrait d'approbation de la désignation des commissaires aux comptes des établissements de crédit ;
- l'émission d'avis, simple ou conforme, pour l'application de certaines dispositions prévues par la réglementation, en particulier les cessions ou prises de participation au-delà de certains seuils caractéristiques, les changements de dénomination, etc. ;
- l'élaboration de circulaires d'application de la réglementation bancaire et des systèmes financiers décentralisés.

Les décisions de la Commission Bancaire sont exécutoires dès leur notification aux intéressés. Elles sont susceptibles de recours devant le Conseil des Ministres de l'Union.

Par ailleurs, lors de ses réunions trimestrielles, le Conseil des Ministres de l'UMOA est tenu régulièrement informé, par la Commission Bancaire, des conclusions de ses travaux.

1.2. ORGANISATION ET ACTIVITES DU SECRETARIAT GENERAL

1.2.1. Organisation du Secrétariat Général

La Banque Centrale assure le secrétariat et prend en charge les frais de fonctionnement de la Commission Bancaire.

L'organisation du Secrétariat Général de la Commission Bancaire en vigueur à fin 2016 est articulée autour des structures suivantes : le Contrôle des Opérations (CO), la Direction des Affaires Juridiques (DAJ), la Direction de l'Administration et des Ressources Humaines (DARH), la Direction du Contrôle sur Place (DCP), la Direction des Etudes, de la Réglementation et des Relations Extérieures (DERRE), la Direction des Moyens Généraux (DMG) et la Direction de la Surveillance Permanente (DSP).

L'Annexe 1 retrace l'organigramme du Secrétariat Général.

Les activités de supervision bancaire sont assurées par la DAJ, la DCP, la DERRE et la DSP.

La DAJ, organisée en cabinet, a en charge la préparation et le suivi de la mise en œuvre des décisions de la Commission Bancaire par les Autorités Nationales.

La DCP, également structurée en cabinet, met en œuvre le programme d'inspection des établissements de crédit, de microfinance agréés et de monnaie électronique.

La DERRE, composée du Service des Etudes, Statistiques et Agréments (SESA) et du Service de la Réglementation, des Relations Extérieures et des Méthodes (SRREM), a notamment en charge la conduite des études afférentes à la stabilité du système bancaire de l'Union, l'instruction des dossiers de demande d'agrément et d'autorisations diverses ainsi que la gestion des relations avec les partenaires extérieurs.

La DSP est chargée de la mise en œuvre de l'ensemble des contrôles sur pièces de la situation individuelle des établissements de crédit agréés et des institutions de microfinance dans le champ de compétence de la Commission Bancaire. Elle comprend trois (3) services : le Service des Banques Internationales (SBI), le Service des Banques sous-régionales et des Etablissements Financiers (SBREF) et le Service des Banques Mutualistes et des Institutions de Microfinance (SBMIF).

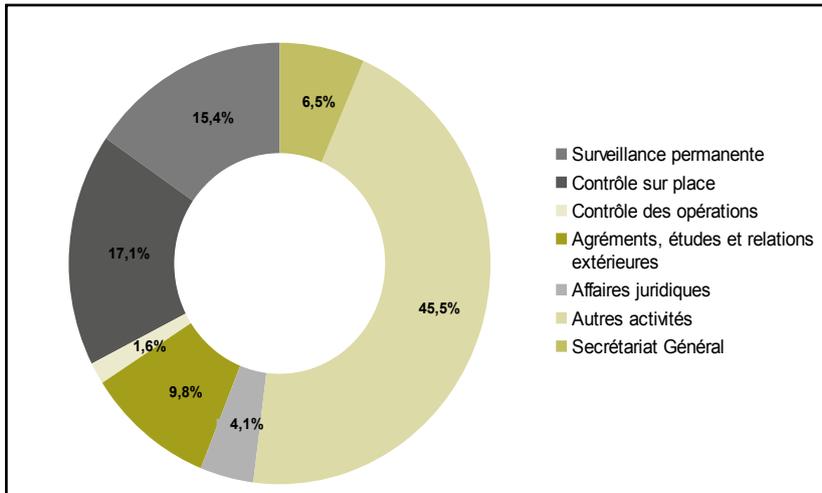
La DARH a pour principales attributions notamment la gestion administrative et prévisionnelle du personnel, la gestion des plans de carrière et des actions de formation, l'application du Statut du personnel, la mise en œuvre de la politique et du plan de sécurité, la gestion et la maintenance du matériel et du mobilier ainsi que le suivi des dispositions de l'Accord de Siège. Elle est constituée du Service des Ressources Humaines (SRH) et du Service des Affaires Administratives (SAA).

La DMG, composée du Service de la Comptabilité et du Budget (SCB) et du Service Informatique (SI), s'occupe principalement de la tenue de la comptabilité et de l'exécution du budget ainsi que du traitement et de l'assistance informatique et de l'exploitation des réseaux locaux et de télécommunication.

Au terme de l'exercice 2016, l'effectif du Secrétariat Général ressortait à cent vingt-trois (123) agents, contre cent vingt (120) à fin 2015. Par corps, le personnel était composé, outre le Secrétaire Général et le Secrétaire Général Adjoint, de sept (7) Directeurs, sept (7) Chefs de Mission d'Inspection, soixante-sept (67) agents d'encadrement et quarante (40) agents relevant du corps du personnel administratif et technique.

Les activités de supervision bancaire sont assurées par 46,4% des effectifs à fin 2016.

Graphique 1 : Répartition des effectifs par type d'activité en 2016



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

1.2.2. Activités du Secrétariat Général

1.2.2.1. Autorisations préalables

Le Secrétariat Général est chargé de l'instruction des dossiers d'autorisations préalables prévus par la réglementation bancaire. En 2016, quatorze (14) dossiers ont été traités au titre de cette activité, dont huit (8) demandes d'agrément, trois (3) déclarations d'intention d'installation de succursales et trois (3) modifications de la structure de l'actionariat d'établissement en activité dans l'Union.

1.2.2.2. Contrôle sur pièces

Le contrôle sur pièces ou surveillance permanente recouvre les activités de suivi individuel des établissements de crédit et de microfinance (tenue des dossiers individuels, contrôle et analyse des situations comptables, contrôle du respect de la réglementation prudentielle, suivi de la situation financière, notation, etc.).

Le contrôle sur pièces s'appuie sur l'analyse des états prudentiels, des données comptables et financières remises sur support magnétique aux Directions Nationales de la BCEAO par les établissements assujettis, conformément aux prescriptions du Plan Comptable Bancaire de l'UMOA (PCB) et du référentiel comptable spécifique des SFD.

Les données collectées auprès des assujettis permettent, après traitement et analyse, de porter un jugement d'ensemble sur l'évolution de la situation individuelle des établissements de crédit et de microfinance. En outre, elles constituent une base pour la réalisation d'études générales ou spécifiques sur l'évolution globale du système bancaire et des activités de microfinance dans l'UMOA.

Enfin, le contrôle sur pièces met en évidence les signes de difficultés d'un établissement en termes de liquidité et/ou de solvabilité ou encore d'accroissement non maîtrisé de ses risques, qui justifieraient la prise de décision appropriée. Dans ce cadre, il joue un rôle d'alerte et de prévention et oriente le contrôle sur place, en lui permettant de mieux cibler ses objectifs.

1.2.2.3. Contrôle sur place

Le contrôle sur place est assuré sur la base d'un programme approuvé par le Président de la Commission Bancaire. L'élaboration de ce programme s'inscrit dans le cadre d'une démarche de contrôle basé sur les risques identifiés, qui permet d'établir une liste d'établissements de crédit et de microfinance considérés comme les plus vulnérables, au regard des paramètres ci-après :

- l'importance systémique des assujettis ;
- l'ancienneté de la dernière vérification de la Commission Bancaire ;
- la situation des assujettis face aux difficultés identifiées dans le suivi de la mise en œuvre des recommandations et décisions de la Commission Bancaire ;
- le degré d'exposition des établissements aux principaux risques dans leur secteur d'activité ;
- les conditions de démarrage des activités des entités nouvellement agréées.

Les contrôles sur place permettent de compléter les contrôles sur pièces en s'appuyant sur des investigations ciblées. Outre leur vocation principale d'identifier et d'évaluer les risques encourus par les établissements assujettis, ils permettent également d'apprécier la sincérité des informations financières et comptables communiquées aux Autorités de contrôle, le respect de la réglementation prudentielle, la qualité de la gestion et les perspectives des établissements assujettis. Ils évaluent également le gouvernement d'entreprise, la mise en œuvre du Plan Comptable Bancaire, l'efficacité des contrôles interne et externe, les choix stratégiques, le dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, la mise en œuvre des systèmes et moyens de paiement, l'utilisation d'un système d'information adapté, l'efficacité de la gestion des risques, le respect du règlement relatif aux relations financières extérieures des Etats ainsi que la mise en œuvre des recommandations de la Commission Bancaire.

Les contrôles sur place peuvent s'étendre aux sociétés apparentées, notamment aux maisons-mères et aux filiales des établissements assujettis. Ils peuvent avoir un caractère global, ponctuel ou thématique.

Les vérifications globales visent à appréhender l'ensemble des domaines d'activités et de gestion d'un assujetti. Quant aux vérifications ponctuelles ou ciblées, elles couvrent un champ plus limité et portent sur un risque particulier, sur l'appréciation d'un aspect spécifique de la gestion ou de la situation d'un établissement assujetti ou d'un groupe d'établissements. Elles permettent également de s'assurer de l'effectivité de la mise en œuvre des recommandations et décisions de la Commission Bancaire.

Au cours de l'année 2016, trente-trois (33) missions de vérification ont été effectuées auprès de vingt-et-un (21) établissements de crédit, quatre (4) Systèmes Financiers Décentralisés, une (1) holding bancaire, deux (2) sociétés émettrices de monnaie électronique et un (1) office des chèques postaux. Le taux d'exécution des vérifications planifiées ressort à 86,8%. Des missions conjointes ont été menées avec d'autres superviseurs bancaires dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de coopération.

Les contrôles sur place ont permis de relever des insuffisances sur le système d'information, la tenue de la comptabilité, la mise en place de procédures adéquates de traitement automatisé des données et le non-respect des dispositifs prudentiels en vigueur. Ces constats ont abouti à l'élaboration de rapports et de lettres de suite présentant les principales conclusions des vérifications et invitant les assujettis concernés à prendre les mesures correctives requises.

Ces insuffisances sont portées à la connaissance du Président de la Commission Bancaire, du Président du Conseil d'Administration de l'établissement assujetti contrôlé ainsi que du Ministre chargé des Finances du pays d'implantation.

1.2.2.4. Autres activités

Les autres activités du Secrétariat Général au cours de l'année 2016 concernent principalement la participation aux travaux du Comité de Stabilité Financière dans l'UMOA (CSF-UMOA) ainsi que la tenue de rencontres avec la profession bancaire et les institutions financières internationales et sous-régionales.

Dans le cadre de la préparation de la 10^{ème} session ordinaire du CSF-UMOA, l'Autorité de contrôle a participé aux travaux du Groupe d'Experts, qui ont porté notamment sur la détection et l'analyse des principaux facteurs de vulnérabilité susceptibles d'affecter la résilience du secteur financier de l'Union.

Au titre de la concertation permanente avec la profession bancaire et les partenaires extérieurs, le Secrétariat Général a accordé vingt-et-une (21) audiences à des dirigeants d'établissements assujettis, de holdings et groupes bancaires ainsi qu'à des institutions financières internationales et autres organismes sous-régionaux. Ces rencontres ont principalement pour objectif l'évaluation des risques auxquels les établissements de crédit et de microfinance sont exposés ainsi que celle de leur environnement et leurs perspectives d'activités.

En sa qualité d'Autorité de contrôle d'origine, le Secrétariat Général a organisé les deuxièmes réunions des Collèges des Superviseurs du Groupe Ecobank et de Oragroup, respectivement du 26 au 27 octobre 2016 et le 21 novembre 2016 à Abidjan (Côte d'Ivoire). Ces assises s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations du Comité de Bâle pour une supervision efficace des groupes bancaires transfrontaliers.

II. ENVIRONNEMENT DE L'ACTIVITE DES ETABLISSEMENTS ASSUJETTIS



Réunion du Conseil des Ministres de l'UMOA (Dakar, le 24 mars 2016)

2.1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER DES PAYS DE L'UMOA

En 2016, les économies des Etats membres de l'UMOA ont fait preuve de résilience, en dépit du ralentissement économique mondial, consécutif notamment au faible regain d'activités dans les pays industrialisés.

Au plan régional, l'UMOA a été affectée par la dégradation de la conjoncture économique au Nigeria, principal partenaire commercial de certains Etats membres de l'Union.

2.1.1. Secteur réel

Le Produit Intérieur Brut (PIB) de l'Union, en termes réels, a progressé de 6,7% en 2016 après 6,4% en 2015. L'expansion économique a été portée par le secteur tertiaire, principal moteur de la croissance, avec une contribution de 3,7 points, à la faveur de la bonne tenue des activités commerciales, de transport ainsi que du dynamisme des services financiers et de télécommunications.

Le secteur secondaire est le deuxième pilier de la croissance économique, avec un apport de 2,0 points, imputable essentiellement au raffermissement de la production manufacturière et à la vigueur des investissements publics. La contribution du secteur primaire est estimée à 1,0 point, en hausse de 0,3 point par rapport à 2015, en raison de l'augmentation des productions vivrières et des principales spéculations.

Tableau 1 : Taux de croissance du PIB réel en 2015 et 2016

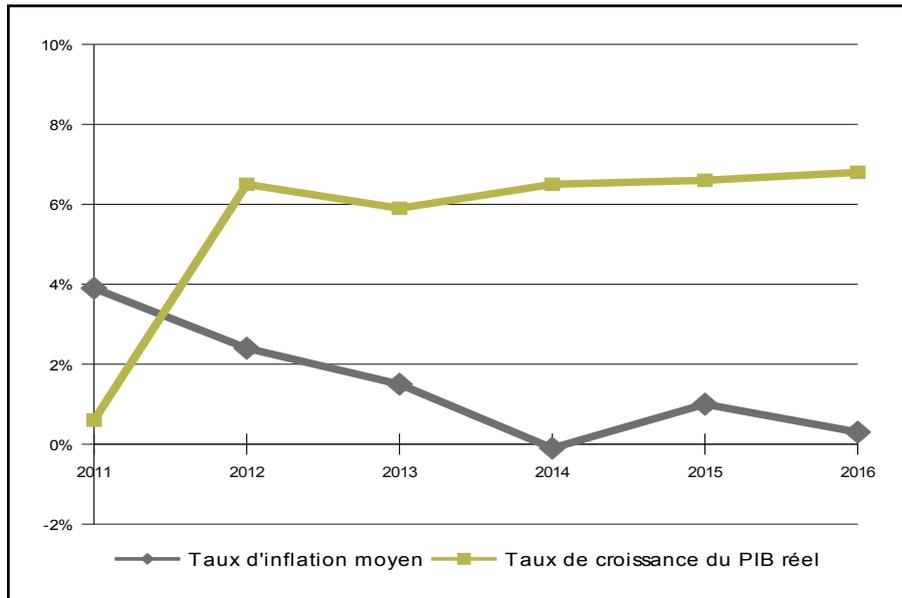
	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA
2015	2,1%	4,0%	9,2%	5,1%	6,0%	4,0%	6,5%	5,5%	6,4%
2016	3,9%	5,9%	8,8%	5,1%	5,8%	5,0%	6,7%	5,1%	6,7%

Source : Services officiels et BCEAO

2.1.2. Prix

L'inflation est restée faible dans l'Union en 2016, en ressortant à 0,3%, après 1,3% en 2015, à la faveur du bon approvisionnement des marchés en produits céréaliers de grande consommation et de l'orientation baissière des prix des produits pétroliers.

Par pays, le taux d'inflation se présente comme ci-après : Guinée-Bissau (+1,5%), Togo (+0,9%), Sénégal (+0,8%), Côte d'Ivoire (+0,7%), Niger (+0,2%), Burkina (-0,2%), Bénin (-0,8%) et Mali (-1,8%).

Graphique 2 : Evolution du taux de croissance du PIB réel et du taux d'inflation

Source : Services officiels et BCEAO

2.1.3. Finances publiques

Le profil des finances publiques des Etats membres de l'Union en 2016 a été marqué par la poursuite des efforts d'investissement dans les infrastructures et les secteurs sociaux en vue de créer les conditions d'une croissance durable et inclusive, de même que par une hausse des dépenses courantes.

Le déficit budgétaire, base engagements, dons compris, s'est établi à 4,4% en 2016, en légère amélioration par rapport à 2015, demeurant toutefois au-dessus de la norme communautaire de 3,0% au maximum.

Le marché régional de la dette publique est demeuré la principale source de financement interne des Etats durant l'année 2016. Les émissions nettes de titres publics se sont situées à 2.232,9 milliards contre 1.345,3 milliards en 2015. Pour leur part, les émissions brutes se sont élevées à 4.412,1 milliards, composées de 1.541,0 milliards de bons du Trésor et 2.871,1 milliards d'obligations². La préférence des Etats continue de porter toujours sur les titres de long terme en vue de financer leurs projets d'investissements, notamment dans le domaine des infrastructures. Ainsi, 65,1% des interventions ont concerné le compartiment obligataire après 65,9% un an plus tôt.

2.1.4. Balance des paiements

Les échanges extérieurs de l'UMOA, en 2016, ont été marqués par une aggravation du déficit global, qui est ressorti à 951,2 milliards, contre 191,5 milliards en 2015. Cette situation s'explique notamment par le recul des entrées nettes de capitaux au titre du compte financier, dont les effets ont été atténués par le repli du déficit courant.

Rapporté au PIB, le déficit du compte courant, hors dons, s'est établi à 5,5% en 2016, contre 6,8% en 2015, soit une baisse de 1,3 point de pourcentage, en relation avec l'atténuation du déficit

2 - Y compris les émissions d'obligations islamiques « Sukuk » par les Trésors de Côte d'Ivoire, du Sénégal et du Togo.

de la balance des biens et services ainsi que l'amélioration de l'excédent du compte du revenu secondaire. Cette orientation favorable a, toutefois, été modérée par la détérioration du solde du compte du revenu primaire.

2.1.5. Secteur monétaire et financier

La situation monétaire de l'Union à fin décembre 2016 a été caractérisée par un accroissement de la masse monétaire, consécutif à la progression des créances intérieures. Les actifs extérieurs nets des institutions monétaires se sont contractés sur la période.

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires ont enregistré une baisse de 1.059,1 milliards (22,3%), pour se situer à 3.694,4 milliards à fin décembre 2016. Cette évolution s'explique par la contraction conjuguée des actifs extérieurs nets de la Banque Centrale (914,5 milliards) et de ceux des banques (144,6 milliards).

Le stock des réserves officielles de change de la BCEAO a fléchi de 993,3 milliards pour se situer à 6.529,4 milliards à fin décembre 2016, contre 7.522,7 milliards à fin décembre 2015. Sur cette base, le taux de couverture de l'émission monétaire de la Banque Centrale s'est inscrit en baisse en s'établissant à 68,2% contre 80,2% en décembre 2015. Les réserves de change couvrent 4,2 mois d'importations contre 5,1 mois un an plutôt. Pour leur part, les engagements extérieurs de l'Institut d'émission ont connu une légère baisse de 96,8 milliards, ressortant à 1.969,0 milliards à fin décembre 2016 après 2.065,8 milliards à fin 2015.

L'encours des créances intérieures à fin décembre 2016 s'est établi à 23.072,8 milliards, en accroissement de 3.409,7 milliards ou 17,3%, par rapport à fin décembre 2015.

En liaison avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a progressé de 10,3% pour se situer à 22.652,9 milliards à fin décembre 2016, contre une progression de 14,9% sur l'année 2015. Cette décélération s'est reflétée dans le ralentissement des dépôts à vue (13,4%) et de la circulation fiduciaire (5,5%) comparativement à la progression respectivement de 16,5% et 12,0% enregistrée en 2015.

En l'absence de tensions particulières sur les perspectives d'évolution des prix à moyen terme, le Comité de Politique Monétaire (CPM) de la BCEAO a maintenu inchangé le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidité, qui est le principal taux directeur de la Banque Centrale. Ainsi, ce taux est resté fixé à 2,50%, niveau en vigueur depuis le 16 septembre 2013, afin d'accompagner le financement des économies.

En revanche, tenant compte des imperfections du marché interbancaire, le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO a décidé, lors de sa session du 6 décembre 2016, d'augmenter de 100 points de base le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal pour le porter de 3,50% à 4,50%, à compter du 16 décembre 2016. Cette décision vise à redynamiser le fonctionnement du marché interbancaire en incitant les banques à s'orienter vers les ressources disponibles sur ce marché.

Le coefficient des réserves obligatoires applicables aux banques de l'Union est fixé à 5,0%, niveau en vigueur depuis le 16 mars 2012.

Au cours de l'année 2016, les montants mis en adjudication, dans le cadre des opérations d'injection de liquidité sur les guichets d'open market, à une semaine et à un mois, ont évolué suivant le rythme des prévisions des besoins de liquidité des banques de l'Union.

Sur le guichet hebdomadaire des appels d'offres, le montant mis en adjudication est passé de 1.730,0 milliards en janvier 2016 à 2.150,0 milliards en décembre 2016, soit une progression de 24,3%, contre 8,1% en 2015. En moyenne hebdomadaire, les avances accordées par la Banque Centrale sur le guichet hebdomadaire se sont élevées à 1.854,6 milliards au cours de l'année 2016 après 1.479,0 milliards en 2015.

Sur le guichet mensuel des appels d'offres, le montant mis en adjudication est passé de 840,0 milliards en janvier 2016 à 850,0 milliards à fin décembre 2016, progressant, en rythme annuel, de 1,2% contre 8,4% un an auparavant. Sur ce compartiment, les concours se sont situés en moyenne à 846,9 milliards en 2016 contre 884,7 milliards en 2015.

L'analyse des évolutions des taux d'intérêt sur les deux guichets des appels d'offres fait apparaître, dans l'ensemble, une évolution haussière.

Sur le guichet hebdomadaire, le taux marginal moyen des adjudications s'est situé à 3,23% sur l'année 2016 et le taux moyen pondéré est ressorti à 3,39% contre respectivement 2,53% et 2,56% en 2015.

Sur le guichet mensuel des appels d'offres, le taux moyen pondéré est passé de 2,62% en 2015 à 3,36% en 2016, tandis que le taux marginal est ressorti à 3,30% après 2,57% en 2015.

Ainsi, l'encours cumulé des avances sur les guichets des appels d'offres à une semaine et à un mois s'est établi à 3.000,0 milliards à fin décembre 2016 contre 2.570,0 milliards un an plus tôt, soit une progression de 430,0 milliards (+16,7%).

Les bons et les obligations émis par les trésors des huit (8) pays de l'Union ont représenté l'essentiel des titres présentés par les établissements de crédit comme supports aux opérations de refinancement.

D'un niveau de 648,3 milliards à fin décembre 2015, les concours accordés par l'Institut d'émission sur le guichet de prêt marginal, à l'initiative des banques, sont ressortis à 1.584,5 milliards à fin décembre 2016.

S'agissant du guichet spécial de refinancement, entré en vigueur depuis janvier 2014, le volume des concours octroyés par l'Institut d'émission aux banques est ressorti, à 122,8 milliards à fin décembre 2016 contre 74,7 milliards en décembre 2015.

L'évolution du marché interbancaire de l'UMOA a été marquée par une hausse concomitante du volume des échanges de liquidité et du taux d'intérêt moyen pondéré des opérations.

Le volume moyen des transactions s'est élevé à 169,0 milliards en 2016 contre 107,0 milliards en 2015, soit une hausse de 57,9%. Les opérations ont couvert des maturités allant d'un jour à douze mois. Les compartiments à une et deux semaines ont été les plus actifs, représentant respectivement 44,7% et 32,5% du volume moyen des transactions contre 39,9% et 31,2% en 2015. Ces guichets ont cumulé, en moyenne, des prêts de montants respectifs de 76,0 milliards et 55,0 milliards en 2016 contre 43,0 milliards et 33,0 milliards en 2015. Rapporté au montant moyen des injections de liquidité, le volume des opérations interbancaires est ressorti en hausse à 6,3% en 2016 contre 4,5% en 2015.

S'agissant des taux d'intérêt, il a été noté sur le compartiment principal à une semaine, une progression du taux d'intérêt moyen pondéré, qui est passé de 3,68% en 2015 à 4,21% en 2016.

2.2. CADRE INSTITUTIONNEL ET REGLEMENTAIRE

2.2.1. Secteur bancaire

Le cadre réglementaire de l'activité bancaire dans l'UMOA a été marqué, au cours de l'année 2016, notamment par l'adoption des décisions suivantes :

- Décision n°013/24/06/2016/CM/UMOA du Conseil des Ministres de l'UMOA, prise en sa session du 24 juin 2016, portant dispositif prudentiel applicable aux établissements de crédit et aux compagnies financières de l'UMOA et son annexe ;
- Décision n°014/24/06/2016/CM/UMOA du Conseil des Ministres de l'UMOA, prise en sa session du 24 juin 2016, relative à la supervision sur base consolidée des établissements de crédit maisons-mères et des compagnies financières dans l'UMOA ;
- Décision n°357-11-2016 du 15 novembre 2016 de la Banque Centrale, instituant le Plan Comptable Bancaire révisé de l'UMOA.

S'agissant spécifiquement du Plan Comptable Bancaire (PCB) révisé de l'UMOA, les instructions d'application suivantes, dont l'entrée en vigueur est prévue le 1^{er} janvier 2018 ont été édictées par la BCEAO :

- Instruction n°022-11-2016 du 15 novembre 2016 relative aux modalités de déclaration des documents de synthèse des établissements de crédit à la BCEAO ;
- Instruction n°023-11-2016 du 15 novembre 2016 relative aux modalités de première application du PCB de l'UMOA ;
- Instruction n°024-11-2016 du 15 novembre 2016 relative à la définition des attributs ;
- Instruction n°025-11-2016 du 15 novembre 2016 relative à la comptabilisation des opérations en devises et sur les valeurs assimilées ;
- Instruction n°026-11-2016 du 15 novembre 2016 relative à la comptabilisation et à l'évaluation des engagements en souffrance ;
- Instruction n°027-11-2016 du 15 novembre 2016 relative à la comptabilisation des différents types de contrats de location ;
- Instruction n°028-11-2016 du 15 novembre 2016 relative à la comptabilisation des commissions reçues et coûts marginaux de transactions à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours financier ;
- Instruction n°029-11-2016 du 15 novembre 2016 relative à la comptabilisation et à l'évaluation des titres appartenant aux établissements de crédit ;
- Instruction n°030-11-2016 du 15 novembre 2016 relative à la comptabilisation des cessions d'éléments d'actif ;
- Instruction n°031-11-2016 du 15 novembre 2016 relative à la comptabilisation des opérations consortiales ;

- Instruction n°032-11-2016 du 15 novembre 2016 relative à la comptabilisation des opérations d'encaissement ;
- Instruction n°033-11-2016 du 15 novembre 2016 relative aux états financiers sous une forme consolidée ;
- Instruction n°034-11-2016 du 15 novembre 2016 relative à la comptabilisation des opérations effectuées pour le compte de tiers ;
- Instruction n°035-11-2016 du 15 novembre 2016 relative à l'établissement et à la publication des états financiers individuels et consolidés.

En outre, des Instructions d'application des dispositions de la Loi portant réglementation des Bureaux d'Information sur le Crédit ont été prises par la BCEAO au cours de l'année 2016 :

- Instruction n°002-06-2016 du 09 juin 2016 relative aux modalités de mise en place d'un dispositif de contrôle interne des Bureaux d'Information sur le Crédit ;
- Instruction n°003-06-2016 du 09 juin 2016 fixant les modalités de contrôle et de l'audit de conformité des Bureaux d'Information sur le Crédit ;
- Instruction n°004-06-2016 du 09 juin 2016 relative aux modalités de l'administration provisoire des Bureaux d'Information sur le Crédit ;
- Instruction n°005-06-2016 du 09 juin 2016 fixant le montant des sanctions pécuniaires applicables aux Bureaux d'Information sur le Crédit par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest ;
- Instruction n°006-06-2016 du 09 juin 2016 fixant le montant du prélèvement annuel sur les bénéfices nets des Bureaux d'Information sur le Crédit pour la constitution d'une réserve spéciale.

2.2.2. Secteur de la microfinance

Aucune nouvelle disposition réglementaire n'a été prise en 2016, concernant l'activité de microfinance.

2.2.3. Secteur de la monnaie électronique

Aucune nouvelle disposition réglementaire n'a été prise en 2016, concernant l'activité de monnaie électronique.

ENCADRÉ N°1 : NOUVEAU DISPOSITIF DE SUPERVISION SUR BASE CONSOLIDÉE DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT MAISONS-MÈRES ET DES COMPAGNIES FINANCIÈRES DANS L'UMOA

Le Conseil des Ministres de l'UMOA a adopté, lors de sa session ordinaire tenue le 24 juin 2016 à Lomé (Togo), le dispositif de supervision sur base consolidée des établissements de crédit maisons-mères et des compagnies financières dans l'UMOA.

Ce nouveau cadre est entré en vigueur le 24 juin 2016, date de son adoption. Il fixe le principe et les modalités d'assujettissement des groupes bancaires opérant dans l'UMOA à la supervision sur base consolidée ainsi que les règles prudentielles qui leur sont applicables, conformément aux standards internationaux en la matière.

Sont soumises à la supervision sur base consolidée, les entités ci-après :

- les établissements de crédit maisons-mères détenant au moins une filiale qui est un autre établissement de crédit au sein de l'UMOA ;
- les compagnies financières holding et les compagnies financières holding intermédiaires implantées dans l'UMOA.

Le périmètre de consolidation est composé de toutes les entreprises à caractère financier sur lesquelles la maison-mère exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable, indépendamment de leur forme juridique, du pays d'implantation ou d'accueil de leurs activités.

Ce dispositif donne à la Commission Bancaire de l'UMOA la possibilité de décider que la supervision sur base consolidée soit exercée sur une entité intermédiaire lorsque l'évolution de la structure du groupe la justifie.

Dans ce cadre, l'Autorité de contrôle peut requérir d'une maison-mère, qui détient des filiales, établissements de crédit agréés dans l'Union, qu'elle crée dans la zone une compagnie financière holding intermédiaire détenant les participations du groupe dans ces établissements de crédit.

Les compagnies financières sont assujetties à des règles de gestion, prudentielles, de contrôles interne et externe ainsi qu'à des obligations déclaratives qui sont précisées par Décision du Conseil des Ministres de l'UMOA, Circulaire de la Commission Bancaire de l'UMOA ou Instruction de la Banque Centrale.

III. ACTIVITES DES ETABLISSEMENTS ASSUJETTIS



Séminaire de sensibilisation des Dirigeants d'établissements de crédit sur la réforme transposant les règles de Bâle II et Bâle III dans l'UMOA (Dakar, le 21 septembre 2016)

3.1. SECTEUR BANCAIRE

3.1.1. Paysage bancaire

A fin 2016, le système bancaire de l'Union compte cent trente-huit (138) établissements de crédit agréés contre cent trente-sept (137) en décembre 2015. Cette évolution résulte :

- de l'agrément en qualité de banque de la société anonyme dénommée « Stanbic Bank » en Côte d'Ivoire ;
- de l'autorisation accordée à la Société Nigérienne de Banque (Sonibank) pour l'installation d'une succursale au Bénin ;
- du retrait d'agrément de la Banque de l'Habitat du Mali (BHM), consécutif à son absorption par la Banque Malienne de Solidarité (BMS)³.

Ainsi, au terme de l'année 2016, le paysage bancaire est composé de cent vingt-trois (123) banques et quinze (15) établissements financiers à caractère bancaire agréés. Leur répartition par pays se présente comme suit :

Tableau 2 : Nombre d'établissements de crédit agréés par pays en 2016

Pays	Banques	Succursales bancaires	Etablissements financiers (EF)	Succursales d'EF	Total
Bénin	13	3			16
Burkina	11	2	3	1	17
Côte d'Ivoire	24	3	1	1	29
Guinée-Bissau	3	2			5
Mali	12	1	2	1	16
Niger	9	3	1		13
Sénégal	20	4	2	1	27
Togo	11	2	2		15
Total	103	20	11	4	138

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Au cours de la période sous revue, cent trente-cinq (135)⁴ établissements de crédit (120 banques et 15 établissements financiers à caractère bancaire) étaient en activité. Les statistiques ont été collectées auprès de cent trente-et-un (131) établissements, en l'absence des données de quatre (4)⁵ assujettis qui ont ouvert leurs guichets au public au cours du dernier trimestre 2016.

3 - L'opération est intervenue en décembre 2015, l'Arrêté ministériel ayant été pris le 11 mars 2016.

4 - A fin 2016, trois (3) établissements de crédit agréés n'ont pas démarré leurs activités, en l'occurrence Sonibank succursale Bénin, Stanbic Bank Côte d'Ivoire et BRM Succursale Niger.

5 - CBI Succursale Bénin, BRM Succursale Côte d'Ivoire, BACI Succursale Guinée-Bissau et CBI Succursale Sénégal.

Tableau 3 : Répartition des établissements de crédit en activité par pays

Pays	Nombre d'établissements			Total bilan (millions FCFA)	Parts de marché (*)	Guichets (**)	GAB	Nombre de comptes bancaires	Effectifs
	Banques	EF	Total						
Bénin	14	0	14	3 578 645	11,0%	209	301	1 166 380	2 877
Burkina	13	4	17	4 466 461	13,7%	281	376	1 642 048	3 081
Côte d'Ivoire	25	2	27	9 736 471	29,8%	666	934	2 905 534	8 126
Guinée-Bissau	4	0	4	240 956	0,7%	28	51	97 091	421
Mali	13	3	16	4 346 449	13,3%	557	440	1 339 486	3 272
Niger	11	1	12	1 391 621	4,3%	155	158	611 354	1 658
Sénégal	23	3	26	6 336 178	19,4%	412	484	1 597 066	5 149
Togo	13	2	15	2 561 483	7,8%	234	266	958 321	2 317
UMOA	116	15	131	32 658 264	100,0%	2 542	3 010	10 317 280	26 901

(*) Par rapport au total des bilans des établissements de crédit de l'UMOA

(**) Agences, bureaux et points de vente

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

A fin 2016, les établissements de crédit de l'Union affichent un total de bilan de 32.658 milliards, en augmentation de 15,7% par rapport à fin 2015, imputable à l'évolution des actifs dans tous les pays de l'Union.

Le nombre d'agences s'est accru de 4,7% pour se fixer à 2.542 unités en 2016. Les progressions sont comprises dans un intervalle d'un (1) guichet en Guinée-Bissau à trente-six (36) en Côte d'Ivoire. Le nombre de Guichets Automatiques de Banques (GAB) a augmenté de 7,3% pour s'établir à 3.010 unités au cours de la période sous revue.

Les emplois créés par le secteur bancaire ont progressé de 1.174 postes (+4,6%). Le nombre total des employés est, ainsi, ressorti à 26.901 à fin 2016, contre 25.727 en 2015, en liaison avec l'expansion du réseau bancaire et du démarrage des activités de nouveaux établissements. Cette évolution se reflète dans l'augmentation du nombre d'agents non cadres de 876 (+5,7%) et du personnel d'encadrement de 298 (+2,9%).

Le nombre de comptes de la clientèle a également enregistré une hausse de 15,8% pour s'établir à 10.317.280 à fin 2016. Les comptes de particuliers ont crû de 15,3% et ceux détenus par les personnes morales de 21,3%.

Au 31 décembre 2016, le système bancaire de l'Union comprend soixante-sept (67) banques internationales, quarante-sept (47) banques sous-régionales, trois (3) banques mutualistes et quatorze (14) établissements financiers à caractère bancaire.

Tableau 4 : Répartition des établissements de crédit par groupes homogènes

Taille du bilan Catégories	Nombre d'établissements par pays									Parts de marché (*)	Guichets (**)	Nombre de comptes bancaires	Effectifs
	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA				
Banques internationales	11	8	13	-	7	6	14	7	66	56,6%	50,7%	52,2%	55,5%
Banques sous- Régionales	3	5	11	4	5	5	8	6	47	40,1%	43,0%	45,7%	41,3%
Banques mutualistes	-	-	1	-	1	-	1	-	3	2,0%	5,5%	2,1%	1,4%
Etablissements financiers	-	4	2	-	3	1	3	2	15	1,3%	0,8%	-	1,1%
Total	14	17	27	4	16	12	26	15	131	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

(*) Par rapport au total des bilans de l'UMOA

(**) Agences, bureaux et points de vente

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les banques internationales dominent le marché avec 56,6% des actifs bancaires de l'Union. Elles couvrent 50,7% du réseau d'agences, détiennent 52,2% des comptes bancaires et emploient 55,5% des effectifs.

Les banques sous-régionales cumulent 40,1% de part de marché. Cette catégorie regroupe 43,0% des implantations, 45,7% des comptes de la clientèle et 41,3% des effectifs.

Les banques mutualistes représentent 2,0% des actifs, 5,5% des implantations, 2,1% des comptes de la clientèle et 1,4% des effectifs du système bancaire de l'Union.

Les établissements financiers à caractère bancaire concentrent, pour leur part, 1,3% des actifs et 1,7% des effectifs du système bancaire de l'Union.

3.1.1.1. Analyse des établissements de crédit en activité

Suivant la taille du bilan, les établissements de crédit se répartissent en trois (3) catégories : grande pour un total de bilan supérieur à 200,0 milliards, moyenne pour un total compris entre 100,0 milliards et 200,0 milliards et petite pour un total inférieur à 100,0 milliards.

Au 31 décembre 2016, le paysage bancaire se composait de cinquante-deux (52) grandes banques, vingt-six (26) banques moyennes et cinquante-trois (53) établissements de petite taille.

Tableau 5 : Répartition des établissements de crédit selon la taille du bilan

Catégories	Nombre d'établissements									Parts de marché (*)	Guichets (**)	GAB	Comptes bancaires	Effectifs
	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA					
Grande : Total du bilan > 200 milliards)	6	7	11	-	7	3	12	6	52	81,6%	74,4%	81,2%	84,1%	72,1%
Moyenne : 100 milliards ≤ Total du bilan ≤ 200 milliards	3	2	6	-	5	3	4	3	26	11,7%	10,5%	9,3%	6,2%	12,2%
Petite : Total du bilan < 100 milliards	5	8	10	4	4	6	10	6	53	6,7%	15,1%	9,5%	9,7%	15,7%
• Banques	5	4	8	4	1	5	7	4	38	5,4%	14,4%	8,8%	9,7%	14,0%
• Etablissements financiers	-	4	2	-	3	1	3	2	15	1,3%	0,7%	0,7%	-	1,7%
Total	14	17	27	4	16	12	26	15	131	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

(*) Par rapport au total des bilans de l'UMOA

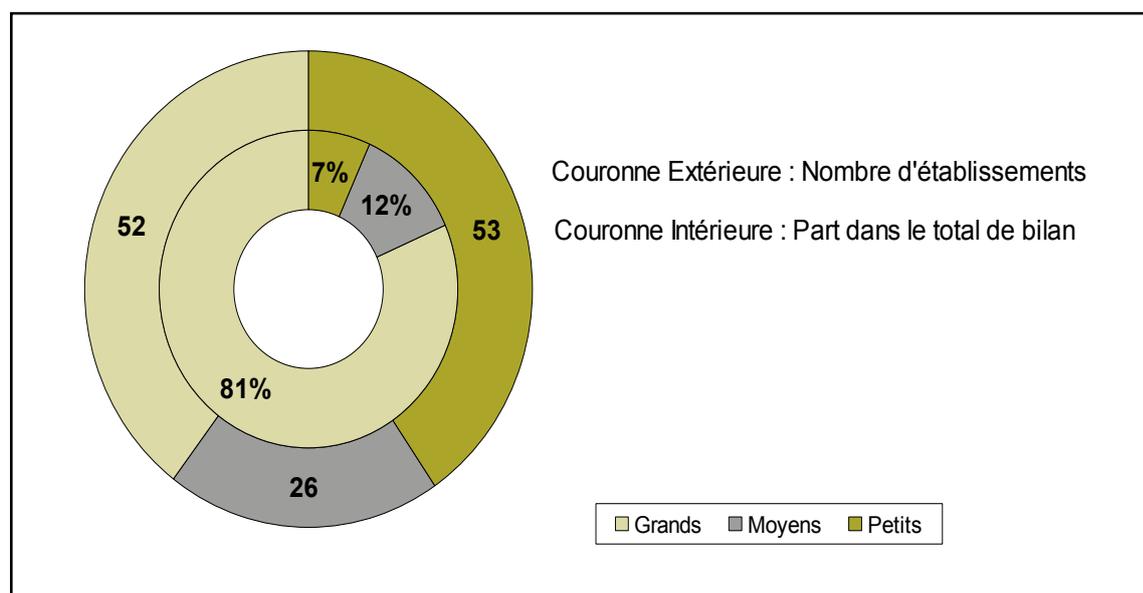
(**) Agences, bureaux et points de ventes

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Le poids des actifs détenus par les établissements de crédit de grande taille dans l'Union est de 81,6%. Ils couvrent 74,4% du réseau d'agences, 81,2% des GAB, 84,1% des comptes bancaires et 72,1% des effectifs.

Le cumul des actifs des banques de taille moyenne représente 11,7% de ceux du système bancaire de l'Union. Cette catégorie regroupe 10,5% des implantations, 9,3% des GAB, 6,2% des comptes de la clientèle et 12,2% des effectifs.

Les cinquante-trois (53) petits établissements détiennent ensemble 6,7% des actifs, 15,1% des bureaux et agences, 9,5% des GAB et 9,7% des comptes bancaires. Ils emploient 15,7% des effectifs du système bancaire.

Graphique 3 : Répartition des établissements de crédit selon le total de bilan et la catégorie


Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

3.1.1.2. Analyse par groupes bancaires

3.1.1.2.1. Les établissements par affiliation à un groupe

Au 31 décembre 2016, vingt-sept (27) groupes bancaires exercent dans l'Union. Ils sont constitués de cent (100) établissements de crédit et totalisent 84,6% des parts de marché et 78,1% du résultat net global provisoire du système bancaire.

Neuf (9) de ces groupes sont liés à des holdings qui sont installées dans l'UMOA. Il s'agit de Ecobank, COFIPA, Atlantic Business International (ABI), Bridge Group West Africa, Oragroup, Tamweel Africa Holding (TAH), Bank Of Africa (BOA), Coris Bank International et Groupe BDK.

Le nombre de groupes bancaires en activité dans l'UMOA, détenant chacun au moins 2% des actifs du système bancaire, est ressorti à douze (12) au cours de la période.

Avec soixante-quatorze (74) des cent-douze (112) unités ayant transmis des données, ces entités étendent leur influence à l'ensemble des pays de l'Union. Elles concentrent 77,2% du total des bilans et 67,9% des guichets, emploient 71,1% des agents, détiennent 76,0% des comptes de la clientèle et contrôlent 75,7% des GAB. Lesdits groupes cumulent 75,2% du résultat net global provisoire du système bancaire.

Tableau 6 : Principaux groupes bancaires exerçant dans l'UMOA au 31 décembre 2016

N°	Principaux groupes (part de marché minimum de 2%)	Pays d'origine de la maison-mère	Nombre d'établissements	Parts de marché	Guichets	GAB	Comptes bancaires	Effectifs	Résultat net global provisoire
1	Ecobank	Togo	8	14,9%	9,9%	20,8%	17,2%	11,0%	13,3%
2	Bank Of Africa (BOA)	Maroc	8	11,4%	10,6%	10,1%	15,7%	8,9%	13,8%
3	Atlantic Business International (ABI)	Maroc	8	9,4%	8,5%	7,2%	8,0%	7,2%	6,7%
4	Société Générale	France	5	9,2%	5,9%	8,6%	6,6%	9,6%	10,1%
5	Attijariwafa bank	Maroc	9	8,0%	10,0%	8,6%	9,6%	9,4%	8,3%
6	BNP Paribas	France	4	4,4%	3,9%	5,5%	3,6%	5,4%	5,5%
7	Coris Bank International (CBI)	Burkina	4	4,1%	2,6%	1,5%	3,2%	2,5%	1,5%
8	Oragroup	Togo	8	3,9%	3,9%	3,0%	3,4%	4,4%	5,1%
9	Diamond Bank	Nigeria	4	3,8%	1,8%	1,7%	2,4%	3,0%	0,0%
10	United Bank for Africa (UBA)	Nigeria	4	2,7%	2,5%	2,7%	2,9%	3,1%	2,9%
11	Banque de Développement du Mali (BDM)	Mali	4	2,6%	4,4%	2,6%	1,8%	2,3%	2,9%
12	Banque Sahélo-saharienne pour l'Industrie et le Commerce (BSIC)	Libye	7	2,6%	3,9%	3,4%	1,6%	4,2%	5,1%
Total		-	73	77,2%	67,9%	75,7%	76,0%	71,1%	75,2%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Le groupe Ecobank, avec une part des actifs de 14,9%, demeure le plus important. Il est présent dans tous les pays de l'Union, détient 9,9% du réseau, 20,8% des GAB, 17,2% des comptes de la clientèle et emploie 11,0% des effectifs. Cette entité contribue à hauteur de 13,3% à la formation du résultat net global provisoire du système bancaire.

Constitué de huit (8) banques dans l'UMOA, le groupe Bank Of Africa (BOA) se positionne au deuxième rang avec 11,4% du total des bilans. Il concentre 10,6% des guichets, 10,1% des GAB, 15,7% des comptes bancaires de la clientèle, 8,9% des agents et réalise 13,8% du résultat net global provisoire.

Le groupe Atlantic Business International (ABI) avec 9,4% de part de marché est présent dans tous les pays de l'Union. Il dispose de 8,5% du réseau, de 7,2% des GAB, de 8,0% des comptes clientèle et de 7,2% des salariés. ABI affiche 6,7% du résultat net global provisoire.

Le groupe Société Générale occupe la quatrième place, avec une part des actifs de 9,2%. Présent dans cinq (5) pays de l'UMOA, il totalise 5,9% des guichets, 8,6% des GAB, 6,6% des comptes bancaires de la clientèle, emploie 9,6% des salariés et totalise 10,1% du résultat net global provisoire.

A la cinquième place, avec un cumul de 8,0% des actifs, le groupe Attijariwafa bank dispose de six (6) filiales et trois (3) succursales. Il détient 10,0% du réseau, 8,6% des GAB, 9,6% des comptes clientèle et 9,4% des employés. Le groupe cumule 8,3% du résultat net global provisoire.

La part de marché du groupe BNP Paribas ressort à 4,4% à fin décembre 2016. Avec ses quatre (4) filiales, le groupe détient 3,9% des guichets, 5,5% des GAB, 3,6% des comptes de la clientèle, 5,4% des employés et 5,5% du résultat net global provisoire.

Le groupe Coris Bank International (CBI), avec quatre (4) unités en activité, cumule 4,1% des bilans de l'Union, totalise 2,6% des guichets de l'UMOA, 1,5% des GAB, 3,2% des comptes de la clientèle, 2,5% des salariés et 1,5% du résultat net global provisoire.

Oragroup possède 3,9% des actifs bancaires, 3,9% du réseau, 3,0% des GAB et 3,4% des comptes de la clientèle. Il emploie 4,4% des salariés et réalise 5,1% des résultats.

Le groupe Diamond Bank, avec sa filiale et ses trois (3) succursales, représente 3,8% du total des bilans de l'Union, 1,8% des guichets, 1,7% des GAB, 2,4% des comptes de la clientèle et 3,0% des salariés.

United Bank for Africa (UBA) concentre 2,7% des actifs totaux, couvre 2,5% du réseau, 2,7% des GAB, 2,9% des comptes de la clientèle et 3,1% de l'effectif total des employés du secteur. Il réalise 2,9% du résultat net global provisoire.

Le groupe Banque de Développement du Mali (BDM), avec quatre (4) banques, cumule 2,6% des actifs bancaires de l'Union. Il dispose de 4,4% des guichets de l'Union, 2,6% des GAB, 1,8% des comptes de la clientèle, 2,3% des salariés et 2,9% du résultat net global provisoire.

Avec sept (7) unités, le groupe BSIC contribue pour 2,6% du total des actifs, 3,9% du réseau, 3,4% des GAB, 1,6% des comptes de la clientèle, 4,2% des salariés et 5,1% du résultat net global provisoire.

Quinze (15) autres groupes de moindre envergure, détenant moins de 2% des actifs chacun, font également partie du paysage bancaire. Il s'agit de :

- Libyan Foreign Bank (4 établissements) ;
- TLG Finance (4 établissements) ;

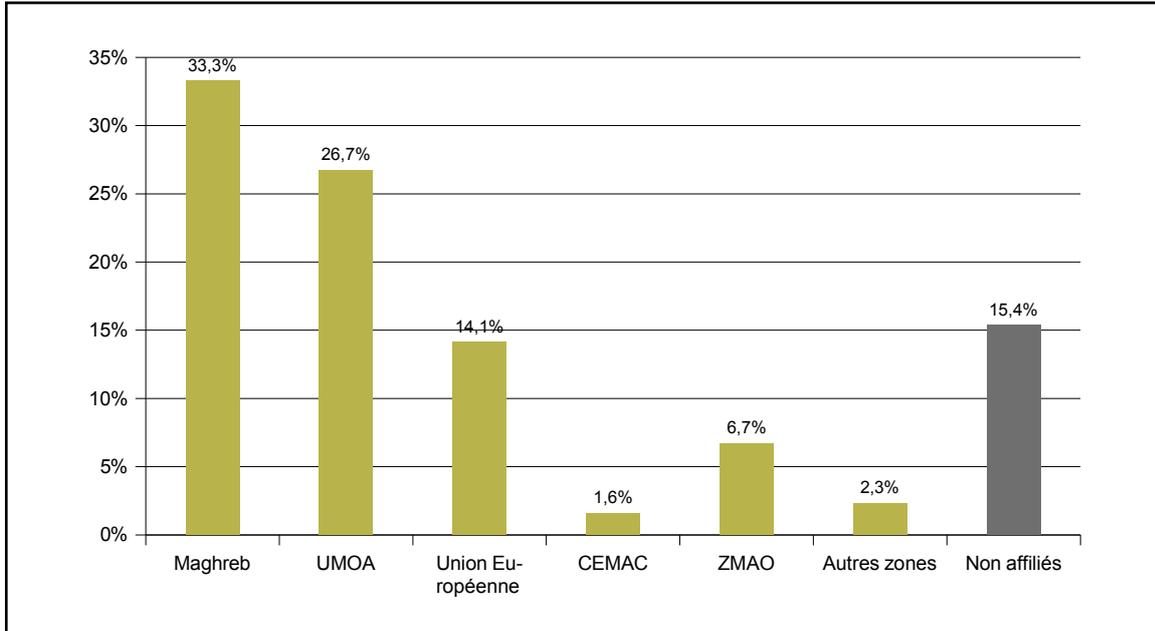
- BGF BANK (3 établissements) ;
- Tamweel Africa Holding (2 établissements) ;
- Afriland First Group (2 établissements) ;
- Citigroup (2 établissements) ;
- Banque pour le Commerce et l'Industrie (2 établissements) ;
- Atlantic International (1 établissement) ;
- Banque de Dakar (1 établissement) ;
- Bridge Bank Group (1 établissement) ;
- COFIPA (1 établissement) ;
- Crédit Libanais (1 établissement) ;
- First Bank of Nigeria (1 établissement) ;
- Guaranty Trust Bank (1 établissement) ;
- Standard Chartered Bank BV (1 établissement).

Ensemble, ils contrôlent vingt-sept (27) établissements de crédit de l'Union, totalisent 7,4% des actifs, détiennent 5,9% des implantations, 4,5% des GAB, 2,3% des comptes de la clientèle et emploient 7,5% des effectifs. Leur contribution au résultat net global du système bancaire de l'Union ressort à 2,9% au 31 décembre 2016.

3.1.1.2.2. Les groupes bancaires par zone géographique

Vingt-sept (27) groupes bancaires sont en activité dans l'UMOA au 31 décembre 2016. Ils proviennent principalement de l'UMOA et d'autres zones monétaires ou économiques, en l'occurrence le Maghreb, l'Union Européenne, la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO) et la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEMAC).

Graphique 4 : Part de marché (*) des groupes bancaires par zone géographique d'origine en 2016



(*) sur la base du total de bilan

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Avec une part des actifs de 33,3%, les sept (7) groupes bancaires du Maghreb⁶ présents dans l'Union disposent de quarante-deux (42) unités bancaires et représentent 35,4% du réseau d'agences. Ils détiennent 35,8% des comptes bancaires, 32,6% des salariés, 31,7% des dépôts de la clientèle et portent 34,3% des crédits octroyés. A fin décembre 2016, ces institutions contribuent à hauteur de 32,3% à la formation du résultat net global provisoire réalisé par le système bancaire.

L'activité de ces groupes est dominée par les banques marocaines, avec 28,9% de parts de marché, 28,0% des dépôts, 29,3% des crédits octroyés à la clientèle et 28,7% du résultat net global provisoire du système bancaire.

Les groupes bancaires de l'UMOA, à savoir les banques dont la maison-mère est installée dans l'Union sont au nombre de sept (7). Ces entités qui totalisent 26,7% de parts de marché, détiennent vingt-sept (27) unités bancaires, représentent 21,3% des agences, emploient 21,1% des effectifs et mobilisent 25,6% des comptes de la clientèle et 24,6% des dépôts. Elles portent 22,6% des crédits à la clientèle et réalisent 25,3% du résultat net global provisoire.

Les trois (3) groupes bancaires européens⁷, pour leur part, avec dix (10) filiales qui représentent 14,1% des actifs, 9,8% du réseau d'agences et 15,2% des effectifs, mobilisent 17,3% des dépôts et sont à l'origine de 17,4% des crédits accordés à la clientèle pour 10,5% des comptes bancaires. Ils ont dégagé 15,8% du résultat net global provisoire de l'Union. Il s'agit principalement de groupes ayant leur maison-mère en France, à l'exception d'une entité basée au Royaume-Uni.

Avec une part de marché de 6,7%, les groupes bancaires de la ZMAO⁸, au nombre de quatre (4) avec 4,6% du réseau d'agences et 6,5% des effectifs, proviennent exclusivement du Nigeria. Leurs dix (10) unités assurent la mobilisation de 5,8% des dépôts et l'octroi de 3,8% des crédits à la clientèle

6 - Maroc (Atlantic Business International, Attijariwafa bank, Bank Of Africa) - Libye (Banque Sahélo-saharienne pour l'Industrie et le Commerce, Libyan Foreign Bank) - Mauritanie (Banque pour le Commerce et l'Industrie) - Tunisie (TLG Finance)

7 - France (Société Générale, BNP Paribas) - Royaume Uni (Standard Chartered Bank BV)

8 - Nigeria (Diamond Bank, United Bank for Africa, First Bank, GT Bank)

dans l'Union pour 5,8% des comptes bancaires. Ils contribuent à hauteur de 3,0% au résultat net global provisoire de l'UMOA à fin 2016.

Les deux (2) groupes bancaires de la CEMAC⁹, avec quatre (4) unités bancaires qui détiennent 0,6% du réseau d'agences, 0,1% des comptes bancaires et 1,1% des effectifs, mobilisent 1,3% des dépôts et sont à l'origine de 1,8% des crédits à la clientèle. Leurs actifs représentent 1,6% du total de l'Union.

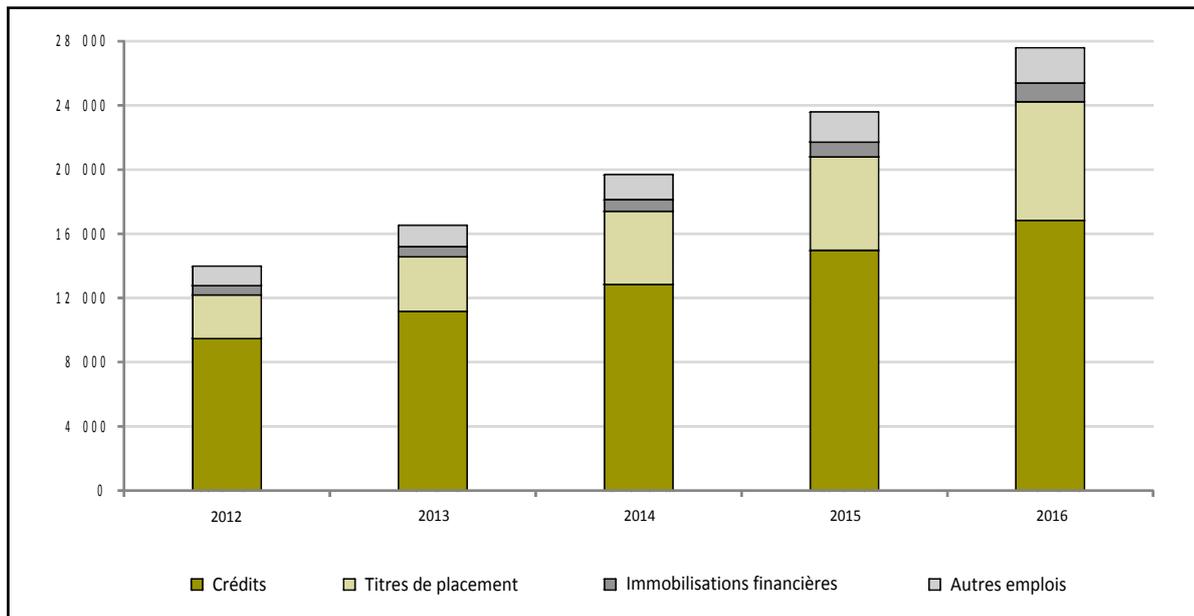
Les groupes bancaires des autres zones géographiques sont au nombre de quatre (4)¹⁰. Avec 2,3% de parts de marché, ils détiennent sept (7) unités, 2,1% du réseau d'agences et 2,1% des effectifs. Ces institutions totalisent 2,7% des dépôts, 2,3% des crédits à la clientèle et 0,6% des comptes bancaires. Ces entités ont contribué à hauteur de 1,9% à la formation du résultat net global provisoire.

3.1.2. Activités et résultats

3.1.2.1. Emplois

Les emplois du système bancaire ont progressé annuellement de 17,0%, pour s'établir à 27.603,3 milliards à fin 2016. Leur structure reste dominée par les crédits à la clientèle (61,0% en 2016 contre 63,5% à fin décembre 2015) et les titres de participation (26,8% en 2016 contre 24,7% un an plus tôt), tandis que les parts des immobilisations financières et des autres emplois restent quasiment inchangées, se situant respectivement à 4,2% et 8,0%.

Graphique 5 : Evolution des emplois des établissements de crédit (en milliards de FCFA)



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les crédits à la clientèle ont augmenté de 12,5%, en variation annuelle, en ressortant à 16.847,2 milliards à fin 2016. Ils sont composés des crédits à court terme, des crédits à moyen et long termes et des engagements de crédit-bail.

Les crédits à court terme s'élèvent à 8.105,2 milliards et représentent environ la moitié (48,1%) du total

9 - Gabon (BGFI Bank) - Congo (Atlantic International)

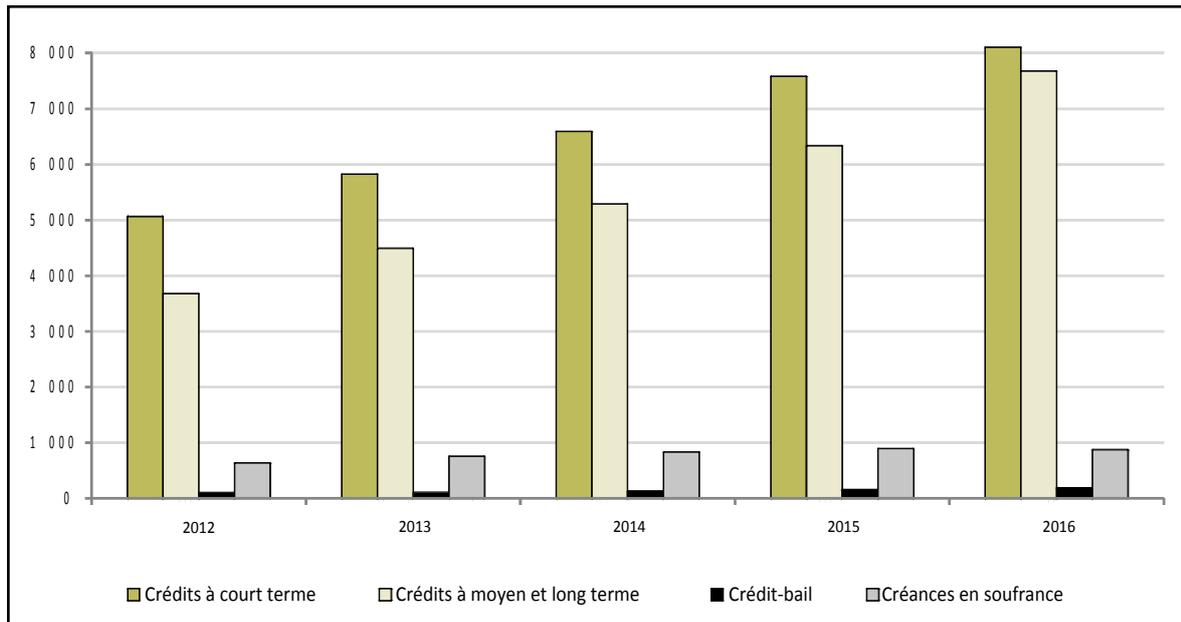
10 - Etats-Unis (Citigroup) - Liban (Crédit Libanais) - Arabie Saoudite (Tamweel Africa Holding) - Suisse (Afriland First Group)

des crédits. Ils ont enregistré un accroissement de 6,9% en rythme annuel, contre 15,0% à fin 2015.

Quant aux crédits à moyen et long termes, ils ont affiché une progression annuelle de 21,2%, par rapport à l'exercice précédent. Ils représentent 45,6% du total des crédits (soit 7.680,8 milliards) contre 42,3% un an auparavant.

Les engagements de crédit-bail, pour leur part, ont enregistré une progression de 19,3%, en rythme annuel, à fin décembre 2016 (contre 18,8% un an plus tôt) en atteignant 187,0 milliards.

**Gaphique 6 : Analyse de la structure des crédits des établissements de crédit
(en milliards de FCFA)**



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les titres de placement, qui ressortent à 7.391,0 milliards (soit 26,8% du total des emplois) à fin 2016, demeurent principalement portés par les émissions de titres des Etats de l'Union. Leur croissance annuelle, quoique affichant un léger ralentissement à 26,9% contre 27,8% à l'issue de l'exercice 2015, traduit l'intérêt marqué des établissements de crédit pour ces instruments, notamment les titres publics émis par les Etats de l'Union.

Quant aux immobilisations financières et les autres emplois, ils se sont situés à 1.154,3 milliards et 2.210,8 milliards respectivement, en augmentation de 24,6% et 17,9% en glissement annuel.

La répartition sectorielle des concours octroyés par les établissements de crédit au cours de l'exercice 2016, telle que retracée par la Centrale des Risques de la BCEAO, se présente comme suit :

Tableau 7 : Répartition des crédits déclarés à la Centrale des Risques par secteur d'activités

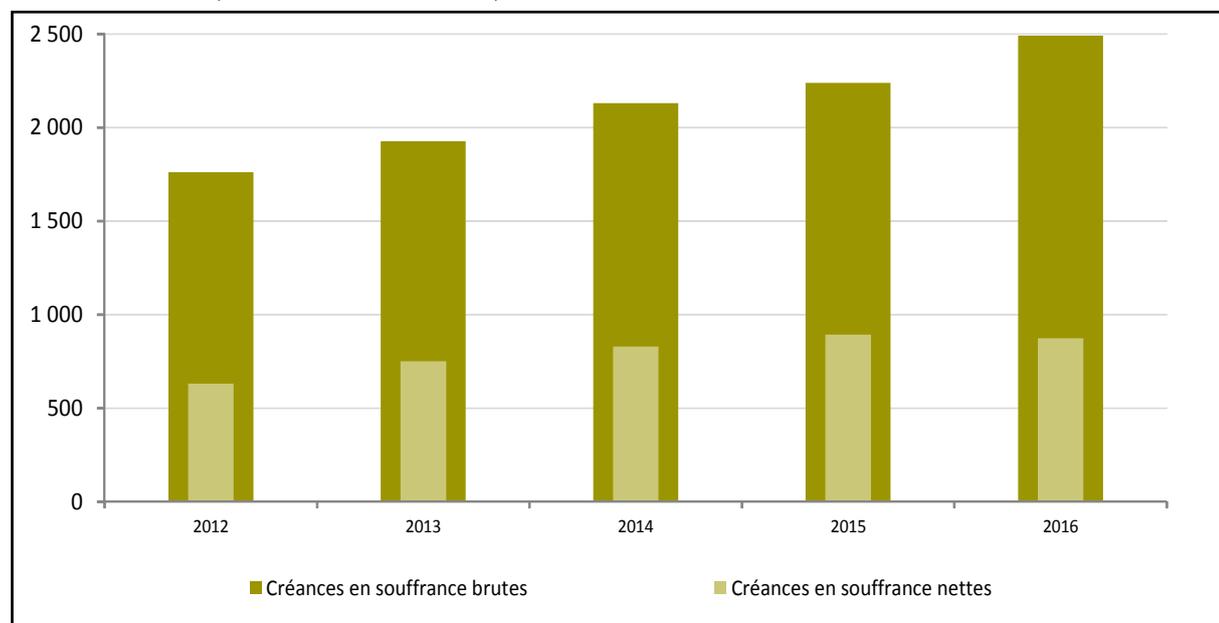
Secteurs d'activité	2012	2013	2014	2015	2016
Agriculture, sylviculture et pêche	3%	3%	3%	4%	3%
Industries extractives	2%	2%	2%	2%	2%
Industries manufacturières	18%	17%	18%	19%	17%
Electricité, gaz, eau	3%	4%	4%	3%	4%
Bâtiments, travaux publics	7%	8%	9%	10%	9%
Commerces, restaurants, hôtels	34%	33%	30%	37%	33%
Transports, entrepôts et communications	10%	11%	10%	8%	10%
Assurances, immobilier, services aux entreprises	6%	6%	7%	6%	7%
Services à la collectivité	17%	16%	17%	11%	16%
TOTAL	100%	100%	100%	100%	100%

Source : BCEAO

3.1.2.2. Qualité du portefeuille

L'encours des créances en souffrance brutes a augmenté de 193,9 milliards pour se fixer à 2.391,8 milliards à l'échelle de l'Union en 2016. Cette progression de 8,8% est moins importante que celle des engagements. En prenant en compte l'impact des provisions constituées (1.517,6 milliards), les créances en souffrance nettes du système bancaire s'élèvent à 874,2 milliards à fin 2016. Le taux de provisionnement ressort ainsi à 64,9%, contre 60,1% au terme de l'exercice 2015.

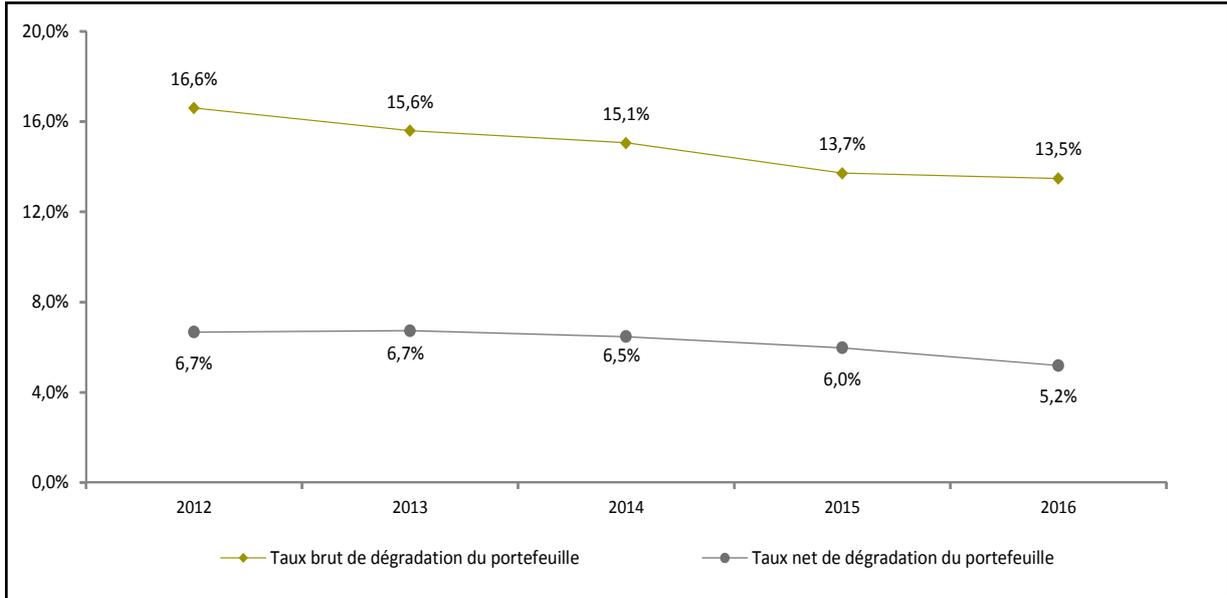
**Graphique 7 : Evolution des créances en souffrance des établissements de crédit
(en milliards de FCFA)**



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les taux brut et net de dégradation du portefeuille des établissements de crédit ressortent respectivement à 13,5% et 5,2% à fin 2016, en contraction de 0,2 point et 0,8 point de pourcentage par rapport à 2015.

Graphique 8 : Evolution des taux de dégradation du portefeuille des établissements de crédit



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

3.1.2.3. Ressources

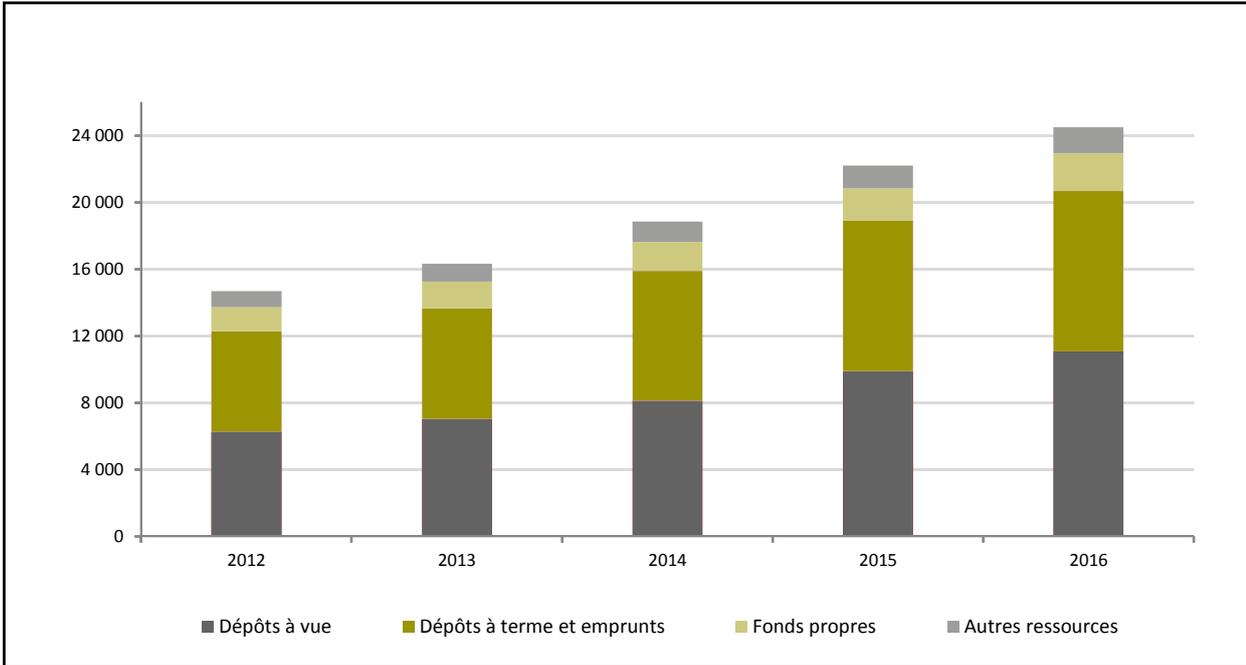
Les ressources mobilisées par les établissements de crédit de l'Union ont progressé de 10,3%, en glissement annuel, pour s'établir à 24.500,6 milliards au 31 décembre 2016.

Les dépôts et emprunts ont affiché une hausse de 9,4% par rapport à l'exercice précédent, en ressortant à 20.688,5 milliards. Ils sont constitués pour l'essentiel des dépôts à vue et à terme, qui ont augmenté respectivement de 11,9% et 6,7%.

Poursuivant la tendance haussière des exercices précédents, les fonds propres nets du système bancaire ont augmenté de 330,5 milliards (17,1%) pour s'établir à 2.265,3 milliards contre 1.934,8 milliards à fin 2015. Cette évolution concerne l'ensemble des Etats de l'Union à l'exception de la Guinée-Bissau (0,6%). Les progressions sont comprises entre 6,6% au Niger et 69,2% au Togo.

Quant aux autres ressources (dettes rattachées, versements à effectuer sur titres et immobilisations financières, comptes d'ordres et divers, provisions pour risques et charges), elles ont progressé de 180,8 milliards (13,2%), en glissement annuel, pour se fixer à 1.546,8 milliards.

Graphique 9 : Evolution des ressources des établissements de crédit (en milliards de FCFA)

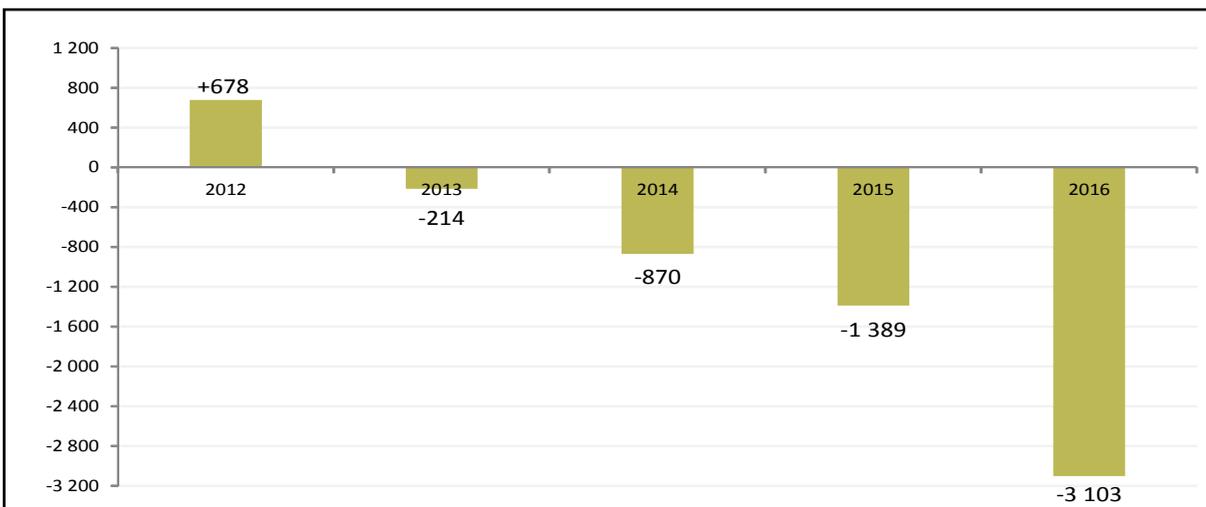


Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

3.1.2.4. Trésorerie

La trésorerie des établissements de crédit de l'Union a poursuivi sa tendance baissière observée depuis 2013. Elle a affiché un déficit de 3.102,7 milliards à fin 2016, après 1.388,5 milliards un an plus tôt, soit une détérioration de 1.714,2 milliards. Cette situation résulte d'une progression des emplois plus accentuée que celle des ressources.

Graphique 10 : Evolution de la trésorerie des établissements de crédit (en milliards de FCFA)



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Au cours de la période sous revue, les déficits observés sur les places bancaires de tous les pays de l'Union se sont davantage accentués. Les plus importantes variations sont localisées en Côte d'Ivoire (575,0 milliards), au Sénégal (311,0 milliards), au Mali (286,0 milliards) et au Bénin (181,0 milliards).

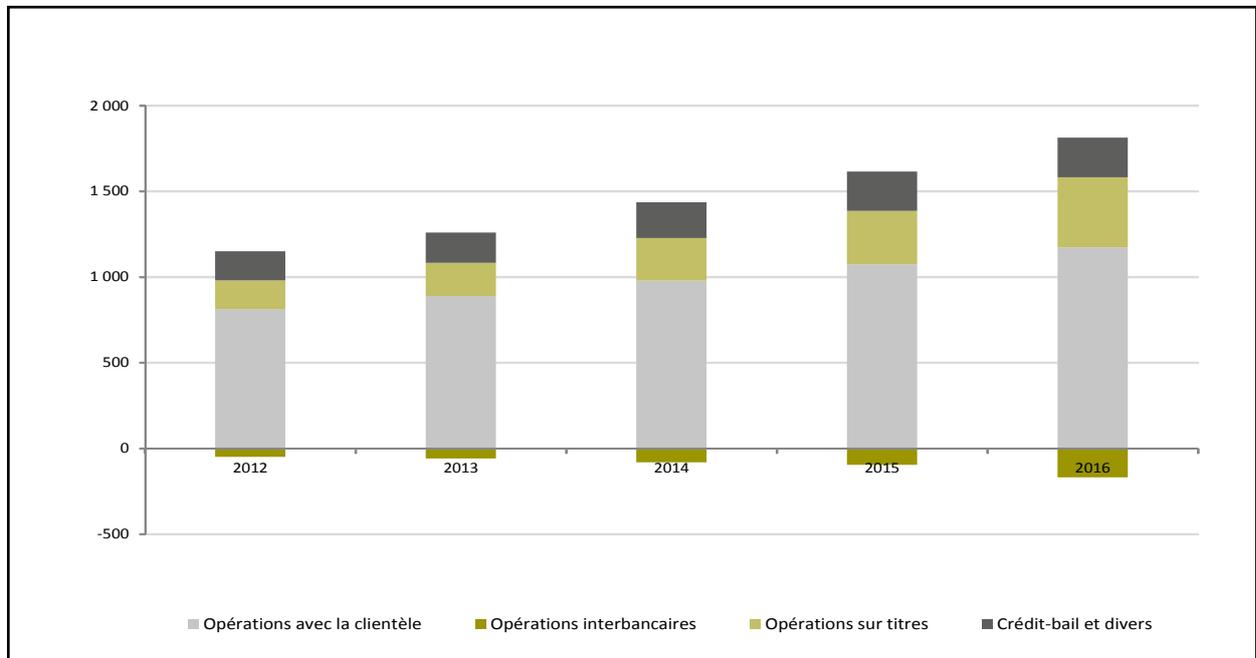
3.1.2.5. Résultats

Le Produit Net Bancaire (PNB) des établissements de crédit de l'Union s'est établi à 1.643,1 milliards, en progression de 8,1%, en rythme annuel, contre 12,3% en 2015. Il est principalement composé des revenus nets des opérations avec la clientèle et des opérations sur titres, qui en représentent respectivement 71,3% et 25,1%, contre 70,7% et 20,5% en 2015.

Le résultat des opérations de trésorerie et interbancaires est ressorti déficitaire de 167,7 milliards contre 93,9 milliards à fin décembre 2015, du fait notamment d'une augmentation de 53,2% des charges bancaires, insuffisamment couvertes par un accroissement de 5,2% des produits.

Le produit net des opérations avec la clientèle a progressé de 9,2% pour se fixer à 1.173,6 milliards, contre 1.074,3 milliards un an plus tôt. La moyenne des taux de base bancaires s'est, pour sa part, abaissée de 1,4 point de pourcentage par rapport à l'année 2015, pour s'établir à 5,9% au 31 décembre 2016.

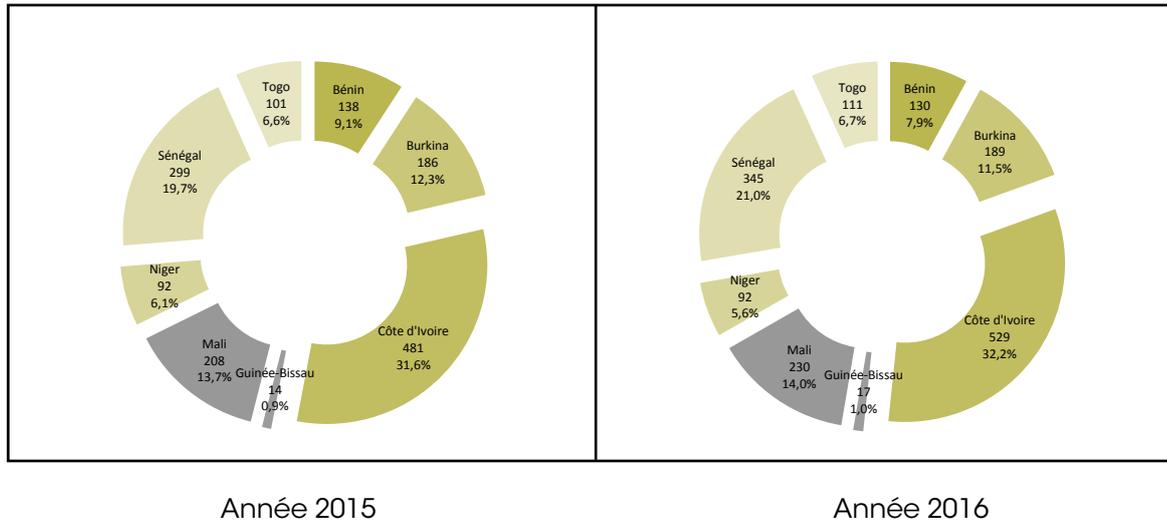
Graphique 11 : Evolution et décomposition du Produit Net Bancaire (en milliards de FCFA)



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Les graphiques ci-dessous retracent l'évolution et la décomposition, par place, du PNB.

Graphique 12 : Produit Net Bancaire par place bancaire entre 2015 et 2016 (en milliards de FCFA)



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

La croissance du PNB a permis de porter le produit global d'exploitation à 1.752,0 milliards contre 1.607,4 milliards en 2015.

Le résultat brut d'exploitation a augmenté de 12,8% en ressortant à 666,9 milliards en liaison avec la progression de 6,5% des frais généraux, inférieure à celle du PNB.

En prenant en compte les provisions nettes sur risque chiffrées à 135,8 milliards, le résultat d'exploitation s'est établi à 535,0 milliards à la fin de l'exercice 2016, contre 306,3 milliards un an plus tôt. Les constitutions de provisions, en termes nets, ont concerné principalement, par ordre d'importance, les établissements du Sénégal (52,1 milliards), du Bénin (33,9 milliards), de la Côte d'Ivoire (28,5 milliards) et du Burkina (16,6 milliards).

En définitive, le résultat net global provisoire a affiché une croissance annuelle de 93,7% à 423,7 milliards, contre 218,8 milliards, à titre définitif, au terme de l'exercice 2015. Toutes les places bancaires ont contribué à cette bonne orientation, à l'exception de celle de la Guinée-Bissau (0,7 milliard). Les bénéficiaires se répartissent entre la Côte d'Ivoire (148,2 milliards), le Sénégal (64,9 milliards), le Burkina (63,2 milliards), le Togo (62,9 milliards), le Mali (60,0 milliards), le Niger (24,3 milliards) et le Bénin (0,9 milliard).

3.1.2.6. Principaux ratios d'exploitation

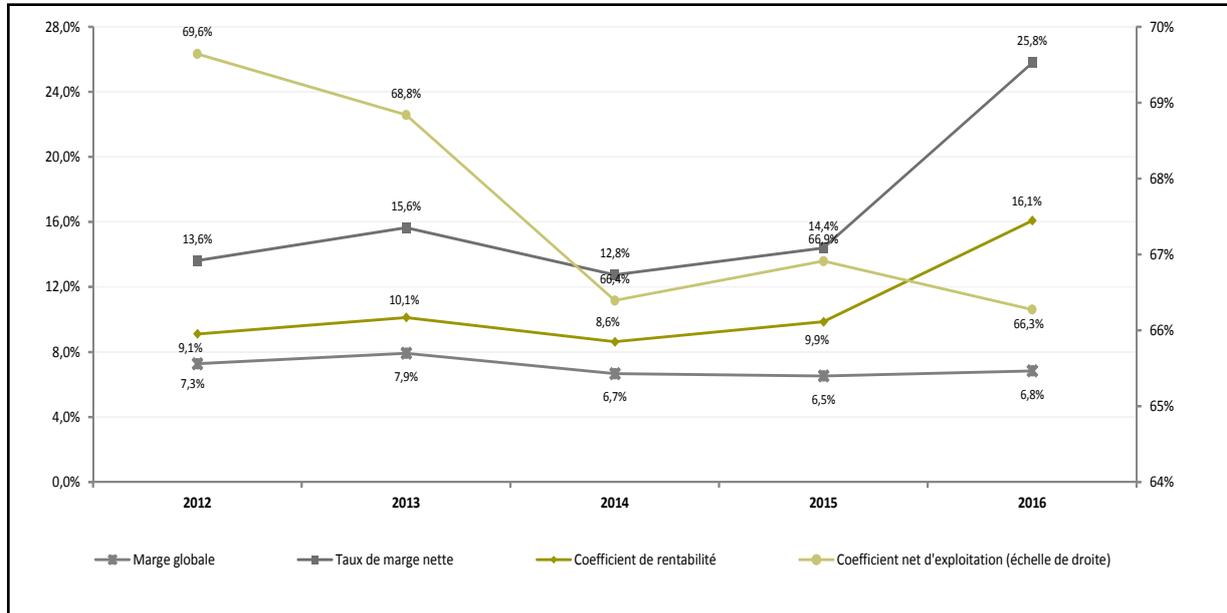
La marge globale a affiché une amélioration entre 2015 et 2016, en s'établissant à 6,8% contre 6,5%, en lien notamment avec l'augmentation plus importante du rendement des prêts (+0,9 point de pourcentage) par rapport au coût des capitaux (+0,6 point de pourcentage).

Poursuivant la tendance baissière entamée depuis quelques années, le coefficient net d'exploitation s'est amélioré de 0,6 point de pourcentage, en glissement annuel, pour se situer à 66,3% en 2016. Ce ratio mesure le niveau d'absorption du PNB par les frais généraux.

En définitive, le taux de marge nette, qui indique la rentabilité d'un établissement de crédit sur l'exercice en rapportant son résultat net au produit net bancaire, a progressé de 11,4 points de pourcentage, d'une année à l'autre, pour se fixer à 25,8% au 31 décembre 2016.

Quant au coefficient de rentabilité, qui mesure le rendement des fonds propres par rapport au résultat net, il a augmenté de 6,2 points de pourcentage en ressortant à 16,1% à fin 2016.

Graphique 13 : Evolution des principaux ratios caractéristiques du système bancaire



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Tableau 8 : Situation résumée de l'activité et des ratios caractéristiques

Montant en millions de FCFA

RUBRIQUES	31/12/2015	31/12/2016 (*)	Variation 2016/2015
EMPLOIS NETS (1+2)	23 595 994	27 603 318	17,0%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	14 972 661	16 847 238	12,5%
a) Crédits à court terme	7 584 200	8 105 183	6,9%
dont Crédits de campagne	569 758	672 613	18,1%
b) Crédits à moyen terme	5 761 265	6 874 526	19,3%
c) Crédits à long terme	576 307	806 314	39,9%
d) Opérations de crédit-bail	156 779	187 040	19,3%
e) Crédits en souffrance	894 110	874 175	-2,2%
impayés ou immobilisés	449 407	476 152	6,0%
provisions	40 622	97 731	140,6%
douteux ou litigieux	444 703	398 023	-10,5%
provisions	1 303 713	1 517 595	16,4%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	8 623 333	10 756 080	24,7%
a) Titres de placement	5 822 626	7 391 005	26,9%
b) Immobilisations financières	926 173	1 154 268	24,6%
c) Autres immobilisations	975 407	1 092 569	12,0%
d) Divers	899 127	1 118 238	24,4%
RESSOURCES (1+2+3)	22 207 470	24 500 645	10,3%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	18 906 683	20 688 510	9,4%
a) A vue	9 890 737	11 070 566	11,9%
b) A terme	9 015 946	9 617 944	6,7%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	1 934 751	2 265 295	17,1%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ...	1 634 351	1 926 905	17,9%
b) Autres	300 400	338 390	12,6%
3. AUTRES RESSOURCES	1 366 036	1 546 840	13,2%
TRESORERIE : RESSOURCES-EMPLOIS	-1 388 524	-3 102 673	123,5%
EVOLUTION DES RÉSULTATS			
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	-93 858	-167 682	78,7%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 074 285	1 173 573	9,2%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	311 889	409 979	31,5%
CRÉDIT-BAIL & OPÉRATIONS ASSIMILÉES	18 800	23 077	22,8%
OPERATIONS DIVERSES	211 775	208 032	-1,8%
DÉDUCTION DES INTÉRÊTS SUR CRÉANCES EN SOUFFRANCE	-3 195	-3 901	22,1%
1. PRODUIT NET BANCAIRE OU FINANCIER	1 519 696	1 643 078	8,1%
PRODUITS ACCESSOIRES NETS	87 712	108 962	24,2%
2. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION	1 607 408	1 752 040	9,0%
FRAIS GÉNÉRAUX	902 661	961 252	6,5%
AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	113 412	123 896	9,2%
3. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	591 335	666 892	12,8%
PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	288 239	135 766	-52,9%
REINTEGRATION INTERETS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE	3 195	3 901	22,1%
4. RESULTAT D'EXPLOITATION	306 291	535 027	74,7%
RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-12 991	-46 775	260,1%
RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-13 465	-2 663	-80,2%
IMPÔT SUR LE BÉNÉFICE	61 043	61 865	1,3%
5. RESULTAT	218 792	423 724	93,7%

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2015	31/12/2016 (*)	Variation 2016/2015
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <small>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</small>	13,7%	13,5%	-0,2
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <small>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</small>	6,0%	5,2%	-0,8
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <small>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</small>	60,1%	64,9%	4,8
MARGE GLOBALE <small>Rendement des prêts - Coût des capitaux</small>	6,5%	6,8%	0,3
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <small>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</small>	66,9%	66,3%	-0,6
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <small>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</small>	48,5%	20,2%	-28,2
TAUX DE MARGE NETTE <small>Résultat net / Produit Net Bancaire</small>	14,4%	25,8%	11,4
COEFFICIENT DE RENTABILITE <small>Résultat net / Fonds propres</small>	9,9%	16,1%	6,2

(*) : données provisoires

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

ENCADRÉ N° 2 : DÉTECTION ET TRAITEMENT DES BANQUES FRAGILES

Dans le cadre de la mise en œuvre des principes fondamentaux du Comité de Bâle pour un contrôle bancaire efficace au sein de l'UMOA, un nouveau cadre prudentiel conforme aux normes de Bâle II et Bâle III entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2018. Dans ce contexte, il sera opéré une refonte des outils et de l'approche prudentielle de l'Autorité de contrôle.

L'un des principaux changements concernerait l'implémentation d'un dispositif d'alerte précoce⁽¹⁾, permettant au superviseur d'intervenir à temps, lorsqu'une banque est en difficulté ou atteint le seuil de non-viabilité.

Ce mécanisme pourrait s'inspirer des recommandations en matière de traitement des banques fragiles⁽²⁾, édictées par le Comité de Bâle, dans sa première parution publiée en 2002 et dans sa nouvelle version disponible depuis juillet 2015, qui a pris en compte les leçons tirées de la crise financière des années 2007 à 2009.

Ce nouveau recueil préconise au superviseur et, le cas échéant, à l'autorité de résolution, de détecter à temps les banques fragiles et d'agir de manière décisive en vue du retour à la viabilité des établissements défaillants lorsque les actions prévues dans leur plan de redressement ont été épuisées.

Les méthodologies d'investigation et sources d'information pour la détection des banques fragiles comprennent des éléments qualitatifs et quantitatifs, notamment :

- les contrôles sur place et sur pièces prospectifs (l'évaluation des modèles économiques, de la solvabilité, de la gouvernance et la gestion des risques, des systèmes d'information, d'agrégation des données et de notation interne des risques, des plans de redressement, etc.) ;
- la surveillance du système bancaire avec des instruments macroprudentiels (tests de résistance, expositions sectorielles, concentration des sources de financement, etc.) ;
- les contacts avec d'autres sources d'information (coopération avec les autres autorités de contrôle, auditeurs externes, contrôleurs et auditeurs internes, signaux de marché, etc.) ;
- et les systèmes de notation et d'évaluation des risques.

(1) Ce dispositif peut comporter des seuils d'alerte précoce précis et quantifiés.

(2) Une banque dont la liquidité ou la solvabilité est ou sera prochainement menacée, à moins d'une amélioration décisive et en temps opportun, de ses ressources financières, de son profil de risque, de son modèle économique, de ses systèmes et contrôles de gestion des risques et/ou de la qualité de sa gouvernance et de sa gestion.

3.2. SECTEUR DE LA MICROFINANCE

3.2.1. Paysage des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD)

L'activité de microfinance est régie par la Loi uniforme portant réglementation des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) et son décret d'application. Selon les dispositions de l'article 44 de cette Loi et de l'Instruction n°007-06-2010 de la BCEAO, relative aux modalités de contrôle et de sanction par la Banque Centrale et la Commission Bancaire, les autorités de supervision procèdent, après information du Ministre, au contrôle de tout système financier décentralisé, dont le niveau d'activités atteint un seuil de deux (2) milliards d'encours de dépôts ou de crédits au terme de deux exercices consécutifs.

Les autres SFD n'ayant pas atteint ce seuil d'activité relèvent du périmètre de supervision des Ministères des Finances.

Sur la base des données comptables reçues au titre des exercices 2014 et 2015, le nombre de SFD relevant de l'article 44 a augmenté de onze (11) unités pour s'établir à cent trente (130) institutions au 31 décembre 2016.

Le paysage des SFD est composé de cinquante-trois (53) faîtières et caisses unitaires et soixante dix-sept (77) caisses de base affiliées.

La répartition par pays se présente comme suit :

Tableau 9 : Nombre de SFD relevant de l'article 44 par pays

Pays	Faîtières et caisses unitaires	Caisses de base affiliées	Total
Bénin	11	5	16
Burkina	8	17	25
Côte d'Ivoire	9	10	19
Guinée-Bissau	0	0	0
Mali	7	3	10
Niger	3	0	3
Sénégal	8	33	41
Togo	7	9	16
Total	53	77	130

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

3.2.2. Activités et résultats

Les données financières et statistiques ont été collectées auprès de cent dix-neuf (119) SFD relevant de l'article 44.

Tableau 10 : Part de marché des SFD relevant de l'article 44 par pays

Pays	SFD			Total bilan (millions FCFA)	Parts de marché (*)
	Faîtières et caisses unitaires	Caisses de base affiliées	Total		
Bénin	11	5	16	163 120	12,7%
Burkina	6	16	22	252 679	19,7%
Côte d'Ivoire	8	10	18	246 263	19,2%
Guinée-Bissau	0	0	0	0	0,0%
Mali	7	3	10	133 243	10,4%
Niger	3	0	3	37 544	2,9%
Sénégal	5	31	36	320 100	24,9%
Togo	5	9	14	130 154	10,2%
UMOA	45	74	119	1 283 103	100,0%

(*) Par rapport au total du bilan des SFD relevant de l'article 44

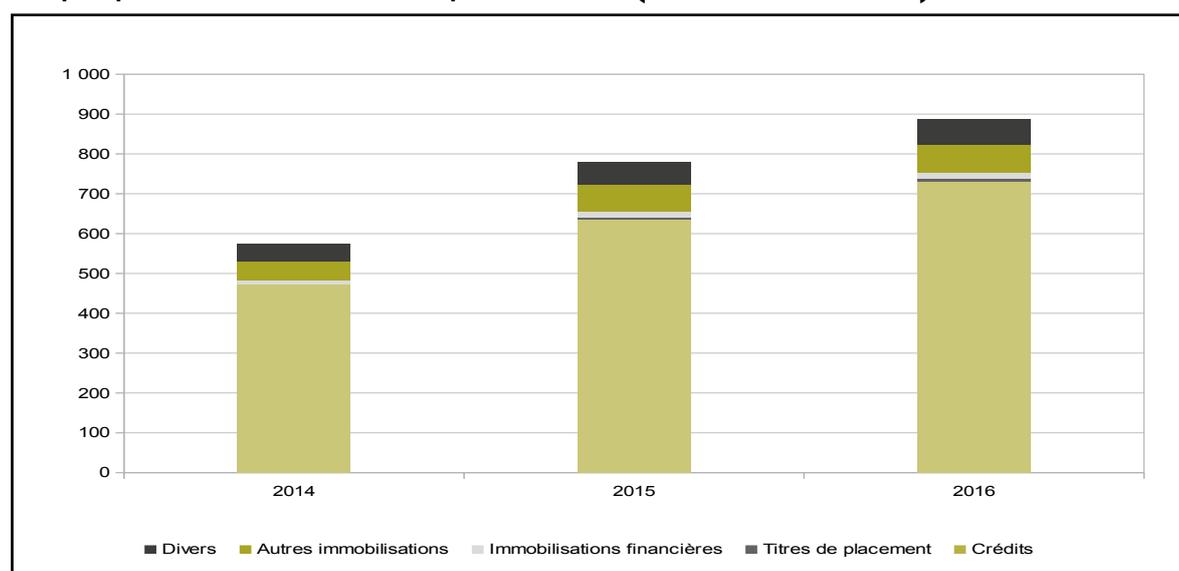
Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

A fin 2016, ces établissements ont affiché un total de bilan de 1.283,1 milliards, en augmentation de 17,6% par rapport à fin 2015, imputable à l'évolution des actifs au Bénin (+5,7%), en Côte d'Ivoire (+29,3%), au Mali (+28,9%), au Sénégal (+11,5%) et au Togo (+19,0%).

3.2.2.1. Emplois

Les emplois des SFD ont progressé annuellement de 20,1%, pour s'établir à 887,8 milliards à fin 2016. Leur structure reste dominée par les crédits à la clientèle (82,3% en 2016 après 81,5% à fin décembre 2015).

Les immobilisations financières représentent 1,8% des emplois en 2016 après 2,1% un an plus tôt. Quant aux autres emplois (titres de placement et autres immobilisations), leur part ressort à 15,0% après 15,8% en 2015.

Graphique 14 : Evolution des emplois des SFD (en milliards de FCFA)


Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

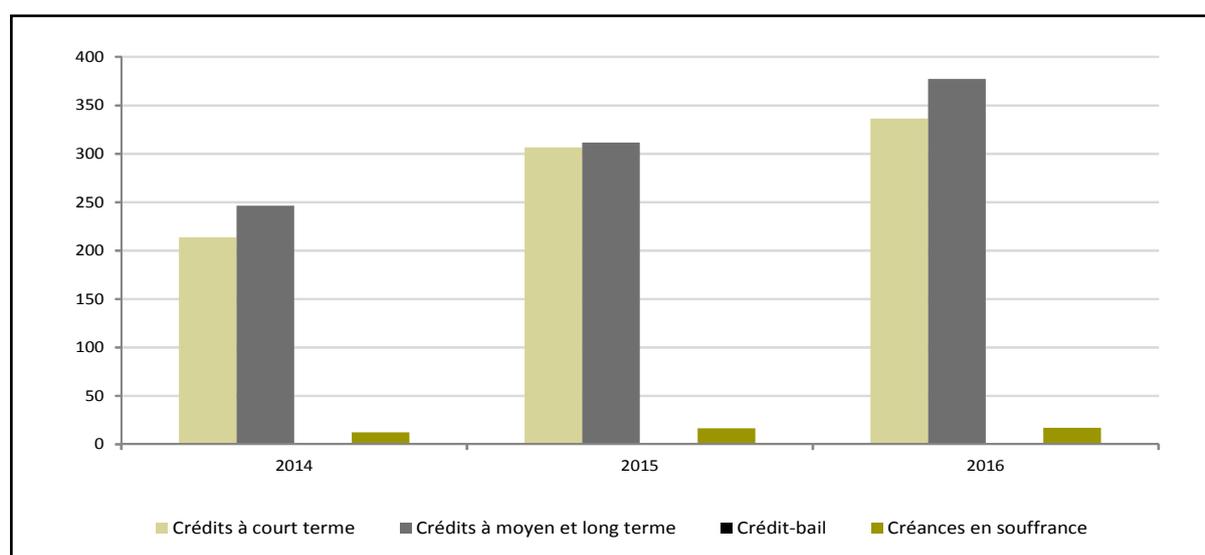
Les crédits à la clientèle ont augmenté de 22,1%, en variation annuelle, pour s'établir à 731,0 milliards à fin 2016. Ils sont composés des crédits à court terme, des crédits à moyen et long termes et des engagements de crédit-bail.

Les crédits à court terme s'élèvent à 336,5 milliards et représentent 46,0% du total des crédits. Ils ont enregistré un accroissement de 9,7%, en rythme annuel, après 43,5% à fin 2015.

Quant aux crédits à moyen et long termes, ils ont affiché une progression annuelle de 21,1%, par rapport à l'exercice précédent. Ils représentent 51,6% du total des crédits (soit 377,4 milliards) contre 49,1% un an auparavant.

Les engagements de crédit-bail, pour leur part, ont enregistré une croissance de 165,1% en rythme annuel à fin décembre 2016 (contre 68,6% un an plus tôt) en atteignant 228 millions.

Graphique 15 : Analyse de la structure des crédits des SFD (en milliards de FCFA)



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

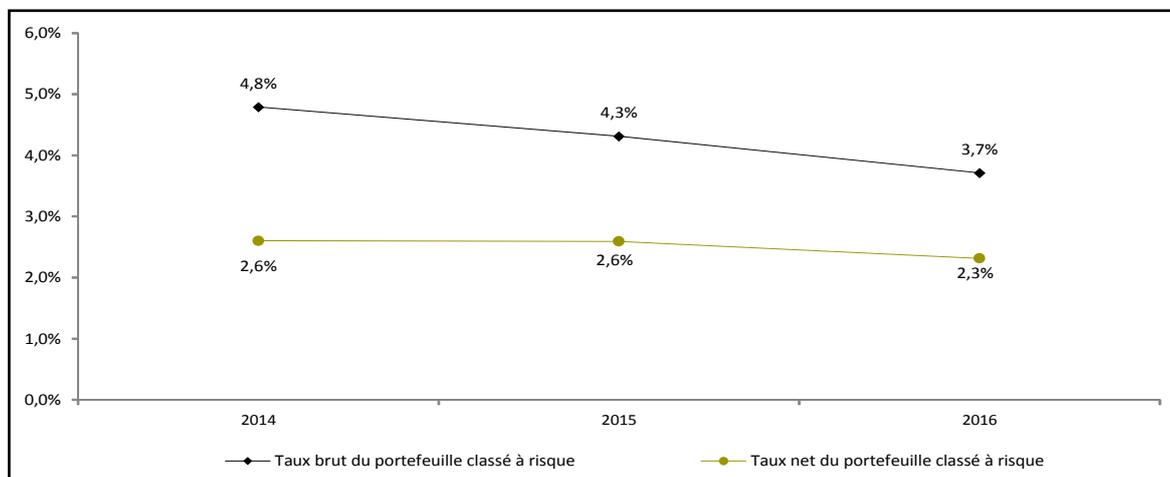
Les titres de placement se sont établis à 7,3 milliards à fin 2016, en hausse de 53,7% par rapport à l'exercice précédent.

Les immobilisations financières se sont situées à 15,9 milliards, en baisse de 3,4% d'une année à l'autre. S'agissant des autres immobilisations, elles se sont établies à 69,3 milliards en 2016, soit un accroissement, en glissement annuel, de 4,0%. Quant aux divers emplois (créances rattachées, compte de stock, débiteurs divers, compte d'ordre et divers, etc.), leur niveau a atteint 64,3 milliards, en progression de 14,4% d'une année à l'autre.

3.2.2.2. Qualité du portefeuille

Les créances en souffrance nettes des SFD relevant de l'article 44 s'élèvent à 16,9 milliards à fin 2016 après 16,5 milliards en 2015.

Graphique 16 : Evolution des taux de dégradation du portefeuille des SFD



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

En conséquence, les taux brut et net de dégradation du portefeuille classé à risque¹¹ des SFD relevant de l'article 44 sont ressortis, respectivement à 3,7% et 2,3% à fin 2016, en contraction de 0,6 point et 0,3 point de pourcentage par rapport à 2015.

3.2.2.3. Ressources

Les ressources mobilisées par les SFD relevant de l'article 44 ont progressé de 14,0%, en glissement annuel, pour s'établir à 1.003,2 milliards au 31 décembre 2016.

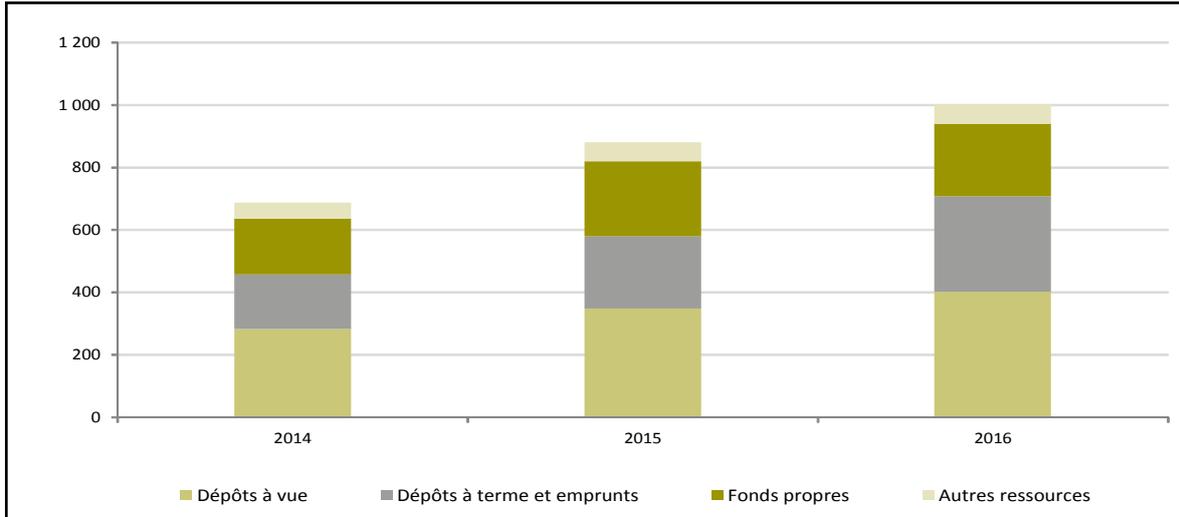
Les dépôts et emprunts ont affiché une hausse de 128,6 milliards au 31 décembre 2016, soit 22,2% de plus que l'exercice précédent, pour ressortir à 708,1 milliards. Ils sont constitués pour l'essentiel des dépôts à vue et à terme, qui ont augmenté respectivement de 15,7% et 31,9%.

Les fonds propres nets des SFD relevant de l'article 44 ont baissé de 9,3 milliards (3,9%) pour s'établir à 231,4 milliards contre 240,7 milliards à fin 2015.

Quant aux autres ressources, elles ont progressé de 3,6 milliards (+6,1%), en glissement annuel, pour se fixer à 63,7 milliards.

¹¹ - Encours des prêts comportant au moins une échéance impayée de 30, 90 ou 180 jours rapporté au montant brut du portefeuille de prêts.

Graphique 17 : Evolution des ressources des SFD (en milliards de FCFA)

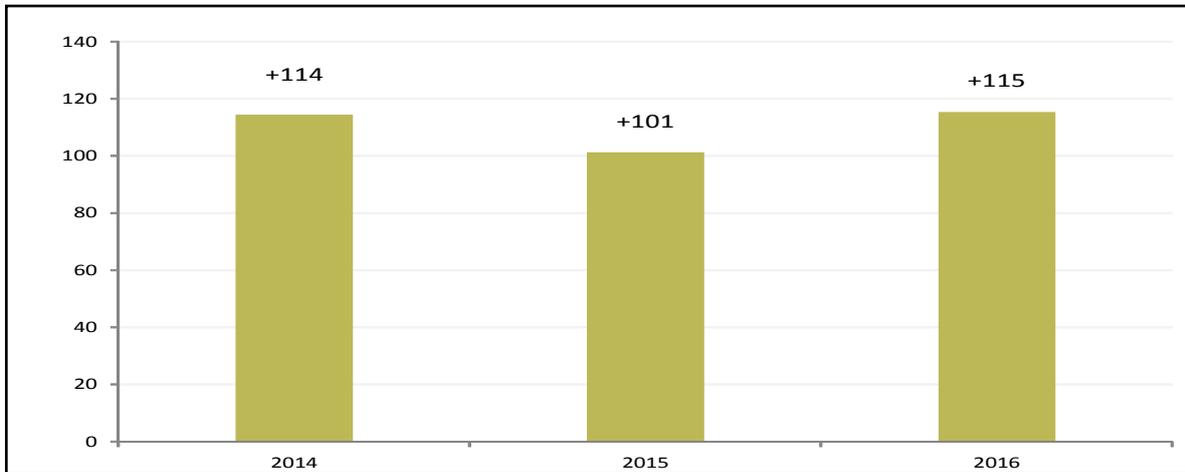


Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

3.2.2.4. Trésorerie

La trésorerie des SFD relevant de l'article 44 a affiché un excédent de 115,4 milliards à fin 2016, après 101,3 milliards un an plus tôt, soit une amélioration de 14,1 milliards. Cette situation résulte d'une progression des ressources en valeur absolue plus accentuée que celle des emplois, les taux d'accroissement étant les mêmes à 14,0%.

Graphique 18 : Evolution de la trésorerie des SFD de l'article 44



Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

3.2.2.5. Résultats

Le résultat net global provisoire des SFD de l'article 44 est ressorti à 16,0 milliards en 2016, après 248 millions en 2015 et 7,6 milliards en 2014.

3.3. SECTEUR DE LA MONNAIE ELECTRONIQUE

Les activités liées à la monnaie électronique sont en pleine expansion dans l'Union, à la faveur du développement de l'offre de services de paiement adossés au téléphone mobile. A cet égard, la BCEAO a adopté l'Instruction n°008-05-2015 du 21 mai 2015 régissant les conditions et modalités d'exercice des activités des émetteurs de monnaie électronique dans les Etats membres de l'UMOA, abrogeant celle en vigueur, datant du 31 juillet 2006.

Elaborée dans le cadre d'une approche participative impliquant les différents acteurs, la nouvelle Instruction a pour objectif de contribuer au processus d'assainissement du secteur de la monnaie électronique en réglementant de façon plus précise, les aspects opérationnels porteurs de risques. Elle institue un cadre de supervision et de contrôle permettant un développement harmonisé et sécurisé de la monnaie électronique.

Pour l'émission de monnaie électronique, deux (2) types de modèles sont autorisés par la BCEAO : le modèle bancaire et le modèle non bancaire.

Dans le premier cité, l'émission et la gestion de la monnaie électronique se font sous la responsabilité d'un établissement de crédit ou d'une institution de microfinance qui développe son offre en partenariat ou non avec un opérateur technique.

Le modèle non bancaire est mis en œuvre dans le cadre de l'agrément d'un établissement non bancaire dénommé Établissement de Monnaie Électronique (EME). Ces institutions sont supervisées par l'organe communautaire de contrôle bancaire, suivant la Décision n°362-11-2016 du 18 novembre 2016 portant organisation du Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA.

Le contrôle des EME concourt à l'atteinte de l'objectif global de préservation de la stabilité du système financier, de la protection des fonds de la clientèle et de la promotion de l'inclusion financière. Il permet notamment de :

- veiller au respect de l'application des textes en vigueur et des règles de gestion prudentielle par les établissements ;
- garantir la viabilité de la situation financière, le bon fonctionnement de ces structures et la sécurité des fonds des utilisateurs ;
- contribuer au développement de l'inclusion financière et conforter la crédibilité du secteur de la monnaie électronique.

La supervision des EME vise, principalement, à évaluer le dispositif de gestion de la monnaie électronique par chaque assujetti.

3.3.1. Paysage des établissements de monnaie électronique

Au 31 décembre 2016, trente-cinq (35) déploiements de services financiers via la téléphonie mobile sont dénombrés dans l'Union, contre trente-et-un (31) en 2015. Cette offre de services est portée par :

- vingt-six (26) partenariats entre des banques et des opérateurs de télécommunications ;

- sept (7) Établissements de Monnaie Électronique (EME) ;
- et deux (2) Institutions de microfinance.

Au 31 décembre 2016, les EME agréés sont répartis dans quatre (4) pays, comme suit :

Tableau 11 : Nombre d'établissements émetteurs de monnaie électronique par pays à fin décembre 2016

Pays	Etablissements de monnaie électronique (EME)	Systèmes financiers décentralisés	Partenariats banques-sociétés de télécommunications
Bénin	1	1	5
Burkina	-	-	5
Côte d'Ivoire	3	1	5
Guinée-Bissau	-	-	1
Mali	1	-	1
Niger	-	-	7
Sénégal	2	-	1
Togo	-	-	1
Total	7	2	26

Source : BCEAO

3.3.2. Activités et résultats des Etablissements de Monnaie Electronique (EME)

L'agrément des EME, étant récent, les reporting exigibles seront collectés au fur et à mesure de l'exercice de l'activité.

IV. SURVEILLANCE DES ETABLISSEMENTS ASSUJETTIS



104^{ème} session de la Commission Bancaire de l'UMOA (Abidjan, le 16 juin 2016)

4.1. SUIVI DU DISPOSITIF PRUDENTIEL

4.1.1. Situation prudentielle des établissements de crédit

Sur la base des données provisoires reçues des établissements de crédit pour le compte de l'exercice clos à fin décembre 2016, la situation prudentielle du système bancaire de l'Union porte sur cent-treize (113) assujettis, dont cent deux (102) banques et onze (11) établissements financiers à caractère bancaire, à l'exclusion des succursales.

4.1.1.1. Normes de solvabilité

- **Représentation du capital social minimum par les fonds propres de base**

Cette norme exige des établissements de crédit de l'UMOA qu'ils détiennent à tout moment des fonds propres de base au moins égaux au capital minimum légal de 10,0 milliards et de 3,0 milliards, respectivement pour les banques et les établissements financiers à caractère bancaire.

Ce nouveau seuil, qui est entré en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2015, est respecté par soixante douze (72) établissements de crédit, soit 63,7% de la population cible.

Le déficit en fonds propres des établissements de crédit non conformes est estimé à 394,8 milliards à fin 2016. Ces assujettis représentent 12,0% des actifs et 11,6% des risques pondérés du système bancaire :

Il convient de rappeler que les banques et les établissements financiers à caractère bancaire devront se conformer à la 2^{ème} phase de relèvement du capital social le 1^{er} juillet 2017 au plus tard.

- **Fonds propres effectifs et ratio de couverture des risques**

Au 31 décembre 2016, les fonds propres effectifs et les risques pondérés se sont établis respectivement à 1.849,5 milliards et 16.394,4 milliards.

Tableau 12 : Répartition des banques selon le niveau du ratio de couverture des risques

Tranches	Nombre d'établissements de crédit	Poids en termes de total des actifs	Poids en termes de risques pondérés
<8%	12	8,6%	8,0%
≥8%	101	91,4%	92,0%
TOTAL	113	100,0%	100,0%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

A la même date, le ratio moyen de couverture des risques (principal ratio de solvabilité) est ressorti à 11,3% à fin décembre 2016, au-dessus du seuil minimal réglementaire fixé à 8% dans l'Union. Par pays, il se présente comme suit :

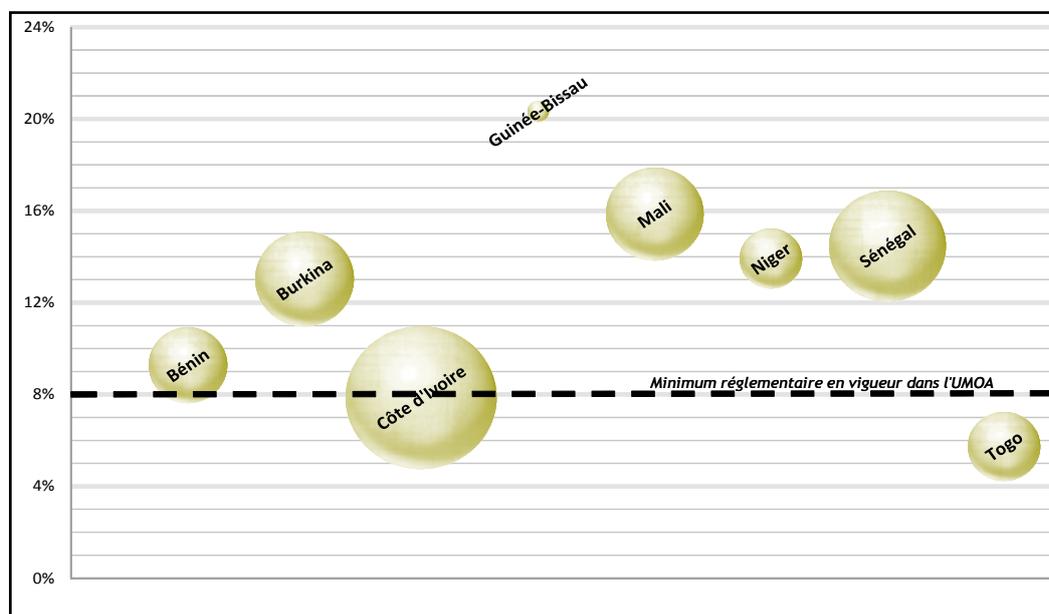
Tableau 13 : Ratio moyen de couverture des risques par pays

Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA
9,3%	13,0%	7,9%	20,3%	15,9%	13,9%	14,5%	5,8%	11,3%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

A l'échelle de l'UMOA, cent un (101) établissements de crédit respectaient la principale norme de solvabilité. Ces assujettis totalisent 91,4% des actifs bancaires et 92,0% des risques pondérés.

Graphique 19 : Ratio de solvabilité des établissements de crédit par pays



La taille de la boule exprime le volume des risques pondérés.

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

● Limitation des immobilisations et participations

Au 31 décembre 2016, quatre-vingt-dix-huit (98) établissements de crédit dont les activités représentent 88,7% des actifs et 89,7% des risques pondérés étaient en règle vis-à-vis de la norme limitant leurs immobilisations et participations rapportées aux fonds propres effectifs.

4.1.1.2. Autres normes prudentielles

● Limitation des engagements sur une même signature

Les établissements de crédit doivent limiter, à hauteur de 75% de leur fonds propres effectifs, les risques sur un même bénéficiaire ou une même signature.

Le nombre d'assujettis en conformité avec cette norme s'établit à quatre vingt-trois (83) à fin 2016. Ces établissements totalisent 67,3% des actifs et 65,9% des risques pondérés du système bancaire.

● Ratio de division des risques (limitation du volume global des risques individuels)

Le dispositif prudentiel fait obligation aux établissements de crédit de limiter à huit (8) fois leurs fonds propres effectifs, le total des risques pris sur l'ensemble des bénéficiaires atteignant individuellement 25% desdits fonds propres.

Le nombre d'établissements respectant cette norme est ressorti à cent cinq (105) à fin 2016. Ces établissements concentrent 94,4% des actifs et 94,6% des risques pondérés.

● Limitation des concours aux principaux actionnaires, aux dirigeants et au personnel

Quatre-vingt-douze (92) établissements de crédit, représentant 77,9% des actifs et 77,4% des

risques pondérés au terme de l'année 2016, respectaient la norme qui limite le cumul des prêts aux principaux actionnaires, aux dirigeants et au personnel, à 20% de leurs fonds propres effectifs.

Cette norme n'est pas applicable aux établissements financiers à caractère bancaire spécialisés dans les opérations de garantie.

● Ratio de couverture des emplois à moyen et long termes par des ressources stables

Cette norme, en imposant la couverture, à hauteur de 50% au moins, des emplois immobilisés ou d'une durée résiduelle supérieure à deux (2) ans, par des ressources stables, vise à prévenir une transformation excessive des ressources à court terme des banques en emplois à moyen ou long termes.

Elle contribue à assurer l'équilibre de la structure financière des établissements de crédit.

Au cours de la période sous revue, quatre-vingt-quinze (95) entités représentant 89,0% des actifs et 88,3% des risques se conformaient à cette exigence.

● Coefficient de liquidité

Destinée à prévenir les risques de liquidité à court terme du système bancaire, cette norme requiert des établissements de crédit, des disponibilités ou des emplois dont la durée résiduelle n'excède pas trois (3) mois, suffisants pour couvrir, à concurrence d'au moins 75%, leurs exigibilités de même maturité.

Au 31 décembre 2016, quatre vingt-cinq (85) établissements de crédit, représentant 87,8% des actifs et 86,7% des risques, satisfaisaient à cette exigence. Pour les établissements financiers à caractère bancaire, ce ratio s'applique uniquement à ceux qui reçoivent des fonds du public.

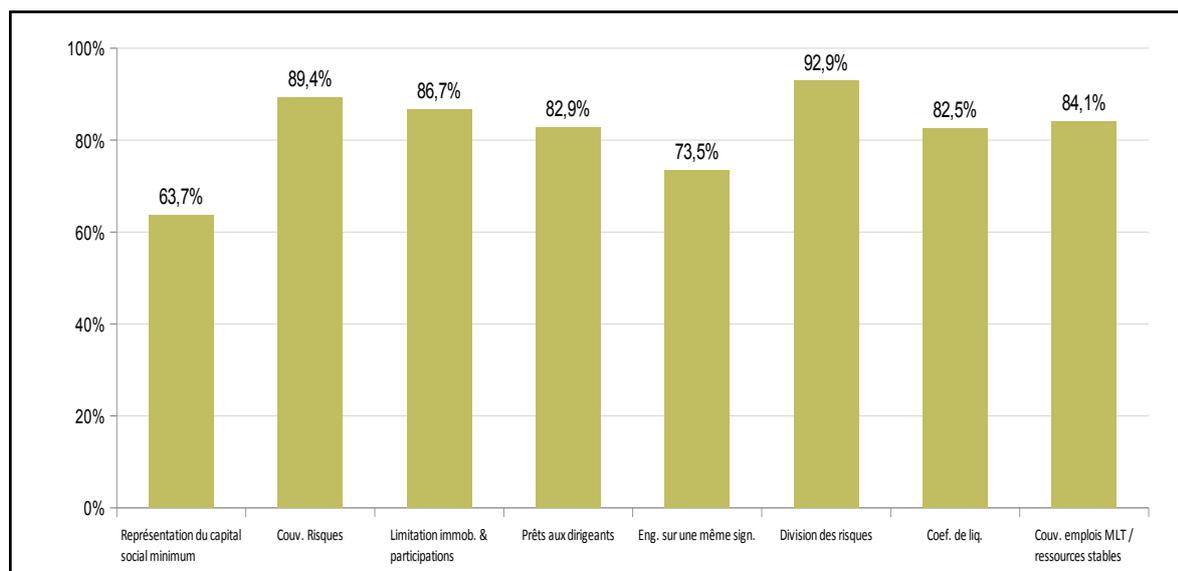
● Synthèse de la situation prudentielle au 31 décembre 2016

Le tableau et le graphique ci-après présentent un aperçu global du respect du dispositif prudentiel par les établissements de crédit en activité dans l'Union.

Tableau 14 : Nombre d'établissements conformes au dispositif prudentiel par pays

Indicateurs Pays	Représent. du capital social minimum par les fonds propres de base	Norme de solvabilité (couv. des risques)	Limitation des immob. et particip.	Prêts aux dirigeants	Engag. sur une même signature	Division des risques	Coefficient de liquidité	Couverture emplois MLT par des ressources stables
Bénin (13)	6	10	10	11	8	12	11	11
Burkina (14)	11	13	13	13	10	14	9	13
Côte d'Ivoire (24)	15	21	19	17	16	21	20	21
Guinée-Bissau (3)		3	3	3	3	3	3	2
Mali (14)	12	14	14	14	12	14	12	14
Niger (10)	5	10	9	9	8	9	5	7
Sénégal (22)	17	20	20	17	16	21	18	20
Togo (13)	6	10	10	8	10	11	7	7
Total : 113	72	101	98	92	83	105	85	95

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Graphique 20 : Proportion des établissements de crédit conformes au dispositif prudentiel

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

ENCADRÉ N° 3 : NOUVEAU DISPOSITIF PRUDENTIEL APPLICABLE AUX ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET AUX COMPAGNIES FINANCIÈRES DE L'UMOA

Le Conseil des Ministres de l'UMOA a, lors de sa session ordinaire tenue le 24 juin 2016 à Lomé (Togo), adopté le dispositif prudentiel applicable aux établissements de crédit et aux compagnies financières de l'UMOA, qui remplace celui en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2000.

Ce nouveau dispositif vise à promouvoir la préservation d'un système bancaire solide et résilient, qui présente un profil de risque maîtrisé et répond aux besoins de financement des économies des Etats membres de l'UMOA.

Il assure la convergence de la réglementation prudentielle de l'Union vers les standards internationaux de Bâle II et Bâle III, tout en prenant en compte les spécificités du système bancaire de l'UMOA.

Ainsi, le nouveau dispositif prudentiel repose sur les trois piliers complémentaires ci-après :

- le premier pilier (Titre premier à X) porte sur les exigences minimales de fonds propres en fonction des risques de crédit, opérationnel et de marché. Il aborde, en outre, les normes prudentielles connexes aux exigences minimales de fonds propres, notamment la division des risques et le ratio de levier ;
- le deuxième pilier (Titre XI) définit les grands principes de la surveillance prudentielle et le cadre d'intervention y afférent ;
- le troisième pilier (Titre XII) énonce les principes directeurs régissant la discipline de marché. Il vise à renforcer la transparence et la communication des établissements vis-à-vis du public quant à leur exposition aux risques.

Ce cadre réglementaire établit également des exigences prudentielles en matière de liquidité (Titres XIII) à travers des normes minimales applicables aux établissements assujettis, conformément aux recommandations édictées par le Comité de Bâle.

Les dispositions du cadre prudentiel sont précisées par des instructions de la BCEAO et des circulaires de la Commission Bancaire de l'UMOA.

Pour une préparation optimale des établissements de crédit et des maisons-mères de groupes bancaires à cette réforme, le Conseil des Ministres a fixé l'entrée en vigueur de ce dispositif au 1^{er} janvier 2018.

4.1.2. Situation prudentielle des Systèmes Financiers Décentralisés

Sur la base des données provisoires reçues des SFD relevant de l'article 44, pour le compte de l'exercice clos à fin décembre 2016, la situation prudentielle porte sur cent dix-neuf (119) assujettis.

● Norme de capitalisation

La norme de capitalisation, déterminée par le ratio des fonds propres sur le total de l'actif, vise à garantir un minimum de solvabilité à l'institution au regard de ses engagements. Le seuil à respecter est fixé à 15% minimum.

Les fonds propres se sont établis à 250 milliards à fin 2016. A la même date, les risques portés par les SFD de l'article 44 se sont chiffrés à 1.126 milliards.

Tableau 15 : Répartition des SFD selon le niveau de la norme de capitalisation

Tranches	Nombre de SFD	Poids en termes de total des actifs	Poids en termes de risques portés
≥15%	79	77,9%	77,6%
<15%	40	22,1%	22,4%
TOTAL	119	100,0%	100,0%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

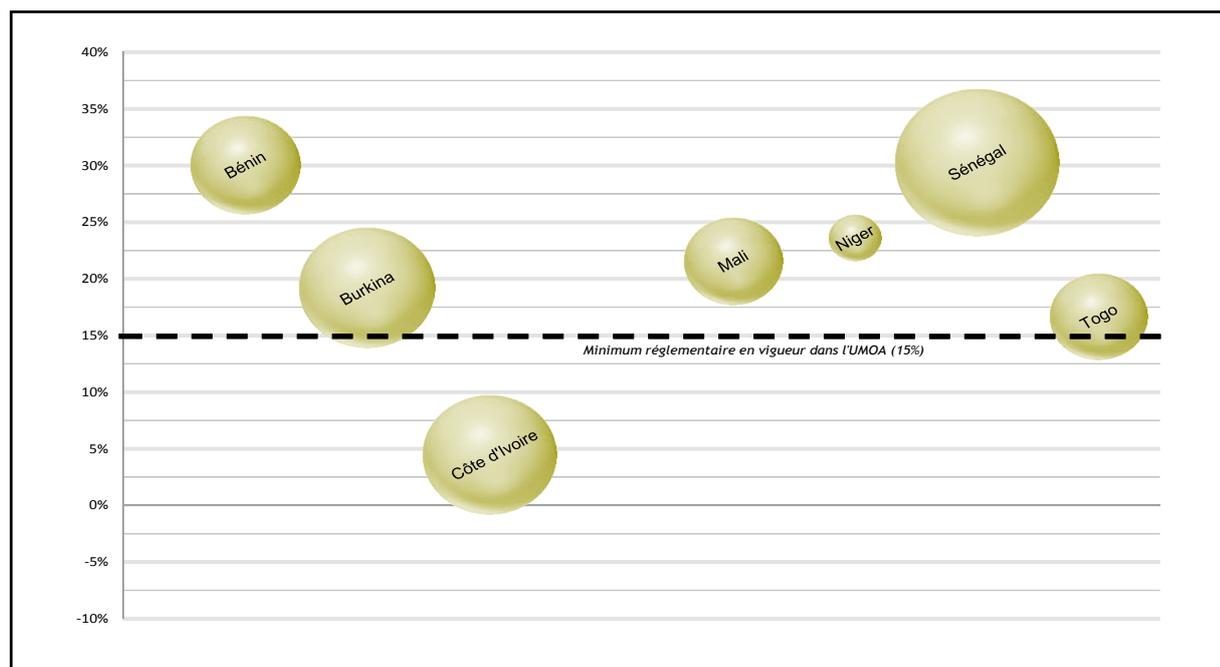
Le ratio moyen de capitalisation est ressorti à 19,5%, au-dessus du seuil minimal réglementaire de 15%. Par pays, il se présente comme suit :

Tableau 16 : Ratio moyen de capitalisation par pays

Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UMOA
30,1%	19,2%	4,5%	-	21,6%	23,6%	25,4%	16,6%	19,5%

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

A l'échelle de l'UMOA, soixante dix-neuf (79) SFD respectaient cette norme. Ils totalisaient 77,9% des actifs bancaires et 77,6% des risques portés.

Graphique 21 : Ratio de capitalisation des SFD par pays

La taille de la boule exprime le volume des actifs

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

● Limitation des risques

Les risques auxquels est exposé un SFD ne peuvent excéder le double de ses ressources internes et externes. La norme à respecter est de 200% maximum.

Cent-neuf (109) SFD représentant 96,6% des actifs et 91,6% des risques portés étaient en règle vis-à-vis du ratio au 31 décembre 2016.

● Ratio de couverture des emplois à moyen et long termes par des ressources stables

En vue d'éviter une transformation excessive des ressources à vue et/ou à court terme en emplois à moyen et long termes, les SFD doivent financer l'ensemble de leurs actifs immobilisés ainsi que leurs autres emplois à moyen et long terme par des ressources stables. La norme à respecter est fixée à 100% minimum.

Pour le calcul du ratio, la notion de durée résiduelle, ou durée restant à courir, est de plus de douze (12) mois.

Au cours de la période sous revue, cinquante six (56) entités représentant 61,2% des actifs et 61,6% des risques portés se conformaient à cette exigence.

● Limitation des prêts aux dirigeants et au personnel ainsi qu'aux personnes liées

Dans le souci de prévenir le risque de concentration des prêts et des engagements par signature en faveur des dirigeants et du personnel des SFD, la proportion de ressources pouvant leur être dédiée a été fixée, en conformité avec les dispositions de l'article 35 de la Loi portant réglementation des SFD, par le ratio de « limitation des prêts et engagements par signature aux dirigeants et au personnel » à 10% des fonds propres.

Ce ratio a également pour objectif de contrôler l'utilisation des crédits accordés aux dirigeants.

Le nombre d'établissements respectant cette norme est ressorti à quatre-vingt-onze (91) à fin décembre 2016. Ils concentrent 82,8% des actifs et 81,4% des risques portés.

- **Limitation des risques pris sur une seule signature**

Les risques pris sur une seule signature sont limités à 10% des fonds propres.

Les risques se définissent comme étant l'encours des prêts accordés ainsi que les engagements de financement et de garantie donnés aux membres, bénéficiaires ou clients.

Par une seule signature, il faut entendre toute personne physique ou morale agissant en son nom propre et/ou pour le compte d'une autre structure dont il détient directement ou indirectement, un pouvoir de contrôle, notamment un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable, tels que définis dans le référentiel comptable spécifique des SFD.

Quatre vingt dix-neuf (99) systèmes financiers décentralisés représentant 86,8% des actifs et 86,7% des risques portés sont conformes à cette exigence.

- **Coefficient de liquidité**

La norme de liquidité mesure la capacité de l'institution à faire face à son passif exigible, c'est-à-dire à honorer ses engagements à court terme (3 mois au maximum) avec ses ressources à court terme (3 mois au maximum), à savoir ses valeurs réalisables et disponibles.

Pour l'appréciation du coefficient de liquidité, trois (3) cas sont distingués :

- pour les institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit non affiliées et les autres SFD qui collectent des dépôts (associations, sociétés anonymes, sociétés à responsabilité limitée), la norme à respecter est fixée à 100% minimum ;
- pour les institutions mutualistes ou coopératives d'épargne et de crédit affiliées, la norme à respecter est fixée à 80% minimum ;
- pour les autres SFD qui ne collectent pas de dépôts, la norme à respecter est fixée à 60% minimum.

Le nombre d'établissements respectant cette norme est ressorti à quatre-vingt trois (83) à fin décembre 2016. Ils totalisent 78,7% des actifs et 77,4% des risques portés.

- **Limitation des prises de participation**

Cette norme limite à 25% de leurs fonds propres, les participations que peuvent prendre les SFD dans des sociétés.

Au cours de la période sous revue, cent dix-huit (118) entités représentant 99,7% des actifs et 99,8% des risques portés se conformaient à cette exigence.

- **Limitation des opérations autres que les activités d'épargne et de crédit**

Toute activité non comprise dans le champ des activités de collecte de l'épargne et des opérations de prêts prescrites aux alinéas 1 et 2 de l'article 4 de la Loi portant réglementation des SFD, est considérée comme une opération autre que les activités d'épargne et de crédit.

La norme à respecter est de 5% maximum.

Ce ratio est respecté par soixante et une (61) entités, représentant 52,2% des actifs et 54,0% des risques portés.

● Constitution de la réserve générale

La dotation de la réserve générale obéit à la prescription légale telle que mentionné à l'article 124 de la Loi portant réglementation des SFD. Elle est alimentée par un prélèvement annuel de 15% minimum sur les excédents nets avant ristourne ou distribution de dividendes de chaque exercice, le cas échéant, après imputation de tout report à nouveau déficitaire éventuel. Les sommes mises en réserve générale ne peuvent être partagées entre les sociétaires, associés ou actionnaires.

La dotation de la réserve générale est obligatoire, quel que soit le niveau atteint par le montant cumulé de cette réserve par rapport au capital social de l'institution.

Sur la base des informations disponibles, soixante-quatre (64) SFD ont constitué la réserve générale pour un montant global de 2,5 milliards.

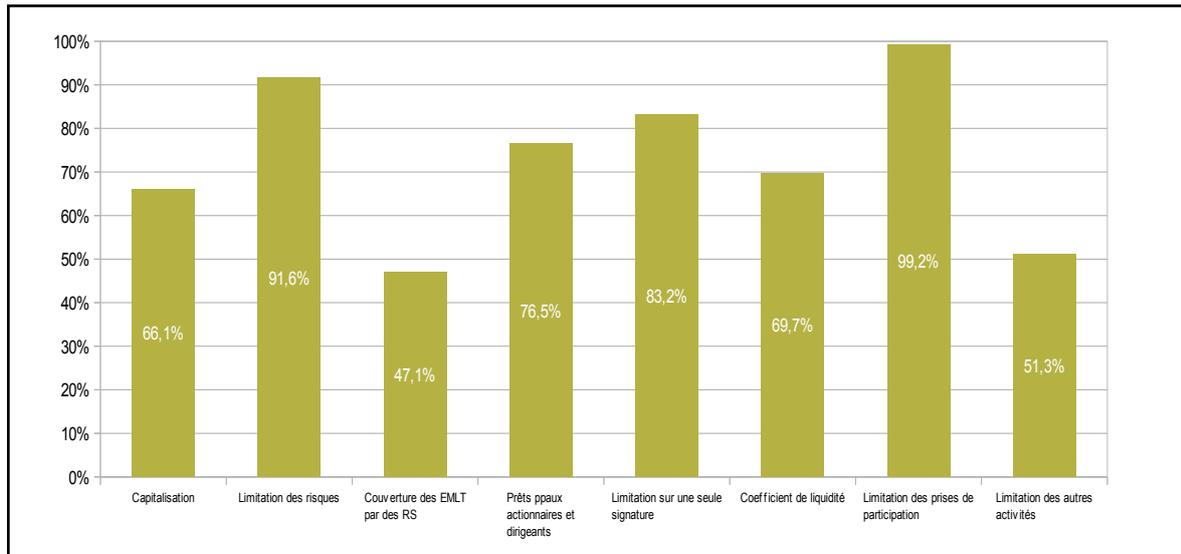
● Synthèse de la situation prudentielle des SFD

Le tableau et le graphique ci-après présentent un aperçu global du respect du dispositif prudentiel par les SFD.

Tableau 17 : Nombre de SFD conformes au dispositif prudentiel par pays

Indicateurs Pays	Capitalisation	Limitation des risques	Couv. empl. MLT par des ress. stables	Prêts aux principaux actionnaires et dirigeants	Limitation sur une seule signature	Coeff. Liq.	Limitation des prises de participations	Limitation des autres activités
Bénin (16)	12	16	12	15	9	12	15	10
Burkina (22)	17	21	7	7	16	12	22	4
Côte d'Ivoire (18)	7	18	7	18	16	15	18	16
Guinée-Bissau (0)								
Mali (10)	9	10	6	8	9	8	10	6
Niger (3)	2	3	2	3	3	1	3	1
Sénégal (37)	22	36	17	29	34	28	36	17
Togo (15)	9	5	5	11	12	7	14	7
Total : 121	78	109	56	91	99	83	118	61

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

Graphique 22 : Proportion des SFD conformes au dispositif prudentiel

Source : Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA

4.1.3. Situation prudentielle des établissements de monnaie électronique

Sur la base des données provisoires reçues des établissements de monnaie électronique à fin décembre 2016, la situation prudentielle d'ensemble porte sur cinq (5) assujettis, à l'exclusion de deux (2) entités agréées au cours du dernier semestre 2016 et n'ayant pas encore produit d'états.

● Ratio de capital

Cette norme exige des établissements de monnaie électronique de l'UMOA, qu'ils détiennent un capital social fixé à 300 millions pour l'exercice de cette activité. Elle est respectée par l'ensemble des EME.

● Ratio de couverture

Ce ratio requiert de chaque établissement de monnaie électronique la couverture, par ses fonds propres, à hauteur d'au moins 3% de l'encours de la monnaie électronique. Il est respecté par les cinq (5) EME.

● Ratio d'équivalence

Le ratio d'équivalence met en relation la valeur des placements financiers liés à la monnaie électronique et des dépôts à vue sur l'encours de la monnaie électronique. Cet indicateur qui doit être supérieur ou égal à 100% est respecté par les cinq (5) établissements de monnaie électronique.

● Ratio de placement de la monnaie électronique

Cette norme limite à 25% la valeur des placements financiers liés à la monnaie électronique sur l'encours de la monnaie électronique. Les cinq (5) établissements y sont conformes.

● Synthèse de la situation prudentielle au 31 décembre 2016

Le tableau ci-après donne un aperçu du respect du dispositif prudentiel par les EME en activité dans l'Union.

Tableau 18 : Situation prudentielle des EME à fin 2016

Indicateurs Pays	Ratio de capital	Ratio de couverture	Ratio d'équivalence	Ratio de placement
Bénin (1)	1	-	-	-
Burkina (0)	-	-	-	-
Côte d'Ivoire (3)	3	2	2	2
Guinée-Bissau (0)	-	-	-	-
Mali (1)	1	1	1	1
Niger (0)	-	-	-	-
Sénégal (2)	2	2	2	2
Togo (0)	-	-	-	-
Total (7)	7	5	5	5

Source : BCEAO

4.2. ACTES ET MESURES

Au cours de l'année 2016, la Commission Bancaire a tenu quatre (4) sessions aux dates et lieux ci-après :

- le 14 mars 2016 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- le 16 juin 2016 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- le 16 septembre 2016 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- le 13 décembre 2016 à Abidjan (Côte d'Ivoire).

Au cours de ces différentes réunions, le quorum des deux tiers des membres requis par l'alinéa 1^{er} de l'article 7 du Règlement Intérieur de la Commission Bancaire, pour la validation des délibérations, a été respecté.

Au titre du collège des membres désignés par les Etats, le changement suivant a été enregistré :

- Monsieur Konan Jacques ASSAHORE a remplacé Monsieur Adama KONE, à compter de la session du 16 juin 2016.

S'agissant du collège des membres nommés par le Conseil des Ministres, la Commission comprend désormais les personnalités ci-après :

- Monsieur Sosthène B. BAMBARA, en remplacement de Monsieur Kouka Célestin ZALLE, à compter de la session du 16 juin 2016 ;
- Monsieur Nicaise MEDE, en remplacement de Monsieur Nicolas Luc Aurélien ASSOGBA, à compter de la session du 16 juin 2016.

4.2.1. Mesures administratives

En application des dispositions de l'article 27 de l'Annexe à la Convention la régissant, la Commission Bancaire a donné huit (8) injonctions au cours de l'exercice 2016, contre trois (3) en 2015. Elles ont été adressées à des établissements de crédit et de microfinance installés respectivement au Bénin (1), au Burkina (2), au Niger (1), au Sénégal (3) et au Togo (1). D'une façon générale, ces injonctions visaient notamment à :

- améliorer la gouvernance et à renforcer le dispositif de contrôle interne ;
- mettre l'accent sur les mesures de recouvrement des créances compromises en vue d'assainir le bilan ;
- assurer une gestion des risques conforme à la réglementation en vigueur ;
- améliorer le système d'information et la comptabilité ;
- prendre des dispositions appropriées en vue du respect intégral de la réglementation prudentielle, en particulier la représentation du capital social minimum par les fonds propres de base ;
- procéder à une augmentation du capital social à un niveau permettant le respect intégral et durable des normes prudentielles en vigueur.

La Commission a également pris les autres mesures administratives suivantes :

- levée de la mesure de surveillance rapprochée d'établissements de crédit implantés respectivement au Bénin (1) et au Mali (2) ;
- maintien de la mesure de surveillance rapprochée d'un (1) établissement de crédit du Burkina et d'un (1) autre du Niger ;
- mises en garde à des établissements de crédit du Bénin (1), de la Côte d'Ivoire (3), du Niger (2) du Sénégal (1) et du Togo (1) ;
- convocations en audition simple de quatre (4) banques installées en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Togo.

4.2.2. Sanctions disciplinaires

En vertu des dispositions des articles 28 et 30 de l'Annexe à la Convention la régissant, la Commission Bancaire a, après avoir dûment convoqué et entendu les dirigeants de banques installées au Bénin (1), en Côte d'Ivoire (2), au Mali (1), au Sénégal (2) et au Togo (1), pris les sanctions disciplinaires suivantes :

- blâme à l'encontre d'un (1) système financier décentralisé (SFD) du Sénégal ;
- démission d'office d'un Président de Conseil d'Administration, eu égard aux griefs relevés à son encontre concernant la perception de nombreux avantages sous forme de rémunérations ainsi que l'immixtion quotidienne dans la gestion de l'établissement en violation des textes en vigueur ;
- démission d'office d'un Directeur Général aux motifs d'actes irréguliers commis engageant sa responsabilité personnelle.

Les Associations Professionnelles des Banques et Etablissements Financiers (APBEF) ainsi que les Associations Professionnelles des Systèmes Financiers Décentralisés des Etats membres de l'UMOA ont été informées du contenu des décisions relatives aux démissions d'office.

4.2.3. Avis aux Ministres chargés des Finances

4.2.3.1. Avis simples

● Prorogation de la durée d'administration provisoire et du mandat de l'Administrateur Provisoire

La Commission Bancaire a donné quatre (4) avis favorables à des demandes de prorogation de la durée de l'administration provisoire de trois (3) banques, dont deux (2) en Côte d'Ivoire et une (1) au Togo, en vue notamment de permettre aux Administrateurs Provisoires, en relation avec les Autorités nationales, de finaliser l'ensemble des diligences ressortant des termes de référence de leurs missions.

En outre, la Commission Bancaire a émis six (6) avis favorables pour la prorogation de la durée du mandat de l'Administrateur Provisoire de quatre (4) banques installées respectivement en Côte d'Ivoire (2) et au Togo (2), en application des dispositions des articles 60 et 61 de la Loi portant réglementation bancaire.

- **Levée de l'administration provisoire**

La Commission Bancaire a émis un (1) avis défavorable à une demande visant la levée de l'administration provisoire d'une (1) banque installée au Togo, en application des dispositions des articles 60 et 61 de la Loi portant réglementation bancaire.

- **Prorogation de la durée de la liquidation et du mandat du Liquidateur**

La Commission Bancaire a émis un (1) avis favorable pour la prorogation de la durée de la liquidation et du mandat du Liquidateur d'une (1) banque installée en Côte d'Ivoire pour lui permettre de finaliser l'ensemble des diligences ressortant des termes de référence de sa mission.

4.2.3.2. Avis conformes

- **Dérogations à la condition de nationalité des administrateurs et dirigeants non ressortissants des Etats membres**

Au cours de la période sous revue, la Commission Bancaire a rendu les avis suivants, après examen des demandes introduites par les établissements de crédit, en faveur de personnes non ressortissantes des Etats membres de l'UMOA, pressenties à des postes de direction ou d'administration :

- quarante-trois (43) avis conformes favorables, contre quarante-deux (42) en 2015, concernant vingt-sept (27) postes d'administrateurs et vingt (20) postes de dirigeants ;
- un (1) avis conforme défavorable pour un (1) poste de dirigeant.

- **Dérogação individuelle et temporaire à une norme prudentielle spécifique**

La Commission Bancaire a donné un avis conforme favorable à la demande introduite par un (1) établissement financier à caractère bancaire installé au Togo à l'effet d'obtenir le renouvellement de la dérogation individuelle et temporaire à une norme prudentielle spécifique.

- **Agréments**

En 2016, la Commission Bancaire a donné trois (3) avis conformes favorables à des demandes d'agrément introduites par :

- deux sociétés anonymes pour l'exercice des activités de banque sur le territoire de la République de Côte d'Ivoire ;
- une société anonyme pour l'exercice des activités de banque sur le territoire de la République du Sénégal.

L'Autorité de contrôle a également donné quatre (4) avis conformes défavorables à des demandes d'agrément introduites par :

- une société anonyme pour l'exercice des activités de banque sur le territoire du Burkina Faso ;
- une société anonyme pour l'exercice des activités d'établissement financier à caractère bancaire en République du Bénin ;
- deux sociétés anonymes pour l'exercice des activités d'établissement financier à caractère bancaire en République du Niger.

- **Modification de la structure de l'actionariat**

En application des dispositions des articles 15, 16, 39 et 41 de la Loi portant réglementation bancaire, la Commission Bancaire a donné, au cours de l'exercice 2016, des avis conformes favorables aux

demandes d'autorisation préalable pour la modification de la structure de l'actionnariat de deux (2) établissements de crédit installés au Bénin.

Elle a également donné un avis conforme défavorable à une demande d'autorisation préalable pour la modification de la structure de l'actionnariat d'une banque implantée au Togo.

4.2.4. Autres

4.2.4.1. Installation selon la procédure de déclaration d'intention

Sur la base des dispositions des articles 14 et 36 de l'Annexe à la Convention la régissant, la Commission Bancaire a autorisé l'installation au Bénin, d'une succursale d'une banque agréée au Niger.

En revanche, la Commission Bancaire a refusé à une banque du Sénégal, l'installation d'une succursale au Niger.

4.2.4.2. Approbation de la désignation ou du renouvellement de mandats de commissaires aux comptes

Au cours de l'année 2016, la Commission Bancaire a pris des décisions portant approbation de désignation ou de renouvellement de mandats de commissaires aux comptes auprès de :

- trente cinq (35) établissements de crédit dont quatre (4) au Bénin, deux (2) au Burkina, quatre (4) en Côte d'Ivoire, deux (2) en Guinée-Bissau, cinq (5) au Mali, deux (2) au Niger, sept (7) au Sénégal et neuf (9) au Togo ;
- sept (7) systèmes financiers décentralisés dont un (1) au Bénin, trois (3) au Burkina, deux (2) en Côte d'Ivoire et un (1) au Mali.

4.2.4.3. Autres décisions

L'Autorité de Contrôle a également pris, au cours de l'année sous revue, les autres décisions suivantes :

- levée à l'égard de deux (2) banques installées respectivement au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire de la mesure de suspension de l'octroi de nouveaux prêts aux principaux actionnaires, aux administrateurs, aux dirigeants et autres personnes visées par la Loi bancaire ;
- levée de la mesure d'interdiction de distribution de dividendes prononcée à l'égard de deux (2) banques implantées respectivement au Mali et au Sénégal ;
- levée de la mesure d'interdiction d'ouverture de nouvelles agences à l'égard d'une banque au Niger.

Par ailleurs, la Commission Bancaire a sursis à statuer dans le cadre de l'examen des dossiers suivants :

- demande d'agrément introduite par une société anonyme pour l'exercice des activités de banque sur le territoire de la République de Côte d'Ivoire ;
- procédure disciplinaire ouverte à l'égard d'un (1) système financier décentralisé du Mali et de deux (2) banques installées respectivement au Bénin et en Côte d'Ivoire.

ENCADRÉ N°4 : IDENTIFICATION DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES D'IMPORTANCE SYSTÉMIQUE

Lors de la crise financière des années 2007 à 2009, la défaillance ou les difficultés de plusieurs grands établissements financiers d'envergure internationale ont provoqué des chocs dans le système financier international. Les autorités de contrôle et autres instances compétentes n'avaient que des options limitées à leur disposition pour éviter que les risques portés par certains établissements, notamment systémiques, ne se propagent et ne compromettent la stabilité financière.

Tirant des enseignements de cette crise, le Comité de Bâle a publié, en novembre 2011, un référentiel intitulé « *Banques d'importance systémique mondiale : méthodologie d'évaluation et exigence de capacité additionnelle d'absorption des pertes* ».

Ce document expose la méthodologie d'évaluation de l'importance systémique mondiale, de l'ampleur de la capacité additionnelle d'absorption des pertes dont les Établissements Bancaires d'Importance Systémique (EBIS) devraient se doter. Il retrace également les dispositions prévues pour instaurer progressivement ces nouvelles mesures. Ledit référentiel a été mis à jour, en juillet 2013, pour tenir compte des enseignements tirés de l'application de la méthodologie d'évaluation aux données collectées par le Comité de Bâle auprès des grandes banques.

La méthodologie proposée par le Comité de Bâle est fondée sur des indicateurs sélectionnés pour leur capacité à rendre compte des différents facteurs qui contribuent à produire des externalités négatives et qui font qu'une banque ait un rôle crucial dans la stabilité du système financier. Ces indicateurs reflètent la taille des banques, leur interdépendance, l'absence de substituts directs ou d'infrastructure financière pour les services qu'elles fournissent, le caractère transfrontalier de leurs activités ainsi que leur complexité.

Pour ce qui concerne la zone UMOA, le nouveau dispositif prudentiel adopté par le Conseil des Ministres de l'UMOA, le 24 juin 2016 à Lomé et qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018, prévoit des dispositions spécifiques aux EBIS régionales (coussin systémique, possibilité de relever ou d'abaisser le niveau du ratio de levier). En outre, les méthodologies d'identification de ces entités et de calcul de leur surcharge de fonds propres seront diffusées par la BCEAO.

La liste des EBIS ainsi que la surcharge de fonds propres qui leur sont applicables seront publiées par la Commission Bancaire de l'UMOA.

V. ACTIONS DE COOPERATION ET DE FORMATION



*Signature de la Convention de coopération amendée entre la Commission Bancaire de l'UMOA et Bank Al-Maghrib
(Rabat, le 3 novembre 2016)*

5.1. ACTIONS DE COOPERATION

Les mutations du paysage bancaire de l'UMOA au cours de ces dernières années, marquées notamment par l'implantation de filiales de groupes bancaires transfrontaliers, ont favorisé l'émergence d'activités de plus en plus complexes ainsi que le développement de stratégies de mutualisation et de délocalisation de certaines opérations. Cette transformation de l'environnement bancaire a induit de nouveaux défis en termes de supervision et de renforcement des capacités des agents du Secrétariat Général de la Commission Bancaire.

Conscientes de ces enjeux, les Autorités monétaire et de contrôle de l'Union ont, outre la refonte des textes réglementaires régissant l'activité bancaire, engagé des actions visant à doter la Commission Bancaire de moyens et capacités nécessaires pour une meilleure prise en charge de la surveillance des établissements de crédit. Ces initiatives se sont principalement traduites par le renforcement de la coopération avec les superviseurs homologues et l'organisation de sessions de formation au profit du personnel.

5.1.1. Mise en œuvre des conventions de coopération

Au-delà des échanges d'informations avec les autres Autorités de contrôle bancaire dans le cadre de la mise en œuvre des accords de coopération, la Commission Bancaire de l'UMOA a pris part à des réunions de collèges de superviseurs de groupes bancaires étrangers ayant des implantations dans l'Union. A cet égard, il convient de souligner :

- la 4^{ème} réunion bilatérale entre le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC) et le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA à Libreville (Gabon) ;
- les 2^{èmes} réunions des Collèges des Superviseurs des groupes Banques Populaires et Banque Marocaine pour le Commerce Extérieur (BMCE), du 20 au 21 avril 2016 à Casablanca (Maroc) ;
- la 1^{re} réunion du Collège des Superviseurs de Afriland First Group, les 29 et 30 juin 2016 à Libreville (Gabon) ;
- la 3^{ème} réunion du Collège des Superviseurs de United Bank for Africa (UBA), les 18 et 19 juillet 2016 à Abuja (Nigeria) ;
- la 3^{ème} réunion du Collège des Superviseurs de Attijariwafa bank, le 27 octobre 2016 à Casablanca (Maroc).

5.1.2. Relations avec les groupes de superviseurs bancaires

L'accroissement de la dimension transfrontalière des activités des établissements de crédit implantés dans la zone UMOA a conduit l'Autorité de contrôle à renforcer ses relations de coopération avec les superviseurs et régulateurs étrangers.

A cet égard, le Secrétariat Général de la Commission Bancaire a initié les rencontres ci-après :

- la deuxième réunion du Collège des Superviseurs du Groupe Ecobank, du 26 au 27 octobre 2016 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- la 2^{ème} réunion du Collège des Superviseurs de Oragroup, le 21 novembre 2016 à Abidjan (Côte d'Ivoire).

Ces rencontres organisées par la Commission Bancaire de l'UMOA, en sa qualité de superviseur d'origine, s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations du Comité de Bâle pour une supervision efficace des groupes bancaires transfrontaliers. Elles ont regroupé quatorze (14) des vingt-deux (22) Superviseurs du Groupe Ecobank et de ses filiales ainsi que l'ensemble des quatre (4) Superviseurs de Oragroup.

En outre, l'Autorité de Contrôle a participé aux travaux des groupes de superviseurs régionaux et internationaux, qui constituent des cadres privilégiés de partage d'expériences et de meilleures pratiques dans le domaine du contrôle des établissements de crédit ayant des activités transfrontières. Ainsi, elle a pris part aux rencontres ci-après :

- la 20^{ème} réunion du Collège des Superviseurs de la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO), du 11 au 14 janvier 2016 à Cape Coast (Ghana) ;
- la 21^{ème} réunion du Collège des Superviseurs de la ZMAO, du 20 au 22 avril 2016 à Accra (Ghana) ;
- la 22^{ème} réunion du Collège des Superviseurs de la ZMAO, du 1^{er} au 5 août 2016 à Conakry (Guinée) ;
- la 23^{ème} réunion du Collège des Superviseurs de la ZMAO, du 24 au 28 octobre 2016 à Ho (Ghana) ;
- la 19^{ème} Assemblée Annuelle du Collège des Superviseurs des Banques Centrales d'Afrique de l'Ouest et du Centre (CSBAOC), du 28 au 30 novembre 2016 à Khartoum (Soudan).

5.1.3. Relations avec les autres organes de contrôle et institutions financières

Outre les initiatives prises dans le cadre de la mise en œuvre des conventions de coopération et de la participation aux activités de groupes de superviseurs, le Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA a pris part aux rencontres suivantes :

- la séance de travail avec le Fonds Monétaire International (FMI), dans le cadre des consultations régionales au titre de l'article IV des statuts du Fonds, les 19 et 20 janvier 2016 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- la réunion des Ministres des Finances des pays de la Zone Franc, les 8 et 9 avril 2016 à Yaoundé (Cameroun) ;
- les réunions de printemps du FMI et de la Banque Mondiale du 14 au 16 avril 2016 à Washington (Etats-Unis) ;
- la réunion du groupe de travail de la Zone franc sur l'intégration et le développement du marché du crédit bancaire, du 18 au 19 juillet 2016 à Yaoundé (Cameroun) ;
- la réunion des Ministres des Finances de la Zone Franc, les 29 et 30 septembre 2016 à Paris (France) ;
- la visite de travail et d'amitié du Gouverneur de la BCEAO auprès de Bank Al-Maghrib, du 2 au 7 novembre 2016 à Rabat (Maroc) ;
- la 25^{ème} réunion plénière du Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA) à Praia (Cap-Vert) ;
- les Assemblées annuelles du FMI et de la Banque Mondiale du 3 au 11 octobre 2016 à Washington (Etats-Unis).

ENCADRÉ N° 5 : 2^{èmes} RÉUNIONS DES COLLÈGES DE SUPERVISEURS DU GROUPE ECOBANK ET DE ORAGROUP



2^{ème} réunion du Collège de Superviseurs du Groupe Ecobank (Abidjan, 26 au 27 octobre 2016)

Le Secrétariat Général de la Commission Bancaire a organisé à Abidjan (Côte d'Ivoire), les deuxièmes réunions des Collèges des Superviseurs du Groupe Ecobank (26 au 27 octobre 2016) et de Oragroup (21 novembre 2016).

Ces rencontres organisées par la Commission Bancaire de l'UMOA, en sa qualité d'Autorité de contrôle d'origine, s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations du Comité de Bâle pour une supervision efficace des groupes bancaires transfrontaliers.

Elles ont regroupé, d'une part, quatorze (14) des vingt-deux (22) Superviseurs du Groupe Ecobank et de ses filiales et, d'autre part, l'ensemble des quatre (4) Superviseurs de Oragroup.

Préalablement au démarrage des travaux, les participants ont discuté de la signature de la Déclaration de coopération mutuelle devant désormais encadrer l'échange d'informations entre les Autorités de contrôle membres du Collège, conformément aux principes édictés par le Comité de Bâle pour l'organisation de collèges prudentiels efficaces. Dans l'attente de la réalisation de cette diligence, ils ont procédé à des déclarations formelles de confidentialité.

Ces réunions ont permis aux superviseurs d'échanger sur la mise en œuvre des recommandations issues des premières rencontres tenues en 2015, sur leurs préoccupations liées à la situation des filiales ainsi que sur les mesures prises ou envisagées par les dirigeants pour consolider la situation de leurs groupes respectifs.

Les travaux ont également permis de recueillir l'engagement des dirigeants à appliquer pleinement les nouvelles dispositions réglementaires relatives à la supervision sur base consolidée des compagnies financières dans l'UMOA.

Au terme des échanges, les Autorités de supervision ont pris acte de l'engagement des dirigeants des deux (2) groupes à poursuivre la prise en charge des recommandations issues de la précédente session et à veiller au respect intégral des normes en vigueur dans chaque pays d'implantation.

Enfin, de nouvelles instructions à l'endroit de ces groupes ont été formulées par les superviseurs. Elles portent notamment sur la gouvernance des holdings, le contrôle externe, la situation des fonds propres de certaines filiales, le dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme dans les filiales.

5.2. ACTIONS DE FORMATION

A l'instar des années précédentes, le Secrétariat Général de la Commission Bancaire a mis l'accent sur le renforcement des capacités de ses agents, à travers l'organisation et la participation à des formations en lien avec le plan stratégique 2016 - 2018 de la BCEAO. Il a également participé aux travaux d'implémentation des dispositions de Bâle II et Bâle III et de révision du Plan Comptable Bancaire.

5.2.1. Formations et séminaires internes

Des séminaires de formation interne, en rapport avec la supervision Bancaire, ont notamment été organisés en collaboration avec des institutions partenaires. Ils ont porté sur les thématiques suivantes :

- séminaire de formation sur le thème « Méthodologie d'évaluation quantitative du risque de crédit », organisé conjointement par la BCEAO, CREDIT INFO VOLO et la Société Financière Internationale les 3 et 4 février 2016 à Dakar (Sénégal) ;
- atelier de renforcement des capacités sur les services financiers via la téléphonie mobile, conduit par la BCEAO, les 2 et 3 février 2016 à Dakar (Sénégal) ;
- atelier relatif au Système de Notation des Etablissements de Crédit de l'UMOA (SNEC-UMOA) et à la cartographie des risques, du 1^{er} au 13 février 2016 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- séminaire de formation sur le thème « analyse et gestion des produits de la finance islamique », organisé par la BCEAO, du 27 au 29 juin 2016 à Dakar (Sénégal) ;
- session de vulgarisation du Plan Comptable Bancaire révisé de l'UMOA, du 1^{er} au 5 août 2016 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- séminaire de formation sur le dispositif de financement des PME/PMI dans l'UEMOA, organisé par la BCEAO à l'intention des Directeurs Généraux des établissements de Crédit, le 23 novembre 2016 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- atelier de formation animé par AFRITAC de l'Ouest sur la révision du SNEC-UMOA, du 28 novembre au 9 décembre 2016 à Abidjan (Côte d'Ivoire) ;
- atelier de formation animé par AFRITAC de l'Ouest sur l'élaboration des rapports de contrôle, du 12 au 16 décembre 2016 à Abidjan (Côte d'Ivoire).

5.2.2. Formations et séminaires externes

Le Secrétariat Général de la Commission Bancaire a participé à des formations et séminaires externes organisés par des organismes et institutions, notamment :

- formation sur la supervision basée sur les risques, initiée par AFRITAC et la Banque de France, du 22 au 26 février 2016 à Paris (France) ;
- atelier de vulgarisation du Règlement n°01/15/CEMAC/UMAC/COBAC relatif à la supervision des holdings financières et à la surveillance transfrontalière et n°02/15/CEMAC/UMAC/COBAC

modifiant et complétant certaines dispositions relatives à l'exercice de la profession bancaire dans la CEMAC, les 23 et 24 mai 2016 à Libreville (Gabon) ;

- séminaire de formation sur la gouvernance des banques et la prévention du blanchiment d'argent, du 22 au 26 août 2016 à Kinshasa (République Démocratique du Congo) ;
- séjour d'information sur la supervision des Bureaux d'Information sur le Crédit (BIC), du 5 au 9 septembre 2016 à Rabat (Maroc) ;
- séminaire annuel des Superviseurs Seniors des banques des économies émergentes au Centre de Formation de la « Federal Reserve (FED) », du 17 au 21 octobre 2016 à Washington (Etats-Unis) ;
- séjour d'information sur l'exploitation des Centrales de risques auprès des Banques Centrales d'Italie et d'Allemagne, du 17 au 21 octobre 2016.

ANNEXES

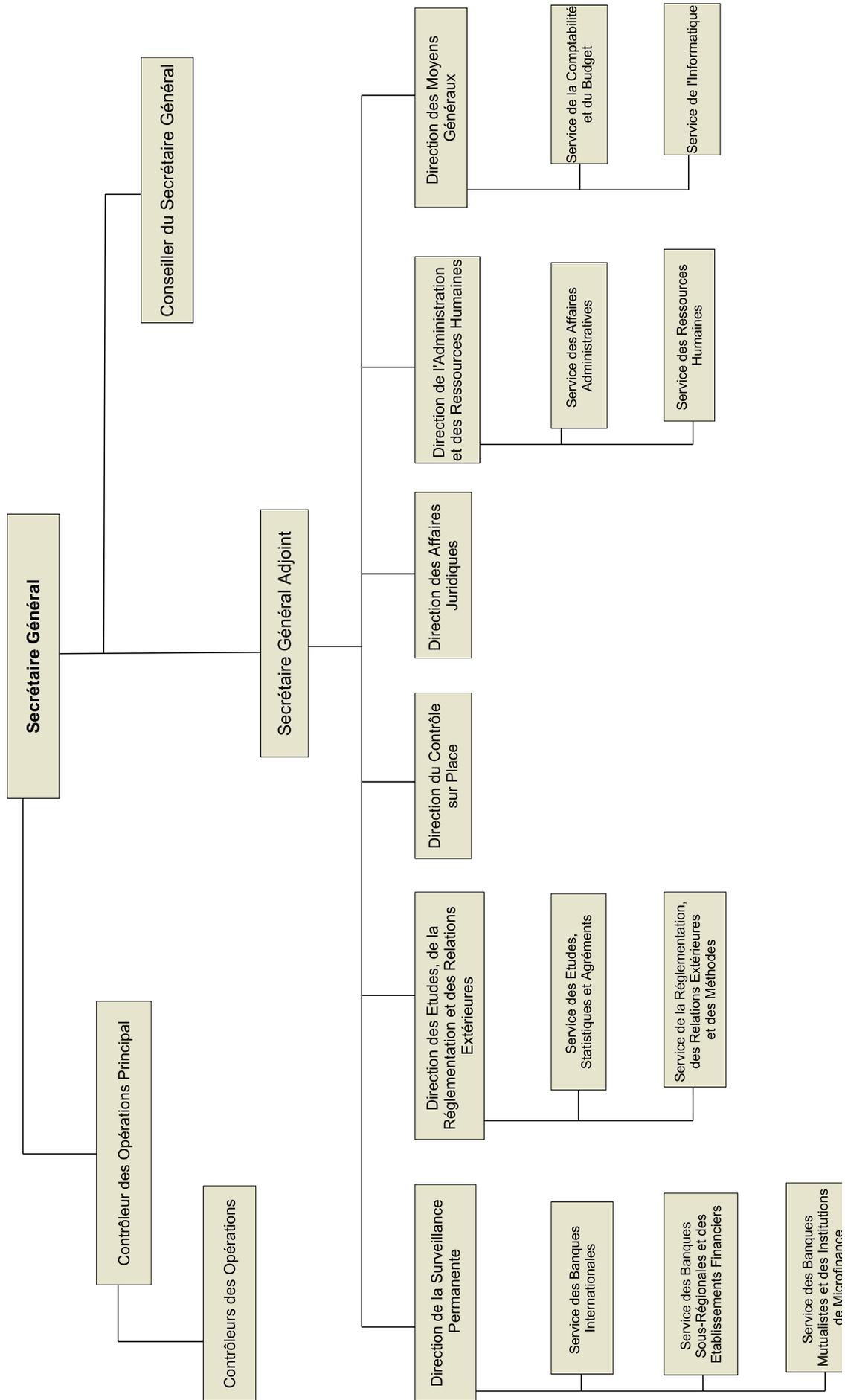
LISTE DES ANNEXES

- I. ORGANIGRAMME DU SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA AU 31 DECEMBRE 2016
- II. STATISTIQUES DES ACTIVITES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT
- III. STATISTIQUES DES SFD RELEVANT DE L'ARTICLE 44 DE LA LOI PORTANT REGLEMENTATION DES SFD
- IV. STATISTIQUES DES ACTIVITES DES ETABLISSEMENTS DE MONNAIE ELECTRONIQUE (EME)

ANNEXE I

**ORGANIGRAMME DU SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION
BANCAIRE DE L'UMOA AU 31 DECEMBRE 2016**

Organigramme du Secrétariat Général de la Commission Bancaire de l'UMOA au 31 décembre 2016



SECRETARIAT GENERAL DE LA COMMISSION BANCAIRE DE L'UMOA AU 31 DECEMBRE 2016

Secrétaire Général	: M^{me} Séna Elda Afiwa KPOTSRA
Secrétaire Général Adjoint	: M. Amadou DIARRA
Conseiller du Secrétaire Général	: M. Adjoumani KOUAKOU
Directeur de l'Administration et des Ressources Humaines	: M. Kouadio Jean-Baptiste KOUASSI
Directeur des Affaires Juridiques	: <i>[Poste vacant]</i>
Directeur du Contrôle sur Place	: M. Oumar KABO
Directeur des Etudes, de la Réglementation et des Relations Extérieures	: M. Papa FAYE
Directeur de la Surveillance Permanente	: M. Babacar FALL
Directeur des Moyens Généraux	: M. Moussa DIARRA

ANNEXE II

STATISTIQUES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

ANNEXE II-1

II.1.1 - LISTE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

II.1.2 - BILANS, COMPTES DE RESULTATS ET RATIOS

**ETABLISSEMENTS DE CREDIT DE L'UMOA EN ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2016
CLASSEMENT SELON LA TAILLE DU BILAN, LE VOLUME DES DEPOTS ET DES CREDITS (*)**

Annexe II.1.1 a

BANQUES (116)

(En millions de FCFA)

ETAT	SIGLE	TOTAL BILAN		DEPOTS		CREDITS	
		MONTANT	RANG	MONTANT	RANG	MONTANT	RANG
Côte d'Ivoire	SGBCI	1 421 919	1	1 175 156	1	917 190	1
Côte d'Ivoire	ECOBANK	1 332 408	2	745 176	3	554 807	6
Côte d'Ivoire	BACI	1 266 660	3	808 358	2	585 789	4
Bénin	BOA-BENIN	932 977	4	538 995	9	349 214	12
Sénégal	CBAO, GROUPE ATTIJARIWAFABANK	918 827	5	663 704	4	584 199	5
Côte d'Ivoire	SIB	906 235	6	622 384	6	622 584	2
Burkina	CBI	885 101	7	421 152	15	413 471	8
Côte d'Ivoire	NSIA BANQUE	842 504	8	594 269	7	616 565	3
Burkina	ECOBANK	823 969	9	562 606	8	364 931	11
Sénégal	SGBS	772 490	10	629 701	5	410 842	9
Sénégal	ECOBANK	741 248	11	490 739	11	291 907	19
Burkina	BOA-BURKINA	714 127	12	431 112	14	378 022	10
Mali	BDM	710 392	13	440 572	13	335 850	13
Bénin	ECOBANK	658 985	14	355 170	17	241 948	24
Côte d'Ivoire	BICICI	643 083	15	513 658	10	464 329	7
Côte d'Ivoire	BOA-CI	623 062	16	343 087	19	302 715	17
Mali	BMS	611 767	17	372 362	16	331 076	15
Mali	ECOBANK	601 029	18	303 958	24	191 374	30
Bénin	DIAMOND BANK	571 222	19	259 830	27	151 044	39
Togo	ORABANK	540 491	20	310 704	23	271 714	20
Côte d'Ivoire	BNI	533 398	21	466 647	12	330 023	16
Sénégal	BOA-SENEGAL	522 011	22	320 724	21	238 156	25
Mali	BOA-MALI	514 000	23	314 030	22	262 215	21
Burkina	SG-BF	481 066	24	333 055	20	334 067	14
Sénégal	BICIS	437 397	25	349 594	18	295 475	18
Mali	BIM	412 612	26	298 398	26	219 556	26
Mali	BNDA	406 974	27	253 483	28	261 870	22
Togo	ECOBANK	397 306	28	299 343	25	177 725	32
Burkina	BANQUE ATLANTIQUE	369 746	29	226 552	31	191 525	29
Burkina	UBA-BURKINA	350 950	30	240 709	29	83 589	53
Sénégal	BHS	325 831	31	218 314	32	258 130	23
Sénégal	BRM	319 432	32	87 846	64	128 864	43
Sénégal	BANQUE ATLANTIQUE	318 603	33	153 841	42	175 008	33
Bénin	BANQUE ATLANTIQUE	297 396	34	166 190	40	157 910	38
Bénin	SGB	291 302	35	178 514	37	195 925	28
Côte d'Ivoire	BGFIBANK-CI	290 609	36	145 853	43	183 803	31
Sénégal	BIS	287 554	37	232 012	30	174 282	34
Niger	BOA-NIGER	287 083	38	145 734	44	164 782	37
Mali	BANQUE ATLANTIQUE	277 981	39	143 066	45	132 737	42
Niger	SONIBANK	263 831	40	164 882	41	169 279	36
Togo	UTB	259 954	41	200 707	34	170 755	35
Sénégal	CNCAS	257 024	42	173 040	38	217 756	27
Côte d'Ivoire	BBG-CI	242 847	43	204 473	33	146 387	40
Togo	BANQUE ATLANTIQUE	237 538	44	92 674	62	116 347	44
Burkina	BICIA-B	235 121	45	172 202	39	135 132	41
Sénégal	DIAMOND BANK, Succursale	227 668	46	120 054	53	81 199	55
Niger	ECOBANK	225 040	47	131 849	48	109 803	45
Bénin	ORABANK	219 001	48	189 857	36	103 904	48
Togo	DIAMOND BANK, Succursale	214 267	49	92 359	63	48 064	78
Côte d'Ivoire	DIAMOND BANK, Succursale	213 543	50	114 552	54	75 691	62
Sénégal	UBA-Sénégal	208 465	51	126 937	50	80 725	57
Togo	BTCI	201 933	52	194 998	35	80 302	59
Côte d'Ivoire	CBI CI	198 843	53	95 781	58	80 349	58
Côte d'Ivoire	ORABANK CI	196 266	54	80 318	66	106 156	46
Bénin	UBA	194 178	55	129 030	49	36 247	89
Sénégal	CDS	192 935	56	142 201	46	95 854	50
Bénin	BGFIBANK-Bénin	186 666	57	109 181	55	105 105	47
Niger	BA-NIGER	167 819	58	94 527	59	95 230	51
Mali	CBI Mali	167 533	59	67 856	73	75 403	63
Côte d'Ivoire	CITIBANK-CI	161 212	60	132 410	47	72 055	66

**ETABLISSEMENTS DE CREDIT DE L'UMOA EN ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2016
CLASSEMENT SELON LA TAILLE DU BILAN, LE VOLUME DES DEPOTS ET DES CREDITS (*)**

Annexe II.1.1 a

BANQUES (116)

(En millions de FCFA)

ETAT	SIGLE	TOTAL BILAN		DEPOTS		CREDITS	
		MONTANT	RANG	MONTANT	RANG	MONTANT	RANG
Niger	BIA-NIGER	144 143	61	120 239	52	72 768	65
Côte d'Ivoire	SCB-CI	143 419	62	109 091	56	62 278	71
Burkina	BSIC-BURKINA	142 684	63	76 137	68	71 614	67
Côte d'Ivoire	BSIC-CI	141 931	64	93 508	60	86 818	52
Côte d'Ivoire	UBA	141 454	65	75 636	69	56 736	73
Mali	BCI	141 421	66	77 962	67	82 766	54
Mali	BCS	136 919	67	61 741	77	78 273	60
Mali	BSIC-MALI	136 548	68	55 916	79	98 427	49
Mali	BICI-M	131 957	69	93 500	61	80 875	56
Niger	BSIC-NIGER	124 887	70	64 500	75	76 096	61
Burkina	BCB	124 220	71	108 206	57	74 412	64
Sénégal	BSIC-SENEGAL	118 763	72	48 926	85	55 447	75
Bénin	BSIC-BENIN	116 900	73	68 262	72	49 753	76
Togo	BOA-TOGO	115 741	74	32 521	93	55 867	74
Sénégal	BDK	106 765	75	51 785	82	37 246	88
Sénégal	CITIBANK-SENEGAL	106 247	76	70 706	71	31 386	93
Togo	BIA-TOGO	103 709	77	81 799	65	60 350	72
Sénégal	ORABANK, Succursale du Sénégal	95 814	78	65 782	74	62 527	70
Burkina	ORABANK, Succursale du Burkina	95 158	79	53 522	81	40 922	85
Togo	CBI-TOGO	92 670	80	34 730	92	32 419	92
Sénégal	BNDE	91 397	81	37 258	90	39 935	86
Burkina	BHBF	87 455	82	64 460	76	62 770	69
Togo	BPEC	82 178	83	54 365	80	63 722	68
Côte d'Ivoire	BHCI	78 172	84	71 214	70	43 466	84
Guinée-Bissau	ECOBANK	75 343	85	29 284	96	20 496	99
Guinée-Bissau	BAO	74 542	86	49 866	84	47 146	80
Togo	BSIC-TOGO	72 778	87	35 701	91	46 331	81
Niger	BIN	65 077	88	42 523	87	47 481	79
Mali	ORABANK, Succursale du Mali	63 546	89	44 174	86	44 637	82
Burkina	CBAO, Succursale du Burkina	63 215	90	28 400	99	44 007	83
Côte d'Ivoire	VERSUS BANK	60 869	91	56 436	78	49 515	77
Côte d'Ivoire	CNCE	60 862	92	126 305	51	6 575	110
Côte d'Ivoire	BDU-CI	56 113	93	5 569	113	10 193	107
Sénégal	CREDIT INTERNATIONAL	55 995	94	40 209	88	23 810	95
Burkina	BDU-BF	49 878	95	17 024	104	11 976	105
Niger	BAGRI	49 629	96	28 760	98	37 382	87
Togo	SGB, Succursale du Togo	47 779	97	31 931	95	36 107	90
Guinée-Bissau	BDU	47 524	98	12 740	108	18 344	101
Côte d'Ivoire	FIRST BANK CI	46 151	99	32 382	94	32 618	91
Guinée-Bissau	ORABANK, Succursale de la GB	43 547	100	29 109	97	22 089	96
Sénégal	BCI Mali, Succursale du Sénégal	41 124	101	26 293	100	20 582	98
Sénégal	FBNBANK	37 097	102	16 698	105	7 273	109
Niger	ORABANK, Succursale du Niger	33 143	103	22 524	101	19 566	100
Sénégal	BIMAO	31 635	104	38 744	89	24 574	94
Bénin	BIBE	29 961	105	51 277	83	17 266	102
Côte d'Ivoire	GTB	27 671	106	14 594	107	11 730	106
Bénin	BHB	26 954	107	19 497	103	21 670	97
Bénin	CCEI BANK	26 377	108	9 464	110	2 812	115
Sénégal	BGFIBANK	24 479	109	14 921	106	12 115	104
Côte d'Ivoire	CIBCI	19 689	110	20 954	102	14 195	103
Bénin	BAIC	19 266	111	5 018	114	3 941	113
Togo	SIAB	15 765	112	12 265	109	9 098	108
Niger	CBAO, Succursale du Niger	14 346	113	5 835	112	4 641	111
Côte d'Ivoire	BMS, Succursale de Côte d'Ivoire	13 994	114	4 704	115	4 580	112
Niger	BCN	12 527	115	7 892	111	3 070	114
Bénin	CBAO, Succ du Bénin	7 460	116	4 396	116	2 539	116
Total		32 226 319		20 543 741		16 702 188	

**ETABLISSEMENTS DE CREDIT DE L'UMOA EN ACTIVITE AU 31 DECEMBRE 2016
CLASSEMENT SELON LA TAILLE DU BILAN, LE VOLUME DES DEPOTS ET DES CREDITS (*)**

Annexe II.1.1 b

ETABLISSEMENTS FINANCIERS (15)

(En millions de FCFA)

ETAT	SIGLE	TOTAL BILAN		DEPOTS		CREDITS	
		MONTANT	RANG	MONTANT	RANG	MONTANT	RANG
Togo	CRRH-UEMOA	147 139	1	86 372	1	-	-
Sénégal	LOCAFRIQUE	77 805	2	15 882	3	36 505	2
Côte d'Ivoire	SAFCA-ALIOS FINANCE	68 145	3	26 381	2	59 434	1
Togo	GARI	32 235	4	-	-	235	9
Mali	FGSP	21 257	5	-	-	-	-
Burkina	FIDELIS FINANCE	21 213	6	2 328	5	13 635	3
Sénégal	SAFCA-ALIOS FINANCE, Succursale	15 580	7	1 736	7	13 500	4
Burkina	SOBCA	11 319	8	7 289	4	6 100	6
Mali	SAFCA-ALIOS FINANCE, Succursale	9 401	9	1 496	8	7 354	5
Burkina	SOFIGIB	7 082	10	2 097	6	-	-
Côte d'Ivoire	FIDELIS, Succursale de Côte d'Ivoire	5 412	11	764	9	4 342	7
Burkina	SAFCA-ALIOS FINANCE, Succursale	4 157	12	409	10	3 810	8
Niger	SAHFI	4 096	13	2	12	-	-
Sénégal	WAFACASH WEST AFRICA	3 992	14	-	-	-	-
Mali	FGHM	3 112	15	13	11	135	10
Total		431 945		144 769		145 050	

(*) : Données provisoires

B I L A N S	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	VARIATION	VARIATION
			(*)	2015-2014	2016-2015
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	3 941 474	4 630 471	5 053 494	17,5%	9,1%
- Caisse	601 994	629 205	638 199	4,5%	1,4%
- Comptes ordinaires débiteurs	2 460 092	2 814 551	3 181 806	14,4%	13,0%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	241 708	275 590	313 628	14,0%	13,8%
- Comptes de prêts	625 496	897 803	903 985	43,5%	0,7%
- Valeurs non imputées	201	2 126	1 501	957,7%	-29,4%
- Créances rattachées	7 528	8 567	12 511	13,8%	46,0%
- Créances en souffrance	4 455	2 629	1 864	-41,0%	-29,1%
<i>(provisions)</i>	1 309	404	4 951	-69,1%	1125,5%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	12 709 087	14 792 116	16 623 982	16,4%	12,4%
- Portefeuille d'effets commerciaux	457 272	566 842	682 165	24,0%	20,3%
. <i>Crédits de campagne</i>	3 091	1 862	20	-39,8%	-98,9%
. <i>Crédits ordinaires</i>	454 181	564 980	682 145	24,4%	20,7%
- Autres crédits à court terme	3 840 930	4 503 686	4 835 135	17,3%	7,4%
. <i>Crédits de campagne</i>	491 094	567 896	672 593	15,6%	18,4%
. <i>Crédits ordinaires</i>	3 349 836	3 935 790	4 162 542	17,5%	5,8%
- Comptes ordinaires débiteurs	2 129 838	2 283 503	2 321 773	7,2%	1,7%
- Crédits à moyen terme	4 822 289	5 761 265	6 874 526	19,5%	19,3%
- Crédits à long terme	467 117	576 307	806 314	23,4%	39,9%
- Affacturage	26 738	52 505	67 794	96,4%	29,1%
- Valeurs non imputées	18 901	28 467	9 466	50,6%	-66,7%
- Créances rattachées	120 756	134 485	163 101	11,4%	21,3%
- Créances en souffrance	825 246	885 055	863 708	7,2%	-2,4%
. <i>Impayées ou immobilisées</i>	394 868	444 420	468 926	12,5%	5,5%
<i>(provisions)</i>	71 821	39 123	97 101	-45,5%	148,2%
. <i>Douteuses ou litigieuses</i>	428 294	440 197	390 635	2,8%	-11,3%
<i>(provisions)</i>	1 206 930	1 286 601	1 494 708	6,6%	16,2%
. <i>Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses</i>	2 084	438	4 147	-79,0%	846,8%
<i>(provisions)</i>	11 847	8 833	12 972	-25,4%	46,9%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	5 262 444	6 717 275	8 509 132	27,6%	26,7%
- Titres de placement	4 556 719	5 822 626	7 391 005	27,8%	26,9%
- Comptes de stocks	2 609	6 405	11 446	145,5%	78,7%
- Débiteurs divers	159 265	234 480	291 687	47,2%	24,4%
- Créances rattachées	58 477	95 406	143 965	63,2%	50,9%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	120 306	149 197	188 850	24,0%	26,6%
- Valeurs à rejeter	9 512	6 878	4 853	-27,7%	-29,4%
- Comptes d'ordre & divers	355 556	402 283	477 326	13,1%	18,7%
VALEURS IMMOBILISEES	1 733 184	2 084 410	2 469 050	20,3%	18,5%
- Immobilisations financières	751 669	926 173	1 154 268	23,2%	24,6%
- Dépôts & cautionnements	18 496	23 055	29 372	24,6%	27,4%
- Immobilisations en cours	116 074	103 431	119 431	-10,9%	15,5%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	7 868	7 650	11 875	-2,8%	55,2%
- Immobilisations d'exploitation	473 836	582 485	609 306	22,9%	4,6%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	33 178	43 992	42 373	32,6%	-3,7%
- Immobilisations hors-exploitation	223 617	266 436	334 460	19,1%	25,5%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	4 939	615	2 728	-87,5%	343,6%
- Crédit-bail & opérations assimilées	132 024	156 779	187 040	18,8%	19,3%
- Créances rattachées	12 000	16 996	24 706	41,6%	45,4%
- Créances en souffrance	5 468	9 055	10 467	65,6%	15,6%
<i>(provisions)</i>	8 502	9 778	10 545	15,0%	7,8%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	7 086	7 856	2 606	10,9%	-66,8%
- Actionnaires, capital non appelé	1 250	1 000	890	-20,0%	-11,0%
- Actionnaires, capital appelé non versé	5 836	6 856	1 716	17,5%	-75,0%
EXCEDENT DES CHARGES SUR LES PRODUITS	3 466	1 039	67 958	-70,0%	6440,7%
TOTAL DE L'ACTIF	23 653 275	28 232 128	32 658 264	19,4%	15,7%

(*) : données provisoires

Montants en millions FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	4 820 382	6 031 585	8 174 020	25,1%	35,5%
- Comptes ordinaires créditeurs	1 076 078	1 174 554	1 635 170	9,2%	39,2%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	146 472	205 998	307 701	40,6%	49,4%
- Comptes d'emprunts	3 576 272	4 627 632	6 184 291	29,4%	33,6%
- Autres sommes dues	7 739	8 617	27 851	11,3%	223,2%
- Dettes rattachées	13 821	14 784	19 007	7,0%	28,6%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	15 857 059	18 882 681	20 647 585	19,1%	9,3%
- Comptes ordinaires créditeurs	7 888 696	9 587 331	10 735 075	21,5%	12,0%
- Dépôts à terme reçus	4 037 119	4 678 505	4 990 236	15,9%	6,7%
- Comptes d'épargne à régime spécial	2 913 620	3 374 509	3 691 749	15,8%	9,4%
- Dépôts de garantie reçus	595 885	688 892	614 774	15,6%	-10,8%
- Autres dépôts	34 525	54 235	44 354	57,1%	-18,2%
- Bons de caisse	49 523	67 558	78 258	36,4%	15,8%
- Comptes d'affacturage	193	1 050	6 372	444,0%	506,9%
- Emprunts à la clientèle	33 901	30 986	48 752	-8,6%	57,3%
- Autres sommes dues	219 323	302 356	329 119	37,9%	8,9%
- Dettes rattachées	84 274	97 258	108 896	15,4%	12,0%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	783 901	877 873	978 060	12,0%	11,4%
- Versements restant à effectuer / titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	116 843	121 261	149 821	3,8%	23,6%
- Créiteurs divers	192 116	251 767	239 743	31,0%	-4,8%
- Dettes rattachées	1 849	1 669	1 931	-9,7%	15,7%
- Comptes d'ordre & divers	473 093	503 176	586 565	6,4%	16,6%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	810	1 000	1 037	23,5%	3,7%
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	38	106	106	178,9%	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	772	894	931	15,8%	4,1%
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	2 191 123	2 438 989	2 857 562	11,3%	17,2%
- Subventions d'investissement	11 526	10 649	9 817	-7,6%	-7,8%
- Fonds affectés	86 157	81 898	88 542	-4,9%	8,1%
- Provisions pour risques & charges	179 265	209 794	216 509	17,0%	3,2%
- Provisions réglementées	684	684	684	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	14 928	13 730	18 492	-8,0%	34,7%
- Titres et emprunts subordonnés	108 426	125 979	122 742	16,2%	-2,6%
- Dettes rattachées	3 173	3 552	3 710	11,9%	4,4%
- Fonds pour risques bancaires généraux	67 013	66 332	92 282	-1,0%	39,1%
- Primes liées au capital	84 980	94 639	126 568	11,4%	33,7%
- Réserves	522 745	585 170	570 163	11,9%	-2,6%
- Ecart de réévaluation	23 995	45 126	73 975	88,1%	63,9%
- Capital	1 087 534	1 235 490	1 365 462	13,6%	10,5%
- Dotations	37 159	73 338	86 583	97,4%	18,1%
- Report à nouveau	-209 112	-326 184	-341 691	56,0%	4,8%
- Résultat de l'exercice	172 650	218 792	423 724	26,7%	93,7%
EXCEDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES	39 411	46 492	490 672	18,0%	955,4%
TOTAL DU PASSIF	23 653 275	28 232 128	32 658 264	19,4%	15,7%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	782 577	958 342	1 107 120	22,5%	15,5%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	3 195 936	3 812 999	4 159 308	19,3%	9,1%
AUTRES ENGAGEMENTS	232 484	235 694	235 351	1,4%	-0,1%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	35 478	40 797	49 719	15,0%	21,9%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	19 709 672	23 595 994	27 603 318	19,7%	17,0%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	12 846 129	14 972 661	16 847 238	16,6%	12,5%
a) Crédits à court terme	6 593 985	7 584 200	8 105 183	15,0%	6,9%
<i>dont Crédits de campagne</i>	494 185	569 758	672 613	15,3%	18,1%
b) Crédits à moyen terme	4 822 289	5 761 265	6 874 526	19,5%	19,3%
c) Crédits à long terme	467 117	576 307	806 314	23,4%	39,9%
d) Opérations de crédit-bail	132 024	156 779	187 040	18,8%	19,3%
e) Crédits en souffrance	830 714	894 110	874 175	7,6%	-2,2%
impayés ou immobilisés	397 632	449 407	476 152	13,0%	6,0%
<i>provisions</i>	72 053	40 622	97 731	-43,6%	140,6%
douteux ou litigieux	433 082	444 703	398 023	2,7%	-10,5%
<i>provisions</i>	1 227 047	1 303 713	1 517 595	6,2%	16,4%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	6 863 543	8 623 333	10 756 080	25,6%	24,7%
a) Titres de placement	4 556 719	5 822 626	7 391 005	27,8%	26,9%
b) Immobilisations financières	751 669	926 173	1 154 268	23,2%	24,6%
c) Autres immobilisations	832 023	975 407	1 092 569	17,2%	12,0%
d) Divers	723 132	899 127	1 118 238	24,3%	24,4%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	18 839 628	22 207 470	24 500 645	17,9%	10,3%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	15 889 628	18 906 683	20 688 510	19,0%	9,4%
a) A vue	8 108 212	9 890 737	11 070 566	22,0%	11,9%
b) A terme	7 781 416	9 015 946	9 617 944	15,9%	6,7%
dépôts à terme et bons de caisse	4 086 642	4 746 063	5 068 494	16,1%	6,8%
comptes d'épargne à régime spécial	2 913 620	3 374 509	3 691 749	15,8%	9,4%
autres	781 154	895 374	857 701	14,6%	-4,2%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	1 739 493	1 934 751	2 265 295	11,2%	17,1%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ...	1 473 015	1 634 351	1 926 905	11,0%	17,9%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	42 342	46 026	61 265	8,7%	33,1%
b) Autres	266 478	300 400	338 390	12,7%	12,6%
3. AUTRES RESSOURCES	1 210 507	1 366 036	1 546 840	12,8%	13,2%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-870 044	-1 388 524	-3 102 673	59,6%	123,5%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	870 044	1 388 524	3 102 673	59,6%	123,5%
1. DISPONIBILITES	-604 565	-635 578	-649 556	5,1%	2,2%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	1 474 609	2 024 102	3 752 229	37,3%	85,4%
emplois	-3 331 952	-3 992 699	-4 402 784	19,8%	10,3%
<i>dont hors UMOA</i>	-468 426	-463 901	-591 038	-1,0%	27,4%
<i>dont emplois en souffrance</i>	3 753	1 909	1 182	-49,1%	-38,1%
ressources	4 806 561	6 016 801	8 155 013	25,2%	35,5%
<i>dont hors UMOA</i>	596 636	719 153	1 005 964	20,5%	39,9%

(*) : données provisoires

Montants en millions FCFA

R E S U L T A T S	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	VARIATION	VARIATION
			(*)	2015-2014	2016-2015
1. PRODUITS BANCAIRES	2 329 378	3 598 247	3 006 451	54,5%	-16,4%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	40 129	49 725	52 295	23,9%	5,2%
+Produits sur opérations avec la clientèle	1 307 206	1 455 963	1 598 316	11,4%	9,8%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	261 924	326 514	428 309	24,7%	31,2%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	74 062	82 656	99 728	11,6%	20,7%
+Produits sur opérations de change	546 644	1 575 781	721 537	188,3%	-54,2%
+Produits sur opérations de hors-bilan	62 516	67 140	65 492	7,4%	-2,5%
+Produits sur prestations de services financiers	32 132	34 271	38 619	6,7%	12,7%
+Autres produits d'exploitation bancaire	7 190	9 392	6 056	30,6%	-35,5%
- Intérêts sur opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0	-	-
- Intérêts sur opérations avec la clientèle en souffrance	2 425	3 195	3 901	31,8%	22,1%
2. CHARGES BANCAIRES	975 824	2 078 551	1 363 373	113,0%	-34,4%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	120 538	143 583	219 977	19,1%	53,2%
-Charges sur opérations avec la clientèle	327 549	381 678	424 743	16,5%	11,3%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	13 377	14 625	18 330	9,3%	25,3%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	57 093	63 856	76 651	11,8%	20,0%
-Charges sur opérations de change	434 705	1 449 403	597 557	233,4%	-58,8%
-Charges sur opérations de hors-bilan	2 089	2 321	2 814	11,1%	21,2%
-Charges sur prestations de services financiers	12 909	16 373	19 609	26,8%	19,8%
-Autres charges d'exploitation bancaire	7 564	6 712	3 692	-11,3%	-45,0%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	1 353 554	1 519 696	1 643 078	12,3%	8,1%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	70 399	87 712	108 962	24,6%	24,2%
+Produits sur immobilisations financières	36 213	41 694	47 736	15,1%	14,5%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	34 996	46 897	62 411	34,0%	33,1%
-Charges sur immobilisations financières	30	170	545	466,7%	220,6%
-Autres charges d'exploitation non bancaires	780	709	640	-9,1%	-9,7%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	1 423 953	1 607 408	1 752 040	12,9%	9,0%
6. FRAIS GENERAUX	797 269	902 661	961 252	13,2%	6,5%
-Frais de personnel	345 405	389 918	420 912	12,9%	7,9%
-Impôts, taxes et versements assimilés	36 261	39 767	45 077	9,7%	13,4%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	415 603	472 976	495 263	13,8%	4,7%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	100 965	113 412	123 896	12,3%	9,2%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	101 411	114 217	127 686	12,6%	11,8%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	446	805	3 790	80,5%	370,8%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	525 719	591 335	666 892	12,5%	12,8%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	284 216	288 239	135 766	1,4%	-52,9%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	494 413	621 331	525 645	25,7%	-15,4%
+Reprises de provisions	210 197	333 092	389 879	58,5%	17,0%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	2 425	3 195	3 901	31,8%	22,1%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	243 928	306 291	535 027	25,6%	74,7%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-14 952	-12 991	-46 775	-13,1%	260,1%
+Subventions d'exploitation	279	288	142	3,2%	-50,7%
+Récupérations sur créances amorties	4 624	5 063	3 661	9,5%	-27,7%
+Produits exceptionnels	10 296	13 619	9 673	32,3%	-29,0%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	5 325	15 953	24 194	199,6%	51,7%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	6 288	7 414	8 374	17,9%	12,9%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	14 936	21 446	58 521	43,6%	172,9%
-Charges exceptionnelles	14 252	19 054	17 550	33,7%	-7,9%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-12	-13 465	-2 663	112108,3%	-80,2%
+Profits sur exercices antérieurs	35 407	30 484	31 229	-13,9%	2,4%
-Pertes sur exercices antérieurs	35 419	43 949	33 892	24,1%	-22,9%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	56 314	61 043	61 865	8,4%	1,3%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	172 650	218 792	423 724	26,7%	93,7%
+Bénéfices	295 905	343 670	502 068	16,1%	46,1%
-Pertes	-123 255	-124 878	-78 344	1,3%	-37,3%

(*) : données provisoires

Montants en millions FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016 (*)	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	15,1%	13,7%	13,5%	-1,3	-0,2
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	6,5%	6,0%	5,2%	-0,5	-0,8
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	61,0%	60,1%	64,9%	-0,9	4,8
COUT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	3,0%	3,0%	4,6%	-0,1	1,6
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	2,2%	2,2%	2,5%	0,0	0,3
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,4%	2,4%	2,9%	0,0	0,5
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	4,8%	8,8%	5,8%	3,9	-3,0
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	1,3%	1,5%	1,5%	0,1	0,1
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle / Encours des crédits à la clientèle</i>	11,1%	10,8%	11,9%	-0,3	1,1
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	9,1%	8,9%	9,8%	-0,2	0,9
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	6,7%	6,5%	6,8%	-0,1	0,3
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	66,4%	66,9%	66,3%	0,5	-0,6
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	53,8%	48,5%	20,2%	-5,3	-28,2
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	12,8%	14,4%	25,8%	1,6	11,4
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	8,6%	9,9%	16,1%	1,2	6,2
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	32,9	35,1	35,7	6,5%	1,8%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	21,7	23,0	24,8	5,8%	7,9%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>	56,1%	52,7%	53,3%	-3,4	0,6

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période
Montants en millions FCFA

STATISTIQUES	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016 (*)	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
MONTANT DU CAPITAL	1 087 534	1 235 490	1 365 462	13,6%	10,5%
REPARTITION DU CAPITAL	1 087 534	1 235 490	1 365 462	13,6%	10,5%
Nationaux	436 656	465 664	490 884	6,6%	5,4%
<i>Etat</i>	188 518	206 726	201 689	9,7%	-2,4%
<i>Privés</i>	248 138	258 938	289 195	4,4%	11,7%
Non-nationaux	650 878	769 826	874 578	18,3%	13,6%
<i>dont UMOA</i>	205 723	197 759	258 601	-3,9%	30,8%
TOTAL DU BILAN	23 653 275	28 232 128	32 658 264	19,4%	15,7%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	2 300	2 427	2 542	5,5%	4,7%
Périodiques	32	12	9	-62,5%	-25,0%
Permanents	2 268	2 415	2 533	6,5%	4,9%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	2 604	2 805	3 010	7,7%	7,3%
EFFECTIFS	24 203	25 727	26 901	6,3%	4,6%
Employés	15 057	15 502	16 378	3,0%	5,7%
<i>dont Etrangers</i>	141	123	191	-12,8%	55,3%
Cadres	9 146	10 225	10 523	11,8%	2,9%
<i>dont Etrangers</i>	296	262	408	-11,5%	55,7%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	8 929 119	8 910 811	10 317 280	-0,2%	15,8%
Personnes physiques	8 240 674	8 245 692	9 510 441	0,1%	15,3%
<i>dont Etrangers</i>	283 273	156 047	243 205	-44,9%	55,9%
Personnes morales	688 445	665 119	806 839	-3,4%	21,3%
<i>dont Etrangers</i>	10 852	6 382	9 736	-41,2%	52,6%
TAUX DE BASE BANCAIRE (%)					
Moyenne des taux au 31 décembre	7,11%	7,31%	5,93%	0,20	-1,38
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	121	129	131	8	2

(*) : données provisoires

Montants en millions FCFA

ANNEXE II-2

STATISTIQUES AGREGÉES PAR PAYS

ANNEXE II.2-1 : BENIN

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)		TOTAL BILAN (**) (a)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS EMPLOYES		TOTAL
					ETAT	PRIVES				CADRES	EMPLOYES	
	BANQUES (16)			182 276	10 012	26 062	3 578 645	209	1 166 380	473	2 404	2 877
B 0061 F	- Bank Of Africa - Bénin	BOA - BENIN	13/10/1989	10 073	0	4 378	932 977	48	430 769	67	569	636
B 0062 G	- Ecobank - Bénin	ECOBANK	13/10/1989	10 000	0	2 119	658 985	30	266 332	84	299	383
B 0099 X	- Diamond Bank		24/01/2001	20 450	0	600	571 222	22	140 589	54	384	438
B 0115 P	- Banque Atlantique - Bénin	BANQUE ATLANTIQUE	13/01/2005	11 000	0	5 061	297 396	16	71 156	20	116	136
B 0104 C	- Société Générale - Bénin	SGB	27/05/2002	32 000	0	4 160	291 302	16	32 000	55	177	232
B 0058 C	- Orabank-Bénin		05/12/1988	9 136	20	558	219 001	19	48 809	70	201	271
B 0067 M	- United Bank for Africa Bénin	UBA-BENIN	30/12/1992	10 997	617	1 979	194 178	16	84 504	20	190	210
B 0157 K	- BGFIBANK-Bénin		23/04/2010	35 000	0	5 500	186 666	8	6 829	26	102	128
B 0107 F	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'investissement et le Commerce-Bénin	BSIC-BENIN	11/08/2003	9 620	0	0	116 900	13	28 078	13	149	162
B 0063 H	- Banque Internationale du Bénin	B.I.BE.	05/02/1990	9 000	9 000	0	29 961	12	35 667	23	135	158
B 0113 M	- Banque de l'Habitat du Bénin	BHB	05/04/2004	5 000	375	1 707	26 954	4	18 947	7	16	23
B 0184 P	- CCEI BANK BENIN		16/07/2014	10 000	0	0	26 377	3	1 992	9	35	44
B 0185 Q	- Banque Africaine pour l'Industrie et le Commerce	BAIC	20/11/2014	10 000	0	0	19 266	1	203	20	20	40
B 0177 G	- CBAO, Groupe Atijariwafa Bank Succursale du Bénin		06/09/2013	0	0	0	7 460	1	505	5	11	16
B 0196 C	- Coris Bank International, Succursale du Bénin		11/12/2015									
B 0199 F	- Société Nigérienne de Banque, Succursale du Bénin		13/12/2016									
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (0)			0	0	0	0	0	0	0	0	0
	TOTAL ETABLISSEMENTS (16)			182 276	10 012	26 062	3 578 645	209	1 166 380	473	2 404	2 877

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : ou d'autorisation d'installation

(**) : Données provisoires

(***) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

BENIN
(14 Etablissements)

Annexe II.2-1 b

B I L A N S	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	VARIATION	VARIATION
			(*)	2015-2014	2016-2015
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	535 367	649 139	673 144	21,3%	3,7%
- Caisse	70 200	56 532	54 465	-19,5%	-3,7%
- Comptes ordinaires débiteurs	319 358	376 016	474 414	17,7%	26,2%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	17 004	23 731	14 657	39,6%	-38,2%
- Comptes de prêts	126 526	187 585	124 331	48,3%	-33,7%
- Valeurs non imputées	174	2 093	1 496	1102,9%	-28,5%
- Créances rattachées	1 788	2 865	3 440	60,2%	20,1%
- Créances en souffrance	317	317	341	-	7,6%
<i>(provisions)</i>	0	0	0	-	-
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 343 292	1 291 575	1 435 223	-3,9%	11,1%
- Portefeuille d'effets commerciaux	14 127	13 023	6 599	-7,8%	-49,3%
. <i>Crédits de campagne</i>	0	0	20	-	-
. <i>Crédits ordinaires</i>	14 127	13 023	6 579	-7,8%	-49,5%
- Autres crédits à court terme	387 314	368 311	316 812	-4,9%	-14,0%
. <i>Crédits de campagne</i>	80 194	41 803	38 832	-47,9%	-7,1%
. <i>Crédits ordinaires</i>	307 120	326 508	277 980	6,3%	-14,9%
- Comptes ordinaires débiteurs	179 979	178 420	186 235	-0,9%	4,4%
- Crédits à moyen terme	518 889	517 900	668 306	-0,2%	29,0%
- Crédits à long terme	56 727	60 297	104 399	6,3%	73,1%
- Affacturage	3 603	2 188	3 656	-39,3%	67,1%
- Valeurs non imputées	256	37	348	-85,5%	840,5%
- Créances rattachées	20 554	18 939	19 232	-7,9%	1,5%
- Créances en souffrance	161 843	132 460	129 636	-18,2%	-2,1%
. <i>Impayées ou immobilisées</i>	92 680	80 665	65 354	-13,0%	-19,0%
<i>(provisions)</i>	55	2 507	9 290	4458,2%	270,6%
. <i>Douteuses ou litigieuses</i>	67 447	51 795	61 995	-23,2%	19,7%
<i>(provisions)</i>	153 442	187 728	205 790	22,3%	9,6%
. <i>Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses</i>	1 716	0	2 287	-100,0%	-
<i>(provisions)</i>	6 709	4 446	4 428	-33,7%	-0,4%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	743 766	958 593	953 380	28,9%	-0,5%
- Titres de placement	670 982	878 765	853 979	31,0%	-2,8%
- Comptes de stocks	251	417	1 636	66,1%	292,3%
- Débiteurs divers	9 743	9 154	10 920	-6,0%	19,3%
- Créances rattachées	10 089	17 068	18 733	69,2%	9,8%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	9 464	8 349	20 979	-11,8%	151,3%
- Valeurs à rejeter	535	296	91	-44,7%	-69,3%
- Comptes d'ordre & divers	42 702	44 544	47 042	4,3%	5,6%
VALEURS IMMOBILISEES	272 426	414 207	516 898	52,0%	24,8%
- Immobilisations financières	192 079	313 019	401 177	63,0%	28,2%
- Dépôts & cautionnements	2 645	2 883	2 401	9,0%	-16,7%
- Immobilisations en cours	6 541	14 292	12 280	118,5%	-14,1%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	1 460	399	718	-72,7%	79,9%
- Immobilisations d'exploitation	52 151	60 445	61 878	15,9%	2,4%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	2 092	5 619	6 587	168,6%	17,2%
- Immobilisations hors-exploitation	14 803	17 435	28 605	17,8%	64,1%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	4 165	0	0	-100,0%	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	256	1 212	2 262	373,4%	86,6%
- Créances rattachées	3 670	4 890	8 249	33,2%	68,7%
- Créances en souffrance	281	31	46	-89,0%	48,4%
<i>(provisions)</i>	554	758	748	36,8%	-1,3%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	0	-	-
TOTAL DE L'ACTIF	2 894 851	3 313 514	3 578 645	14,5%	8,0%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	VARIATION	VARIATION
			(*)	2015-2014	2016-2015
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	788 791	978 230	1 184 367	24,0%	21,1%
- Comptes ordinaires créditeurs	185 844	270 274	406 226	45,4%	50,3%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	55 087	58 338	60 552	5,9%	3,8%
- Comptes d'emprunts	546 635	648 293	714 375	18,6%	10,2%
- Autres sommes dues	6	4	1 508	-33,3%	37600,0%
- Dettes rattachées	1 219	1 321	1 706	8,4%	29,1%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 830 175	2 045 610	2 098 179	11,8%	2,6%
- Comptes ordinaires créditeurs	748 598	828 972	852 008	10,7%	2,8%
- Dépôts à terme reçus	738 612	818 887	823 775	10,9%	0,6%
- Comptes d'épargne à régime spécial	265 366	299 902	327 341	13,0%	9,1%
- Dépôts de garantie reçus	31 288	41 112	40 105	31,4%	-2,4%
- Autres dépôts	7 841	9 618	2 465	22,7%	-74,4%
- Bons de caisse	684	455	350	-33,5%	-23,1%
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-	-
- Emprunts à la clientèle	125	0	0	-100,0%	-
- Autres sommes dues	23 803	32 306	38 237	35,7%	18,4%
- Dettes rattachées	13 858	14 358	13 898	3,6%	-3,2%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	67 547	72 664	62 844	7,6%	-13,5%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	1 200	800	400	-33,3%	-50,0%
- Créiteurs divers	23 802	25 865	16 582	8,7%	-35,9%
- Dettes rattachées	17	11	6	-35,3%	-45,5%
- Comptes d'ordre & divers	42 528	45 988	45 856	8,1%	-0,3%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	772	858	894	11,1%	4,2%
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	32	0	0	-100,0%	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	740	858	894	15,9%	4,2%
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	207 566	216 152	232 361	4,1%	7,5%
- Subventions d'investissement	42	0	0	-100,0%	-
- Fonds affectés	1 014	1 014	1 274	-	25,6%
- Provisions pour risques & charges	12 058	13 983	14 660	16,0%	4,8%
- Provisions réglementées	0	0	0	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	1 966	1 966	4 500	-	128,9%
- Titres et emprunts subordonnés	23 656	26 239	23 804	10,9%	-9,3%
- Dettes rattachées	897	1 150	953	28,2%	-17,1%
- Fonds pour risques bancaires généraux	2 226	1 959	2 782	-12,0%	42,0%
- Primes liées au capital	12 850	12 850	12 237	-	-4,8%
- Réserves	48 079	53 651	51 302	11,6%	-4,4%
- Ecart de réévaluation	1 956	1 956	1 729	-	-11,6%
- Capital	143 376	167 376	182 276	16,7%	8,9%
- Dotations	0	0	3 850	-	-
- Report à nouveau	-65 340	-62 922	-67 878	-3,7%	7,9%
- Résultat de l'exercice	24 786	-3 070	872	-112,4%	-128,4%
TOTAL DU PASSIF	2 894 851	3 313 514	3 578 645	14,5%	8,0%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	85 322	102 634	81 955	20,3%	-20,1%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	315 566	379 110	253 028	20,1%	-33,3%
AUTRES ENGAGEMENTS	23 577	8 885	8 780	-62,3%	-1,2%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	1 447	1 603	75	10,8%	-95,3%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016 (*)	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	2 361 038	2 666 839	2 907 346	13,0%	9,0%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	1 332 739	1 282 228	1 439 278	-3,8%	12,2%
a) Crédits à court terme	594 743	570 328	534 629	-4,1%	-6,3%
<i>dont Crédits de campagne</i>	80 194	41 803	38 852	-47,9%	-7,1%
b) Crédits à moyen terme	518 889	517 900	668 306	-0,2%	29,0%
c) Crédits à long terme	56 727	60 297	104 399	6,3%	73,1%
d) Opérations de crédit-bail	256	1 212	2 262	373,4%	86,6%
e) Crédits en souffrance	162 124	132 491	129 682	-18,3%	-2,1%
impayés ou immobilisés	92 955	80 695	65 387	-13,2%	-19,0%
<i>provisions</i>	55	2 507	9 290	4458,2%	270,6%
douteux ou litigieux	69 169	51 796	64 295	-25,1%	24,1%
<i>provisions</i>	160 705	192 932	210 966	20,1%	9,3%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	1 028 299	1 384 611	1 468 068	34,7%	6,0%
a) Titres de placement	670 982	878 765	853 979	31,0%	-2,8%
b) Immobilisations financières	192 079	313 019	401 177	63,0%	28,2%
c) Autres immobilisations	76 140	95 055	105 164	24,8%	10,6%
d) Divers	89 098	97 772	107 748	9,7%	10,2%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	2 107 279	2 336 605	2 395 984	10,9%	2,5%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	1 817 517	2 032 052	2 084 681	11,8%	2,6%
a) A vue	772 401	861 278	890 245	11,5%	3,4%
b) A terme	1 045 116	1 170 774	1 194 436	12,0%	2,0%
dépôts à terme et bons de caisse	739 296	819 342	824 125	10,8%	0,6%
comptes d'épargne à régime spécial	265 366	299 902	327 341	13,0%	9,1%
autres	40 454	51 530	42 970	27,4%	-16,6%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	171 536	187 187	201 513	9,1%	7,7%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ...	142 902	156 012	170 206	9,2%	9,1%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	4 072	2 442	2 689	-40,0%	10,1%
b) Autres	28 634	31 175	31 307	8,9%	0,4%
3. AUTRES RESSOURCES	118 226	117 366	109 790	-0,7%	-6,5%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-253 759	-330 234	-511 362	30,1%	54,8%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	253 759	330 234	511 362	30,1%	54,8%
1. DISPONIBILITES	-70 434	-56 933	-56 060	-19,2%	-1,5%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	324 193	387 167	567 422	19,4%	46,6%
emplois	-463 379	-589 742	-615 239	27,3%	4,3%
<i>dont hors UMOA</i>	-77 256	-69 499	-68 375	-10,0%	-1,6%
<i>dont emplois en souffrance</i>	-317	-317	-341	-	7,6%
ressources	787 572	976 909	1 182 661	24,0%	21,1%
<i>dont hors UMOA</i>	39 871	63 617	86 660	59,6%	36,2%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

R E S U L T A T S	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	VARIATION	VARIATION
			(*)	2015-2014	2016-2015
1. PRODUITS BANCAIRES	355 309	532 789	391 695	50,0%	-26,5%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	6 344	9 010	9 493	42,0%	5,4%
+Produits sur opérations avec la clientèle	137 492	138 675	138 018	0,9%	-0,5%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	38 708	52 174	58 283	34,8%	11,7%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	216	339	878	56,9%	159,0%
+Produits sur opérations de change	162 052	323 581	178 760	99,7%	-44,8%
+Produits sur opérations de hors-bilan	4 169	3 319	3 506	-20,4%	5,6%
+Produits sur prestations de services financiers	4 575	3 605	3 234	-21,2%	-10,3%
+Autres produits d'exploitation bancaire	2 284	3 018	261	32,1%	-91,4%
- Intérêts sur opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0	-	-
- Intérêts sur opérations avec la clientèle en souffrance	531	932	738	75,5%	-20,8%
2. CHARGES BANCAIRES	220 653	394 443	261 784	78,8%	-33,6%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	19 562	21 537	29 128	10,1%	35,2%
-Charges sur opérations avec la clientèle	57 284	63 048	68 277	10,1%	8,3%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	503	1 000	656	98,8%	-34,4%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	207	545	714	163,3%	31,0%
-Charges sur opérations de change	141 704	305 192	160 892	115,4%	-47,3%
-Charges sur opérations de hors-bilan	42	361	166	759,5%	-54,0%
-Charges sur prestations de services financiers	1 249	2 737	1 949	119,1%	-28,8%
-Autres charges d'exploitation bancaire	102	23	2	-77,5%	-91,3%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	134 656	138 346	129 911	2,7%	-6,1%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	11 197	12 092	18 900	8,0%	56,3%
+Produits sur immobilisations financières	9 550	9 460	15 680	-0,9%	65,8%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	1 650	2 664	3 330	61,5%	25,0%
-Charges sur immobilisations financières	3	32	110	966,7%	243,8%
-Autres charges d'exploitation non bancaires	0	0	0	-	-
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	145 853	150 438	148 811	3,1%	-1,1%
6. FRAIS GENERAUX	81 263	88 309	95 134	8,7%	7,7%
-Frais de personnel	35 328	38 047	41 969	7,7%	10,3%
-Impôts, taxes et versements assimilés	2 506	3 850	3 889	53,6%	1,0%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	43 429	46 412	49 276	6,9%	6,2%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	10 221	10 240	13 441	0,2%	31,3%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	10 286	10 305	13 442	0,2%	30,4%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	65	65	1	-	-98,5%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	54 369	51 889	40 236	-4,6%	-22,5%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	29 836	54 750	33 941	83,5%	-38,0%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	49 933	97 965	75 316	96,2%	-23,1%
+Reprises de provisions	20 097	43 215	41 375	115,0%	-4,3%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	531	932	738	75,5%	-20,8%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	25 064	-1 929	7 033	-107,7%	-464,6%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-1 861	-337	-2 348	-81,9%	596,7%
+Subventions d'exploitation	1	0	0	-100,0%	-
+Récupérations sur créances amorties	281	908	607	223,1%	-33,1%
+Produits exceptionnels	246	219	422	-11,0%	92,7%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	21	267	272	1171,4%	1,9%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	1 438	1 312	1 448	-8,8%	10,4%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	267	0	644	-100,0%	-
-Charges exceptionnelles	705	419	1 557	-40,6%	271,6%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	6 141	1 505	-1 067	-75,5%	-170,9%
+Profits sur exercices antérieurs	8 422	4 177	3 432	-50,4%	-17,8%
-Pertes sur exercices antérieurs	2 281	2 672	4 499	17,1%	68,4%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	4 558	2 309	2 746	-49,3%	18,9%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	24 786	-3 070	872	-112,4%	-128,4%
+Bénéfices	31 655	18 014	21 813	-43,1%	21,1%
-Pertes	-6 869	-21 084	-20 941	206,9%	-0,7%

(*) : données provisoires

Montants en millions FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016 (*)	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	21,6%	22,2%	21,1%	0,6	-1,1
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	12,2%	10,3%	9,0%	-1,9	-1,3
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	49,8%	59,6%	62,9%	9,8	3,3
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	2,7%	2,6%	2,9%	-0,1	0,3
COÛT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	3,3%	3,4%	3,3%	0,1	-0,1
COÛT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	3,1%	3,1%	3,2%	0,0	0,1
COÛT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	8,5%	13,6%	7,9%	5,1	-5,7
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	1,5%	2,1%	1,8%	0,6	-0,3
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle / Encours des crédits à la clientèle</i>	10,7%	10,4%	10,2%	-0,3	-0,2
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	8,4%	8,3%	7,8%	-0,1	-0,5
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	5,3%	5,2%	4,6%	-0,1	-0,6
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	68,0%	71,3%	83,6%	3,3	12,3
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	54,3%	103,7%	82,8%	49,4	-20,9
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	18,4%	-2,2%	0,7%	-20,6	2,9
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	12,7%	-1,5%	0,4%	-14,2	1,9
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	30,6	32,2	33,1	5,2%	2,8%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	20,5	18,9	14,0	-7,8%	-25,9%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>	84,4%	28,0%	38,8%	-56,4	10,8

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.

Montants en millions de FCFA

STATISTIQUES	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016 (*)	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
MONTANT DU CAPITAL	143 376	167 376	182 276	16,7%	8,9%
REPARTITION DU CAPITAL	143 376	167 376	182 276	16,7%	8,9%
Nationaux	21 850	31 929	36 074	46,1%	13,0%
<i>Etat</i>	1 867	9 225	10 012	394,1%	8,5%
<i>Privés</i>	19 983	22 704	26 062	13,6%	14,8%
Non-nationaux	121 526	135 447	146 202	11,5%	7,9%
<i>dont UMOA</i>	30 729	30 553	30 965	-0,6%	1,3%
TOTAL DU BILAN	2 894 851	3 313 514	3 578 645	14,5%	8,0%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	199	205	209	3,0%	2,0%
Périodiques	5	5	2	-	-60,0%
Permanents	194	200	207	3,1%	3,5%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	264	277	301	4,9%	8,7%
EFFECTIFS	2 654	2 739	2 877	3,2%	5,0%
Employés	2 252	2 241	2 404	-0,5%	7,3%
<i>dont Etrangers</i>	43	33	48	-23,3%	45,5%
Cadres	402	498	473	23,9%	-5,0%
<i>dont Etrangers</i>	26	26	43	-	65,4%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	935 054	1 013 686	1 166 380	8,4%	15,1%
Personnes physiques	843 689	957 150	1 086 918	13,4%	13,6%
<i>dont Etrangers</i>	28 378	22 623	24 835	-20,3%	9,8%
Personnes morales	91 365	56 536	79 462	-38,1%	40,6%
<i>dont Etrangers</i>	1 954	1 553	1 568	-20,5%	1,0%
TAUX DE BASE BANCAIRE (%)					
Moyenne des taux au 31 décembre	6,50%	6,03%	8,11%	-0,47	2,08
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	12	13	14	1	1
A - Par type					
Banques	12	14	14	2	0
Etablissements Financiers	0	0	0	0	0
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	11	13	13	2	0
Banques spécialisées	1	1	1	0	0
Etablissements Financiers	0	0	0	0	0
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards)	6	6	6	0	0
Moyens (100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards)	2	2	3	0	1
Petits (Actifs < 100 milliards)	4	5	5	1	0

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

ANNEXE II.2-2 : BURKINA

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)		TOTAL BILAN (*) (a)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	CADRES	EFFECTIFS EMPLOYES	TOTAL
					ETAT	NON- NATIONAUX						
	BANQUES (13)			147 121	23 556	78 631	4 422 690	275	1 642 048	1 191	1 801	2 992
C 0148 V	- Coris Bank International	CBI	26/12/2007	31 250	1 788	1 066	885 101	41	286 047	108	320	428
C 0083 Z	- Ecobank-Burkina	ECOBANK	04/02/1997	11 818	393	10 050	823 969	42	425 598	267	216	483
C 0084 A	- Bank Of Africa-Burkina Faso	BOA-BURKINA	30/10/1997	11 000	0	6 270	714 127	44	366 197	24	412	436
C 0074 P	- Société Générale-Burkina Faso	-	12/12/1974	6 400	960	4 322	481 066	23	102 143	276	8	284
C 0134 E	- Banque Atlantique - Burkina Faso	BANQUE ATLANTIQUE	06/10/2005	11 000	2 012	6 169	369 746	23	101 088	97	108	205
C 0022 H	- United Bank for Africa Burkina	UBA-BURKINA FASO	16/12/1974	18 566	1 900	14 960	350 950	28	145 247	82	201	283
C 0023 J	- Banque Internationale pour le Commerce, l'Industrie et l'Agriculture du Burkina	BICIA-B	16/12/1974	10 000	2 500	5 101	235 121	18	82 504	140	151	291
C 0108 B	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce-Burkina	BSIC-BURKINA	06/09/2003	12 212	0	12 212	142 684	12	26 672	59	114	173
C 0056 V	- Banque Commerciale du Burkina	BCB	13/06/1988	21 125	10 562	10 563	124 220	18	55 803	77	100	177
C 0171 V	- Orabank Côte d'Ivoire, Succursale du Burkina	-	05/06/2013	0	0	0	95 158	7	24 164	18	60	78
C 0139 K	- Banque de l'Habitat du Burkina Faso	BHBF	11/10/2005	5 000	2 478	1 268	87 455	8	15 349	30	49	79
C 0161 J	- CBAO, Atijjarwafabank, Succursale du Burkina	-	20/06/2011	0	0	0	63 215	7	8 366	8	37	45
C 0179 K	- Banque De l'Union - Burkina Faso	BDU-BF	13/12/2013	8 750	963	6 650	49 878	4	2 870	5	25	30
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (4)			9 393	3 516	2 289	43 771	6	0	30	59	89
C 0085 B	- Fidelis Finance - Burkina Faso	FIDELIS FINANCE BF	30/10/1997	4 593	699	2 253	21 213	3	0	5	16	21
C 0021 G	- Société Burkinabè de Crédit Automobile	SOBCA	01/02/1972	3 600	2 232	36	11 319	1	0	13	35	48
C 0146 S	- Société Financière de Garantie Interbancaire du Burkina	SOFIGIB	31/12/2007	1 200	585	0	7 082	1	0	11	2	13
C 0149 W	- Société Africaine de Crédit Automobile - Alios Finance Succursale du Burkina	SAFCA-ALIOS FINANCE	21/06/2007	0	0	0	4 157	1	0	1	6	7
	TOTAL ETABLISSEMENTS (17)			156 514	27 072	80 920	4 466 461	281	1 642 048	1 221	1 860	3 081

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : ou d'autorisation d'installation

(**) : Données provisoires

(***): Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

B I L A N S	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	VARIATION	VARIATION
			(*)	2015-2014	2016-2015
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	321 276	464 915	592 220	44,7%	27,4%
- Caisse	54 444	63 328	69 497	16,3%	9,7%
- Comptes ordinaires débiteurs	188 626	225 433	331 388	19,5%	47,0%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	38 844	36 220	44 796	-6,8%	23,7%
- Comptes de prêts	38 624	139 175	145 038	260,3%	4,2%
- Valeurs non imputées	3	3	3	-	-
- Créances rattachées	701	713	1 498	1,7%	110,1%
- Créances en souffrance	34	43	0	26,5%	-100,0%
<i>(provisions)</i>	0	0	0	-	-
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 940 472	2 071 315	2 236 315	6,7%	8,0%
- Portefeuille d'effets commerciaux	76 231	52 376	47 032	-31,3%	-10,2%
. <i>Crédits de campagne</i>	32	90	0	181,3%	-100,0%
. <i>Crédits ordinaires</i>	76 199	52 286	47 032	-31,4%	-10,0%
- Autres crédits à court terme	680 569	675 428	693 968	-0,8%	2,7%
. <i>Crédits de campagne</i>	126 812	119 344	143 621	-5,9%	20,3%
. <i>Crédits ordinaires</i>	553 757	556 084	550 347	0,4%	-1,0%
- Comptes ordinaires débiteurs	281 083	284 526	262 653	1,2%	-7,7%
- Crédits à moyen terme	777 263	906 706	1 075 687	16,7%	18,6%
- Crédits à long terme	36 620	56 449	61 249	54,1%	8,5%
- Affacturage	4 045	2 282	1 756	-43,6%	-23,0%
- Valeurs non imputées	1 247	3 204	1 214	156,9%	-62,1%
- Créances rattachées	19 760	25 109	29 409	27,1%	17,1%
- Créances en souffrance	63 654	65 235	63 347	2,5%	-2,9%
. <i>Impayées ou immobilisées</i>	29 052	25 293	23 656	-12,9%	-6,5%
<i>(provisions)</i>	8 010	2 510	1 756	-68,7%	-30,0%
. <i>Douteuses ou litigieuses</i>	34 602	39 942	39 615	15,4%	-0,8%
<i>(provisions)</i>	110 583	133 449	132 854	20,7%	-0,4%
. <i>Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses</i>	0	0	76	-	-
<i>(provisions)</i>	406	438	566	7,9%	29,2%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	781 915	987 976	1 360 690	26,4%	37,7%
- Titres de placement	700 406	890 351	1 236 108	27,1%	38,8%
- Comptes de stocks	85	959	1 621	1028,2%	69,0%
- Débiteurs divers	15 258	26 245	24 634	72,0%	-6,1%
- Créances rattachées	7 761	13 377	20 949	72,4%	56,6%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	12 995	13 126	15 496	1,0%	18,1%
- Valeurs à rejeter	2 687	458	84	-83,0%	-81,7%
- Comptes d'ordre & divers	42 723	43 460	61 798	1,7%	42,2%
VALEURS IMMOBILISEES	168 358	242 490	277 236	44,0%	14,3%
- Immobilisations financières	76 443	135 782	146 373	77,6%	7,8%
- Dépôts & cautionnements	2 021	2 323	2 848	14,9%	22,6%
- Immobilisations en cours	12 960	13 267	18 414	2,4%	38,8%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	468	1 215	1 180	159,6%	-2,9%
- Immobilisations d'exploitation	48 891	56 568	64 291	15,7%	13,7%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	1 403	1 763	2 090	25,7%	18,5%
- Immobilisations hors-exploitation	21 036	25 042	34 971	19,0%	39,6%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	0	0	0	-	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	5 200	6 651	7 317	27,9%	10,0%
- Créances rattachées	1 147	2 560	2 758	123,2%	7,7%
- Créances en souffrance	660	297	264	-55,0%	-11,1%
<i>(provisions)</i>	470	544	846	15,7%	55,5%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	4 500	0	0	-100,0%	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	4 500	0	0	-100,0%	-
TOTAL DE L'ACTIF	3 216 521	3 766 696	4 466 461	17,1%	18,6%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	VARIATION	VARIATION
			(*)	2015-2014	2016-2015
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	791 145	947 519	1 203 259	19,8%	27,0%
- Comptes ordinaires créditeurs	150 139	135 980	220 298	-9,4%	62,0%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	10 411	17 705	23 064	70,1%	30,3%
- Comptes d'emprunts	629 450	791 396	956 940	25,7%	20,9%
- Autres sommes dues	11	164	8	1390,9%	-95,1%
- Dettes rattachées	1 134	2 274	2 949	100,5%	29,7%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	2 054 593	2 416 133	2 758 626	17,6%	14,2%
- Comptes ordinaires créditeurs	891 422	1 063 741	1 257 174	19,3%	18,2%
- Dépôts à terme reçus	711 516	816 112	907 336	14,7%	11,2%
- Comptes d'épargne à régime spécial	370 160	431 265	479 904	16,5%	11,3%
- Dépôts de garantie reçus	43 783	52 544	51 056	20,0%	-2,8%
- Autres dépôts	3 163	16 382	14 558	417,9%	-11,1%
- Bons de caisse	0	0	0	-	-
- Comptes d'affacturage	9	0	150	-100,0%	-
- Emprunts à la clientèle	9 289	10 700	12 478	15,2%	16,6%
- Autres sommes dues	13 960	14 397	22 304	3,1%	54,9%
- Dettes rattachées	11 291	10 992	13 666	-2,6%	24,3%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	80 508	83 465	105 950	3,7%	26,9%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	5 300	3 800	2 300	-28,3%	-39,5%
- Crédoeurs divers	16 738	21 088	23 638	26,0%	12,1%
- Dettes rattachées	225	182	150	-19,1%	-17,6%
- Comptes d'ordre & divers	58 245	58 395	79 862	0,3%	36,8%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	3	3	3	-	-
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	3	3	3	-	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	-	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	290 272	319 576	398 623	10,1%	24,7%
- Subventions d'investissement	125	86	52	-31,2%	-39,5%
- Fonds affectés	17 245	15 110	16 552	-12,4%	9,5%
- Provisions pour risques & charges	6 575	10 804	7 974	64,3%	-26,2%
- Provisions réglementées	0	0	0	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	2 154	2 156	2 196	0,1%	1,9%
- Titres et emprunts subordonnés	11 015	9 334	8 201	-15,3%	-12,1%
- Dettes rattachées	138	134	98	-2,9%	-26,9%
- Fonds pour risques bancaires généraux	9 404	12 799	14 321	36,1%	11,9%
- Primes liées au capital	16 670	16 670	46 820	-	180,9%
- Réserves	60 532	73 017	85 201	20,6%	16,7%
- Ecart de réévaluation	2 743	1 242	7 171	-54,7%	477,4%
- Capital	135 051	141 412	156 514	4,7%	10,7%
- Dotations	4 000	9 512	10 709	137,8%	12,6%
- Report à nouveau	-20 357	-19 851	-20 354	-2,5%	2,5%
- Résultat de l'exercice	44 977	47 151	63 168	4,8%	34,0%
TOTAL DU PASSIF	3 216 521	3 766 696	4 466 461	17,1%	18,6%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	118 886	77 573	69 779	-34,8%	-10,0%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	580 329	669 304	659 744	15,3%	-1,4%
AUTRES ENGAGEMENTS	99 306	160 118	160 187	61,2%	0,0%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	6 409	5 457	4 749	-14,9%	-13,0%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016 (*)	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	2 891 361	3 301 535	3 874 123	14,2%	17,3%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	1 939 567	2 066 280	2 229 983	6,5%	7,9%
a) Crédits à court terme	1 056 170	1 030 942	1 022 119	-2,4%	-0,9%
<i>dont Crédits de campagne</i>	<i>126 844</i>	<i>119 434</i>	<i>143 621</i>	<i>-5,8%</i>	<i>20,3%</i>
b) Crédits à moyen terme	777 263	906 706	1 075 687	16,7%	18,6%
c) Crédits à long terme	36 620	56 449	61 249	54,1%	8,5%
d) Opérations de crédit-bail	5 200	6 651	7 317	27,9%	10,0%
e) Crédits en souffrance	64 314	65 532	63 611	1,9%	-2,9%
impayés ou immobilisés	29 314	25 469	23 834	-13,1%	-6,4%
<i>provisions</i>	<i>8 034</i>	<i>2 526</i>	<i>1 760</i>	<i>-68,6%</i>	<i>-30,3%</i>
douteux ou litigieux	35 000	40 063	39 777	14,5%	-0,7%
<i>provisions</i>	<i>111 435</i>	<i>134 415</i>	<i>134 262</i>	<i>20,6%</i>	<i>-0,1%</i>
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	951 794	1 235 255	1 644 140	29,8%	33,1%
a) Titres de placement	700 406	890 351	1 236 108	27,1%	38,8%
b) Immobilisations financières	76 443	135 782	146 373	77,6%	7,8%
c) Autres immobilisations	84 908	97 200	120 524	14,5%	24,0%
d) Divers	90 037	111 922	141 135	24,3%	26,1%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	2 422 010	2 821 451	3 266 151	16,5%	15,8%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	2 048 602	2 408 941	2 747 260	17,6%	14,0%
a) A vue	905 391	1 078 138	1 279 628	19,1%	18,7%
b) A terme	1 143 211	1 330 803	1 467 632	16,4%	10,3%
dépôts à terme et bons de caisse	711 516	816 112	907 336	14,7%	11,2%
comptes d'épargne à régime spécial	370 160	431 265	479 904	16,5%	11,3%
autres	61 535	83 426	80 392	35,6%	-3,6%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	238 589	268 370	342 240	12,5%	27,5%
a) Capital, dotations & réserves	200 101	233 664	299 486	16,8%	28,2%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	<i>7 142</i>	<i>7 107</i>	<i>8 527</i>	<i>-0,5%</i>	<i>20,0%</i>
b) Autres	38 488	34 706	42 754	-9,8%	23,2%
3. AUTRES RESSOURCES	134 819	144 140	176 651	6,9%	22,6%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-469 351	-480 084	-607 972	2,3%	26,6%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	469 351	480 084	607 972	2,3%	26,6%
1. DISPONIBILITES	-54 529	-64 287	-71 113	17,9%	10,6%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	523 880	544 371	679 085	3,9%	24,7%
emplois	-266 131	-400 874	-521 225	50,6%	30,0%
<i>dont hors UMOA</i>	<i>-56 817</i>	<i>-60 121</i>	<i>-60 817</i>	<i>5,8%</i>	<i>1,2%</i>
<i>dont emplois en souffrance</i>	<i>-34</i>	<i>-43</i>	<i>0</i>	<i>26,5%</i>	<i>-100,0%</i>
ressources	790 011	945 245	1 200 310	19,6%	27,0%
<i>dont hors UMOA</i>	<i>60 745</i>	<i>111 909</i>	<i>121 743</i>	<i>84,2%</i>	<i>8,8%</i>

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

R E S U L T A T S	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	VARIATION	VARIATION
			(*)	2015-2014	2016-2015
1. PRODUITS BANCAIRES	346 832	917 083	490 432	164,4%	-46,5%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	4 257	3 971	5 656	-6,7%	42,4%
+Produits sur opérations avec la clientèle	173 182	191 612	199 101	10,6%	3,9%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	37 825	48 704	66 484	28,8%	36,5%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	2 952	3 572	4 056	21,0%	13,5%
+Produits sur opérations de change	114 294	656 250	201 750	474,2%	-69,3%
+Produits sur opérations de hors-bilan	9 391	8 393	7 396	-10,6%	-11,9%
+Produits sur prestations de services financiers	4 793	4 117	5 519	-14,1%	34,1%
+Autres produits d'exploitation bancaire	302	596	696	97,4%	16,8%
- Intérêts sur opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0	-	-
- Intérêts sur opérations avec la clientèle en souffrance	164	132	226	-19,5%	71,2%
2. CHARGES BANCAIRES	179 317	730 749	301 033	307,5%	-58,8%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	17 294	24 605	35 186	42,3%	43,0%
-Charges sur opérations avec la clientèle	57 663	62 392	71 531	8,2%	14,6%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	731	1 228	1 729	68,0%	40,8%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	1 979	2 326	3 198	17,5%	37,5%
-Charges sur opérations de change	99 139	638 253	186 201	543,8%	-70,8%
-Charges sur opérations de hors-bilan	143	125	208	-12,6%	66,4%
-Charges sur prestations de services financiers	2 232	1 710	2 828	-23,4%	65,4%
-Autres charges d'exploitation bancaire	136	110	152	-19,1%	38,2%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	167 515	186 334	189 399	11,2%	1,6%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	9 732	9 819	12 189	0,9%	24,1%
+Produits sur immobilisations financières	5 364	5 115	8 416	-4,6%	64,5%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	4 368	4 819	4 069	10,3%	-15,6%
-Charges sur immobilisations financières	0	115	296	-	157,4%
-Autres charges d'exploitation non bancaires	0	0	0	-	-
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	177 247	196 153	201 588	10,7%	2,8%
6. FRAIS GENERAUX	81 602	90 228	98 395	10,6%	9,1%
-Frais de personnel	35 526	37 879	41 465	6,6%	9,5%
-Impôts, taxes et versements assimilés	2 017	2 166	2 663	7,4%	22,9%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	44 059	50 183	54 267	13,9%	8,1%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	10 397	11 460	12 460	10,2%	8,7%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	10 416	11 477	12 688	10,2%	10,6%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	19	17	228	-10,5%	1241,2%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	85 248	94 465	90 733	10,8%	-4,0%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	27 405	36 435	16 564	33,0%	-54,5%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	47 555	60 109	56 217	26,4%	-6,5%
+Reprises de provisions	20 150	23 674	39 653	17,5%	67,5%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	164	132	226	-19,5%	71,2%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	58 007	58 162	74 395	0,3%	27,9%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-618	-1 811	-1 508	193,0%	-16,7%
+Subventions d'exploitation	44	0	0	-100,0%	-
+Récupérations sur créances amorties	879	472	522	-46,3%	10,6%
+Produits exceptionnels	1 404	3 078	797	119,2%	-74,1%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	0	23	110	-	378,3%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	482	767	716	59,1%	-6,6%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	1 244	3 395	1 522	172,9%	-55,2%
-Charges exceptionnelles	1 219	1 222	699	0,2%	-42,8%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-946	-310	1 059	-67,2%	-441,6%
+Profits sur exercices antérieurs	3 269	4 932	5 698	50,9%	15,5%
-Pertes sur exercices antérieurs	4 215	5 242	4 639	24,4%	-11,5%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	11 466	8 890	10 778	-22,5%	21,2%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	44 977	47 151	63 168	4,8%	34,0%
+Bénéfices	50 893	54 189	63 606	6,5%	17,4%
-Pertes	-5 916	-7 038	-438	19,0%	-93,8%

(*) : données provisoires

Montants en millions FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016 (*)	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	8,9%	9,2%	8,4%	0,3	-0,8
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	3,3%	3,2%	2,9%	-0,1	-0,3
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	65,0%	67,6%	68,1%	2,6	0,5
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	4,5%	3,2%	3,5%	-1,3	0,3
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	3,2%	2,8%	2,8%	-0,4	0,0
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	3,5%	2,9%	3,0%	-0,6	0,1
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	7,7%	22,6%	7,9%	14,9	-14,7
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	1,5%	1,3%	1,5%	-0,2	0,2
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle / Encours des crédits à la clientèle</i>	12,5%	9,7%	9,6%	-2,8	-0,1
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	10,6%	8,6%	8,3%	-2,0	-0,3
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	7,1%	5,7%	5,3%	-1,4	-0,4
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	54,9%	54,6%	58,7%	-0,3	4,1
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	32,1%	38,5%	18,2%	6,4	-20,3
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	26,8%	25,3%	33,4%	-1,5	8,1
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	16,1%	15,3%	16,2%	-0,8	0,9
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	29,2	30,1	31,9	3,1%	6,0%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	30,6	31,6	29,4	3,3%	-7,0%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>	56,8%	53,7%	55,4%	-3,1	1,7

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.
Montants en millions FCFA

STATISTIQUES	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016 (*)	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
MONTANT DU CAPITAL	135 051	141 412	156 514	4,7%	10,7%
REPARTITION DU CAPITAL	135 051	141 412	156 514	4,7%	10,7%
Nationaux	71 669	64 458	75 594	-10,1%	17,3%
<i>Etat</i>	29 265	22 886	27 072	-21,8%	18,3%
<i>Privés</i>	42 404	41 572	48 522	-2,0%	16,7%
Non-nationaux	63 382	76 954	80 920	21,4%	5,2%
<i>dont UMOA</i>	10 132	29 502	29 847	191,2%	1,2%
TOTAL DU BILAN	3 216 521	3 766 696	4 466 461	17,1%	18,6%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	252	274	281	8,7%	2,6%
Périodiques	5	3	3	-40,0%	-
Permanents	247	271	278	9,7%	2,6%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	306	341	376	11,4%	10,3%
EFFECTIFS	2 790	2 994	3 081	7,3%	2,9%
Employés	1 676	1 860	1 860	11,0%	-
<i>dont Etrangers</i>	6	16	13	166,7%	-18,8%
Cadres	1 114	1 134	1 221	1,8%	7,7%
<i>dont Etrangers</i>	20	30	34	50,0%	13,3%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	1 206 580	1 391 472	1 642 048	15,3%	18,0%
Personnes physiques	1 095 011	1 334 273	1 507 167	21,9%	13,0%
<i>dont Etrangers</i>	18 263	13 666	11 918	-25,2%	-12,8%
Personnes morales	111 569	57 199	134 881	-48,7%	135,8%
<i>dont Etrangers</i>	1 573	427	388	-72,9%	-9,1%
TAUX DE BASE BANCAIRE (%)					
Moyenne des taux au 31 décembre	6,14%	6,71%	5,41%	0,57	-1,30
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	16	17	17	1	0
A - Par type					
Banques	12	13	13	1	0
Etablissements Financiers	4	4	4	0	0
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	11	12	12	1	0
Banques spécialisées	1	1	1	0	0
Etablissements Financiers	4	4	4	0	0
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards)	6	7	7	1	0
Moyens (100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards)	3	2	2	-1	0
Petits (Actifs < 100 milliards)	7	8	8	1	0

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

ANNEXE II.2-3 : CÔTE D'IVOIRE

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (**) (e)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS		
					NATIONAL ETAT	PRIVES	NON- NATIONAL				CADRES	EMPLOYES	TOTAL
BANQUES (27)				332 374	70 886	63 559	197 929	9 662 914	662	2 905 534	3 754	4 290	8 044
A 0008 D	- Société Générale de Banques en Côte d'Ivoire	SGBCI	01/09/1966	15 556	0	3 755	11 801	1 421 919	68	381 303	608	629	1 237
A 0059 J	- Ecobank-Côte d'Ivoire	ECOBANK	16/03/1989	21 900	0	1 224	20 676	1 332 408	54	297 173	306	372	678
A 0034 G	- Banque Atlantique de Côte d'Ivoire	BACI	11/08/1978	14 963	0	14 939	24	1 266 660	73	358 135	271	271	542
A 0007 C	- Société Ivoirienne de Banque	SIB	01/09/1966	10 000	500	300	9 200	906 235	54	359 135	360	365	725
A 0042 Q	- NSIA Banque - Côte d'Ivoire	NSIA BANQUE-CI	30/12/1980	20 000	2 000	18 000	0	842 504	78	308 573	359	512	871
A 0006 B	- Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Côte d'Ivoire	BICICI	01/09/1966	16 667	5 500	0	11 167	643 083	43	142 825	316	270	586
A 0032 E	- Bank Of Africa - Côte d'Ivoire	BOA-CÔTE D'IVOIRE	14/12/1995	10 000	0	9 374	626	623 062	33	207 368	122	243	365
A 0092 V	- Banque Nationale d'Investissement	BNI	04/03/1999	20 500	20 500	0	0	533 398	31	218 954	286	249	535
A 0162 W	- BGFIBank Côte d'Ivoire	BGFIBANK CI	23/05/2011	10 000	0	2 000	8 000	290 609	5	1 163	52	44	96
A 0131 M	- Bridge Bank Group Côte d'Ivoire	BBG CI	08/05/2006	10 000	0	9 647	353	242 847	11	8 167	115	65	180
A 0158 R	- Diamond Bank, Succursale de la Côte d'Ivoire	-	09/09/2010	0	0	0	0	213 543	6	25 436	49	63	112
A 0166 A	- Coris Bank International Côte d'Ivoire	CBI-CI	26/09/2012	10 400	0	1 040	9 360	198 843	14	29 221	126	4	130
A 0121 B	- Orabank Côte d'Ivoire		11/02/2005	44 444	889	0	43 555	196 266	3	13 894	43	37	80
A 0118 Y	- CITIBANK - Côte d'Ivoire	CITIBANK CI	11/02/2005	10 000	0	2	9 998	161 212	1	23	39	5	44
A 0097 A	- Standard Chartered Bank-Côte d'Ivoire	-	01/02/2000	10 300	0	0	10 300	143 419	2	1 640	85	7	92
A 0154 M	- Banque Sahélo-saharienne pour l'Investissement et le Commerce - Côte d'Ivoire	BSIC-CÔTE D'IVOIRE	04/06/2009	13 700	0	0	13 700	141 931	16	24 806	78	123	201
A 0150 H	- United Bank for Africa	UBA	14/05/2008	9 120	0	0	9 120	141 454	11	48 189	119	73	192
A 0068 T	- Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire	BHCI	28/04/1993	6 776	3 497	3 129	150	78 172	9	65 916	48	129	177
A 0112 R	- Versus Bank	VERSUS BANK	01/12/2003	3 000	3 000	0	0	60 869	3	8 215	54	47	101
A 0155 N	- Caisse Nationale des Caisses d'Epargne	CNCE	28/10/2009	35 000	35 000	0	0	60 862	124	343 302	158	605	763
A 0180 Q	- Banque De l'Union - Côte d'Ivoire	BDUCI	13/12/2013	8 000	0	0	8 000	56 113	6	4 332	14	38	52
A 0106 K	- Afriland First Bank Côte d'Ivoire	FIRST BANK CI	27/11/2013	12 216	0	38	12 178	46 151	6	7 353	62	61	123
A 0163 X	- Guaranty Trust Bank Côte d'Ivoire	GTBANK-CI	07/07/2011	14 832	0	101	14 731	27 671	4	46 093	45	25	70
A 0071 X	- Cofipa Investment Bank-Côte d'Ivoire	C.I.B.C.I	21/07/1994	5 000	0	10	4 990	19 689	4	2 349	28	22	50
A 0188 Z	- Banque Mallienne de Solidarité, Succursale de Côte d'Ivoire	-	29/09/2014	0	0	0	0	13 994	3	1 969	11	31	42
A 0194 F	- Banque Régionale de Marchés, Succursale de Côte d'Ivoire	-	11/06/2015										
A 0198 K	- Stanbic Bank	STANBIC	21/07/2016										

(e) : Montants en millions de FCFA

(f) : ou d'autorisation d'installation

(**) : Données provisoires

(***): Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

COTE D'IVOIRE

ETABLISSEMENTS DE CREDIT AGREES AU 31 DECEMBRE 2016

Annexe 3.1

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)		TOTAL BILAN (**) (b)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS EMPLOYES	
					NATIONAL ETAT	NON- NATIONAL				CADRES	TOTAL
A 0001 W	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (2) - Société Africaine de Crédit Automobile-Alios Finance			1 299	0	521	778	4	0	49	33
A 0186 X	- Fidelis Finance Burkina Faso, Succursale de Côte d'Ivoire	SAFCA-ALIOS FINANCE	27/04/1956	1 299	0	521	778	3	0	47	25
	TOTAL ETABLISSEMENTS (29)			333 673	70 886	64 080	198 707	666	2 905 534	3 803	4 323
											82
											72
											10
											8 126

(a) : Montants en millions de FCFA

(**) : ou d'autorisation d'installation

(*) : Données provisoires

(***): Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

B I L A N S	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	VARIATION	VARIATION
			(*)	2014-2015	2014-2015
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	1 152 624	1 318 949	1 341 977	14,4%	1,7%
- Caisse	227 239	229 171	231 792	0,9%	1,1%
- Comptes ordinaires débiteurs	712 593	870 067	875 004	22,1%	0,6%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	39 744	33 834	30 559	-14,9%	-9,7%
- Comptes de prêts	170 792	183 732	202 404	7,6%	10,2%
- Valeurs non imputées	23	23	0	-	-100,0%
- Créances rattachées	1 731	1 576	1 719	-9,0%	9,1%
- Créances en souffrance	502	546	499	8,8%	-8,6%
<i>(provisions)</i>	36	330	535	816,7%	62,1%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	3 530 988	4 737 838	5 308 563	34,2%	12,0%
- Portefeuille d'effets commerciaux	134 083	221 965	264 984	65,5%	19,4%
. <i>Crédits de campagne</i>	999	0	0	-100,0%	-
. <i>Crédits ordinaires</i>	133 084	221 965	264 984	66,8%	19,4%
- Autres crédits à court terme	1 214 052	1 615 366	1 699 610	33,1%	5,2%
. <i>Crédits de campagne</i>	276 109	390 522	460 340	41,4%	17,9%
. <i>Crédits ordinaires</i>	937 943	1 224 844	1 239 270	30,6%	1,2%
- Comptes ordinaires débiteurs	698 658	812 555	845 248	16,3%	4,0%
- Crédits à moyen terme	1 245 006	1 699 533	2 056 923	36,5%	21,0%
- Crédits à long terme	85 184	157 806	227 178	85,3%	44,0%
- Affacturage	1 774	5 801	25 119	227,0%	333,0%
- Valeurs non imputées	2 201	9 706	2 805	341,0%	-71,1%
- Créances rattachées	24 708	26 452	32 653	7,1%	23,4%
- Créances en souffrance	125 322	188 654	154 043	50,5%	-18,3%
. <i>Impayées ou immobilisées</i>	50 395	94 132	74 755	86,8%	-20,6%
<i>(provisions)</i>	6 057	1 146	8 072	-81,1%	604,4%
. <i>Douteuses ou litigieuses</i>	74 925	94 520	79 277	26,2%	-16,1%
<i>(provisions)</i>	303 044	300 808	321 568	-0,7%	6,9%
. <i>Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses</i>	2	2	11	-	450,0%
<i>(provisions)</i>	3 267	3 098	4 168	-5,2%	34,5%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	1 374 605	1 769 967	2 340 355	28,8%	32,2%
- Titres de placement	1 130 454	1 450 811	1 917 849	28,3%	32,2%
- Comptes de stocks	629	985	958	56,6%	-2,7%
- Débiteurs divers	65 547	105 973	156 811	61,7%	48,0%
- Créances rattachées	13 316	20 810	32 723	56,3%	57,2%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	51 757	81 603	110 151	57,7%	35,0%
- Valeurs à rejeter	3 597	1 036	78	-71,2%	-92,5%
- Comptes d'ordre & divers	109 305	108 749	121 785	-0,5%	12,0%
VALEURS IMMOBILISEES	580 705	647 895	745 576	11,6%	15,1%
- Immobilisations financières	250 172	269 068	333 664	7,6%	24,0%
- Dépôts & cautionnements	5 842	6 909	8 512	18,3%	23,2%
- Immobilisations en cours	37 844	23 882	29 868	-36,9%	25,1%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	2 172	3 394	4 268	56,3%	25,8%
- Immobilisations d'exploitation	182 172	218 337	221 987	19,9%	1,7%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	16 077	18 149	16 866	12,9%	-7,1%
- Immobilisations hors-exploitation	18 203	27 417	30 625	50,6%	11,7%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	750	615	850	-18,0%	38,2%
- Crédit-bail & opérations assimilées	81 972	96 724	112 891	18,0%	16,7%
- Créances rattachées	3 621	4 343	6 058	19,9%	39,5%
- Créances en souffrance	879	1 215	1 971	38,2%	62,2%
<i>(provisions)</i>	5 649	5 459	5 748	-3,4%	5,3%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	0	-	-
TOTAL DE L'ACTIF	6 638 922	8 474 649	9 736 471	27,7%	14,9%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016 (*)	VARIATION 2014-2015	VARIATION 2014-2015
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	943 690	1 412 069	2 011 545	49,6%	42,5%
- Comptes ordinaires créditeurs	229 991	221 157	386 162	-3,8%	74,6%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	9 929	5 211	21 084	-47,5%	304,6%
- Comptes d'emprunts	695 261	1 180 489	1 596 746	69,8%	35,3%
- Autres sommes dues	3 438	2 030	2 802	-41,0%	38,0%
- Dettes rattachées	5 071	3 182	4 751	-37,3%	49,3%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	4 885 679	6 182 451	6 686 178	26,5%	8,1%
- Comptes ordinaires créditeurs	2 486 486	3 321 011	3 688 572	33,6%	11,1%
- Dépôts à terme reçus	914 725	1 098 142	1 194 088	20,1%	8,7%
- Comptes d'épargne à régime spécial	1 068 177	1 243 758	1 307 476	16,4%	5,1%
- Dépôts de garantie reçus	266 836	293 571	229 410	10,0%	-21,9%
- Autres dépôts	4 650	10 640	6 872	128,8%	-35,4%
- Bons de caisse	29 185	53 089	62 951	81,9%	18,6%
- Comptes d'affacturage	169	987	6 207	484,0%	528,9%
- Emprunts à la clientèle	958	5 657	20 951	490,5%	270,4%
- Autres sommes dues	86 214	121 169	131 538	40,5%	8,6%
- Dettes rattachées	28 279	34 427	38 113	21,7%	10,7%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	248 813	251 972	295 224	1,3%	17,2%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	29 601	25 431	31 595	-14,1%	24,2%
- Créiteurs divers	66 253	88 465	94 557	33,5%	6,9%
- Dettes rattachées	261	231	195	-11,5%	-15,6%
- Comptes d'ordre & divers	152 698	137 845	168 877	-9,7%	22,5%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	100	100	-	-
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	0	100	100	-	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	-	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	560 740	628 057	743 424	12,0%	18,4%
- Subventions d'investissement	0	0	0	-	-
- Fonds affectés	1 057	358	374	-66,1%	4,5%
- Provisions pour risques & charges	63 193	78 676	80 496	24,5%	2,3%
- Provisions réglementées	684	684	684	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	4 777	3 577	3 577	-25,1%	-
- Titres et emprunts subordonnés	39 490	49 795	52 042	26,1%	4,5%
- Dettes rattachées	1 237	1 152	1 135	-6,9%	-1,5%
- Fonds pour risques bancaires généraux	30 669	31 992	31 402	4,3%	-1,8%
- Primes liées au capital	12 474	12 474	15 777	-	26,5%
- Réserves	125 050	144 305	143 651	15,4%	-0,5%
- Ecart de réévaluation	6 711	6 711	29 865	-	345,0%
- Capital	283 481	312 625	333 673	10,3%	6,7%
- Dotations	8 984	10 734	14 822	19,5%	38,1%
- Report à nouveau	-72 050	-134 392	-112 294	86,5%	-16,4%
- Résultat de l'exercice	54 983	109 366	148 220	98,9%	35,5%
TOTAL DU PASSIF	6 638 922	8 474 649	9 736 471	27,7%	14,9%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	182 315	263 166	417 984	44,3%	58,8%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	688 888	1 073 239	1 070 008	55,8%	-0,3%
AUTRES ENGAGEMENTS	51 317	20 942	36 328	-59,2%	73,5%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	5 449	6 940	22 683	27,4%	226,8%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016 (*)	VARIATION 2014-2015	VARIATION 2014-2015
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	5 487 403	7 156 291	8 395 257	30,4%	17,3%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	3 640 888	4 890 928	5 500 923	34,3%	12,5%
a) Crédits à court terme	2 102 525	2 746 996	2 947 917	30,7%	7,3%
<i>dont Crédits de campagne</i>	277 108	390 522	460 340	40,9%	17,9%
b) Crédits à moyen terme	1 245 006	1 699 533	2 056 923	36,5%	21,0%
c) Crédits à long terme	85 184	157 806	227 178	85,3%	44,0%
d) Opérations de crédit-bail	81 972	96 724	112 891	18,0%	16,7%
e) Crédits en souffrance	126 201	189 869	156 014	50,4%	-17,8%
impayés ou immobilisés	50 931	95 106	76 368	86,7%	-19,7%
<i>provisions</i>	6 208	1 449	8 153	-76,7%	462,7%
douteux ou litigieux	75 270	94 763	79 646	25,9%	-16,0%
<i>provisions</i>	311 809	309 062	331 403	-0,9%	7,2%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	1 846 515	2 265 363	2 894 334	22,7%	27,8%
a) Titres de placement	1 130 454	1 450 811	1 917 849	28,3%	32,2%
b) Immobilisations financières	250 172	269 068	333 664	7,6%	24,0%
c) Autres immobilisations	244 061	276 545	290 992	13,3%	5,2%
d) Divers	221 828	268 939	351 829	21,2%	30,8%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	5 700 303	7 065 762	7 729 677	24,0%	9,4%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	4 887 001	6 173 455	6 679 660	26,3%	8,2%
a) A vue	2 572 869	3 443 167	3 826 317	33,8%	11,1%
b) A terme	2 314 132	2 730 288	2 853 343	18,0%	4,5%
dépôts à terme et bons de caisse	943 910	1 151 231	1 257 039	22,0%	9,2%
comptes d'épargne à régime spécial	1 068 177	1 243 758	1 307 476	16,4%	5,1%
autres	302 045	335 299	288 828	11,0%	-13,9%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	391 510	421 281	508 444	7,6%	20,7%
a) Capital, dotations & réserves	323 235	344 600	406 346	6,6%	17,9%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	14 585	18 480	23 127	26,7%	25,1%
b) Autres	68 275	76 681	102 098	12,3%	33,1%
3. AUTRES RESSOURCES	421 792	471 026	541 573	11,7%	15,0%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	212 900	-90 529	-665 580	-142,5%	635,2%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	-212 900	90 529	665 580	-142,5%	635,2%
1. DISPONIBILITES	-227 865	-230 156	-232 748	1,0%	1,1%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	14 965	320 685	898 328	2042,9%	180,1%
emplois	-923 654	-1 088 202	-1 108 466	17,8%	1,9%
<i>dont hors UMOA</i>	-137 181	-162 221	-254 571	18,3%	56,9%
<i>dont emplois en souffrance</i>	502	546	499	8,8%	-8,6%
ressources	938 619	1 408 887	2 006 794	50,1%	42,4%
<i>dont hors UMOA</i>	173 613	203 098	526 961	17,0%	159,5%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

R E S U L T A T S	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	VARIATION	VARIATION
			(*)	2014-2015	2014-2015
1. PRODUITS BANCAIRES	644 576	797 005	936 961	23,6%	17,6%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	11 031	14 667	9 448	33,0%	-35,6%
+Produits sur opérations avec la clientèle	387 474	454 210	511 567	17,2%	12,6%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	76 530	87 346	111 433	14,1%	27,6%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	46 763	53 742	63 392	14,9%	18,0%
+Produits sur opérations de change	104 104	164 405	219 873	57,9%	33,7%
+Produits sur opérations de hors-bilan	11 791	13 470	11 508	14,2%	-14,6%
+Produits sur prestations de services financiers	7 325	9 611	10 481	31,2%	9,1%
+Autres produits d'exploitation bancaire	308	419	340	36,0%	-18,9%
- Intérêts sur opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0	-	-
- Intérêts sur opérations avec la clientèle en souffrance	750	865	1 081	15,3%	25,0%
2. CHARGES BANCAIRES	235 085	316 380	407 751	34,6%	28,9%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	23 510	28 891	48 850	22,9%	69,1%
-Charges sur opérations avec la clientèle	86 862	103 495	110 307	19,1%	6,6%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	5 394	3 742	5 880	-30,6%	57,1%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	37 079	43 940	53 053	18,5%	20,7%
-Charges sur opérations de change	75 982	129 969	181 378	71,1%	39,6%
-Charges sur opérations de hors-bilan	843	794	1 381	-5,8%	73,9%
-Charges sur prestations de services financiers	3 892	4 954	5 972	27,3%	20,5%
-Autres charges d'exploitation bancaire	1 523	595	930	-60,9%	56,3%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	409 491	480 625	529 210	17,4%	10,1%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	16 698	27 122	22 987	62,4%	-15,2%
+Produits sur immobilisations financières	9 421	13 753	12 564	46,0%	-8,6%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	7 724	13 776	10 721	78,4%	-22,2%
-Charges sur immobilisations financières	10	7	58	-30,0%	728,6%
-Autres charges d'exploitation non bancaires	437	400	240	-8,5%	-40,0%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	426 189	507 747	552 197	19,1%	8,8%
6. FRAIS GENERAUX	254 498	294 296	304 236	15,6%	3,4%
-Frais de personnel	111 716	128 643	134 817	15,2%	4,8%
-Impôts, taxes et versements assimilés	13 791	16 521	18 181	19,8%	10,0%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	128 991	149 132	151 238	15,6%	1,4%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	31 988	35 746	37 122	11,7%	3,8%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	32 011	36 096	38 634	12,8%	7,0%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	23	350	1 512	1421,7%	332,0%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	139 703	177 705	210 839	27,2%	18,6%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	65 440	33 626	28 503	-48,6%	-15,2%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	126 472	96 467	88 750	-23,7%	-8,0%
+Reprises de provisions	61 032	62 841	60 247	3,0%	-4,1%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	750	865	1 081	15,3%	25,0%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	75 013	144 944	183 417	93,2%	26,5%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-4 116	-7 250	-9 220	76,1%	27,2%
+Subventions d'exploitation	0	0	0	-	-
+Récupérations sur créances amorties	1 990	2 478	1 341	24,5%	-45,9%
+Produits exceptionnels	1 633	3 679	1 891	125,3%	-48,6%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	4 614	14 924	23 558	223,5%	57,9%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	2 313	2 879	3 432	24,5%	19,2%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	4 609	16 245	27 951	252,5%	72,1%
-Charges exceptionnelles	5 431	9 207	4 627	69,5%	-49,7%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-544	-9 475	-762	1641,7%	-92,0%
+Profits sur exercices antérieurs	10 872	10 097	7 413	-7,1%	-26,6%
-Pertes sur exercices antérieurs	11 416	19 572	8 175	71,4%	-58,2%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	15 370	18 853	25 215	22,7%	33,7%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	54 983	109 366	148 220	98,9%	35,5%
+Bénéfices	99 270	130 236	164 113	31,2%	26,0%
-Pertes	-44 287	-20 870	-15 893	-52,9%	-23,8%

(*) : données provisoires

Montants en millions FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016 (*)	VARIATION 2014-2015	VARIATION 2014-2015
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	11,2%	9,6%	8,5%	-1,6	-1,1
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	3,5%	3,9%	2,8%	0,4	-1,1
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	71,6%	62,1%	68,5%	-9,5	6,4
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	3,3%	3,3%	3,3%	0,0	0,0
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	2,0%	1,9%	1,8%	-0,1	-0,1
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,2%	2,1%	2,1%	-0,1	0,0
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	4,3%	4,7%	5,0%	0,4	0,3
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	1,2%	1,4%	0,8%	0,2	-0,6
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle / Encours des crédits à la clientèle</i>	12,2%	11,6%	10,9%	-0,6	-0,7
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	9,7%	9,5%	8,9%	-0,2	-0,6
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	7,5%	7,4%	6,8%	-0,1	-0,6
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	70,0%	68,7%	64,8%	-1,3	-3,9
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	46,6%	18,8%	13,4%	-27,8	-5,4
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	13,4%	22,8%	28,0%	9,4	5,2
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	11,1%	19,9%	22,4%	8,8	2,5
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	34,6	37,7	37,4	9,0%	-0,8%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	19,0	22,8	25,9	20,0%	13,6%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>	57,0%	55,6%	56,2%	-1,4	0,6

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.

Montants en millions FCFA

STATISTIQUES	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016 (*)	VARIATION 2014-2015	VARIATION 2014-2015
MONTANT DU CAPITAL	283 481	312 625	333 673	10,3%	6,7%
REPARTITION DU CAPITAL	283 481	312 625	333 673	10,3%	6,7%
Nationaux	133 015	135 781	134 966	2,1%	-0,6%
<i>Etat</i>	68 950	71 247	70 886	3,3%	-0,5%
<i>Privés</i>	64 065	64 534	64 080	0,7%	-0,7%
Non-nationaux	150 466	176 844	198 707	17,5%	12,4%
<i>dont UMOA</i>	51 860	17 102	47 099	-67,0%	175,4%
TOTAL DU BILAN	6 638 922	8 474 649	9 736 471	27,7%	14,9%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	603	630	666	4,5%	5,7%
Périodiques	20	0	0	-100,0%	-
Permanents	583	630	666	8,1%	5,7%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	856	901	934	5,3%	3,7%
EFFECTIFS	7 349	7 797	8 126	6,1%	4,2%
Employés	4 099	4 450	4 339	8,6%	-2,5%
<i>dont Etrangers</i>	16	3	31	-81,3%	933,3%
Cadres	3 250	3 347	3 787	3,0%	13,1%
<i>dont Etrangers</i>	96	55	124	-42,7%	125,5%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	2 573 103	2 515 467	2 905 534	-2,2%	15,5%
Personnes physiques	2 476 496	2 354 622	2 792 134	-4,9%	18,6%
<i>dont Etrangers</i>	83 012	28 022	50 798	-66,2%	81,3%
Personnes morales	96 607	160 845	113 400	66,5%	-29,5%
<i>dont Etrangers</i>	1 834	193	764	-89,5%	295,9%
TAUX DE BASE BANCAIRE (%)					
Moyenne des taux au 31 décembre	10,20%	10,62%	9,57%	0,42	-1,05
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	24	26	27	2	1
A - Par type					
Banques	23	24	26	1	2
Etablissements Financiers	1	1	2	0	1
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	21	22	22	1	0
Banques spécialisées	2	2	4	0	2
Etablissements Financiers	1	1	2	0	1
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards)	8	10	11	2	1
Moyens (100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards)	6	7	6	1	-1
Petits (Actifs < 100 milliards)	10	9	10	-1	1

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

ANNEXE II.2-4 : GUINEE-BISSAU

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (**) (a)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS		
					ETAT	NATIONAL PRIVES	NON- NATIONALS				CADRES	EMPLOYES	TOTAL
	BANQUES (5)			20 028	0	2 014	18 014	240 956	28	97 091	92	329	421
S 0143 V	- Ecobank Guinée-Bissau	ECOBANK	22/11/2006	6 800	0	0	6 800	75 343	6	39 032	12	98	110
S 0096 T	- Banco da Africa Ocidental	BAO	03/02/1997	6 478	0	1 814	4 664	74 542	14	35 027	57	92	149
S 0128 D	- Banco Da União	BDU-SA	21/04/2005	6 750	0	200	6 550	47 524	3	10 049	14	57	71
S 0172 B	- Orabank Côte d'Ivoire, Succursale de Guinée-Bissau		05/06/2013	0	0	0	0	43 547	5	12 983	9	82	91
S 0195 B	- Banque Atlantique Côte d'Ivoire (BACI), Succursale de Guinée-Bissau		28/09/2015										
	TOTAL ETABLISSEMENTS (5)			20 028	0	2 014	18 014	240 956	28	97 091	92	329	421

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : ou d'autorisation d'installation

(**) : Données provisoires

(***): Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

B I L A N S	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	VARIATION	VARIATION
			(*)	2015-2014	2016-2015
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	43 380	45 658	44 389	5,3%	-2,8%
- Caisse	4 700	5 041	4 997	7,3%	-0,9%
- Comptes ordinaires débiteurs	26 378	34 511	34 099	30,8%	-1,2%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	654	482	285	-26,3%	-40,9%
- Comptes de prêts	11 620	5 610	5 000	-51,7%	-10,9%
- Valeurs non imputées	0	0	0	-	-
- Créances rattachées	28	14	8	-50,0%	-42,9%
- Créances en souffrance	0	0	0	-	-
<i>(provisions)</i>	0	0	0	-	-
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	72 034	108 020	111 224	50,0%	3,0%
- Portefeuille d'effets commerciaux	174	0	0	-100,0%	-
<i>. Crédits de campagne</i>	174	0	0	-100,0%	-
<i>. Crédits ordinaires</i>	0	0	0	-	-
- Autres crédits à court terme	13 070	11 145	16 155	-14,7%	45,0%
<i>. Crédits de campagne</i>	360	0	0	-100,0%	-
<i>. Crédits ordinaires</i>	12 710	11 145	16 155	-12,3%	45,0%
- Comptes ordinaires débiteurs	10 771	18 598	12 639	72,7%	-32,0%
- Crédits à moyen terme	24 933	60 302	63 117	141,9%	4,7%
- Crédits à long terme	1 167	9 065	9 014	676,8%	-0,6%
- Affacturage	0	0	0	-	-
- Valeurs non imputées	106	1 736	1	1537,7%	-99,9%
- Créances rattachées	945	2 169	3 361	129,5%	55,0%
- Créances en souffrance	20 868	5 005	6 937	-76,0%	38,6%
<i>. Impayées ou immobilisées</i>	658	4 140	3 269	529,2%	-21,0%
<i>(provisions)</i>	29	0	266	-100,0%	-
<i>. Douteuses ou litigieuses</i>	20 209	865	3 668	-95,7%	324,0%
<i>(provisions)</i>	15 442	2 380	4 347	-84,6%	82,6%
<i>. Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses</i>	1	0	0	-100,0%	-
<i>(provisions)</i>	901	141	137	-84,4%	-2,8%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	34 546	26 892	55 040	-22,2%	104,7%
- Titres de placement	30 724	24 144	46 558	-21,4%	92,8%
- Comptes de stocks	173	23	19	-86,7%	-17,4%
- Débiteurs divers	1 020	748	3 778	-26,7%	405,1%
- Créances rattachées	534	612	812	14,6%	32,7%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	329	132	212	-59,9%	60,6%
- Valeurs à rejeter	0	0	0	-	-
- Comptes d'ordre & divers	1 766	1 233	3 661	-30,2%	196,9%
VALEURS IMMOBILISEES	7 393	14 536	30 303	96,6%	108,5%
- Immobilisations financières	1 822	7 466	22 500	309,8%	201,4%
- Dépôts & cautionnements	90	133	107	47,8%	-19,5%
- Immobilisations en cours	492	596	695	21,1%	16,6%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	47	68	301	44,7%	342,6%
- Immobilisations d'exploitation	4 283	4 778	5 356	11,6%	12,1%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	56	351	305	526,8%	-13,1%
- Immobilisations hors-exploitation	706	1 373	1 060	94,5%	-22,8%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	0	0	0	-	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	0	0	0	-	-
- Créances rattachées	0	190	585	-	207,9%
- Créances en souffrance	0	0	0	-	-
<i>(provisions)</i>	0	0	0	-	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	0	-	-
TOTAL DE L'ACTIF	157 353	195 106	240 956	24,0%	23,5%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	VARIATION	VARIATION
		0,0	(*)	2015-2014	2016-2015
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	28 982	46 092	84 790	59,0%	84,0%
- Comptes ordinaires créditeurs	12 114	19 650	30 985	62,2%	57,7%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	116	116	116	-	-
- Comptes d'emprunts	16 728	26 296	53 635	57,2%	104,0%
- Autres sommes dues	0	0	0	-	-
- Dettes rattachées	24	30	54	25,0%	80,0%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	108 123	117 273	121 336	8,5%	3,5%
- Comptes ordinaires créditeurs	71 342	80 112	82 124	12,3%	2,5%
- Dépôts à terme reçus	20 238	19 106	15 217	-5,6%	-20,4%
- Comptes d'épargne à régime spécial	9 841	12 988	17 258	32,0%	32,9%
- Dépôts de garantie reçus	2 300	4 381	3 012	90,5%	-31,2%
- Autres dépôts	3	0	0	-100,0%	-
- Bons de caisse	0	0	0	-	-
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-	-
- Emprunts à la clientèle	0	0	0	-	-
- Autres sommes dues	4 206	461	3 388	-89,0%	634,9%
- Dettes rattachées	193	225	337	16,6%	49,8%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	3 794	5 572	5 179	46,9%	-7,1%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	0	0	0	-	-
- Créiteurs divers	611	3 168	1 707	418,5%	-46,1%
- Dettes rattachées	0	0	0	-	-
- Comptes d'ordre & divers	3 183	2 404	3 472	-24,5%	44,4%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	0	0	-	-
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	0	0	0	-	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	-	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	16 454	26 169	29 651	59,0%	13,3%
- Subventions d'investissement	0	0	0	-	-
- Fonds affectés	0	0	0	-	-
- Provisions pour risques & charges	665	512	3 050	-23,0%	495,7%
- Provisions réglementées	0	0	0	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	680	680	680	-	-
- Titres et emprunts subordonnés	1 043	1 053	761	1,0%	-27,7%
- Dettes rattachées	17	31	22	82,4%	-29,0%
- Fonds pour risques bancaires généraux	0	0	200	-	-
- Primes liées au capital	0	0	0	-	-
- Réserves	2 605	2 605	1 693	-	-35,0%
- Ecart de réévaluation	0	0	0	-	-
- Capital	16 800	16 800	20 028	-	19,2%
- Dotations	1 500	1 500	1 500	-	-
- Report à nouveau	-4 713	-7 133	2 422	51,3%	-134,0%
- Résultat de l'exercice	-2 143	10 121	-705	-572,3%	-107,0%
TOTAL DU PASSIF	157 353	195 106	240 956	24,0%	23,5%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	11 034	10 940	8 825	-0,9%	-19,3%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	8 061	8 743	16 979	8,5%	94,2%
AUTRES ENGAGEMENTS	0	8 450	6 725	-	-20,4%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	0	614	250	-	-59,3%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016 (*)	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	113 828	149 439	196 556	31,3%	31,5%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	71 418	105 983	108 075	48,4%	2,0%
a) Crédits à court terme	24 450	31 611	29 007	29,3%	-8,2%
<i>dont Crédits de campagne</i>	534	0	0	-100,0%	-
b) Crédits à moyen terme	24 933	60 302	63 117	141,9%	4,7%
c) Crédits à long terme	1 167	9 065	9 014	676,8%	-0,6%
d) Opérations de crédit-bail	0	0	0	-	-
e) Crédits en souffrance	20 868	5 005	6 937	-76,0%	38,6%
impayés ou immobilisés	658	4 140	3 269	529,2%	-21,0%
<i>provisions</i>	29	0	266	-100,0%	-
douteux ou litigieux	20 210	865	3 668	-95,7%	324,0%
<i>provisions</i>	16 343	2 521	4 484	-84,6%	77,9%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	42 410	43 456	88 481	2,5%	103,6%
a) Titres de placement	30 724	24 144	46 558	-21,4%	92,8%
b) Immobilisations financières	1 822	7 466	22 500	309,8%	201,4%
c) Autres immobilisations	5 571	6 880	7 218	23,5%	4,9%
d) Divers	4 293	4 966	12 205	15,7%	145,8%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	128 395	149 044	156 220	16,1%	4,8%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	107 930	117 048	120 999	8,4%	3,4%
a) A vue	75 548	80 573	85 512	6,7%	6,1%
b) A terme	32 382	36 475	35 487	12,6%	-2,7%
dépôts à terme et bons de caisse	20 238	19 106	15 217	-5,6%	-20,4%
comptes d'épargne à régime spécial	9 841	12 988	17 258	32,0%	32,9%
autres	2 303	4 381	3 012	90,2%	-31,2%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	15 284	24 539	24 383	60,6%	-0,6%
a) Capital, dotations & réserves	13 561	22 806	22 942	68,2%	0,6%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	86	192	388	123,3%	102,1%
b) Autres	1 723	1 733	1 441	0,6%	-16,8%
3. AUTRES RESSOURCES	5 181	7 457	10 838	43,9%	45,3%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	14 567	-395	-40 336	-102,7%	10111,6%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	-14 567	395	40 336	-102,7%	10111,6%
1. DISPONIBILITES	-4 873	-5 064	-5 016	3,9%	-0,9%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	-9 694	5 459	45 352	-156,3%	730,8%
emplois	-38 652	-40 603	-39 384	5,0%	-3,0%
<i>dont hors UMOA</i>	-1 178	-728	-2 061	-38,2%	183,1%
<i>dont emplois en souffrance</i>	0	0	0	-	-
ressources	28 958	46 062	84 736	59,1%	84,0%
<i>dont hors UMOA</i>	810	3 944	2 209	386,9%	-44,0%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

R E S U L T A T S	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	VARIATION	VARIATION
			(*)	2015-2014	2016-2015
1. PRODUITS BANCAIRES	15 766	22 344	20 229	41,7%	-9,5%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	486	331	631	-31,9%	90,6%
+Produits sur opérations avec la clientèle	10 334	12 560	14 747	21,5%	17,4%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	1 481	1 333	2 220	-10,0%	66,5%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0	-	-
+Produits sur opérations de change	2 765	7 512	1 750	171,7%	-76,7%
+Produits sur opérations de hors-bilan	279	316	534	13,3%	69,0%
+Produits sur prestations de services financiers	228	233	304	2,2%	30,5%
+Autres produits d'exploitation bancaire	193	59	43	-69,4%	-27,1%
- Intérêts sur opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0	-	-
- Intérêts sur opérations avec la clientèle en souffrance	0	0	0	-	-
2. CHARGES BANCAIRES	3 690	8 260	3 488	123,8%	-57,8%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	524	444	1 523	-15,3%	243,0%
-Charges sur opérations avec la clientèle	1 164	1 270	1 329	9,1%	4,6%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	2	12	12	500,0%	-
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0	-	-
-Charges sur opérations de change	1 938	6 426	565	231,6%	-91,2%
-Charges sur opérations de hors-bilan	0	0	0	-	-
-Charges sur prestations de services financiers	56	100	54	78,6%	-46,0%
-Autres charges d'exploitation bancaire	6	8	5	33,3%	-37,5%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	12 076	14 084	16 741	16,6%	18,9%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	259	467	743	80,3%	59,1%
+Produits sur immobilisations financières	80	433	739	441,3%	70,7%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	179	34	18	-81,0%	-47,1%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	-	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	0	0	14	-	-
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	12 335	14 551	17 484	18,0%	20,2%
6. FRAIS GENERAUX	8 245	12 752	10 982	54,7%	-13,9%
-Frais de personnel	3 391	4 359	4 762	28,5%	9,2%
-Impôts, taxes et versements assimilés	13	15	61	15,4%	306,7%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	4 841	8 378	6 159	73,1%	-26,5%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	1 030	1 034	1 357	0,4%	31,2%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	1 030	1 034	1 456	0,4%	40,8%
+Reprises d'amortissements et provisions sur immobilisations	0	0	99	-	-
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	3 060	765	5 145	-75,0%	572,5%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	4 660	-12 999	2 543	-378,9%	-119,6%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	6 245	4 301	4 218	-31,1%	-1,9%
+Reprises de provisions	1 585	17 300	1 675	991,5%	-90,3%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	0	0	0	-	-
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	-1 600	13 764	2 602	-960,3%	-81,1%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-250	-136	-2 781	-45,6%	1944,9%
+Subventions d'exploitation	0	0	0	-	-
+Récupérations sur créances amorties	0	0	0	-	-
+Produits exceptionnels	49	37	26	-24,5%	-29,7%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	0	0	0	-	-
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	97	110	98	13,4%	-10,9%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	121	0	2 599	-100,0%	-
-Charges exceptionnelles	81	63	110	-22,2%	74,6%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-210	-303	-53	44,3%	-82,5%
+Profits sur exercices antérieurs	275	275	71	-	-74,2%
-Pertes sur exercices antérieurs	485	578	124	19,2%	-78,5%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	83	3 204	473	3760,2%	-85,2%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	-2 143	10 121	-705	-572,3%	-107,0%
+Bénéfices	894	10 121	2 583	1032,1%	-74,5%
-Pertes	-3 037	0	-3 288	-100,0%	-

(*) : données provisoires

Montants en millions FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016 (*)	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	42,4%	6,9%	10,4%	-35,5	3,5
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	29,2%	4,7%	6,4%	-24,5	1,7
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	44,0%	33,5%	40,6%	-10,5	7,1
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	1,5%	1,7%	2,8%	0,2	1,1
COÛT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	1,2%	1,1%	1,1%	-0,1	0,0
COÛT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	1,2%	1,2%	1,6%	0,0	0,4
COÛT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	2,4%	5,2%	1,8%	2,8	-3,4
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	1,2%	0,9%	1,6%	-0,3	0,7
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle / Encours des crédits à la clientèle</i>	14,0%	15,4%	15,4%	1,4	0,0
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	9,4%	10,8%	11,4%	1,4	0,6
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	8,2%	9,6%	9,8%	1,4	0,2
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	76,8%	97,9%	74,3%	21,1	-23,6
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	152,3%	-1699,2%	49,4%	-1 851,5	1 748,6
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	-17,7%	71,9%	-4,2%	89,6	-76,1
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	-13,6%	39,5%	-2,7%	53,1	-42,2
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	22,8	30,8	26,1	35,1%	-15,3%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	8,5	1,8	12,2	-78,8%	577,8%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>					

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.

Montants en millions FCFA

STATISTIQUES	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016 (*)	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
MONTANT DU CAPITAL	16 800	16 800	20 028	-	19,2%
REPARTITION DU CAPITAL	16 800	16 800	20 028	-	19,2%
Nationaux	1 059	1 619	2 014	52,9%	24,4%
<i>Etat</i>	0	0	0	-	-
<i>Privés</i>	1 059	1 619	2 014	52,9%	24,4%
Non-nationaux	15 741	15 181	18 014	-3,6%	18,7%
<i>dont UMOA</i>	6 800	11 600	13 350	70,6%	15,1%
TOTAL DU BILAN	157 353	195 106	240 956	24,0%	23,5%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	26	28	28	7,7%	-
Périodiques	0	0	0	-	-
Permanents	26	28	28	7,7%	-
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	42	42	51	-	21,4%
EFFECTIFS	361	414	421	14,7%	1,7%
Employés	284	276	329	-2,8%	19,2%
<i>dont Etrangers</i>	12	2	8	-83,3%	300,0%
Cadres	77	138	92	79,2%	-33,3%
<i>dont Etrangers</i>	8	9	11	12,5%	22,2%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	76 505	97 338	97 091	27,2%	-0,3%
Personnes physiques	70 724	91 722	89 879	29,7%	-2,0%
<i>dont Etrangers</i>	2 908	844	2 131	-71,0%	152,5%
Personnes morales	5 781	5 616	7 212	-2,9%	28,4%
<i>dont Etrangers</i>	109	52	99	-52,3%	90,4%
TAUX DE BASE BANCAIRE (%)					
Moyenne des taux au 31 décembre	10,00%	10,00%	10,00%	-	-
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	4	4	4	0	0
A - Par type					
Banques	4	4	4	0	0
Etablissements Financiers	0	0	0	0	0
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	4	4	4	0	0
Banques spécialisées	0	0	0	0	0
Etablissements Financiers	0	0	0	0	0
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards)	0	0	0	0	0
Moyens (100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards)	0	0	0	0	0
Petits (Actifs < 100 milliards)	4	4	4	0	0

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

ANNEXE II.2-5 : MALI

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)			TOTAL BILAN (**) (a)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS		
					ETAT	PRIVES	NON- NATIONAUX				CADRES	EMPLOYES	TOTAL
	BANQUES (13)			175 465	29 236	40 390	105 839	4 312 679	554	1 339 486	1 473	1 770	3 243
D 0016 W	- Banque de Développement du Mali	BDM	22/03/1968	25 000	10 229	2 687	12 084	7 10 392	98	166 720	230	240	470
D 0102 P	- Banque Malienne de Solidarité	BMS	09/04/2002	34 595	7 805	25 955	835	6 11 767	135	212 671	162	142	304
D 0090 B	- Ecobank-Mali	ECOBANK	11/09/1998	10 000	0	659	9 341	6 01 029	40	202 275	187	215	402
D 0045 C	- Bank Of Africa - Mali	BOA-MALI	24/12/1982	10 300	0	1 532	8 768	5 14 000	60	226 370	147	181	328
D 0041 Y	- Banque Internationale pour le Mali	BIM	08/10/1980	10 006	1 050	3 853	5 103	4 12 612	83	253 439	139	273	412
D 0043 A	- Banque Nationale de Développement Agricole	BNDA	06/10/1982	23 514	8 577	0	14 937	4 06 974	46	131 441	125	235	360
D 0135 A	- Banque Atlantique - Mali	BANQUE ATLANTIQUE	12/10/2005	11 000	0	4 949	6 051	2 77 981	25	53 955	101	203	304
D 0181 A	- Coris Bank International - Mali		13/12/2013	11 000	1 100	0	9 900	1 67 533	7	6 466	47	22	69
D 0147 N	- Banque pour le Commerce et l'Industrie du Mali	BCI	23/01/2007	9 750	0	0	9 750	1 41 421	13	7 302	38	71	109
D 0044 B	- Banque Commerciale du Sahel	BCS	17/02/1982	14 300	475	5	13 820	1 36 919	17	24 779	98	46	144
D 0109 X	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce-Mali	BSIC-MALI	04/08/2003	11 000	0	0	11 000	1 36 548	14	22 640	79	74	153
D 0089 A	- Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Mali	BICI-M	28/05/1998	5 000	0	750	4 250	1 31 957	5	14 823	68	34	102
D 0173 R	- Orabank Côte d'Ivoire, Succursale du Mali	-	05/06/2013	0	0	0	0	63 546	11	16 605	52	34	86
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (3)			6 767	5 732	1 035	0	33 770	3	0	20	9	29
D 0183 C	- Fonds de Garantie pour le Secteur Privé	FGSP	17/04/2014	5 611	4 825	786	0	21 257	1	0	11	4	15
D 0152 T	- Société Africaine de Crédit Automobile - Alios Finance, Succursale du Mali	SAFCA-ALIOS FINANCE	27/02/2008	0	0	0	0	9 401	1	0	2	4	6
D 0098 K	- Fonds de Garantie Hypothécaire du Mali	FGHM	02/11/2000	1 156	907	249	0	3 112	1	0	7	1	8
	TOTAL ETABLISSEMENTS (16)			182 232	34 968	41 425	105 839	4 346 449	557	1 339 486	1 493	1 779	3 272

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : ou d'autorisation d'installation

(**) : Données provisoires

(***): Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

B I L A N S	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	VARIATION	VARIATION
			(*)	2014-2015	2015-2016
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	518 715	617 889	633 400	19,1%	2,5%
- Caisse	79 240	89 380	90 923	12,8%	1,7%
- Comptes ordinaires débiteurs	323 606	395 439	424 398	22,2%	7,3%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	27 974	28 495	32 147	1,9%	12,8%
- Comptes de prêts	84 675	103 672	85 009	22,4%	-18,0%
- Valeurs non imputées	0	1	0	-	-100,0%
- Créances rattachées	747	727	921	-2,7%	26,7%
- Créances en souffrance	2 473	175	2	-92,9%	-98,9%
<i>(provisions)</i>	0	0	1 236	-	-
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 571 892	1 895 120	2 218 835	20,6%	17,1%
- Portefeuille d'effets commerciaux	106 112	144 521	191 550	36,2%	32,5%
. <i>Crédits de campagne</i>	0	0	0	-	-
. <i>Crédits ordinaires</i>	106 112	144 521	191 550	36,2%	32,5%
- Autres crédits à court terme	602 178	702 446	761 194	16,7%	8,4%
. <i>Crédits de campagne</i>	1 023	1 000	4 832	-2,2%	383,2%
. <i>Crédits ordinaires</i>	601 155	701 446	756 362	16,7%	7,8%
- Comptes ordinaires débiteurs	192 879	222 683	276 164	15,5%	24,0%
- Crédits à moyen terme	489 144	617 577	714 033	26,3%	15,6%
- Crédits à long terme	58 985	62 714	83 489	6,3%	33,1%
- Affacturage	0	0	0	-	-
- Valeurs non imputées	4 618	7 268	3 739	57,4%	-48,6%
- Créances rattachées	19 799	23 466	33 296	18,5%	41,9%
- Créances en souffrance	98 177	114 445	155 370	16,6%	35,8%
. <i>Impayées ou immobilisées</i>	36 545	49 666	94 340	35,9%	89,9%
<i>(provisions)</i>	484	684	27 427	41,3%	3909,8%
. <i>Douteuses ou litigieuses</i>	61 579	64 729	60 521	5,1%	-6,5%
<i>(provisions)</i>	192 818	180 299	207 221	-6,5%	14,9%
. <i>Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses</i>	53	50	509	-5,7%	918,0%
<i>(provisions)</i>	78	545	2 031	598,7%	272,7%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	853 906	1 044 679	1 192 781	22,3%	14,2%
- Titres de placement	766 643	922 804	1 055 798	20,4%	14,4%
- Comptes de stocks	253	230	1 418	-9,1%	516,5%
- Débiteurs divers	19 532	36 089	26 292	84,8%	-27,1%
- Créances rattachées	7 782	14 676	23 267	88,6%	58,5%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	10 927	9 441	8 360	-13,6%	-11,5%
- Valeurs à rejeter	921	421	3 471	-54,3%	724,5%
- Comptes d'ordre & divers	47 848	61 018	74 175	27,5%	21,6%
VALEURS IMMOBILISEES	278 481	264 279	301 433	-5,1%	14,1%
- Immobilisations financières	102 278	69 398	85 439	-32,1%	23,1%
- Dépôts & cautionnements	1 421	1 479	1 945	4,1%	31,5%
- Immobilisations en cours	27 088	16 766	20 853	-38,1%	24,4%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	1 505	307	2 806	-79,6%	814,0%
- Immobilisations d'exploitation	46 357	69 883	73 995	50,7%	5,9%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	4 125	3 556	2 773	-13,8%	-22,0%
- Immobilisations hors-exploitation	94 131	97 307	108 547	3,4%	11,6%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	0	0	0	-	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	5 426	6 289	8 343	15,9%	32,7%
- Créances rattachées	1 662	2 728	2 005	64,1%	-26,5%
- Créances en souffrance	118	429	306	263,6%	-28,7%
<i>(provisions)</i>	420	492	889	17,1%	80,7%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	1 250	0	0	-100,0%	-
- Actionnaires, capital non appelé	1 250	0	0	-100,0%	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	0	-	-
TOTAL DE L'ACTIF	3 224 244	3 821 967	4 346 449	18,5%	13,7%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	VARIATION	VARIATION
			(*)	2014-2015	2015-2016
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	792 021	942 480	1 244 747	19,0%	32,1%
- Comptes ordinaires créditeurs	120 916	153 118	207 268	26,6%	35,4%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	10 094	33 598	44 794	232,9%	33,3%
- Comptes d'emprunts	658 058	751 112	988 084	14,1%	31,5%
- Autres sommes dues	469	1 966	2 066	319,2%	5,1%
- Dettes rattachées	2 484	2 686	2 535	8,1%	-5,6%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	2 012 238	2 381 450	2 534 073	18,3%	6,4%
- Comptes ordinaires créditeurs	1 171 203	1 348 599	1 431 425	15,1%	6,1%
- Dépôts à terme reçus	366 381	428 257	493 821	16,9%	15,3%
- Comptes d'épargne à régime spécial	334 462	395 744	451 616	18,3%	14,1%
- Dépôts de garantie reçus	84 579	112 438	90 865	32,9%	-19,2%
- Autres dépôts	4 549	1 620	2 794	-64,4%	72,5%
- Bons de caisse	0	400	0	-	-100,0%
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-	-
- Emprunts à la clientèle	12 948	11 585	10 228	-10,5%	-11,7%
- Autres sommes dues	28 320	70 749	38 778	149,8%	-45,2%
- Dettes rattachées	9 796	12 058	14 546	23,1%	20,6%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	95 604	98 691	110 006	3,2%	11,5%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	9 000	9 000	9 000	-	-
- Créiteurs divers	25 508	29 492	34 546	15,6%	17,1%
- Dettes rattachées	190	190	190	-	-
- Comptes d'ordre & divers	60 906	60 009	66 270	-1,5%	10,4%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	0	0	-	-
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	0	0	0	-	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	-	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	324 381	399 346	457 623	23,1%	14,6%
- Subventions d'investissement	11 322	10 536	9 750	-6,9%	-7,5%
- Fonds affectés	19 516	19 576	25 667	0,3%	31,1%
- Provisions pour risques & charges	20 644	27 671	33 388	34,0%	20,7%
- Provisions réglementées	0	0	0	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	1 876	1 876	1 876	-	-
- Titres et emprunts subordonnés	7 064	7 321	7 875	3,6%	7,6%
- Dettes rattachées	113	126	220	11,5%	74,6%
- Fonds pour risques bancaires généraux	13 179	7 962	27 447	-39,6%	244,7%
- Primes liées au capital	6 489	15 273	15 671	135,4%	2,6%
- Réserves	45 248	53 216	58 600	17,6%	10,1%
- Ecart de réévaluation	4 690	15 013	15 013	220,1%	-
- Capital	133 970	156 617	182 232	16,9%	16,4%
- Dotations	4 900	10 900	10 900	122,4%	-
- Report à nouveau	19 219	18 552	8 997	-3,5%	-51,5%
- Résultat de l'exercice	36 151	54 707	59 987	51,3%	9,7%
TOTAL DU PASSIF	3 224 244	3 821 967	4 346 449	18,5%	13,7%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	153 282	179 723	144 650	17,2%	-19,5%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	537 773	385 134	585 670	-28,4%	52,1%
AUTRES ENGAGEMENTS	0	10	0	-	-100,0%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	4 025	3 287	3 270	-18,3%	-0,5%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016 (*)	VARIATION 2014-2015	VARIATION 2015-2016
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	2 704 773	3 204 575	3 712 552	18,5%	15,9%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	1 568 564	1 887 813	2 202 548	20,4%	16,7%
a) Crédits à court terme	916 714	1 086 359	1 241 007	18,5%	14,2%
<i>dont Crédits de campagne</i>	1 023	1 000	4 832	-2,2%	383,2%
b) Crédits à moyen terme	489 144	617 577	714 033	26,3%	15,6%
c) Crédits à long terme	58 985	62 714	83 489	6,3%	33,1%
d) Opérations de crédit-bail	5 426	6 289	8 343	15,9%	32,7%
e) Crédits en souffrance	98 295	114 874	155 676	16,9%	35,5%
impayés & immobilisés	36 652	50 084	94 561	36,6%	88,8%
<i>provisions</i>	503	776	27 933	54,3%	3499,6%
douteux & litigieux	61 643	64 790	61 115	5,1%	-5,7%
<i>provisions</i>	193 297	181 244	209 635	-6,2%	15,7%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	1 136 209	1 316 762	1 510 004	15,9%	14,7%
a) Titres de placement	766 643	922 804	1 055 798	20,4%	14,4%
b) Immobilisations financières	102 278	69 398	85 439	-32,1%	23,1%
c) Autres immobilisations	168 997	185 435	205 340	9,7%	10,7%
d) Divers	98 291	139 125	163 427	41,5%	17,5%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	2 433 457	2 882 173	3 104 237	18,4%	7,7%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	2 011 442	2 378 392	2 528 527	18,2%	6,3%
a) A vue	1 199 523	1 419 348	1 470 203	18,3%	3,6%
b) A terme	811 919	959 044	1 058 324	18,1%	10,4%
dépôts à terme et bons de caisse	366 381	428 657	493 821	17,0%	15,2%
comptes d'épargne à régime spécial	334 462	395 744	451 616	18,3%	14,1%
autres	111 076	134 643	112 887	21,2%	-16,2%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	269 802	325 586	373 316	20,7%	14,7%
a) Capital, dotations & réserves	225 334	271 264	313 135	20,4%	15,4%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	5 748	8 112	8 946	41,1%	10,3%
b) Autres	44 468	54 322	60 181	22,2%	10,8%
3. AUTRES RESSOURCES	152 213	178 195	202 394	17,1%	13,6%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-271 316	-322 402	-608 315	18,8%	88,7%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	271 316	322 402	608 315	18,8%	88,7%
1. DISPONIBILITES	-79 493	-89 610	-92 341	12,7%	3,0%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	350 809	412 012	700 656	17,4%	70,1%
emplois	-438 728	-527 782	-541 556	20,3%	2,6%
<i>dont hors UMOA</i>	-58 756	-42 807	-45 287	-27,1%	5,8%
<i>dont emplois en souffrance</i>	2 473	175	2	-92,9%	-98,9%
ressources	789 537	939 794	1 242 212	19,0%	32,2%
<i>dont hors UMOA</i>	107 931	119 180	71 718	10,4%	-39,8%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

R E S U L T A T S	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	VARIATION	VARIATION
			(*)	2014-2015	2015-2016
1. PRODUITS BANCAIRES	282 430	432 360	330 247	53,1%	-23,6%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	5 576	5 224	6 331	-6,3%	21,2%
+Produits sur opérations avec la clientèle	157 517	180 883	210 157	14,8%	16,2%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	34 429	45 386	60 944	31,8%	34,3%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	2 413	3 021	4 344	25,2%	43,8%
+Produits sur opérations de change	64 496	176 671	27 744	173,9%	-84,3%
+Produits sur opérations de hors-bilan	15 563	17 083	18 681	9,8%	9,4%
+Produits sur prestations de services financiers	1 335	1 423	1 807	6,6%	27,0%
+Autres produits d'exploitation bancaire	1 139	2 728	344	139,5%	-87,4%
- Intérêts sur Opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0	-	-
- Intérêts sur Opérations avec la clientèle en souffrance	38	59	105	55,3%	78,0%
2. CHARGES BANCAIRES	104 982	223 999	100 013	113,4%	-55,4%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	16 672	19 287	35 925	15,7%	86,3%
-Charges sur opérations avec la clientèle	30 880	36 802	43 492	19,2%	18,2%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	744	1 131	1 679	52,0%	48,5%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	2 019	2 365	3 556	17,1%	50,4%
-Charges sur opérations de change	52 973	162 135	13 303	206,1%	-91,8%
-Charges sur opérations de hors-bilan	278	351	282	26,3%	-19,7%
-Charges sur prestations de services financiers	1 340	1 666	1 704	24,3%	2,3%
-Autres charges d'exploitation bancaire	76	262	72	244,7%	-72,5%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	177 448	208 361	230 234	17,4%	10,5%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	9 844	13 273	8 128	34,8%	-38,8%
+Produits sur immobilisations financières	5 274	5 884	2 614	11,6%	-55,6%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	4 570	7 389	5 541	61,7%	-25,0%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	27	-	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	0	0	0	-	-
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	187 292	221 634	238 362	18,3%	7,5%
6. FRAIS GENERAUX	103 899	120 168	130 401	15,7%	8,5%
-Frais de personnel	45 364	53 891	58 227	18,8%	8,0%
-Impôts, taxes et versements assimilés	4 251	4 521	5 162	6,4%	14,2%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	54 284	61 756	67 012	13,8%	8,5%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	15 143	17 130	16 520	13,1%	-3,6%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	15 157	17 202	18 220	13,5%	5,9%
+Reprises d'amortissements et Provisions sur immobilisations	14	72	1 700	414,3%	2261,1%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	68 250	84 336	91 441	23,6%	8,4%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	21 159	18 856	6 017	-10,9%	-68,1%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	59 583	50 908	63 740	-14,6%	25,2%
+Reprises de provisions	38 424	32 052	57 723	-16,6%	80,1%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	38	59	105	55,3%	78,0%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	47 129	65 539	85 529	39,1%	30,5%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-5 077	-443	-20 945	-91,3%	4628,0%
+Subventions d'exploitation	120	120	120	-	-
+Récupérations sur créances amorties	1 000	797	447	-20,3%	-43,9%
+Produits exceptionnels	3 230	1 953	2 022	-39,5%	3,5%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	0	289	0	-	-100,0%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	480	537	613	11,9%	14,2%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	7 160	1 203	20 669	-83,2%	1618,1%
-Charges exceptionnelles	1 787	1 862	2 252	4,2%	20,9%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	878	-2 122	1 442	-341,7%	-168,0%
+Profits sur exercices antérieurs	5 076	4 037	5 005	-20,5%	24,0%
-Pertes sur exercices antérieurs	4 198	6 159	3 563	46,7%	-42,1%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	6 779	8 267	6 039	22,0%	-27,0%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	36 151	54 707	59 987	51,3%	9,7%
+Bénéfices	38 866	55 384	62 132	42,5%	12,2%
-Pertes	-2 715	-677	-2 145	-75,1%	216,8%

(*) : données provisoires

Montants en millions FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016 (*)	VARIATION 2014-2015	VARIATION 2015-2016
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	16,6%	14,3%	16,1%	-2,3	1,8
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	6,3%	6,1%	7,1%	-0,2	1,0
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	66,3%	61,3%	60,4%	-5,0	-0,9
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	3,0%	2,8%	3,9%	-0,2	1,1
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	1,7%	1,7%	1,8%	0,0	0,1
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,0%	2,0%	2,4%	0,0	0,4
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	4,0%	7,2%	2,8%	3,2	-4,4
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	1,7%	1,4%	1,6%	-0,3	0,2
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle / Encours des crédits à la clientèle</i>	11,1%	11,2%	11,0%	0,1	-0,2
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	9,4%	9,4%	9,4%	0,0	0,0
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	7,4%	7,4%	7,0%	0,0	-0,4
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	67,1%	65,9%	64,6%	-1,2	-1,3
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	31,0%	22,3%	6,6%	-8,7	-15,7
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	20,4%	26,3%	26,1%	5,9	-0,2
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	12,0%	14,7%	14,1%	2,7	-0,6
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	34,8	37,7	39,9	8,3%	5,8%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	22,9	26,5	27,9	15,7%	5,3%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>	44,5%	48,0%	52,1%	3,5	4,1

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.
Montants en millions FCFA

STATISTIQUES	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016 (*)	VARIATION 2014-2015	VARIATION 2015-2016
MONTANT DU CAPITAL	133 970	156 617	182 232	16,9%	16,4%
REPARTITION DU CAPITAL	133 970	156 617	182 232	16,9%	16,4%
Nationaux	54 235	68 969	76 393	27,2%	10,8%
<i>Etat</i>	33 915	48 158	34 968	42,0%	-27,4%
<i>Privés</i>	20 320	20 811	41 425	2,4%	99,1%
Non-nationaux	79 735	87 648	105 839	9,9%	20,8%
<i>dont UMOA</i>	20 819	19 187	35 819	-7,8%	86,7%
TOTAL DU BILAN	3 224 244	3 821 967	4 346 449	18,5%	13,7%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	497	536	557	7,8%	3,9%
Périodiques	2	3	3	50,0%	-
Permanents	495	533	554	7,7%	3,9%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	379	405	440	6,9%	8,6%
EFFECTIFS	2 985	3 188	3 272	6,8%	2,6%
Employés	1 624	1 713	1 779	5,5%	3,9%
<i>dont Etrangers</i>	4	37	11	825,0%	-70,3%
Cadres	1 361	1 475	1 493	8,4%	1,2%
<i>dont Etrangers</i>	24	27	30	12,5%	11,1%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	1 286 441	1 251 267	1 339 486	-2,7%	7,1%
Personnes physiques	1 151 973	1 112 676	1 197 180	-3,4%	7,6%
<i>dont Etrangers</i>	90 006	24 894	58 043	-72,3%	133,2%
Personnes morales	134 468	138 591	142 306	3,1%	2,7%
<i>dont Etrangers</i>	1 686	854	387	-49,3%	-54,7%
TAUX DE BASE BANCAIRE (%)					
Moyenne des taux au 31 décembre	6,29%	6,35%	3,70%	0,06	-2,65
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	17	17	16	0	-1
A - Par type					
Banques	14	14	13	0	-1
Etablissements Financiers	3	3	3	0	0
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	11	11	11	0	0
Banques spécialisées	3	3	2	0	-1
Etablissements Financiers	3	3	3	0	0
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards)	7	7	7	0	0
Moyens (100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards)	0	4	5	4	1
Petits (Actifs <100 milliards)	10	6	4	-4	-2

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

ANNEXE II.2-6 : NIGER

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)		TOTAL BILAN (**) (a)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS		
					NATIONAUX					CADRES	EMPLOYES	TOTAL
					ETAT	PRIVES						
	BANQUES (12)			101 550	22 869	13 289	65 392	154	611 354	614	1 032	1 646
H 0038 Y	- Bank Of Africa Niger	BOA-NIGER	22/04/1994	10 000	278	1 160	8 562	28	198 041	164	86	250
H 0064 B	- Société Nigérienne de Banque	SONIBANK	11/09/1990	12 000	3 165	4 147	4 688	12	123 052	0	250	250
H 0095 K	- Ecobank Niger	ECOBANK	14/01/1999	5 100	11	0	5 089	17	93 740	92	147	239
H 0136 E	- Banque Atlantique - Niger	BANQUE ATLANTIQUE	07/10/2005	10 500	0	2 235	8 265	19	57 428	27	130	157
H 0040 A	- Banque Internationale pour l'Afrique au Niger	BIA-NIGER	13/01/1993	14 000	7 449	5 747	804	17	54 573	77	97	174
H 0110 B	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce-Niger	BSIC-NIGER	25/07/2003	11 000	0	0	11 000	15	19 106	83	75	158
H 0081 V	- Banque Islamique du Niger	BIN	03/06/1997	12 500	1 000	0	11 500	14	7 815	36	68	104
H 0164 K	- Banque Agricole du Niger	BAGRI	07/02/2011	10 000	10 000	0	0	22	31 658	65	97	162
H 0174 W	- Orabank Côte d'Ivoire, Succursale du Niger?		05/06/2013	0	0	0	0	8	19 049	44	49	93
H 0168 P	- CBAC, Groupe Attijanwafa Bank, Succursale du Niger?		20/03/2013	0	0	0	0	1	1 167	5	10	15
H 0057 T	- Banque Commerciale du Niger	BCN	19/09/1988	16 450	966	0	15 484	1	5 725	21	23	44
H 0193 R	- Banque Régionale de Marchés, Succursale du Niger		11/06/2015									
	ETABLISSEMENT FINANCIER (1)			1 315	0	1 315	0	1	0	7	5	12
H 0129 X	- Société Sahélienne de Financement	SAHFI	14/06/2005	1 315	0	1 315	0	1	0	7	5	12
	TOTAL ETABLISSEMENTS (13)			102 865	22 869	14 604	65 392	155	611 354	621	1 037	1 658

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : ou d'autorisation d'installation

(**) : Données provisoires

(***): Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

NIGER
(12 Etablissements)

Annexe II.2-6 b

B I L A N S	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	VARIATION	VARIATION
			(*)	2015-2014	2016-2015
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	254 873	199 261	205 213	-21,8%	3,0%
- Caisse	42 523	39 915	42 429	-6,1%	6,3%
- Comptes ordinaires débiteurs	142 574	99 978	140 080	-29,9%	40,1%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	18 176	15 326	10 335	-15,7%	-32,6%
- Comptes de prêts	51 095	43 602	11 141	-14,7%	-74,4%
- Valeurs non imputées	0	0	0	-	-
- Créances rattachées	500	440	1 228	-12,0%	179,1%
- Créances en souffrance	5	0	0	-100,0%	-
<i>(provisions)</i>	199	0	3 070	-100,0%	-
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	621 485	709 378	806 056	14,1%	13,6%
- Portefeuille d'effets commerciaux	14 305	16 189	7 186	13,2%	-55,6%
. <i>Crédits de campagne</i>	1 886	1 772	0	-6,0%	-100,0%
. <i>Crédits ordinaires</i>	12 419	14 417	7 186	16,1%	-50,2%
- Autres crédits à court terme	125 211	160 097	180 147	27,9%	12,5%
. <i>Crédits de campagne</i>	157	721	1 101	359,2%	52,7%
. <i>Crédits ordinaires</i>	125 054	159 376	179 046	27,4%	12,3%
- Comptes ordinaires débiteurs	149 458	171 469	181 959	14,7%	6,1%
- Crédits à moyen terme	268 364	299 281	345 673	11,5%	15,5%
- Crédits à long terme	20 690	26 516	30 989	28,2%	16,9%
- Affacturage	0	0	0	-	-
- Valeurs non imputées	227	1 766	265	678,0%	-85,0%
- Créances rattachées	4 842	4 779	6 832	-1,3%	43,0%
- Créances en souffrance	38 388	29 281	53 005	-23,7%	81,0%
. <i>Impayées ou immobilisées</i>	22 290	14 856	28 100	-33,4%	89,1%
<i>(provisions)</i>	10 357	16 939	10 670	63,6%	-37,0%
. <i>Douteuses ou litigieuses</i>	16 089	14 375	24 678	-10,7%	71,7%
<i>(provisions)</i>	72 828	79 072	74 018	8,6%	-6,4%
. <i>Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses</i>	9	50	227	455,6%	354,0%
<i>(provisions)</i>	193	56	36	-71,0%	-35,7%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	185 660	254 003	278 265	36,8%	9,6%
- Titres de placement	161 639	225 214	242 731	39,3%	7,8%
- Comptes de stocks	217	280	308	29,0%	10,0%
- Débiteurs divers	8 866	10 216	7 987	15,2%	-21,8%
- Créances rattachées	1 767	3 676	5 452	108,0%	48,3%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	600	1 728	874	188,0%	-49,4%
- Valeurs à rejeter	10	221	141	2110,0%	-36,2%
- Comptes d'ordre & divers	12 561	12 668	20 772	0,9%	64,0%
VALEURS IMMOBILISEES	92 684	91 856	101 621	-0,9%	10,6%
- Immobilisations financières	44 951	37 168	43 765	-17,3%	17,7%
- Dépôts & cautionnements	753	515	812	-31,6%	57,7%
- Immobilisations en cours	8 330	7 843	11 298	-5,8%	44,1%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	1 731	397	811	-77,1%	104,3%
- Immobilisations d'exploitation	20 277	22 753	24 243	12,2%	6,5%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	1 035	952	730	-8,0%	-23,3%
- Immobilisations hors-exploitation	17 622	22 681	20 367	28,7%	-10,2%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	24	0	1 878	-100,0%	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	0	0	0	-	-
- Créances rattachées	751	896	1 136	19,3%	26,8%
- Créances en souffrance	0	0	0	-	-
<i>(provisions)</i>	0	966	0	-	-100,0%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	1 336	966	466	-27,7%	-51,8%
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	1 336	966	466	-27,7%	-51,8%
TOTAL DE L'ACTIF	1 156 038	1 255 464	1 391 621	8,6%	10,8%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	VARIATION	VARIATION
			(*)	2015-2014	2016-2015
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	251 811	283 885	359 186	12,7%	26,5%
- Comptes ordinaires créditeurs	33 568	29 105	14 266	-13,3%	-51,0%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	7 625	12 308	10 513	61,4%	-14,6%
- Comptes d'emprunts	209 700	241 504	333 060	15,2%	37,9%
- Autres sommes dues	59	3	1	-94,9%	-66,7%
- Dettes rattachées	859	965	1 346	12,3%	39,5%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	740 313	781 457	833 506	5,6%	6,7%
- Comptes ordinaires créditeurs	460 418	460 340	479 252	0,0%	4,1%
- Dépôts à terme reçus	111 899	149 766	147 851	33,8%	-1,3%
- Comptes d'épargne à régime spécial	114 275	125 907	128 531	10,2%	2,1%
- Dépôts de garantie reçus	30 882	23 176	29 038	-25,0%	25,3%
- Autres dépôts	345	390	261	13,0%	-33,1%
- Bons de caisse	924	1 014	969	9,7%	-4,4%
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-	-
- Emprunts à la clientèle	0	0	0	-	-
- Autres sommes dues	18 555	16 880	42 965	-9,0%	154,5%
- Dettes rattachées	3 015	3 984	4 639	32,1%	16,4%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	26 926	35 609	27 918	32,2%	-21,6%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	1 200	800	400	-33,3%	-50,0%
- Créiteurs divers	10 899	15 089	10 463	38,4%	-30,7%
- Dettes rattachées	17	11	10	-35,3%	-9,1%
- Comptes d'ordre & divers	14 810	19 709	17 045	33,1%	-13,5%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	3	3	3	-	-
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	3	3	3	-	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	-	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	136 985	154 510	171 008	12,8%	10,7%
- Subventions d'investissement	14	16	4	14,3%	-75,0%
- Fonds affectés	2 000	2 000	76	-	-96,2%
- Provisions pour risques & charges	13 849	13 843	15 079	0,0%	8,9%
- Provisions réglementées	0	0	0	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	400	400	1 734	-	333,5%
- Titres et emprunts subordonnés	7 176	6 926	1 533	-3,5%	-77,9%
- Dettes rattachées	147	26	57	-82,3%	119,2%
- Fonds pour risques bancaires généraux	2 589	2 582	2 810	-0,3%	8,8%
- Primes liées au capital	7 016	7 016	6 445	-	-8,1%
- Réserves	30 541	34 733	33 812	13,7%	-2,7%
- Ecart de réévaluation	1 119	1 119	1 119	-	-
- Capital	82 955	88 120	102 865	6,2%	16,7%
- Dotations	4 095	8 941	10 441	118,3%	16,8%
- Report à nouveau	-25 439	-31 310	-29 331	23,1%	-6,3%
- Résultat de l'exercice	10 523	20 098	24 364	91,0%	21,2%
TOTAL DU PASSIF	1 156 038	1 255 464	1 391 621	8,6%	10,8%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	32 458	29 959	35 114	-7,7%	17,2%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	252 209	279 777	254 905	10,9%	-8,9%
AUTRES ENGAGEMENTS	0	0	8 067	-	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	651	1 965	470	201,8%	-76,1%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	VARIATION	VARIATION
			(*)	2015-2014	2016-2015
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	900 112	1 055 397	1 186 862	17,3%	12,5%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	617 243	706 327	800 098	14,4%	13,3%
a) Crédits à court terme	289 801	351 249	370 431	21,2%	5,5%
<i>dont Crédits de campagne</i>	2 043	2 493	1 101	22,0%	-55,8%
b) Crédits à moyen terme	268 364	299 281	345 673	11,5%	15,5%
c) Crédits à long terme	20 690	26 516	30 989	28,2%	16,9%
d) Opérations de crédit-bail	0	0	0	-	-
e) Crédits en souffrance	38 388	29 281	53 005	-23,7%	81,0%
impayés & immobilisés	22 290	14 856	28 100	-33,4%	89,1%
<i>provisions</i>	10 357	17 905	10 670	72,9%	-40,4%
douteux & litigieux	16 098	14 425	24 905	-10,4%	72,7%
<i>provisions</i>	73 021	79 128	74 054	8,4%	-6,4%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	282 869	349 070	386 764	23,4%	10,8%
a) Titres de placement	161 639	225 214	242 731	39,3%	7,8%
b) Immobilisations financières	44 951	37 168	43 765	-17,3%	17,7%
c) Autres immobilisations	46 982	53 792	56 720	14,5%	5,4%
d) Divers	29 297	32 896	43 548	12,3%	32,4%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	903 750	971 578	1 033 315	7,5%	6,4%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	738 498	778 273	829 267	5,4%	6,6%
a) A vue	478 973	477 220	522 217	-0,4%	9,4%
b) A terme	259 525	301 053	307 050	16,0%	2,0%
dépôts à terme et bons de caisse	112 823	150 780	148 820	33,6%	-1,3%
comptes d'épargne à régime spécial	114 275	125 907	128 531	10,2%	2,1%
autres	32 427	24 366	29 699	-24,9%	21,9%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	106 863	124 435	132 702	16,4%	6,6%
a) Capital, dotations & réserves	96 154	113 974	128 236	18,5%	12,5%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	2 609	2 688	4 007	3,0%	49,1%
b) Autres	10 709	10 461	4 466	-2,3%	-57,3%
3. AUTRES RESSOURCES	58 389	68 870	71 346	18,0%	3,6%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	3 638	-83 819	-153 547	-2404,0%	83,2%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	-3 638	83 819	153 547	-2404,0%	83,2%
1. DISPONIBILITES	-42 740	-40 195	-42 737	-6,0%	6,3%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	39 102	124 014	196 284	217,2%	58,3%
emplois	-211 850	-158 906	-161 556	-25,0%	1,7%
<i>dont hors UMOA</i>	-22 443	-16 978	-11 885	-24,4%	-30,0%
<i>dont emplois en souffrance</i>	5	0	0	-100,0%	-
ressources	250 952	282 920	357 840	12,7%	26,5%
<i>dont hors UMOA</i>	23 869	35 447	23 972	48,5%	-32,4%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

R E S U L T A T S	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	VARIATION	VARIATION
			(*)	2015-2014	2016-2015
1. PRODUITS BANCAIRES	107 186	137 252	122 910	28,1%	-10,4%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	2 398	1 869	2 500	-22,1%	33,8%
+Produits sur opérations avec la clientèle	75 164	82 424	87 137	9,7%	5,7%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	9 799	13 970	16 780	42,6%	20,1%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0	-	-
+Produits sur opérations de change	14 506	32 275	9 829	122,5%	-69,5%
+Produits sur opérations de hors-bilan	4 501	5 884	5 591	30,7%	-5,0%
+Produits sur prestations de services financiers	856	802	1 130	-6,3%	40,9%
+Autres produits d'exploitation bancaire	216	44	48	-79,6%	9,1%
- Intérêts sur Opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0	-	-
- Intérêts sur Opérations avec la clientèle en souffrance	254	16	105	-93,7%	556,3%
2. CHARGES BANCAIRES	22 695	44 963	30 830	98,1%	-31,4%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	9 416	9 886	13 466	5,0%	36,2%
-Charges sur opérations avec la clientèle	8 979	12 370	14 366	37,8%	16,1%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	132	186	78	40,9%	-58,1%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0	-	-
-Charges sur opérations de change	3 138	21 456	1 637	583,7%	-92,4%
-Charges sur opérations de hors-bilan	516	432	404	-16,3%	-6,5%
-Charges sur prestations de services financiers	296	389	670	31,4%	72,2%
-Autres charges d'exploitation bancaire	218	244	209	11,9%	-14,3%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	84 491	92 289	92 080	9,2%	-0,2%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	1 989	2 464	2 436	23,9%	-1,1%
+Produits sur immobilisations financières	729	743	723	1,9%	-2,7%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	1 454	1 887	1 900	29,8%	0,7%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	0	-	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	194	166	187	-14,4%	12,7%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	86 480	94 753	94 516	9,6%	-0,3%
6. FRAIS GENERAUX	42 472	48 502	52 050	14,2%	7,3%
-Frais de personnel	18 899	21 952	23 886	16,2%	8,8%
-Impôts, taxes et versements assimilés	1 816	2 018	2 127	11,1%	5,4%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	21 757	24 532	26 037	12,8%	6,1%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	5 450	5 435	5 099	-0,3%	-6,2%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	5 482	5 449	5 101	-0,6%	-6,4%
+Reprises d'amortissements et Provisions sur immobilisations	32	14	2	-56,3%	-85,7%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	38 558	40 816	37 367	5,9%	-8,5%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	20 567	13 317	9 462	-35,3%	-28,9%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	33 670	29 921	18 454	-11,1%	-38,3%
+Reprises de provisions	13 103	16 604	8 992	26,7%	-45,8%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	254	16	105	-93,7%	556,3%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	18 245	27 515	28 010	50,8%	1,8%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	804	1 122	-803	39,6%	-171,6%
+Subventions d'exploitation	24	21	7	-12,5%	-66,7%
+Récupérations sur créances amorties	284	338	35	19,0%	-89,6%
+Produits exceptionnels	1 361	1 540	1 989	13,2%	29,2%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	122	83	75	-32,0%	-9,6%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	195	413	314	111,8%	-24,0%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	219	75	1 190	-65,8%	1486,7%
-Charges exceptionnelles	573	372	1 405	-35,1%	277,7%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-2 185	-1 611	-320	-26,3%	-80,1%
+Profits sur exercices antérieurs	427	1 095	1 439	156,4%	31,4%
-Pertes sur exercices antérieurs	2 612	2 706	1 759	3,6%	-35,0%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	6 341	6 928	2 523	9,3%	-63,6%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	10 523	20 098	24 364	91,0%	21,2%
+Bénéfices	17 399	22 451	30 642	29,0%	36,5%
-Pertes	-6 876	-2 353	-6 278	-65,8%	166,8%

(*) : données provisoires

Montants en millions FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016 (*)	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	17,4%	15,7%	15,6%	-1,7	-0,1
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	6,2%	4,1%	6,6%	-2,1	2,5
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	68,5%	76,8%	61,5%	8,3	-15,3
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	3,7%	2,3%	3,7%	-1,4	1,4
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	1,4%	1,0%	1,6%	-0,4	0,6
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,0%	1,3%	2,2%	-0,7	0,9
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	2,2%	2,4%	2,2%	0,2	-0,2
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	1,3%	0,6%	1,4%	-0,7	0,8
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle / Encours des crédits à la clientèle</i>	12,3%	7,7%	10,3%	-4,6	2,6
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	9,7%	6,1%	8,8%	-3,6	2,7
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	7,7%	4,8%	6,6%	-2,9	1,8
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	56,8%	58,5%	62,1%	1,7	3,6
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	53,0%	32,6%	25,3%	-20,4	-7,3
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	12,5%	21,8%	26,5%	9,3	4,7
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	8,7%	14,4%	15,7%	5,7	1,3
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	28,3	30,2	31,4	6,7%	4,0%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	25,7	25,4	22,5	-1,2%	-11,4%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>	-	-	-	0,0	0,0

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.

Montants en millions FCFA

STATISTIQUES	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016 (*)	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
MONTANT DU CAPITAL	82 955	88 120	102 865	6,2%	16,7%
REPARTITION DU CAPITAL	82 955	88 120	102 865	6,2%	16,7%
Nationaux	36 524	35 812	37 473	-1,9%	4,6%
<i>Etat</i>	22 158	21 847	22 869	-1,4%	4,7%
<i>Privés</i>	14 366	13 965	14 604	-2,8%	4,6%
Non-nationaux	46 431	52 308	65 392	12,7%	25,0%
<i>dont UMOA</i>	21 571	24 072	31 526	11,6%	31,0%
TOTAL DU BILAN	1 156 038	1 255 464	1 391 621	8,6%	10,8%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	141	147	155	4,3%	5,4%
Périodiques	0	0	0	-	-
Permanents	141	147	155	4,3%	5,4%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	121	145	158	19,8%	9,0%
EFFECTIFS	1 503	1 605	1 658	6,8%	3,3%
Employés	810	809	1 037	-0,1%	28,2%
<i>dont Etrangers</i>	0	2	4	-	100,0%
Cadres	693	796	621	14,9%	-22,0%
<i>dont Etrangers</i>	11	10	15	-9,1%	50,0%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	481 446	497 153	611 354	3,3%	23,0%
Personnes physiques	435 396	442 803	512 088	1,7%	15,6%
<i>dont Etrangers</i>	9 676	5 931	5 881	-38,7%	-0,8%
Personnes morales	46 050	54 350	99 266	18,0%	82,6%
<i>dont Etrangers</i>	1 092	1 053	1 999	-3,6%	89,8%
TAUX DE BASE BANCAIRE (%)					
Moyenne des taux au 31 décembre	6,48%	5,88%	2,18%	-0,60	-3,70
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	12	12	12	0	0
A - Par type					
Banques	11	11	11	0	0
Etablissements Financiers	1	1	1	0	0
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	10	10	10	0	0
Banques spécialisées	1	1	1	0	0
Etablissements Financiers	1	1	1	0	0
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards)	3	3	3	0	0
Moyens (100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards)	2	3	3	1	0
Petits (Actifs < 100 milliards)	7	6	6	-1	0

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

ANNEXE II.2-7 : SENEGAL

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (e)	REPARTITION DU CAPITAL (e)		TOTAL BILAN (**) (e)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS	
					NATIONAL ETAT	NON- NATIONAL				CADRES	EMPLOYES
	BANQUES (24)										
K 0012 C	- CBAO, Groupe Atijjarwaifa bank		30/07/1965	260 190	13 348	61 358	6 238 801	408	1 597 066	1 684	3 244
K 0011 B	- Société Générale de Banques au Sénégal	SGBS	12/03/1965	11 450	920	5 856	918 827	90	310 288	468	547
K 0094 R	- Ecobank-Sénégal	ECOBANK	19/02/1999	10 000	0	3 513	772 490	42	195 790	325	466
K 0100 Y	- Bank Of Africa Sénégal	BOA-SENEGAL	19/09/2001	16 777	0	3 275	741 248	38	261 009	140	216
K 0010 A	- Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal	BICIS	12/03/1965	12 000	0	4 579	522 011	43	142 256	49	185
K 0039 G	- Banque de l'Habitat du Sénégal	BHS	12/12/1979	10 000	4 000	6 000	437 397	32	131 002	116	335
K 0144 W	- Banque Régionale de Marchés	BRM	13/10/2006	10 000	0	8 400	325 831	15	166 654	77	154
K 0137 N	- Banque Atlantique - Sénégal	BANQUE ATLANTIQUE	28/10/2005	10 000	0	4 947	318 603	2	785	41	35
K 0079 A	- Banque Islamique du Sénégal	BIS	20/07/1982	18 503	0	6 072	287 554	19	60 651	57	153
K 0048 R	- Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal	CNCAS	14/06/1984	10 000	600	2 588	257 024	26	42 923	41	122
K 0159 M	- Diamond Bank, Succursale du Sénégal	-	22/06/2010	10 000	0	0	227 668	32	126 749	61	261
K 0153 F	- United Bank for Africa Sénégal	UBA	09/01/2009	15 000	0	1 200	208 465	8	42 736	21	86
K 0060 E	- Crédit Du Sénégal	CDS	14/06/1989	10 000	0	500	192 935	9	25 254	35	98
K 0111 K	- Banque Saïélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce-Sénégal	BSIC-SENEGAL	22/08/2003	10 000	0	0	118 763	8	20 568	42	83
K 0191 X	- Banque de Dakar	BDK	24/04/2015	23 500	0	470	106 765	16	32 742	35	128
K 0141 S	- Citibank - Sénégal	CITIBANK	15/05/2006	22 000	0	0	106 247	1	424	25	18
K 0175 E	- Orabank Côte d'Ivoire, Succursale du Sénégal?	-	05/06/2013	17 549	0	0	95 814	1	147	28	0
K 0169 Y	- Banque Nationale pour le Développement Economique?	BNDE	23/08/2013	0	0	0	91 397	7	27 085	26	98
K 0156 J	- Crédit International	CI	14/01/2009	11 000	2 750	3 650	55 995	9	5 150	27	108
K 0178 H	- Banque pour le Commerce et l'Industrie du Mali, Succursale du Sénégal?	-	06/09/2013	10 000	0	800	41 124	2	1 139	10	41
K 0140 R	- FBNBank - Sénégal	-	20/10/2005	0	0	0	37 097	1	320	9	14
K 0117 R	- Banque des Institutions Mutualistes d'Afrique de l'Ouest	BIMAO	07/01/2005	12 411	0	0	31 635	3	2 400	12	53
K 0189 V	- BGFIBank Sénégal	-	22/01/2015	10 000	0	9 975	24 479	3	757	18	23
K 0197 D	- Coris Bank International, Succursale du Sénégal	-	11/12/2015	10 000	0	0	20 479	1	247	21	20

(e) : Montants en millions de FCFA

(*) : ou d'autorisation d'installation

(**) : Données provisoires

(***) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)		TOTAL BILAN (**) (a)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	EFFECTIFS		
					NATIONAL ETAT	NON- NATIONAUX				CADRES	EMPLOYES	TOTAL
K 0029 W	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (3) - Compagnie Ouest Africaine de Crédit-Bail	LOCAFRIQUE	14/05/1977	16 000	0	11 500	97 377	4	0	26	195	221
K 0145 X	- Société Africaine de Crédit Automobile - Alios Finance Succursale de Dakar	SAFCA-ALIOS FINANCE	20/07/2006	11 500	0	11 500	77 805	2	0	12	29	41
K 0192 Y	- Wafacash West Africa		20/04/2015	4 500	0	0	15 580	1	0	5	15	20
	TOTAL ETABLISSEMENTS (27)			276 190	13 348	72 858	6 336 178	412	1 597 066	1 710	3 439	5 149

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : ou d'autorisation d'installation

(**) : Données provisoires

(***) : Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

B I L A N S	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	VARIATION	VARIATION
			(*)	2015-2014	2016-2015
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	759 512	907 043	994 440	19,4%	9,6%
- Caisse	86 429	107 286	106 318	24,1%	-0,9%
- Comptes ordinaires débiteurs	549 023	606 661	639 950	10,5%	5,5%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	59 372	92 603	70 477	56,0%	-23,9%
- Comptes de prêts	63 084	99 402	176 858	57,6%	77,9%
- Valeurs non imputées	1	6	2	500,0%	-66,7%
- Créances rattachées	479	537	813	12,1%	51,4%
- Créances en souffrance	1 124	548	22	-51,2%	-96,0%
<i>(provisions)</i>	74	74	110	-	48,6%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	2 694 649	2 964 531	3 331 306	10,0%	12,4%
- Portefeuille d'effets commerciaux	102 771	111 393	157 922	8,4%	41,8%
. <i>Crédits de campagne</i>	0	0	0	-	-
. <i>Crédits ordinaires</i>	102 771	111 393	157 922	8,4%	41,8%
- Autres crédits à court terme	688 340	779 797	989 518	13,3%	26,9%
. <i>Crédits de campagne</i>	6 388	14 406	22 235	125,5%	54,3%
. <i>Crédits ordinaires</i>	681 952	765 391	967 283	12,2%	26,4%
- Comptes ordinaires débiteurs	369 522	378 454	362 140	2,4%	-4,3%
- Crédits à moyen terme	1 033 279	1 144 549	1 245 423	10,8%	8,8%
- Crédits à long terme	189 880	175 068	255 927	-7,8%	46,2%
- Affacturage	17 316	42 234	37 263	143,9%	-11,8%
- Valeurs non imputées	10 190	4 729	1 094	-53,6%	-76,9%
- Créances rattachées	23 060	25 825	29 636	12,0%	14,8%
- Créances en souffrance	260 291	302 482	252 383	16,2%	-16,6%
. <i>Impayées ou immobilisées</i>	123 245	147 780	153 381	19,9%	3,8%
<i>(provisions)</i>	44 721	14 976	36 692	-66,5%	145,0%
. <i>Douteuses ou litigieuses</i>	136 743	154 366	97 965	12,9%	-36,5%
<i>(provisions)</i>	274 342	218 745	384 950	-20,3%	76,0%
. <i>Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses</i>	303	336	1 037	10,9%	208,6%
<i>(provisions)</i>	285	97	1 595	-66,0%	1544,3%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	901 509	1 195 218	1 599 008	32,6%	33,8%
- Titres de placement	746 852	1 013 467	1 381 922	35,7%	36,4%
- Comptes de stocks	893	3 104	3 994	247,6%	28,7%
- Débiteurs divers	27 240	34 182	45 362	25,5%	32,7%
- Créances rattachées	11 299	17 608	26 347	55,8%	49,6%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	33 718	34 242	31 530	1,6%	-7,9%
- Valeurs à rejeter	1 753	4 442	983	153,4%	-77,9%
- Comptes d'ordre & divers	79 754	88 173	108 870	10,6%	23,5%
VALEURS IMMOBILISEES	255 379	322 176	410 534	26,2%	27,4%
- Immobilisations financières	54 941	72 930	112 900	32,7%	54,8%
- Dépôts & cautionnements	4 617	6 338	10 047	37,3%	58,5%
- Immobilisations en cours	15 346	18 896	16 585	23,1%	-12,2%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	310	1 615	836	421,0%	-48,2%
- Immobilisations d'exploitation	84 795	102 536	110 248	20,9%	7,5%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	5 775	10 022	10 318	73,5%	3,0%
- Immobilisations hors-exploitation	51 875	67 127	92 785	29,4%	38,2%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	0	0	0	-	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	39 128	45 877	56 217	17,2%	22,5%
- Créances rattachées	1 147	1 389	3 872	21,1%	178,8%
- Créances en souffrance	3 530	7 083	7 880	100,7%	11,3%
<i>(provisions)</i>	1 409	1 559	2 314	10,6%	48,4%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	5 506	890	-	-83,8%
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	890	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	5 506	0	-	-100,0%
TOTAL DE L'ACTIF	4 611 049	5 394 474	6 336 178	17,0%	17,5%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	VARIATION	VARIATION
			(*)	2015-2014	2016-2015
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	837 658	942 681	1 342 638	12,5%	42,4%
- Comptes ordinaires créditeurs	234 563	218 482	232 843	-6,9%	6,6%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	19 208	19 970	16 023	4,0%	-19,8%
- Comptes d'emprunts	578 207	697 083	1 077 088	20,6%	54,5%
- Autres sommes dues	3 705	4 420	13 378	19,3%	202,7%
- Dettes rattachées	1 975	2 726	3 306	38,0%	21,3%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	3 092 080	3 675 793	4 135 838	18,9%	12,5%
- Comptes ordinaires créditeurs	1 570 790	1 970 086	2 316 087	25,4%	17,6%
- Dépôts à terme reçus	779 837	868 781	886 033	11,4%	2,0%
- Comptes d'épargne à régime spécial	536 134	617 550	703 878	15,2%	14,0%
- Dépôts de garantie reçus	108 566	131 362	133 494	21,0%	1,6%
- Autres dépôts	13 786	15 142	12 990	9,8%	-14,2%
- Bons de caisse	18 277	12 219	13 622	-33,1%	11,5%
- Comptes d'affacturage	15	63	15	320,0%	-76,2%
- Emprunts à la clientèle	10 581	3 044	5 095	-71,2%	67,4%
- Autres sommes dues	40 057	41 670	46 679	4,0%	12,0%
- Dettes rattachées	14 037	15 876	17 945	13,1%	13,0%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	165 231	194 413	219 017	17,7%	12,7%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	10 095	9 100	19 754	-9,9%	117,1%
- Crédoeurs divers	39 046	57 773	48 619	48,0%	-15,8%
- Dettes rattachées	217	204	190	-6,0%	-6,9%
- Comptes d'ordre & divers	115 873	127 336	150 454	9,9%	18,2%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	0	0	-	-
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	0	0	0	-	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0	0	0	-	-
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	516 080	581 587	638 685	12,7%	9,8%
- Subventions d'investissement	12	0	0	-100,0%	-
- Fonds affectés	44 836	43 277	43 831	-3,5%	1,3%
- Provisions pour risques & charges	49 506	46 667	43 470	-5,7%	-6,9%
- Provisions réglées	0	0	0	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	3 075	3 075	3 929	-	27,8%
- Titres et emprunts subordonnés	10 032	15 449	19 057	54,0%	23,4%
- Dettes rattachées	284	428	462	50,7%	7,9%
- Fonds pour risques bancaires généraux	5 655	5 834	6 461	3,2%	10,7%
- Primes liées au capital	20 276	21 130	20 276	4,2%	-4,0%
- Réserves	184 626	194 529	166 470	5,4%	-14,4%
- Ecart de réévaluation	18	18	18	-	-
- Capital	197 156	246 074	276 190	24,8%	12,2%
- Dotations	11 530	18 030	20 640	56,4%	14,5%
- Report à nouveau	-9 364	-43 338	-27 033	362,8%	-37,6%
- Résultat de l'exercice	-1 562	30 414	64 914	-2047,1%	113,4%
TOTAL DU PASSIF	4 611 049	5 394 474	6 336 178	17,0%	17,5%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	170 401	230 368	301 470	35,2%	30,9%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	529 502	686 363	957 812	29,6%	39,5%
AUTRES ENGAGEMENTS	45 641	37 289	15 264	-18,3%	-59,1%
ENGAGEMENTS DOUTEUX	7 854	10 230	7 049	30,3%	-31,1%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016 (*)	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	3 851 125	4 479 358	5 337 667	16,3%	19,2%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	2 747 965	3 025 908	3 397 297	10,1%	12,3%
a) Crédits à court terme	1 221 857	1 350 849	1 579 467	10,6%	16,9%
<i>dont Crédits de campagne</i>	6 388	14 406	22 235	125,5%	54,3%
b) Crédits à moyen terme	1 033 279	1 144 549	1 245 423	10,8%	8,8%
c) Crédits à long terme	189 880	175 068	255 927	-7,8%	46,2%
d) Opérations de crédit-bail	39 128	45 877	56 217	17,2%	22,5%
e) Crédits en souffrance	263 821	309 565	260 263	17,3%	-15,9%
impayés & immobilisés	124 829	151 169	158 562	21,1%	4,9%
<i>provisions</i>	44 759	15 098	36 731	-66,3%	143,3%
douteux & litigieux	138 992	158 396	101 701	14,0%	-35,8%
<i>provisions</i>	275 998	220 279	388 820	-20,2%	76,5%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	1 103 160	1 453 450	1 940 370	31,8%	33,5%
a) Titres de placement	746 852	1 013 467	1 381 922	35,7%	36,4%
b) Immobilisations financières	54 941	72 930	112 900	32,7%	54,8%
c) Autres immobilisations	156 633	194 897	229 665	24,4%	17,8%
d) Divers	144 734	172 156	215 883	18,9%	25,4%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	3 775 366	4 449 013	4 995 956	17,8%	12,3%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	3 088 138	3 669 017	4 137 647	18,8%	12,8%
a) A vue	1 610 862	2 011 819	2 362 781	24,9%	17,4%
b) A terme	1 477 276	1 657 198	1 774 866	12,2%	7,1%
dépôts à terme et bons de caisse	798 114	881 000	899 655	10,4%	2,1%
comptes d'épargne à régime spécial	536 134	617 550	703 878	15,2%	14,0%
autres	143 028	158 648	171 333	10,9%	8,0%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	433 336	490 987	526 434	13,3%	7,2%
a) Capital, dotations & réserves	375 363	429 168	459 599	14,3%	7,1%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	5 814	6 705	11 902	15,3%	77,5%
b) Autres	57 973	61 819	66 835	6,6%	8,1%
3. AUTRES RESSOURCES	253 892	289 009	331 875	13,8%	14,8%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-75 759	-30 345	-341 711	-59,9%	1026,1%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	75 759	30 345	341 711	-59,9%	1026,1%
1. DISPONIBILITES	-87 320	-110 390	-110 312	26,4%	-0,1%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	163 079	140 735	452 023	-13,7%	221,2%
emplois	-672 604	-799 220	-887 309	18,8%	11,0%
<i>dont hors UMOA</i>	-56 678	-66 468	-89 207	17,3%	34,2%
<i>dont emplois en souffrance</i>	1 124	548	22	-51,2%	-96,0%
ressources	835 683	939 955	1 339 332	12,5%	42,5%
<i>dont hors UMOA</i>	152 734	119 736	112 740	-21,6%	-5,8%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

R E S U L T A T S	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	VARIATION	VARIATION
			(*)	2015-2014	2016-2015
1. PRODUITS BANCAIRES	404 727	444 516	508 642	9,8%	14,4%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	3 690	6 664	7 403	80,6%	11,1%
+Produits sur opérations avec la clientèle	267 885	289 514	325 930	8,1%	12,6%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	44 539	55 259	75 833	24,1%	37,2%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	21 698	21 962	27 038	1,2%	23,1%
+Produits sur opérations de change	42 209	45 716	44 216	8,3%	-3,3%
+Produits sur opérations de hors-bilan	11 887	12 607	12 671	6,1%	0,5%
+Produits sur prestations de services financiers	11 569	12 442	13 989	7,5%	12,4%
+Autres produits d'exploitation bancaire	1 933	1 522	3 206	-21,3%	110,6%
- Intérêts sur Opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0	-	-
- Intérêts sur Opérations avec la clientèle en souffrance	683	1 170	1 644	71,3%	40,5%
2. CHARGES BANCAIRES	129 208	145 769	163 852	12,8%	12,4%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	23 227	26 533	35 436	14,2%	33,6%
-Charges sur opérations avec la clientèle	55 065	67 243	75 613	22,1%	12,4%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	2 699	3 149	3 653	16,7%	16,0%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	15 809	14 680	16 130	-7,1%	9,9%
-Charges sur opérations de change	24 063	24 927	25 368	3,6%	1,8%
-Charges sur opérations de hors-bilan	233	60	81	-74,2%	35,0%
-Charges sur prestations de services financiers	2 811	3 890	5 305	38,4%	36,4%
-Autres charges d'exploitation bancaire	5 301	5 287	2 266	-0,3%	-57,1%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	275 519	298 747	344 790	8,4%	15,4%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	17 711	19 960	17 811	12,7%	-10,8%
+Produits sur immobilisations financières	3 584	4 708	5 540	31,4%	17,7%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	14 276	15 395	12 481	7,8%	-18,9%
-Charges sur immobilisations financières	0	0	26	-	-
-Autres charges d'exploitation non bancaires	149	143	184	-4,0%	28,7%
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	293 230	318 707	362 601	8,7%	13,8%
6. FRAIS GENERAUX	165 424	183 022	198 910	10,6%	8,7%
-Frais de personnel	70 758	78 239	86 241	10,6%	10,2%
-Impôts, taxes et versements assimilés	9 565	8 606	10 523	-10,0%	22,3%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	85 101	96 177	102 146	13,0%	6,2%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	19 171	22 369	28 899	16,7%	29,2%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	19 313	22 521	28 936	16,6%	28,5%
+Reprises d'amortissements et Provisions sur immobilisations	142	152	37	7,0%	-75,7%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	108 635	113 316	134 792	4,3%	19,0%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	96 269	71 719	52 080	-25,5%	-27,4%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	137 746	192 233	191 276	39,6%	-0,5%
+Reprises de provisions	41 477	120 514	139 196	190,6%	15,5%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	683	1 170	1 644	71,3%	40,5%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	13 049	42 767	84 356	227,7%	97,2%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-2 333	-1 692	-5 982	-27,5%	253,5%
+Subventions d'exploitation	75	57	15	-24,0%	-73,7%
+Récupérations sur créances amorties	188	68	534	-63,8%	685,3%
+Produits exceptionnels	2 199	2 363	1 880	7,5%	-20,4%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	568	20	115	-96,5%	475,0%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	768	812	1 120	5,7%	37,9%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	428	328	946	-23,4%	188,4%
-Charges exceptionnelles	4 167	3 060	6 460	-26,6%	111,1%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	-3 256	-781	-2 959	-76,0%	278,9%
+Profits sur exercices antérieurs	5 642	3 775	5 510	-33,1%	46,0%
-Pertes sur exercices antérieurs	8 898	4 556	8 469	-48,8%	85,9%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	9 022	9 881	10 501	9,5%	6,3%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	-1 562	30 413	64 914	-2047,1%	113,4%
+Bénéfices	41 572	51 276	90 426	23,3%	76,4%
-Pertes	-43 134	-20 862	-25 512	-51,6%	22,3%

(*) : données provisoires

Montants en millions FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016 (*)	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	19,0%	16,7%	17,9%	-2,3	1,2
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	9,6%	10,2%	7,7%	0,6	-2,5
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	54,9%	43,2%	62,1%	-11,7	18,9
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	3,2%	3,0%	3,3%	-0,2	0,3
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	2,0%	2,0%	2,0%	0,0	0,0
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	2,2%	2,2%	2,3%	0,0	0,1
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	3,2%	3,0%	3,0%	-0,2	0,0
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	0,6%	1,0%	1,0%	0,4	0,0
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle /Encours des crédits à la clientèle</i>	10,2%	9,9%	10,3%	-0,3	0,4
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	8,4%	8,2%	8,4%	-0,2	0,2
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	6,2%	6,0%	6,1%	-0,2	0,1
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	67,1%	68,8%	66,1%	1,7	-2,7
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	88,1%	62,6%	38,2%	-25,5	-24,4
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	-0,6%	10,2%	18,8%	10,8	8,6
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	-0,3%	5,7%	10,9%	6,0	5,2
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	36,4	37,8	38,6	3,8%	2,1%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	23,9	23,4	26,2	-2,1%	12,0%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>	55,5%	47,9%	48,1%	-7,6	0,2

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.
Montants en millions FCFA

STATISTIQUES	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016 (*)	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
MONTANT DU CAPITAL	197 156	246 074	276 190	24,8%	12,2%
REPARTITION DU CAPITAL	197 156	246 074	276 190	24,8%	12,2%
Nationaux	80 518	88 240	86 206	9,6%	-2,3%
<i>Etat</i>	11 446	13 347	13 348	16,6%	0,0%
<i>Privés</i>	69 072	74 893	72 858	8,4%	-2,7%
Non-nationaux	116 638	157 834	189 984	35,3%	20,4%
<i>dont UMOA</i>	31 267	34 472	36 128	10,3%	4,8%
TOTAL DU BILAN	4 611 049	5 394 474	6 336 178	17,0%	17,5%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	380	396	412	4,2%	4,0%
Périodiques	0	1	1	-	-
Permanents	380	395	411	3,9%	4,1%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	409	455	484	11,2%	6,4%
EFFECTIFS	4 548	4 836	5 149	6,3%	6,5%
Employés	3 199	3 064	3 439	-4,2%	12,2%
<i>dont Etrangers</i>	54	29	67	-46,3%	131,0%
Cadres	1 349	1 772	1 710	31,4%	-3,5%
<i>dont Etrangers</i>	84	85	112	1,2%	31,8%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	1 347 859	1 362 266	1 597 066	1,1%	17,2%
Personnes physiques	1 211 005	1 213 858	1 434 189	0,2%	18,2%
<i>dont Etrangers</i>	36 416	36 451	51 259	0,1%	40,6%
Personnes morales	136 854	148 408	162 877	8,4%	9,7%
<i>dont Etrangers</i>	1 720	1 574	3 202	-8,5%	103,4%
TAUX DE BASE BANCAIRE (%)					
Moyenne des taux au 31 décembre	6,25%	7,58%	5,44%	1,33	-2,14
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	22	25	26	3	1
A - Par type					
Banques	20	23	23	3	0
Etablissements Financiers	2	2	3	0	1
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	15	18	18	3	0
Banques spécialisées	5	5	5	0	0
Etablissements Financiers	2	2	3	0	1
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards)	9	10	12	1	2
Moyens (100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards)	4	3	4	-1	1
Petits (Actifs < 100 milliards)	9	12	10	3	-2

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

ANNEXE II.2-8 : TOGO

IMMATRI- CULATION	DESIGNATION	SIGLE	DATE D'AGREMENT (*)	MONTANT DU CAPITAL (a)	REPARTITION DU CAPITAL (a)		TOTAL BILAN (**)	RESEAUX (***)	NOMBRE DE COMPTES	CADRES	EFFECTIFS EMPLOYES	TOTAL
					ETAT	NON- NATIONAUX						
	BANQUES (13)			90 355	20 016	17 229	2 382 109	232	958 321	1 111	1 235	2 346
T 0116 K	- Orabank-Togo		08/11/2004	10 019	200	9 818	540 491	38	182 531	172	176	348
T 0055 T	- Ecobank-Togo	ECOBANK	25/02/1988	5 000	263	638	397 306	24	186 227	183	99	282
T 0009 T	- Union Togolaise de Banque	UTB	25/04/1977	10 000	10 000	0	259 954	47	179 140	155	154	309
T 0138 J	- Banque Atlantique - Togo	BANQUE ATLANTIQUE	21/09/2005	10 137	0	1 565	237 538	25	61 843	116	87	203
T 0160 H	- Diamond Bank, Succursale du Togo		30/08/2010	0	0	0	214 267	11	35 929	19	120	139
T 0024 K	- Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie	BTCI	16/04/1974	7 000	6 408	592	201 933	20	56 453	147	139	286
T 0167 Q	- Bank Of Africa - Togo	BOA-TOGO	14/01/2013	10 000	0	0	115 741	9	23 452	38	120	158
T 0005 P	- Banque Internationale pour l'Afrique au Togo	BIA-TOGO	01/12/1965	8 822	1 782	1 176	103 709	10	32 660	25	128	153
T 0182 G	- Coris Bank International - Togo	CBI-TOGO	13/12/2013	5 500	0	0	92 670	4	4 203	43	3	46
T 0151 Y	- Banque Populaire pour l'Epargne et le Crédit	BPEC	04/12/2007	6 500	970	3 440	82 178	27	173 105	104	111	215
T 0133 D	- Banque Sahélo-Saharienne pour l'investissement et le Commerce - Togo	BSIC-TOGO	02/08/2005	10 742	0	0	72 778	14	14 781	69	52	121
T 0187 M	- Société Générale Bénin, Succursale du Togo		29/09/2014	0	0	0	47 779	1	276	9	16	25
T 0027 N	- Société Interfricaine de Banque	SIAB	26/01/1977	6 635	393	0	15 765	2	7 721	31	30	61
	ETABLISSEMENTS FINANCIERS (2)			21 329	2 518	2 401	179 374	2	0	15	10	25
T 0165 N	- Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire de l'UEMOA	CRRH-UEMOA	12/08/2011	8 375	0	2 401	147 139	1	0	6	5	11
T 0076 R	- Fonds de Garantie des Investissements Privés en Afrique de l'Ouest	GARI	03/07/1995	12 954	2 518	0	32 235	1	0	9	5	14
	TOTAL ETABLISSEMENTS (15)			111 684	22 534	19 630	2 561 483	234	958 321	1 126	1 245	2 371

(a) : Montants en millions de FCFA

(*) : ou d'autorisation d'installation

(**) : Données provisoires

(***): Nombre d'Agences et de Bureaux constituant le réseau

B I L A N S	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016 (*)	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	355 727	427 617	568 711	20,2%	33,0%
- Caisse	37 219	38 552	37 778	3,6%	-2,0%
- Comptes ordinaires débiteurs	197 934	206 446	262 473	4,3%	27,1%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	39 940	44 899	110 372	12,4%	145,8%
- Comptes de prêts	79 080	135 025	154 204	70,7%	14,2%
- Valeurs non imputées	0	0	0	-	-
- Créances rattachées	1 554	1 695	2 884	9,1%	70,1%
- Créances en souffrance	0	1 000	1 000	-	-
<i>(provisions)</i>	1 000	0	0	-100,0%	-
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	934 275	1 014 338	1 176 460	8,6%	16,0%
- Portefeuille d'effets commerciaux	9 469	7 375	6 892	-22,1%	-6,5%
. <i>Crédits de campagne</i>	0	0	0	-	-
. <i>Crédits ordinaires</i>	9 469	7 375	6 892	-22,1%	-6,5%
- Autres crédits à court terme	130 196	191 096	177 731	46,8%	-7,0%
. <i>Crédits de campagne</i>	51	100	1 632	96,1%	1532,0%
. <i>Crédits ordinaires</i>	130 145	190 996	176 099	46,8%	-7,8%
- Comptes ordinaires débiteurs	247 488	216 798	194 735	-12,4%	-10,2%
- Crédits à moyen terme	465 411	515 417	705 364	10,7%	36,9%
- Crédits à long terme	17 864	28 392	34 069	58,9%	20,0%
- Affacturage	0	0	0	-	-
- Valeurs non imputées	56	21	0	-62,5%	-100,0%
- Créances rattachées	7 088	7 746	8 682	9,3%	12,1%
- Créances en souffrance	56 703	47 493	48 987	-16,2%	3,1%
. <i>Impayées ou immobilisées</i>	40 003	27 888	26 071	-30,3%	-6,5%
<i>(provisions)</i>	2 108	361	2 928	-82,9%	711,1%
. <i>Douteuses ou litigieuses</i>	16 700	19 605	22 916	17,4%	16,9%
<i>(provisions)</i>	84 431	184 120	163 960	118,1%	-10,9%
. <i>Intérêts sur créances douteuses ou litigieuses</i>	0	0	0	-	-
<i>(provisions)</i>	8	12	11	50,0%	-8,3%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	386 537	479 947	729 613	24,2%	52,0%
- Titres de placement	349 019	417 070	656 060	19,5%	57,3%
- Comptes de stocks	108	407	1 492	276,9%	266,6%
- Débiteurs divers	12 059	11 873	15 903	-1,5%	33,9%
- Créances rattachées	5 929	7 579	15 682	27,8%	106,9%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	516	576	1 248	11,6%	116,7%
- Valeurs à rejeter	9	4	5	-55,6%	25,0%
- Comptes d'ordre & divers	18 897	42 438	39 223	124,6%	-7,6%
VALEURS IMMOBILISEES	77 758	86 971	85 449	11,8%	-1,8%
- Immobilisations financières	28 983	21 342	8 450	-26,4%	-60,4%
- Dépôts & cautionnements	1 107	2 475	2 700	123,6%	9,1%
- Immobilisations en cours	7 473	7 889	9 438	5,6%	19,6%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	175	255	955	45,7%	274,5%
- Immobilisations d'exploitation	34 910	47 185	47 308	35,2%	0,3%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	2 615	3 580	2 704	36,9%	-24,5%
- Immobilisations hors-exploitation	5 241	8 054	17 500	53,7%	117,3%
<i>dont Immobilisations incorporelles</i>	0	0	0	-	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	42	26	10	-38,1%	-61,5%
- Créances rattachées	2	0	43	-100,0%	-
- Créances en souffrance	0	0	0	-	-
<i>(provisions)</i>	0	0	0	-	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	1 384	1 250	-	-9,7%
- Actionnaires, capital non appelé	0	1 000	0	-	-100,0%
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	384	1 250	-	225,5%
TOTAL DE L'ACTIF	1 754 297	2 010 257	2 561 483	14,6%	27,4%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

B I L A N S (Suite)	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016 (*)	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	386 284	478 629	743 488	23,9%	55,3%
- Comptes ordinaires créditeurs	108 943	126 788	137 122	16,4%	8,2%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	34 002	58 752	131 555	72,8%	123,9%
- Comptes d'emprunts	242 233	291 459	464 363	20,3%	59,3%
- Autres sommes dues	51	30	8 088	-41,2%	26860,0%
- Dettes rattachées	1 055	1 600	2 360	51,7%	47,5%
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	1 133 858	1 282 513	1 479 849	13,1%	15,4%
- Comptes ordinaires créditeurs	488 437	514 470	628 433	5,3%	22,2%
- Dépôts à terme reçus	393 911	479 454	522 115	21,7%	8,9%
- Comptes d'épargne à régime spécial	215 205	247 395	275 745	15,0%	11,5%
- Dépôts de garantie reçus	27 651	30 308	37 794	9,6%	24,7%
- Autres dépôts	188	443	4 414	135,6%	896,4%
- Bons de caisse	453	381	366	-15,9%	-3,9%
- Comptes d'affacturage	0	0	0	-	-
- Emprunts à la clientèle	0	0	0	-	-
- Autres sommes dues	4 208	4 724	5 230	12,3%	10,7%
- Dettes rattachées	3 805	5 338	5 752	40,3%	7,8%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	95 478	135 487	151 922	41,9%	12,1%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-
- Dettes représentées par un titre	60 447	72 330	86 372	19,7%	19,4%
- Créiteurs divers	9 259	10 827	9 631	16,9%	-11,0%
- Dettes rattachées	922	840	1 190	-8,9%	41,7%
- Comptes d'ordre & divers	24 850	51 490	54 729	107,2%	6,3%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	32	36	37	12,5%	2,8%
- Parts dans les entreprises liées	0	0	0	-	-
- Titres de participation	0	0	0	-	-
- Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	32	36	37	12,5%	2,8%
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	138 645	113 592	186 187	-18,1%	63,9%
- Subventions d'investissement	11	11	11	-	-
- Fonds affectés	489	563	768	15,1%	36,4%
- Provisions pour risques & charges	12 775	17 638	18 392	38,1%	4,3%
- Provisions réglementées	0	0	0	-	-
- Comptes bloqués d'actionnaires	0	0	0	-	-
- Titres et emprunts subordonnés	8 950	9 862	9 469	10,2%	-4,0%
- Dettes rattachées	340	505	763	48,5%	51,1%
- Fonds pour risques bancaires généraux	3 291	3 204	6 859	-2,6%	114,1%
- Primes liées au capital	9 205	9 226	9 342	0,2%	1,3%
- Réserves	26 064	29 114	29 434	11,7%	1,1%
- Ecart de réévaluation	6 758	19 067	19 060	182,1%	0,0%
- Capital	94 745	106 466	111 684	12,4%	4,9%
- Dotations	2 150	13 721	13 721	538,2%	-
- Report à nouveau	-31 068	-45 790	-96 220	47,4%	110,1%
- Résultat de l'exercice	4 935	-49 995	62 904	-1113,1%	-225,8%
TOTAL DU PASSIF	1 754 297	2 010 257	2 561 483	14,6%	27,4%
HORS-BILAN					
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	28 879	63 979	47 343	121,5%	-26,0%
ENGAGEMENTS DE GARANTIE	283 608	331 329	361 162	16,8%	9,0%
AUTRES ENGAGEMENTS	12 643	0	0	-100,0%	-
ENGAGEMENTS DOUTEUX	9 643	10 701	11 173	11,0%	4,4%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016 (*)	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***	1 400 032	1 582 560	1 992 955	13,0%	25,9%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	927 745	1 007 194	1 169 036	8,6%	16,1%
a) Crédits à court terme	387 725	415 866	380 606	7,3%	-8,5%
<i>dont Crédits de campagne</i>	51	100	1 632	96,1%	1532,0%
b) Crédits à moyen terme	465 411	515 417	705 364	10,7%	36,9%
c) Crédits à long terme	17 864	28 392	34 069	58,9%	20,0%
d) Opérations de crédit-bail	42	26	10	-38,1%	-61,5%
e) Crédits en souffrance	56 703	47 493	48 987	-16,2%	3,1%
impayés & immobilisés	40 003	27 888	26 071	-30,3%	-6,5%
<i>provisions</i>	2 108	361	2 928	-82,9%	711,1%
douteux & litigieux	16 700	19 605	22 916	17,4%	16,9%
<i>provisions</i>	84 439	184 132	163 971	118,1%	-10,9%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	472 287	575 366	823 919	21,8%	43,2%
a) Titres de placement	349 019	417 070	656 060	19,5%	57,3%
b) Immobilisations financières	28 983	21 342	8 450	-26,4%	-60,4%
c) Autres immobilisations	48 731	65 603	76 946	34,6%	17,3%
d) Divers	45 554	71 351	82 463	56,6%	15,6%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***	1 369 068	1 531 844	1 819 105	11,9%	18,8%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	1 190 500	1 349 505	1 560 469	13,4%	15,6%
a) A vue	492 645	519 194	633 663	5,4%	22,0%
b) A terme	697 855	830 311	926 806	19,0%	11,6%
dépôts à terme et bons de caisse	394 364	479 835	522 481	21,7%	8,9%
comptes d'épargne à régime spécial	215 205	247 395	275 745	15,0%	11,5%
autres	88 286	103 081	128 580	16,8%	24,7%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	112 573	92 366	156 263	-18,0%	69,2%
a) Capital, dotations & réserves	96 365	62 863	126 955	-34,8%	102,0%
<i>dont 15% du résultat (si positif)</i>	2 286	300	1 679	-86,9%	459,7%
b) Autres	16 208	29 503	29 308	82,0%	-0,7%
3. AUTRES RESSOURCES	65 995	89 973	102 373	36,3%	13,8%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***	-30 964	-50 716	-173 850	63,8%	242,8%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***	30 964	50 716	173 850	63,8%	242,8%
1. DISPONIBILITES	-37 311	-38 943	-39 229	4,4%	0,7%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	68 275	89 659	213 079	31,3%	137,7%
emplois	-316 954	-387 370	-528 049	22,2%	36,3%
<i>dont hors UMOA</i>	-58 117	-45 079	-58 835	-22,4%	30,5%
<i>dont emplois en souffrance</i>	0	1 000	1 000	-	-
ressources	385 229	477 029	741 128	23,8%	55,4%
<i>dont hors UMOA</i>	37 063	62 222	59 961	67,9%	-3,6%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

R E S U L T A T S	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	VARIATION	VARIATION
			(*)	2015-2014	2016-2015
1. PRODUITS BANCAIRES	172 552	314 898	205 335	82,5%	-34,8%
+Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	6 347	7 989	10 833	25,9%	35,6%
+Produits sur opérations avec la clientèle	98 158	106 085	111 659	8,1%	5,3%
+Produits sur opérations sur titres et diverses	18 613	22 342	36 332	20,0%	62,6%
+Produits sur crédit-bail et opérations assimilées	20	20	20	-	-
+Produits sur opérations de change	42 218	169 371	37 615	301,2%	-77,8%
+Produits sur opérations de hors-bilan	4 935	6 068	5 605	23,0%	-7,6%
+Produits sur prestations de services financiers	1 451	2 038	2 155	40,5%	5,7%
+Autres produits d'exploitation bancaire	815	1 006	1 118	23,4%	11,1%
- Intérêts sur Opérations de trésorerie et interbancaires en souffrance	0	0	0	-	-
- Intérêts sur Opérations avec la clientèle en souffrance	5	21	2	320,0%	-90,5%
2. CHARGES BANCAIRES	80 194	213 989	94 622	166,8%	-55,8%
-Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	10 333	12 400	20 463	20,0%	65,0%
-Charges sur opérations avec la clientèle	29 652	35 059	39 828	18,2%	13,6%
-Charges sur opérations sur titres et diverses	3 172	4 177	4 643	31,7%	11,2%
-Charges sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0	0	-	-
-Charges sur opérations de change	35 768	161 045	28 213	350,2%	-82,5%
-Charges sur opérations de hors-bilan	34	198	292	482,4%	47,5%
-Charges sur prestations de services financiers	1 033	927	1 127	-10,3%	21,6%
-Autres charges d'exploitation bancaire	202	183	56	-9,4%	-69,4%
3. PRODUIT NET BANCAIRE (1 - 2)	92 358	100 909	110 713	9,3%	9,7%
4. PRODUITS ACCESSOIRES NETS	2 969	2 515	25 768	-15,3%	924,6%
+Produits sur immobilisations financières	2 211	1 598	1 460	-27,7%	-8,6%
+Produits d'exploitation non bancaires (hors subventions d'expl.)	775	933	24 351	20,4%	2510,0%
-Charges sur immobilisations financières	17	16	28	-5,9%	75,0%
-Autres charges d'exploitation non bancaires	0	0	15	-	-
5. PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+4)	95 327	103 424	136 481	8,5%	32,0%
6. FRAIS GENERAUX	59 866	65 384	71 144	9,2%	8,8%
-Frais de personnel	24 423	26 908	29 545	10,2%	9,8%
-Impôts, taxes et versements assimilés	2 302	2 070	2 471	-10,1%	19,4%
-Autres charges externes et charges diverses d'exploitation	33 141	36 406	39 128	9,9%	7,5%
7. AMORTISSEMENTS & PROVISIONS NETS SUR IMMO.	7 565	9 998	8 998	32,2%	-10,0%
-Dotations aux amortissements et provisions sur immobilisations	7 716	10 133	9 209	31,3%	-9,1%
+Reprises d'amortissements et Provisions sur immobilisations	151	135	211	-10,6%	56,3%
8. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION APRES AMORT. (5-6-7)	27 896	28 042	56 339	0,5%	100,9%
9. PROVISIONS NETTES SUR RISQUES	18 880	72 535	-13 344	284,2%	-118,4%
-Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécupérables	33 209	89 427	27 674	169,3%	-69,1%
+Reprises de provisions	14 329	16 892	41 018	17,9%	142,8%
10. INTERETS SUR CREANCES DOUTEUSES ET LITIGIEUSES	5	21	2	320,0%	-90,5%
11. RESULTAT D'EXPLOITATION (8-9+10)	9 021	-44 472	69 685	-593,0%	-256,7%
12. RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	-1 501	-2 444	-3 188	62,8%	30,4%
+Subventions d'exploitation	15	90	0	500,0%	-100,0%
+Récupérations sur créances amorties	2	2	175	-	8650,0%
+Produits exceptionnels	174	750	646	331,0%	-13,9%
+Reprises du fonds pour risques bancaires généraux	0	347	64	-	-81,6%
-Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	515	584	633	13,4%	8,4%
-Dotations du fonds pour risques bancaires généraux	888	200	3 000	-77,5%	1400,0%
-Charges exceptionnelles	289	2 849	440	885,8%	-84,6%
13. RESULTAT SUR EXERCICES ANTERIEURS	110	-368	-3	-434,5%	-99,2%
+Profits sur exercices antérieurs	1 424	2 096	2 661	47,2%	27,0%
-Pertes sur exercices antérieurs	1 314	2 464	2 664	87,5%	8,1%
14. IMPÔT SUR LE BENEFICE	2 695	2 711	3 590	0,6%	32,4%
15. RESULTAT (11+12+13-14)	4 935	-49 995	62 904	-1113,1%	-225,8%
+Bénéfices	15 356	1 999	66 753	-87,0%	3239,3%
-Pertes	-10 421	-51 994	-3 849	398,9%	-92,6%

(*) : données provisoires

Montants en millions FCFA

RATIOS CARACTERISTIQUES	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016 (*)	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
TAUX BRUT DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance brutes / Total Crédits bruts</i>	14,1%	19,5%	16,2%	5,4	-3,3
TAUX NET DE DEGRADATION DU PORTEFEUILLE CLIENTELE <i>Créances en souffrance nettes / Total Crédits nets</i>	6,1%	4,7%	4,2%	-1,4	-0,5
TAUX DE PROVISIONNEMENT DES CREANCES EN SOUFFRANCE <i>Provisions constituées / Créances en souffrance brutes</i>	60,4%	79,5%	77,3%	19,1	-2,2
COÛT DES RESSOURCES DE TRESORERIE (**) <i>Charges sur emprunts de trésorerie / Emprunts interbancaires & de trésorerie</i>	3,5%	2,8%	3,3%	-0,7	0,5
COUT DES COMPTES CREDITEURS (**) <i>Agios sur comptes créditeurs / Comptes créditeurs clientèle</i>	3,0%	2,8%	3,0%	-0,2	0,2
COUT DES CAPITAUX EMPRUNTES (**) <i>Total des agios payés / Total des capitaux empruntés</i>	3,1%	2,8%	3,1%	-0,3	0,3
COUT DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (**) <i>Total des agios payés / (Total des capitaux empruntés+Fonds propres)</i>	5,7%	11,7%	4,5%	6,0	-7,2
TAUX DES PRETS DE TRESORERIE (**) <i>Produits sur prêts de trésorerie / Prêts de trésorerie & interbancaires</i>	3,1%	2,0%	2,4%	-1,1	0,4
TAUX DES CREDITS A LA CLIENTELE (**) <i>Agios encaissés sur crédits à la clientèle / Encours des crédits à la clientèle</i>	11,5%	10,0%	10,1%	-1,5	0,1
RENDEMENT DES PRETS DE TOUTE NATURE (**) <i>Total des produits sur prêts / Encours des prêts de toute nature</i>	9,9%	7,8%	7,8%	-2,1	0,0
MARGE GLOBALE (**) <i>Rendement des prêts - Coût des capitaux</i>	6,8%	5,0%	4,7%	-1,8	-0,3
COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION <i>(Frais généraux+Dotations aux amortissements) / Produit Net Bancaire</i>	73,2%	74,8%	72,6%	1,6	-2,2
EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT <i>Dotations nettes aux provisions / (Résultat Brut d'Exploitation + Intérêts douteux)</i>	67,7%	258,5%	-23,7%	190,8	-282,2
TAUX DE MARGE NETTE <i>Résultat net / Produit Net Bancaire</i>	5,3%	-49,5%	56,8%	-54,8	106,3
COEFFICIENT DE RENTABILITE <i>Résultat net / Fonds propres</i>	3,9%	-53,1%	37,9%	-57,0	91,0
FRAIS GENERAUX PAR AGENT (en millions de F.CFA)	29,7	30,4	30,7	2,4%	1,0%
RBE après amortissements PAR AGENT (en millions de F.CFA)	13,9	13,0	24,3	-6,5%	86,9%
TAUX CREDIT-BAIL & OPERATIONS ASSIMILEES <i>Produits sur crédit-bail & opérations assimilées / Encours</i>	47,6%	76,9%	200,0%	29,3	123,1

(*) : données provisoires

(**) : ratios calculés sur la base des encours moyens trimestriels de la période.

Montants en millions FCFA

STATISTIQUES	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016 (*)	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
MONTANT DU CAPITAL	94 745	106 466	111 684	12,4%	4,9%
REPARTITION DU CAPITAL	94 745	106 466	111 684	12,4%	4,9%
Nationaux	37 786	38 856	42 164	2,8%	8,5%
<i>Etat</i>	20 917	20 016	22 534	-4,3%	12,6%
<i>Privés</i>	16 869	18 840	19 630	11,7%	4,2%
Non-nationaux	56 959	67 610	69 520	18,7%	2,8%
<i>dont UMOA</i>	32 545	31 271	33 867	-3,9%	8,3%
TOTAL DU BILAN	1 754 297	2 010 257	2 561 483	14,6%	27,4%
NOMBRE D'AGENCES ET DE BUREAUX	202	211	234	4,5%	10,9%
Périodiques	0	0	0	-	-
Permanents	202	211	234	4,5%	10,9%
NOMBRE DE GUICHETS AUTOMATIQUES BANCAIRES	227	239	266	5,3%	11,3%
EFFECTIFS	2 013	2 154	2 317	7,0%	7,6%
Employés	1 113	1 089	1 191	-2,2%	9,4%
<i>dont Etrangers</i>	6	1	9	-83,3%	800,0%
Cadres	900	1 065	1 126	18,3%	5,7%
<i>dont Etrangers</i>	27	20	39	-25,9%	95,0%
NOMBRE DE COMPTES DE LA CLIENTELE	1 022 131	782 162	958 321	-23,5%	22,5%
Personnes physiques	956 380	738 588	890 886	-22,8%	20,6%
<i>dont Etrangers</i>	14 614	23 616	38 340	61,6%	62,3%
Personnes morales	65 751	43 574	67 435	-33,7%	54,8%
<i>dont Etrangers</i>	884	676	1 329	-23,5%	96,6%
TAUX DE BASE BANCAIRE (%)					
Moyenne des taux au 31 décembre	5,02%	5,30%	3,00%	0,28	-2,30
NOMBRE D'ETABLISSEMENTS	14	15	15	1	0
A - Par type					
Banques	12	13	13	1	0
Etablissements Financiers	2	2	2	0	0
B - Par nature d'activités					
Banques généralistes	11	13	13	2	0
Banques spécialisées	1	0	0	-1	0
Etablissements Financiers	2	2	2	0	0
C - Par taille					
Grands (Actifs ≥ 200 milliards)	3	3	6	0	3
Moyens (100 milliards ≤ Actifs < 200 milliards)	3	4	3	1	-1
Petits (Actifs < 100 milliards)	8	8	6	0	-2

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

ANNEXE III

**STATISTIQUES DES SFD RELEVANT DE L'ARTICLE 44 DE LA LOI PORTANT
REGLEMENTATION DES SFD**

ANNEXE III-1

BILANS ET RATIOS CARACTERISTIQUES

	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016 (*)	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
B I L A N S					
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES					
- Caisse	425 102	413 182	394 611	-2,8%	-4,5%
- Comptes ordinaires débiteurs	17 686	17 327	20 668	-2,0%	19,3%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	209 813	189 506	186 585	-9,7%	-1,5%
- Comptes de prêts	183 173	190 283	172 235	3,9%	-9,5%
- Créances rattachées	11 688	13 433	13 259	14,9%	-1,3%
- Créances en souffrance	2 547	2 633	1 777	3,4%	-32,5%
- Créances en souffrance (Provisions)	195	0	87	-100,0%	-
	0	0	0	-	-
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS					
Crédits à court terme	550 140	565 572	742 426	2,8%	31,3%
Comptes ordinaires débiteurs	255 687	237 308	323 342	-7,2%	36,3%
Crédits à moyen terme	8 122	8 372	12 528	3,1%	49,6%
Crédits à long terme	183 632	216 359	279 647	17,8%	29,3%
Créances rattachées	77 815	79 564	97 726	2,2%	22,8%
Créances en souffrance	10 441	9 736	12 267	-6,8%	26,0%
Crédits en souffrance (provisions)	14 443	14 233	16 916	-1,5%	18,9%
	4 647	4 258	4 110	-8,4%	-3,5%
	39 172	44 828	58 746	14,4%	31,0%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES					
- Titres de placement	1 474	4 726	7 266	220,6%	53,7%
- Comptes de stocks	1 626	977	1 824	-39,9%	86,7%
- Débiteurs divers	24 705	20 871	25 736	-15,5%	23,3%
- Créances rattachées	181	178	0	-1,7%	-100,0%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	1 299	2 782	628	114,2%	-77,4%
- Valeurs à rejeter	0	0	155	-	-
- Comptes d'ordre & divers	9 887	15 294	23 137	54,7%	51,3%
VALEURS IMMOBILISEES	70 826	65 372	85 462	-7,7%	30,7%
- Immobilisations financières	11 283	14 878	15 695	31,9%	5,5%
- Prêts et titres subordonnés	1	0	212	-100,0%	-
- Dépôts & cautionnements	1 278	1 493	2 072	16,8%	38,8%
- Immobilisations en cours	3 171	2 562	8 309	-19,2%	224,3%
- dont Immobilisations incorporelles	69	38	61	-44,9%	60,5%
- Immobilisations d'exploitation	54 277	45 870	57 163	-15,5%	24,6%
- dont Immobilisations incorporelles	-53	247	428	-566,0%	73,3%
- Immobilisations hors-exploitation	738	460	1 736	-37,7%	277,4%
- dont Immobilisations incorporelles	0	0	0	-	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	51	86	228	68,6%	165,1%
- Créances rattachées	27	23	47	-14,8%	104,3%
- Créances en souffrance	0	0	0	-	-
- (provisions)	6 405	7 086	6 501	10,6%	-8,3%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	154	2 482	1 858	1511,7%	-25,1%
- Actionnaires, capital non appelé	17	0	0	-100,0%	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	137	2 482	1 858	1711,7%	-25,1%
TOTAL DE L'ACTIF	1 085 394	1 091 436	1 283 103	0,6%	17,6%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
B I L A N S (Suite)					
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES					
- Comptes ordinaires créditeurs	318 814	305 732	280 264	-4,1%	-8,3%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	133 548	155 304	69 364	16,3%	-55,3%
- Comptes d'emprunts	42 802	25 579	24 539	-40,2%	-4,1%
- Autres sommes dues	135 137	119 246	180 201	-11,8%	51,1%
- Ressources affectées	249	196	95	-21,3%	-51,5%
- Dettes rattachées	4 956	1 377	3 885	-72,2%	182,1%
	2 122	4 030	2 180	89,9%	-45,9%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	499 024	537 931	713 242	7,8%	32,6%
- Comptes ordinaires créditeurs	301 643	324 610	401 948	7,6%	23,8%
- Dépôts à terme reçus	66 241	92 231	135 310	39,2%	46,7%
- Comptes d'épargne à régime spécial	48 381	54 183	69 293	12,0%	27,9%
- Dépôts de garantie reçus	72 230	68 104	95 576	-5,7%	40,3%
- Autres dépôts	5 231	5 466	2 864	4,5%	-47,6%
- Emprunts à la clientèle	1 801	1 156	3 078	-35,8%	166,3%
- Autres sommes dues	245	42	42	-82,9%	-
- Dettes rattachées	3 252	3 682	5 131	13,2%	39,4%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	35 110	28 854	37 392	-17,8%	29,6%
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	187	149	149	-20,3%	-
- Créiteurs divers	21 404	16 822	22 107	-21,4%	31,4%
- Comptes d'ordre & divers	13 519	11 883	15 136	-12,1%	27,4%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	3 526	0	-	-100,0%
- Titres de participation	0	3 526	0	-	-100,0%
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	232 446	215 393	252 205	-7,3%	17,1%
- Subventions d'investissement	4 364	2 629	3 770	-39,8%	43,4%
- Fonds affectés	36 780	33 604	31 058	-8,6%	-7,6%
- Fonds de crédits	5 595	4 255	5 584	-23,9%	31,2%
- Provisions pour risques & charges	6 177	6 382	5 396	3,3%	-15,4%
- Provisions réglementées	5 046	10 842	15 155	114,9%	39,8%
- Titres et emprunts subordonnés	1 230	1 148	9 707	-6,7%	745,6%
- Dettes rattachées	1 291	1 490	1 577	15,4%	5,8%
- Fonds pour risques bancaires généraux	1 143	1 023	1 171	-10,5%	14,5%
- Primes liées au capital	12 093	10 870	13 859	-10,1%	27,5%
- Réserves	112 026	119 171	96 535	6,4%	-19,0%
- Ecart de réévaluation	16 256	15 177	18 090	-6,6%	19,2%
- Capital	21 730	34 232	44 899	57,5%	31,2%
- Dotations	16 306	10 975	19 984	-32,7%	82,1%
- Report à nouveau	-15 147	-36 653	-30 614	142,0%	-16,5%
- Résultat de l'exercice	7 556	248	16 034	-96,7%	6365,3%
TOTAL DU PASSIF	1 085 394	1 091 436	1 283 103	0,6%	17,6%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES		31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***		573 023	778 989	887 752	35,9%	14,0%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)		472 408	634 974	731 015	34,4%	15,1%
a) Crédits à court terme		213 769	306 698	336 498	43,5%	9,7%
b) Crédits à moyen terme		174 253	226 881	279 647	30,2%	23,3%
c) Crédits à long terme		72 045	84 852	97 726	17,8%	15,2%
d) Opérations de crédit-bail		51	86	228	68,6%	165,1%
e) Crédits en souffrance		12 290	16 457	16 916	33,9%	2,8%
. Crédits immobilisés		2 021	2 899	2 023	43,4%	-30,2%
. Crédits en souffrance de 6 mois au plus		5 001	7 916	8 851	58,3%	11,8%
. Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus		3 372	4 163	4 523	23,5%	8,6%
. Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus		1 896	1 479	1 519	-22,0%	2,7%
. (provisions)		10 858	11 418	10 611	5,2%	-7,1%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)		100 615	144 015	156 737	43,1%	8,8%
a) Titres de placement		1 474	4 726	7 266	220,6%	53,7%
b) Immobilisations financières		9 308	16 461	15 907	76,8%	-3,4%
c) Autres immobilisations		46 431	66 612	69 280	43,5%	4,0%
d) Divers		43 402	56 216	64 284	29,5%	14,4%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***		687 500	880 305	1 003 161	28,0%	14,0%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)		457 178	579 556	708 111	26,8%	22,2%
a) A vue		282 287	347 536	401 990	23,1%	15,7%
b) A terme		174 891	232 020	306 121	32,7%	31,9%
dépôts à terme et bons de caisse		63 008	85 951	135 310	36,4%	57,4%
comptes d'épargne à régime spécial		46 283	56 790	69 293	22,7%	22,0%
autres		65 600	89 279	101 518	36,1%	13,7%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)		178 993	240 699	231 366	34,5%	-3,9%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ...		120 713	160 120	148 002	32,6%	-7,6%
dont 15% du résultat (si positif)		1 425	1 254	2 118	-12,0%	68,9%
b) Autres		58 280	80 579	83 364	38,3%	3,5%
3. AUTRES RESSOURCES		51 329	60 050	63 684	17,0%	6,1%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***		114 477	101 316	115 409	-11,5%	13,9%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***		-114 477	-101 316	-115 409	-11,5%	13,9%
1. DISPONIBILITES		-17 399	-18 547	-21 327	6,6%	15,0%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT		-97 078	-82 769	-94 082	-14,7%	13,7%
emplois		-355 793	-445 740	-372 166	25,3%	-16,5%
dont emplois en souffrance		-3	-100	-87	3233,3%	-13,0%
ressources		258 715	362 971	278 084	40,3%	-23,4%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

ANNEXE III-2

STATISTIQUES AGREGÉES PAR PAYS

ANNEXE III.2-1 : BENIN

DATE D'AGREMENT	DESIGNATION	SIGLE	RESEAUX	TOTAL BILAN (**) (a)
FAITIERS(*) ET CAISSES UNITAIRES (11)				
19/05/1999	Fédération des Caisses d'Epargne et de Crédit Agricole Mutuel	FECECAM	FECECAM	35 418
08/05/2014	Association des Caisses pour le Financement à la Base	ACFB	-	5 160
08/12/2009	Organisation Non-Gouvernementale "BETHESDA"	ONG BETHESDA	-	11 746
25/06/2001	Vital Finance	VITAL FINANCE	-	14 030
20/09/1999	Coopérative pour la Promotion d'Epargne et de Crédit	CPEC	-	7 673
24/06/2005	Association pour la Promotion et l'Appui au Développement de Micro-Entreprises	PADME	-	33 435
04/02/2008	Réseau National des Caisses Villageoises d'Epargne et de Crédit Autogérées	RENACA	-	8 664
24/01/2014	SIAN'SON Microfinance	SIAN'SON	-	3 692
18/11/2013	Association de Lutte pour la promotion des Initiatives de Développement	ALIDE	-	6 359
18/11/2013	Association pour la Solidarité des Marchés du Bénin	ASMAB	-	3 207
18/11/2013	Financial Development	FINADEV	-	15 007
CAISSES DE BASE AFFILIEES (5)				
08/08/2014	Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuel – BOHICON	CLCAM BOHICON	FECECAM	3 479
08/08/2014	Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuel – ABOMEY CALAVI	CLCAM ABOMEY-CALAVI	FECECAM	3 927
08/08/2014	Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuel – COTONOU	CLCAM COTONOU	FECECAM	3 528
08/08/2014	Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuel – PARAKOU	CLCAM PARAKOU	FECECAM	4 348
08/08/2014	Caisse Locale de Crédit Agricole Mutuel – PORTO NOVO	CLCAM PORTO-NOVO	FECECAM	3 447
TOTAL			16	163 120

(a) : Montants en millions FCFA

(*) : Données de la faillière

(**) : Données provisoires

	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016 (*)	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
B I L A N S					
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES					
- Caisse	50 216	53 852	52 461	7,2%	-2,6%
- Comptes ordinaires débiteurs	800	872	1 488	9,0%	70,6%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	12 210	14 803	12 610	21,2%	-14,8%
- Comptes de prêts	34 265	34 926	36 607	1,9%	4,8%
- Créances rattachées	2 409	2 689	1 699	11,6%	-36,8%
- Créances en souffrance	340	462	56	35,9%	-87,9%
- (Provisions)	192	100	0	-47,9%	-100,0%
- 0	0	0	0	-	-
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	69 498	77 141	82 072	11,0%	6,4%
- Crédits à court terme	51 340	58 086	60 885	13,1%	4,8%
- Comptes ordinaires débiteurs	0	6	0	-	-100,0%
- Crédits à moyen terme	9 379	10 522	11 187	12,2%	6,3%
- Crédits à long terme	5 770	5 288	6 689	-8,4%	26,5%
- Créances rattachées	856	1 015	926	18,6%	-8,8%
- Crédits en souffrance	2 153	2 224	2 385	3,3%	7,2%
- (provisions)	194	74	-85	-61,9%	-214,9%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	4 289	5 512	5 710	28,5%	3,6%
- Titres de placement	0	0	680	-	-
- Comptes de stocks	266	375	450	41,0%	20,0%
- Débiteurs divers	1 952	2 523	2 864	29,3%	13,5%
- Créances rattachées	0	0	0	-	-
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	-1	144	-4	-14500,0%	-102,8%
- Valeurs à rejeter	0	0	154	-	-
- Comptes d'ordre & divers	2 072	2 470	1 566	19,2%	-36,6%
VALEURS IMMOBILISEES	15 022	17 817	22 877	18,6%	28,4%
- Immobilisations financières	1 975	1 582	5 031	-19,9%	218,0%
- Prêts et titres subordonnés	1	1	1	-	-
- Dépôts & cautionnements	270	284	231	5,2%	-18,7%
- Immobilisations en cours	1 378	2 692	3 478	95,4%	29,2%
- dont Immobilisations incorporelles	59	7	12	-88,1%	71,4%
- Immobilisations d'exploitation	11 364	13 046	13 887	14,8%	6,4%
- dont Immobilisations incorporelles	132	138	75	4,5%	-45,7%
- Immobilisations hors-exploitation	21	205	245	876,2%	19,5%
- dont Immobilisations incorporelles	0	0	0	-	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	0	0	4	-	-
- Créances rattachées	13	7	0	-46,2%	-100,0%
- Créances en souffrance	0	0	0	-	-
- (provisions)	0	0	0	-	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	0	-	-
TOTAL DE L'ACTIF	139 025	154 322	163 120	11,0%	5,7%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

B I L A N S (Suite)		31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES						
- Comptes ordinaires créditeurs	58 279	62 021	59 140	6,4%	-4,6%	
- Autres comptes de dépôts créditeurs	3 967	3 824	2 771	-3,6%	-27,5%	
- Comptes d'emprunts	17 418	19 728	20 119	13,3%	2,0%	
- Autres sommes dues	33 141	35 387	33 731	6,8%	-4,7%	
- Ressources affectées	0	100	7	-	-93,0%	
- Dettes rattachées	3 451	2 230	2 258	-35,4%	1,3%	
- Dettes rattachées	302	752	254	149,0%	-66,2%	
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	38 705	45 476	49 404	17,5%	8,6%	
- Comptes ordinaires créditeurs	19 597	22 879	22 956	16,7%	0,3%	
- Dépôts à terme reçus	3 233	5 263	7 726	62,8%	46,8%	
- Comptes d'épargne à régime spécial	2 098	2 607	2 905	24,3%	11,4%	
- Dépôts de garantie reçus	13 342	14 230	15 341	6,7%	7,8%	
- Autres dépôts	260	278	277	6,9%	-0,4%	
- Emprunts à la clientèle	60	45	15	-25,0%	-66,7%	
- Autres sommes dues	4	5	0	25,0%	-100,0%	
- Dettes rattachées	111	169	184	52,3%	8,9%	
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	3 759	3 528	3 579	-6,1%	1,4%	
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	38	49	0	28,9%	-100,0%	
- Créditeurs divers	1 913	1 549	1 846	-19,0%	19,2%	
- Comptes d'ordre & divers	1 808	1 930	1 733	6,7%	-10,2%	
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	0	0	-	-	
- Titres de participation	0	0	0	-	-	
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	38 282	43 297	50 997	13,1%	17,8%	
- Subventions d'investissement	1 551	1 392	1 015	-10,3%	-27,1%	
- Fonds affectés	6 830	8 057	8 802	18,0%	9,2%	
- Fonds de crédits	1 281	1 561	1 551	21,9%	-0,6%	
- Provisions pour risques & charges	500	508	499	1,6%	-1,8%	
- Provisions réglementées	3	3	4 407	-	146800,0%	
- Titres et emprunts subordonnés	0	202	200	-	-1,0%	
- Dettes rattachées	0	0	0	-	-	
- Fonds pour risques bancaires généraux	138	138	138	-	-	
- Primes liées au capital	2 706	1 793	1 207	-33,7%	-32,7%	
- Réserves	3 807	4 289	4 119	12,7%	-4,0%	
- Ecarts de réévaluation	1 326	1 709	1 797	28,9%	5,1%	
- Capital	2 058	2 198	3 159	6,8%	43,7%	
- Dotations	611	3 129	3 156	412,1%	0,9%	
- Report à nouveau	15 119	16 382	17 364	8,4%	6,0%	
- Résultat de l'exercice	2 352	1 936	3 583	-17,7%	85,1%	
TOTAL DU PASSIF	139 025	154 322	163 120	11,0%	5,7%	

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES		31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***		89 094	100 793	110 452	13,1%	9,6%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)						
a) Crédits à court terme		68 641	76 270	81 146	11,1%	6,4%
b) Crédits à moyen terme		51 339	58 236	60 881	13,4%	4,5%
c) Crédits à long terme		9 379	10 522	11 187	12,2%	6,3%
d) Opérations de crédit-bail		5 770	5 288	6 689	-8,4%	26,5%
e) Crédits en souffrance		0	0	4	-	-
. Crédits immobilisés		2 153	2 224	2 385	3,3%	7,2%
. Crédits en souffrance de 6 mois au plus		5	3	304	-40,0%	10033,3%
. Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus		1 544	1 583	1 163	2,5%	-26,5%
. Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus		345	408	580	18,3%	42,2%
(provisions)		259	230	338	-11,2%	47,0%
		194	74	-85	-61,9%	-214,9%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)						
a) Titres de placement		20 453	24 523	29 306	19,9%	19,5%
b) Immobilisations financières		0	0	680	-	-
c) Autres immobilisations		1 976	1 583	5 032	-19,9%	217,9%
d) Divers		13 033	16 227	17 841	24,5%	9,9%
		5 444	6 713	5 753	23,3%	-14,3%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***						
		81 048	93 053	104 234	14,8%	12,0%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)						
a) A vue		38 594	45 307	49 220	17,4%	8,6%
b) A terme		19 601	22 884	22 956	16,7%	0,3%
dépôts à terme et bons de caisse		18 993	22 423	26 264	18,1%	17,1%
comptes d'épargne à régime spécial		3 233	5 263	7 726	62,8%	46,8%
autres		2 098	2 607	2 905	24,3%	11,4%
		13 662	14 553	15 633	6,5%	7,4%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)						
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ...		35 650	40 740	46 529	14,3%	14,2%
dont 15% du résultat (si positif)		24 659	27 816	28 757	12,8%	3,4%
b) Autres		377	361	701	-4,2%	94,2%
		10 991	12 924	17 772	17,6%	37,5%
3. AUTRES RESSOURCES						
		6 804	7 006	8 485	3,0%	21,1%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***						
		-8 046	-7 740	-6 218	-3,8%	-19,7%
**** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ****						
		8 046	7 740	6 218	-3,8%	-19,7%
1. DISPONIBILITES						
		-855	-1 011	-1 751	18,2%	73,2%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT						
emplois		8 901	7 969	7 969	-1,7%	-8,9%
dont emplois en souffrance		-49 076	-52 518	-50 917	7,0%	-3,0%
ressources		-192	-100	0	-47,9%	-100,0%
		57 977	61 269	58 886	5,7%	-3,9%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

ANNEXE III.2-2 : BURKINA

DATE D'AGREMENT	DESIGNATION	SIGLE	RESEAUX	TOTAL BILAN (**) (a)
FAITIERS⁽¹⁾ ET CAISSES UNITAIRES (8)				
19/06/2013	Fédération des Caisses Populaires du Burkina	FCPB	FCPB	86 263
14/11/2008	Caisse des Producteurs du Burkina	CPB	-	7 099
12/05/1998	Coopérative d'Epargne et de Crédit GALO	COOPEC GALOR	-	9 868
17/12/2007	Coopérative Diocésaine d'Epargne et de Crédit de Ouagadougou	COOPEC OUAGA	-	5 850
04/04/2006	Première Agence de Microfinance	PAMF	-	7 708
17/12/2007	Union Régionale des Coopératives d'Epargne et de Crédit du NAZINON	URC-NAZINON	-	4 427
12/09/2012	Société de Financement de la Petite Entreprise	SOFIPE	-	N/D
27/06/2012	Agence de Crédit pour l'Entreprise Privée du Burkina	ACEP BURKINA	-	N/D
CAISSES DE BASE AFFILIEES (17)				
09/06/2011	Caisse Populaire de FARAKAN	CP FARAKAN	FCPB	6 084
09/06/2011	Caisse Populaire de CISSIN	CP CISSIN	FCPB	17 483
09/06/2011	Caisse Populaire de DAPOYA	CP DAPOYA	FCPB	11 842
09/06/2011	Caisse Populaire de DASSASGHO	CP DASSASGHO	FCPB	14 430
09/06/2011	Caisse Populaire de COLMA	CP COLMA	FCPB	4 222
09/06/2011	Caisse Populaire de GOUNGHIN	CP GOUNGHIN	FCPB	10 767
09/06/2011	Caisse Populaire de SIG-NOGHIN	CP SIG-NOGHIN	FCPB	15 117
09/06/2011	Caisse Populaire de SONG-TAABA	CP SONG-TAABA	FCPB	12 029
09/06/2011	Caisse Populaire de COLSAMA	CP COLSAMA	FCPB	6 084
09/06/2011	Caisse Populaire de DAFRA	CP DAFRA	FCPB	7 106
09/06/2011	Caisse Populaire de KAYA	CP KAYA	FCPB	4 693
09/06/2011	Caisse Populaire de KOUDOUGOU	CP KOUDOUGOU	FCPB	5 952
09/06/2011	Caisse Populaire de KOUPELA	CP KOUPELA	FCPB	4 410
09/06/2011	Caisse Populaire de OUAHIGOUYA	CP OUAHIGOUYA	FCPB	5 180
09/06/2011	Caisse Populaire de CASCADES	CP CASCADES	FCPB	3 088
09/06/2011	Caisse Populaire de YAKO	CP YAKO	FCPB	2 977
07/10/2011	Caisse Populaire de GAOUA	CP GAOUA	FCPB	N/D
TOTAL			25	252 679

(a) : Montants en millions FCFA

(1) : Données de la faïtère

(**) : Données provisoires

N/D : Non Disponible

	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016 (*)	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
B I L A N S					
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES					
- Caisse	198 349	218 510	148 118	10,2%	-32,2%
- Comptes ordinaires débiteurs	4 430	4 021	4 465	-9,2%	11,0%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	77 949	73 026	73 119	-6,3%	0,1%
- Comptes de prêts	110 961	136 458	67 653	23,0%	-50,4%
- Créances rattachées	3 693	2 926	1 985	-20,8%	-32,2%
- Créances en souffrance	1 316	2 079	896	58,0%	-56,9%
- (Provisions)	0	0	0		
	0	0	0		
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS					
Crédits à court terme	69 171	72 042	84 412	4,2%	17,2%
Comptes ordinaires débiteurs	34 646	34 786	38 948	0,4%	12,0%
	0	0	2 352		
Crédits à moyen terme	10 465	10 532	11 963	0,6%	13,6%
Crédits à long terme	21 568	24 202	27 515	12,2%	13,7%
Créances rattachées	1 282	1 281	1 411	-0,1%	10,1%
Crédits en souffrance	1 210	1 241	2 223	2,6%	79,1%
(provisions)	784	1 013	492	29,2%	-51,4%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES					
- Titres de placement	200	7 722	6 213	7,1%	-19,5%
- Comptes de stocks	288	185	253	-35,8%	36,8%
- Débiteurs divers	4 483	1 999	1 620	-55,4%	-19,0%
- Créances rattachées	0	0	0		
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	1 296	2 747	296	112,0%	-89,2%
- Valeurs à rejeter	0	0	0		
- Comptes d'ordre & divers	942	2 791	3 657	196,3%	31,0%
VALEURS IMMOBILISEES	14 159	19 623	13 929	38,6%	-29,0%
- Immobilisations financières	4 618	9 352	4 666	102,5%	-50,1%
- Prêts et titres subordonnés	0	0	203		
- Dépôts & cautionnements	85	471	235	454,1%	-50,1%
- Immobilisations en cours	461	781	252	69,4%	-67,7%
dont Immobilisations incorporelles	2	0	0	-100,0%	
- Immobilisations d'exploitation	8 872	8 849	7 609	-0,3%	-14,0%
dont Immobilisations incorporelles	182	204	203	12,1%	-0,5%
- Immobilisations hors-exploitation	66	62	700	-6,1%	1029,0%
dont Immobilisations incorporelles	0	0	0		
Crédit-bail & opérations assimilées	51	86	224	68,6%	160,5%
- Créances rattachées	6	22	40	266,7%	81,8%
- Créances en souffrance	0	0	0		
(provisions)	0	0	0		
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES					
- Actionnaires, capital non appelé	154	7	7	-95,5%	
- Actionnaires, capital appelé non versé	17	0	0	-100,0%	
	137	7	7	-94,9%	
TOTAL DE L'ACTIF	289 042	317 904	252 679	10,0%	-20,5%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

B I L A N S (S u i t e)		31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES						
- Comptes ordinaires créditeurs	115 615	129 925	68 128	12,4%	-47,6%	
- Autres comptes de dépôts créditeurs	107 990	118 838	61 887	10,0%	-47,9%	
- Comptes d'emprunts	5 302	6 004	3 163	13,2%	-47,3%	
- Autres sommes dues	1 611	2 573	3 023	59,7%	17,5%	
- Ressources affectées	0	0	0	-	-	
- Dettes rattachées	11	11	6	-	-45,5%	
	701	2 499	49	256,5%	-98,0%	
	107 183	115 099	129 277	7,4%	12,3%	
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS						
- Comptes ordinaires créditeurs	93 693	100 677	105 569	7,5%	4,9%	
- Dépôts à terme reçus	4 434	5 552	8 034	25,2%	44,7%	
- Comptes d'épargne à régime spécial	2 693	2 838	8 433	5,4%	197,1%	
- Dépôts de garantie reçus	5 551	5 173	6 357	-6,8%	22,9%	
- Autres dépôts	0	17	355	-	1988,2%	
- Emprunts à la clientèle	704	720	369	2,3%	-48,8%	
- Autres sommes dues	0	0	1	-	-	
- Dettes rattachées	108	122	159	13,0%	30,3%	
	9 757	7 000	3 838	-28,3%	-45,2%	
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES						
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-	
- Créditeurs divers	8 899	5 694	3 328	-36,0%	-41,6%	
- Comptes d'ordre & divers	858	1 306	510	52,2%	-60,9%	
	0	3 526	0	-	-100,0%	
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES						
- Titres de participation	0	3 526	0	-	-100,0%	
	56 487	62 354	51 436	10,4%	-17,5%	
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES						
- Subventions d'investissement	496	432	337	-12,9%	-22,0%	
- Fonds affectés	18 871	20 112	10 753	6,6%	-46,5%	
- Fonds de crédits	96	107	127	11,5%	18,7%	
- Provisions pour risques & charges	535	642	341	20,0%	-46,9%	
- Provisions réglementées	4 383	5 183	5 183	18,3%	-	
- Titres et emprunts subordonnés	266	201	138	-24,4%	-31,3%	
- Dettes rattachées	1	0	14	-100,0%	-	
- Fonds pour risques bancaires généraux	57	75	85	31,6%	13,3%	
- Primes liées au capital	0	0	0	-	-	
- Réserves	28 835	34 118	31 969	18,3%	-6,3%	
- Ecarts de réévaluation	25	25	25	-	-	
- Capital	1 503	1 642	2 485	9,2%	51,3%	
- Dotations	-3 082	-3 293	-3 410	6,8%	3,6%	
- Report à nouveau	-249	-245	-96	-1,6%	-60,8%	
- Résultat de l'exercice	4 750	3 355	3 485	-29,4%	3,9%	
	289 042	317 904	252 679	10,0%	-20,5%	
TOTAL DU PASSIF						

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES		31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***		91 831	101 438	105 531	10,5%	4,0%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)						
a) Crédits à court terme		69 236	73 594	83 521	6,3%	13,5%
b) Crédits à moyen terme		35 942	37 533	41 596	4,4%	10,8%
c) Crédits à long terme		10 465	10 532	11 963	0,6%	13,6%
d) Opérations de crédit-bail		21 568	24 202	27 515	12,2%	13,7%
e) Crédits en souffrance		51	86	224	68,6%	160,5%
. Crédits immobilisés		1 210	1 241	2 223	2,6%	79,1%
. Crédits en souffrance de 6 mois au plus		105	366	824	248,6%	125,1%
. Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus		584	588	1 184	0,7%	101,4%
. Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus		409	221	318	-46,0%	43,9%
(provisions)		112	66	-103	-41,1%	-256,1%
		784	1 013	492	29,2%	-51,4%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)		22 595	27 844	21 914	23,2%	-21,3%
a) Titres de placement		200	0	387	-100,0%	
b) Immobilisations financières		4 618	9 352	4 869	102,5%	-47,9%
c) Autres immobilisations		9 484	10 163	8 796	7,2%	-13,5%
d) Divers		8 293	8 329	7 862	0,4%	-5,6%
		173 974	190 471	184 593	9,5%	-3,1%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***						
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)		107 075	114 977	129 118	7,4%	12,3%
a) A vue		93 693	100 677	105 570	7,5%	4,9%
b) A terme		13 382	14 300	23 548	6,9%	64,7%
dépôts à terme et bons de caisse		4 434	5 552	8 034	25,2%	44,7%
comptes d'épargne à régime spécial		2 693	2 838	8 433	5,4%	197,1%
autres		6 255	5 910	7 081	-5,5%	19,8%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)		51 685	58 905	48 007	14,0%	-18,5%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ...		27 548	32 845	31 444	19,2%	-4,3%
dont 15% du résultat (si positif)		729	492	539	-32,5%	9,6%
b) Autres		24 137	26 060	16 563	8,0%	-36,4%
3. AUTRES RESSOURCES		15 214	16 589	7 468	9,0%	-55,0%
		82 143	89 033	79 158	8,4%	-11,1%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***						
		-82 143	-89 033	-79 158	8,4%	-11,1%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***						
1. DISPONIBILITES		-4 454	-4 049	-4 480	-9,1%	10,6%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT		-77 689	-84 984	-74 678	9,4%	-12,1%
emplois		-192 603	-212 410	-142 757	10,3%	-32,8%
dont emplois en souffrance		0	0	0		
ressources		114 914	127 426	68 079	10,9%	-46,6%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

ANNEXE III.2-3 : CÔTE D'IVOIRE

DATE D'AGREMENT	DESIGNATION	SIGLE	RESEAUX	TOTAL BILAN (**) (a)
FAITIERS(*) ET CAISSES UNITAIRES (9)				
03/08/1998	Union Nationale des Coopératives d'Epargne et de Crédit de Côte d'Ivoire	UNACOOPEC-CI	UNACOOPEC-CI	34 751
03/06/1998	Groupe d'Epargne et de Soutien en Côte d'Ivoire	GES-CI	-	13 104
08/06/1999	Réseau des Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit	RCMEC-CI	-	N.D
03/11/2011	Fonds International pour le Développement de la Retraite Active	FIDRA	-	21 373
18/01/2010	MICROCRED	MICROCRED SA	-	71 154
11/02/2014	ADVANS CÔTE D'IVOIRE	ADVANS CI	-	47 513
23/06/2014	Compagnie Africaine de Crédit	CAC CI	-	19 616
26/08/2009	Mutuelle des Agents de l'Eau et de l'Electricité	MAZE	-	8 987
11/02/2014	Première Agence de Microfinance de Côte d'Ivoire	PAMFCI	-	5 424
CAISSES DE BASE AFFILIEES (10)				
04/08/1998	Coopérative d'Epargne et de Crédit de Yop. Selmer	COOPEC YOP. SELMER	UNACOOPEC-CI	1 802
N.D	Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Abobo	COOPEC ABOBO	UNACOOPEC-CI	2 492
03/08/2001	Coopérative d'Epargne et de Crédit de Cocody	COOPEC COCODY	UNACOOPEC-CI	2 360
N.D	Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Angré	COOPEC ANGRE	UNACOOPEC-CI	2 480
04/08/1998	Coopérative d'Epargne et de Crédit de San-Pédro	COOPEC SAN PEDRO	UNACOOPEC-CI	2 916
N.D	Coopérative d'Epargne et de Crédit du Plateau	COOPEC PLATEAU	UNACOOPEC-CI	2 779
N.D	Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Adjamé	COOPEC ADJAME	UNACOOPEC-CI	2 286
N.D	Coopérative d'Epargne et de Crédit Port-Bouet	COOPEC PORT-BOUET	UNACOOPEC-CI	2 622
N.D	Coopérative d'Epargne et de Crédit Treichville	COOPEC TREICHVILLE	UNACOOPEC-CI	2 436
N.D	Coopérative d'Epargne et de Crédit Ananeraie	COOPEC ANANERAIE	UNACOOPEC-CI	2 168
	TOTAL	19	1	246 263

(a) : Montants en millions FCFA

(*) : Données de la faillière

(**) : Données provisoires

N.D : Non Disponible

CÔTE D'IVOIRE
(18 Institutions)

Annexe III.2-3 b

	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016 (*)	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
B I L A N S					
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES					
- Caisse	50 243	63 125	60 162	25,6%	-4,7%
- Comptes ordinaires débiteurs	1 680	2 735	3 670	62,8%	34,2%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	31 817	28 129	22 304	-11,6%	-20,7%
- Comptes de prêts	12 139	22 837	25 425	88,1%	11,3%
- Créances rattachées	4 467	9 154	8 284	104,9%	-9,5%
- Créances en souffrance	137	270	411	97,1%	52,2%
- (Provisions)	3	0	68	-100,0%	-
	1	0	0	-100,0%	-
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	38 258	98 155	153 125	156,6%	56,0%
Crédits à court terme	21 189	45 480	64 610	114,6%	42,1%
Comptes ordinaires débiteurs	2	26	1 367	1200,0%	5157,7%
Crédits à moyen terme	11 555	43 924	73 987	280,1%	68,4%
Crédits à long terme	3 255	4 450	7 532	36,7%	69,3%
Créances rattachées	293	1 110	2 028	278,8%	82,7%
Crédits en souffrance	1 964	3 165	3 601	61,2%	13,8%
- (provisions)	1 976	1 500	1 525	-24,1%	1,7%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	8 622	16 208	17 637	88,0%	8,8%
- Titres de placement	1 273	4 725	6 098	271,2%	29,1%
- Comptes de stocks	157	205	609	30,6%	197,1%
- Débiteurs divers	6 346	8 891	7 112	40,1%	-20,0%
- Créances rattachées	181	178	0	-1,7%	-100,0%
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	0	0	149	-	-
- Valeurs à rejeter	0	0	0	-	-
- Comptes d'ordre & divers	665	2 209	3 669	232,2%	66,1%
VALEURS IMMOBILISEES	9 029	13 014	15 339	44,1%	17,9%
- Immobilisations financières	1 443	2 241	1 603	55,3%	-28,5%
- Prêts et titres subordonnés	0	0	0	-	-
- Dépôts & cautionnements	288	402	539	39,6%	34,1%
- Immobilisations en cours	247	330	2 403	33,6%	628,2%
- dont immobilisations incorporelles	1	1	11	-	1000,0%
- Immobilisations d'exploitation	7 043	10 040	10 794	42,6%	7,5%
- dont immobilisations incorporelles	608	790	881	29,9%	11,5%
- Immobilisations hors-exploitation	0	0	0	-	-
- dont immobilisations incorporelles	0	0	0	-	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	0	0	0	-	-
- Créances rattachées	8	1	0	-87,5%	-100,0%
- Créances en souffrance	0	0	0	-	-
- (provisions)	7 309	7 785	7 471	6,5%	-4,0%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	0	-	-
TOTAL DE L'ACTIF	106 152	190 502	246 263	79,5%	29,3%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

CÔTE D'IVOIRE
(18 Institutions)

Annexe III.2-3 b

B I L A N S (Suite)		31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES						
- Comptes ordinaires créditeurs	48 894	80 623	45 148	64,9%	-44,0%	
- Autres comptes de dépôts créditeurs	15 799	28 108	460	77,9%	-98,4%	
- Comptes d'emprunts	19 385	19 184	0	-1,0%	-100,0%	
- Autres sommes dues	13 403	32 918	43 987	145,6%	33,6%	
- Ressources affectées	76	0	-20	-100,0%	-	
- Dettes rattachées	33	33	0	-	-100,0%	
	198	380	721	91,9%	89,7%	
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS						
- Comptes ordinaires créditeurs	60 289	104 868	178 470	73,9%	70,2%	
- Dépôts à terme reçus	36 706	53 983	86 345	47,1%	59,9%	
- Comptes d'épargne à régime spécial	4 610	18 411	52 555	299,4%	185,5%	
- Dépôts de garantie reçus	12 186	16 903	19 281	38,7%	14,1%	
- Autres dépôts	3 213	11 008	19 014	242,6%	72,7%	
- Emprunts à la clientèle	3 472	4 074	202	17,3%	-95,0%	
- Autres sommes dues	10	1	2	-90,0%	100,0%	
- Dettes rattachées	0	5	12	-	140,0%	
	92	483	1 059	425,0%	119,3%	
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES						
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	4 940	6 695	11 111	35,5%	66,0%	
- Créditeurs divers	149	149	149	-	-	
- Comptes d'ordre & divers	3 957	5 068	8 768	28,1%	73,0%	
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	834	1 478	2 194	77,2%	48,4%	
- Titres de participation	0	0	0	-	-	
	0	0	0	-	-	
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	-7 971	-1 684	11 534	-78,9%	-784,9%	
- Subventions d'investissement	247	274	156	10,9%	-43,1%	
- Fonds affectés	353	4 954	5 460	1303,4%	10,2%	
- Fonds de crédits	1 008	1 039	69	3,1%	-93,4%	
- Provisions pour risques & charges	1 861	2 344	1 641	26,0%	-30,0%	
- Provisions réglementées	0	412	412	-	-	
- Titres et emprunts subordonnés	0	0	4 696	-	-	
- Dettes rattachées	0	0	3	-	-	
- Fonds pour risques bancaires généraux	0	0	0	-	-	
- Primes liées au capital	292	379	395	29,8%	4,2%	
- Réserves	702	1 059	1 173	50,9%	10,8%	
- Ecart de réévaluation	2 924	3 081	2 997	5,4%	-2,7%	
- Capital	6 032	14 550	14 621	141,2%	0,5%	
- Dotations	3 083	-2 357	4 400	-176,5%	-286,7%	
- Report à nouveau	-23 236	-25 013	-30 023	7,6%	20,0%	
- Résultat de l'exercice	-1 237	-2 406	5 534	94,5%	-330,0%	
TOTAL DU PASSIF	106 152	190 502	246 263	79,5%	29,3%	

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES		31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***		56 025	127 631	186 181	127,8%	45,9%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)		37 965	97 045	151 246	155,6%	55,9%
a) Crédits à court terme		21 191	45 506	66 126	114,7%	45,3%
b) Crédits à moyen terme		11 555	43 924	73 987	280,1%	68,4%
c) Crédits à long terme		3 255	4 450	7 532	36,7%	69,3%
d) Opérations de crédit-bail		0	0	0	-	-
e) Crédits en souffrance		1 964	3 165	3 601	61,2%	13,8%
. <i>Crédits immobilisés</i>		20	28	34	40,0%	21,4%
. <i>Crédits en souffrance de 6 mois au plus</i>		1 391	2 783	3 203	100,1%	15,3%
. <i>Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus</i>		305	344	344	12,8%	-
. <i>Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus</i>		248	10	15	-96,0%	50,0%
(provisions)		9 285	9 285	8 996	-	-3,1%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)		18 060	30 586	34 935	69,4%	14,2%
a) Titres de placement		1 273	4 725	6 098	271,2%	29,1%
b) Immobilisations financières		1 443	2 241	1 603	55,3%	-28,5%
c) Autres immobilisations		7 578	10 772	13 736	42,1%	27,5%
d) Divers		7 766	12 848	13 498	65,4%	5,1%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***		57 456	110 259	201 836	91,9%	83,1%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)		60 197	104 385	177 411	73,4%	70,0%
a) A vue		36 706	53 988	86 357	47,1%	60,0%
b) A terme		23 491	50 397	91 054	114,5%	80,7%
dépôts à terme et bons de caisse		4 610	18 411	52 555	299,4%	185,5%
comptes d'épargne à régime spécial		12 186	16 903	19 281	38,7%	14,1%
autres		6 695	15 083	19 218	125,3%	27,4%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)		-11 192	-5 716	6 976	-48,9%	-222,0%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ...		-15 724	-15 476	-6 814	-1,6%	-56,0%
dont 15% du résultat (si positif)		240	297	514	23,8%	73,1%
b) Autres		4 532	9 760	13 790	115,4%	41,3%
3. AUTRES RESSOURCES		8 451	11 590	17 449	37,1%	50,6%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***		1 431	-17 372	15 655	-1314,0%	-190,1%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***		-1 431	17 372	-15 655	-1314,0%	-190,1%
1. DISPONIBILITES		-1 701	-2 751	-4 001	61,7%	45,4%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT		270	20 123	-11 654	7353,0%	-157,9%
emplois		-48 426	-60 120	-56 081	24,1%	-6,7%
dont emplois en souffrance		-3	0	-68	-100,0%	-
ressources		48 696	80 243	44 427	64,8%	-44,6%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

ANNEXE III.2-4 : GUINEE BISSAU

DATE D'AGREMENT	DESIGNATION	SIGLE	RESEAUX	TOTAL BILAN (**) (a)
FAITIERS^(*) ET CAISSES UNITAIRES (0)				
	NEANT.	-		-
CAISSES DE BASE AFFILIEES (0)				
	NEANT.	-	-	-
	TOTAL	-	-	-

(a) : Montants en millions FCFA

(*) : Données de la faîtière

(**) : Données provisoires

ANNEXE III.2-5 : MALI

DATE D'AGREMENT	DESIGNATION	SIGLE	RESEAUX	TOTAL BILAN (**)	(a)
FAITIERES(*) ET CAISSES UNITAIRES (7)					
20/05/2010	Union KAFO JIGINEW	KAFO JIGINEW	KAFO JIGINEW	46 676	
07/10/1997	Union NYESIGISSO	NYESIGISO	-	13 899	
15/08/2013	MICROCREC MALI	MICROCREC	-	24 119	
15/11/2004	Union CAECE JIGISEME	CAECE-JIGISEME	CAECE	10 017	
1991	Union KONDO JIGIMA	KONDO JIGIMA	-	5 848	
09/09/2000	Association SORO YIRIWASO	SORO YIRIWASO	-	5 622	
2002	Réseau de Micro-Institutions de Croissance de Revenus	RMCR	-	6 843	
CAISSES DE BASE AFFILIEES (3)					
05/08/2004	Kafo Jiginew Caisse de Bamako	KAFO JIGINEW BKO	KAFO JIGINEW	11 438	
12/08/1997	CAECE Caisse de Bamako	CAECE BAMAKO	CAECE	5 720	
03/12/2009	Kafo Jiginew Caisse de Sikasso	KAFO JIGINEW SIKASSO	KAFO JIGINEW	3 061	
	TOTAL	10	2	133 243	

(a) : Montants en millions FCFA

(*) : Données de la faitière

(**) : Données provisoires

	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016 (*)	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
B I L A N S					
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES					
- Caisse	12 660	13 328	13 861	5,3%	4,0%
- Comptes ordinaires débiteurs	2 193	2 409	2 545	9,8%	5,6%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	8 564	9 724	9 131	13,5%	-6,1%
- Comptes de prêts	1 386	1 187	2 159	-14,4%	81,9%
- Créances rattachées	0	0	0	-	-
- Créances en souffrance	517	8	26	-98,5%	225,0%
(Provisions)	0	0	0	-	-
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	65 166	68 914	97 852	5,8%	42,0%
Crédits à court terme	38 996	41 508	55 039	6,4%	32,6%
Comptes ordinaires débiteurs	4 647	5 070	4 929	9,1%	-2,8%
Crédits à moyen terme	10 317	10 630	25 965	3,0%	144,3%
Crédits à long terme	5 359	5 565	5 195	3,8%	-6,6%
Créances rattachées	3 766	4 394	4 394	-5,2%	23,0%
Crédits en souffrance	2 081	2 569	2 330	23,5%	-9,3%
(provisions)	0	0	0	-	-
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	6 127	7 431	8 049	21,3%	8,3%
- Titres de placement	0	0	0	-	-
- Comptes de stocks	247	233	252	-5,7%	8,2%
- Débiteurs divers	3 742	4 133	5 121	10,4%	23,9%
- Créances rattachées	0	0	0	-	-
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	0	1	1	-	-
- Valeurs à rejeter	0	0	0	-	-
- Comptes d'ordre & divers	2 138	3 064	2 675	43,3%	-12,7%
VALEURS IMMOBILISEES	12 092	11 207	11 630	-7,3%	3,8%
- Immobilisations financières	2 292	2 326	2 381	1,5%	2,4%
- Prêts et titres subordonnés	0	0	8	-	-
- Dépôts & cautionnements	121	86	205	-28,9%	138,4%
- Immobilisations en cours	55	185	349	236,4%	88,6%
dont Immobilisations incorporelles	7	7	7	-	-
- Immobilisations d'exploitation	9 411	8 252	8 304	-12,3%	0,6%
dont Immobilisations incorporelles	582	724	670	24,4%	-7,5%
dont Immobilisations hors-exploitation	213	358	383	68,1%	7,0%
- Crédit-bail & opérations assimilées	0	0	0	-	-
- Créances rattachées	0	0	0	-	-
- Créances en souffrance	0	0	0	-	-
(provisions)	0	0	0	-	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	2 475	1 851	-	-25,2%
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	2 475	1 851	-	-25,2%
TOTAL DE L'ACTIF	96 045	103 355	133 243	7,6%	28,9%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

B I L A N S (Suite)		31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016 (*)	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES						
- Comptes ordinaires créditeurs	20 121	21 183	32 627	5,3%	54,0%	
- Autres comptes de dépôts créditeurs	3 348	4 242	988	26,7%	-76,7%	
- Comptes d'emprunts	662	358	538	-45,9%	50,3%	
- Autres sommes dues	15 681	16 219	30 496	3,4%	88,0%	
- Ressources affectées	44	39	41	-11,4%	5,1%	
- Dettes rattachées	386	325	564	-15,8%	73,5%	
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS						
- Comptes ordinaires créditeurs	54 540	58 045	69 855	6,4%	20,3%	
- Dépôts à terme reçus	34 101	35 851	41 567	5,1%	15,9%	
- Comptes d'épargne à régime spécial	10 726	11 543	13 775	7,6%	19,3%	
- Dépôts de garantie reçus	3	1	30	-66,7%	2900,0%	
- Autres dépôts	8 449	9 334	12 745	10,5%	36,5%	
- Emprunts à la clientèle	927	968	1 302	4,4%	34,5%	
- Autres sommes dues	0	0	0	-	-	
- Dettes rattachées	334	348	436	4,2%	25,3%	
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES						
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	2 948	4 646	5 290	57,6%	13,9%	
- Créditeurs divers	0	0	0	-	-	
- Comptes d'ordre & divers	2 339	2 971	3 967	27,0%	33,5%	
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES						
- Titres de participation	609	1 675	1 323	175,0%	-21,0%	
- Titres de participation	0	0	0	-	-	
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES						
- Subventions d'investissement	18 436	19 481	25 471	5,7%	30,7%	
- Fonds affectés	1 396	1 254	1 234	-10,2%	-1,6%	
- Fonds de crédits	2 281	2 278	2 481	-0,1%	8,9%	
- Provisions pour risques & charges	489	495	626	1,2%	26,5%	
- Provisions réglementées	438	532	829	21,5%	55,8%	
- Titres et emprunts subordonnés	0	0	0	-	-	
- Dettes rattachées	0	0	2 024	-	-	
- Fonds pour risques bancaires généraux	0	0	5	-	-	
- Primes liées au capital	126	126	126	-	-	
- Réserves	0	0	0	-	-	
- Ecart de réévaluation	15 520	16 274	17 249	4,9%	6,0%	
- Capital	1 137	926	910	-18,6%	-1,7%	
- Dotations	3 717	6 676	12 727	79,6%	90,6%	
- Report à nouveau	2 797	2 990	3 165	6,9%	5,9%	
- Résultat de l'exercice	-8 634	-10 878	-16 017	26,0%	47,2%	
	-831	-1 192	112	43,4%	-109,4%	
TOTAL DU PASSIF		96 045	103 355	133 243	7,6%	28,9%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES		31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016 (*)	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***		83 902	87 560	117 557	4,4%	34,3%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)		61 400	65 343	93 459	6,4%	43,0%
a)	Crédits à court terme	43 643	46 579	59 969	6,7%	28,7%
b)	Crédits à moyen terme	10 317	10 630	25 965	3,0%	144,3%
c)	Crédits à long terme	5 359	5 565	5 195	3,8%	-6,6%
d)	Opérations de crédit-bail	0	0	0	-	-
e)	Crédits en souffrance	2 081	2 569	2 330	23,5%	-9,3%
. Crédits immobilisés		0	469	374	-	-20,3%
. Crédits en souffrance de 6 mois au plus		473	394	595	-16,7%	51,0%
. Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus		989	1 404	1 225	42,0%	-12,7%
. Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus (provisions)		619	302	136	-51,2%	-55,0%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)		22 502	22 217	24 098	-1,3%	8,5%
a)	Titres de placement	0	0	0	-	-
b)	Immobilisations financières	2 292	2 326	2 389	1,5%	2,7%
c)	Autres immobilisations	9 800	8 881	9 241	-9,4%	4,1%
d)	Divers	10 410	11 010	12 468	5,8%	13,2%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***		76 310	80 022	99 329	4,9%	24,1%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)		54 206	57 697	69 419	6,4%	20,3%
a)	A vue	34 101	35 851	41 567	5,1%	15,9%
b)	A terme	20 105	21 846	27 852	8,7%	27,5%
déposés à terme et bons de caisse		10 726	11 543	13 775	7,6%	19,3%
comptes d'épargne à régime spécial		3	1	30	-66,7%	2900,0%
autres		9 376	10 302	14 047	9,9%	36,4%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)		17 658	16 283	22 548	-7,8%	38,5%
a)	Capital, dotations, réserves, report à nouveau ...	12 355	11 330	15 273	-8,3%	34,8%
dont 15% du résultat (si positif)		60	34	42	-43,3%	23,5%
b)	Autres	5 303	4 953	7 275	-6,6%	46,9%
3. AUTRES RESSOURCES		4 446	6 042	7 362	35,9%	21,8%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***		-7 592	-7 538	-18 228	-0,7%	141,8%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***		7 592	7 538	18 228	-0,7%	141,8%
1. DISPONIBILITES		-2 193	-2 409	-2 545	9,8%	5,6%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT		9 785	9 947	20 773	1,7%	108,8%
emplois		-9 950	-10 911	-11 290	9,7%	3,5%
dont emplois en souffrance		0	0	0	-	-
ressources		19 735	20 858	32 063	5,7%	53,7%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

ANNEXE III.2-6 : NIGER

DATE D'AGREMENT	DESIGNATION	SIGLE	RESEAUX	TOTAL BILAN (**) (a)
FAITIERS(*) ET CAISSES UNITAIRES (3)				
14/12/2011	ASUSU S.A	ASUSU	-	30 636
27/03/2012	TAANADI S.A	TAANADI	-	4 571
31/12/2008	Union Crédit Mutuel du Niger	UCMN	-	2 337
CAISSES DE BASE AFFILIEES (0)				
	NEANT.			
	TOTAL	3	-	37 544

(a) : Montants en millions FCFA

(*) : Données de la faitière

(**) : Données provisoires

NIGER
(3 Institutions)

Annexe III.2-6 b

	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016 (*)	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
B I L A N S					
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES					
- Caisse	3 296	4 411	3 534	33,8%	-19,9%
- Comptes ordinaires débiteurs	866	703	783	-18,8%	11,4%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	1 456	2 445	1 733	67,9%	-29,1%
- Comptes de prêts	712	1 001	789	40,6%	-21,2%
- Créances rattachées	262	262	229	-	-12,6%
- Créances en souffrance	0	0	0	-	-
- Créances en souffrance (Provisions)	0	0	0	-	-
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	18 066	25 431	19 580	40,8%	-23,0%
Crédits à court terme	11 565	17 031	12 693	47,3%	-25,5%
Comptes ordinaires débiteurs	0	0	0	-	-
Crédits à moyen terme	4 986	6 234	5 397	25,0%	-13,4%
Crédits à long terme	465	838	806	80,2%	-3,8%
Créances rattachées	465	402	136	-13,5%	-66,2%
Crédits en souffrance	585	926	548	58,3%	-40,8%
(provisions)	-566	-699	-970	23,5%	38,8%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	4 179	2 486	8 198	-40,5%	229,8%
- Titres de placement	0	0	0	-	-
- Comptes de stocks	41	50	56	22,0%	12,0%
- Débiteurs divers	2 600	600	2 806	-76,9%	367,7%
- Créances rattachées	0	0	0	-	-
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	0	0	0	-	-
- Valeurs à rejeter	0	0	0	-	-
- Comptes d'ordre & divers	1 538	1 836	5 336	19,4%	190,6%
VALEURS IMMOBILISEES	5 433	5 870	6 232	8,0%	6,2%
- Immobilisations financières	20	10	10	-50,0%	-
- Prêts et titres subordonnés	0	0	0	-	-
- Dépôts & cautionnements	19	22	23	15,8%	4,5%
- Immobilisations en cours	53	150	134	183,0%	-10,7%
dont Immobilisations incorporelles	0	22	0	-	-100,0%
- Immobilisations d'exploitation	4 962	5 688	5 686	14,6%	0,0%
dont Immobilisations incorporelles	-1 624	-1 545	-1 503	-4,9%	-2,7%
- Immobilisations hors-exploitation	379	0	379	-100,0%	-
dont Immobilisations incorporelles	0	0	0	-	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	0	0	0	-	-
- Créances rattachées	0	0	0	-	-
- Créances en souffrance	0	0	0	-	-
(provisions)	-904	-699	-970	-22,7%	38,8%
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	0	-	-
TOTAL DE L'ACTIF	30 974	38 198	37 544	23,3%	-1,7%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

NIGER
(3 Institutions)

Annexe III.2-6 b

B I L A N S (S u i t e)		31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES						
- Comptes ordinaires créditeurs	9 012	12 489	11 768	38,6%	-5,8%	
- Autres comptes de dépôts créditeurs	146	10	528	-93,2%	5180,0%	
- Comptes d'emprunts	0	4	0	-	-100,0%	
- Autres sommes dues	8 659	12 171	11 130	40,6%	-8,6%	
- Ressources affectées	0	0	0	-	-	
- Dettes rattachées	207	304	110	46,9%	-63,8%	
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	16 206	17 352	16 710	7,1%	-3,7%	
- Comptes ordinaires créditeurs	4 268	5 418	3 529	26,9%	-34,9%	
- Dépôts à terme reçus	10 693	10 210	12 125	-4,5%	18,8%	
- Comptes d'épargne à régime spécial	93	73	47	-21,5%	-35,6%	
- Dépôts de garantie reçus	1 089	1 588	949	45,8%	-40,2%	
- Autres dépôts	6	16	13	166,7%	-18,8%	
- Emprunts à la clientèle	0	0	0	-	-	
- Autres sommes dues	35	29	29	-17,1%	-	
- Dettes rattachées	22	18	18	-18,2%	-	
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	328	258	195	-21,3%	-24,4%	
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-	
- Créditeurs divers	283	145	154	-48,8%	6,2%	
- Comptes d'ordre & divers	45	113	41	151,1%	-63,7%	
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES	0	0	0	-	-	
- Titres de participation	0	0	0	-	-	
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES	5 428	8 099	8 871	49,2%	9,5%	
- Subventions d'investissement	5	55	517	1000,0%	840,0%	
- Fonds affectés	227	509	461	124,2%	-9,4%	
- Fonds de crédits	0	200	421	-	110,5%	
- Provisions pour risques & charges	6	75	75	1150,0%	-	
- Provisions réglementées	0	0	0	-	-	
- Titres et emprunts subordonnés	964	943	943	-2,2%	-	
- Dettes rattachées	0	0	0	-	-	
- Fonds pour risques bancaires généraux	122	122	122	-	-	
- Primes liées au capital	403	530	530	31,5%	-	
- Réserves	238	133	155	-44,1%	16,5%	
- Ecart de réévaluation	518	518	518	-	-	
- Capital	3 049	5 050	5 059	65,6%	0,2%	
- Dotations	102	625	625	512,7%	-	
- Report à nouveau	-336	-585	-697	74,1%	19,1%	
- Résultat de l'exercice	130	-76	142	-158,5%	-286,8%	
TOTAL DU PASSIF	30 974	38 198	37 544	23,3%	-1,7%	

(*) : données provisionnaires
Montants en millions FCFA

NIGER
(3 Institutions)

Annexe III.2-6 b

	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
EMPLOIS - RESSOURCES					
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***					
	27 649	33 745	33 968	22,0%	0,7%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)	17 601	25 029	19 444	42,2%	-22,3%
a) Crédits à court terme	11 565	17 031	12 693	47,3%	-25,5%
b) Crédits à moyen terme	4 986	6 234	5 397	25,0%	-13,4%
c) Crédits à long terme	465	838	806	80,2%	-3,8%
d) Opérations de crédit-bail	0	0	0	-	-
e) Crédits en souffrance	585	926	548	58,3%	-40,8%
. Crédits immobilisés	472	520	37	10,2%	-92,9%
. Crédits en souffrance de 6 mois au plus	97	265	363	173,2%	37,0%
. Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus	16	121	128	656,3%	5,8%
. Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus (provisions)	0	20	20	-	-
	-1 470	-1 398	-1 940	-4,9%	38,8%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)	10 048	8 716	14 524	-13,3%	66,6%
a) Titres de placement	0	0	0	-	-
b) Immobilisations financières	20	10	10	-50,0%	-
c) Autres immobilisations	5 413	5 860	6 222	8,3%	6,2%
d) Divers	4 615	2 846	8 292	-38,3%	191,4%
	22 169	26 013	25 886	17,3%	-0,5%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***					
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)	16 184	17 334	16 692	7,1%	-3,7%
a) A vue	4 303	5 447	3 558	26,6%	-34,7%
b) A terme	11 881	11 887	13 134	0,1%	10,5%
dépôts à terme et bons de caisse	10 693	10 210	12 125	-4,5%	18,8%
comptes d'épargne à régime spécial	93	73	47	-21,5%	-35,6%
autres	1 095	1 604	962	46,5%	-40,0%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)	5 318	7 924	8 494	49,0%	7,2%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ...	3 604	5 699	5 634	58,1%	-1,1%
dont 15% du résultat (si positif)	19	18	53	-5,3%	194,4%
b) Autres	1 714	2 225	2 860	29,8%	28,5%
3. AUTRES RESSOURCES	667	755	700	13,2%	-7,3%
	-5 480	-7 732	-8 082	41,1%	4,5%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***					
	5 480	7 732	8 082	41,1%	4,5%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***					
1. DISPONIBILITES	-895	-745	-825	-16,8%	10,7%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	6 375	8 477	8 907	33,0%	5,1%
emplois	-2 430	-3 708	-2 751	52,6%	-25,8%
dont emplois en souffrance	0	0	0	-	-
ressources	8 805	12 185	11 658	38,4%	-4,3%

(*) : données provisoires

Montants en millions FCFA

ANNEXE III.2-7 : SENEGAL

DATE D'AGREMENT	DESIGNATION	SIGLE	RESEAUX	TOTAL BILAN (**) (a)
FAITIERS^(*) ET CAISSES UNITAIRES (8)				
10/07/2000	Fédération du Crédit Mutuel du Sénégal	FCCMS	FCCMS	N.D
24/02/2009	Union des Mutuelles de l'Alliance de Crédit et d'Epargne pour la Production	UM ACEP	UM ACEP	N.D
08/03/1999	Union des Mutuelles du Partenariat pour la Mobilisation de l'Epargne et du Crédit au Sénégal	UM PAMECAS	UM PAMECAS	N.D
22/08/2001	Mutuelle d'Epargne et de Crédit des Agents du Secteur Public et Parapublic	MECAP	-	9 620
31/01/2006	Union des Institutions Mutualistes Communautaires d'Epargne et de Crédit	U IMCEC	U IMCEC	14 247
30/12/2010	CAURIE MICROFINANCE	CAURIE MICROFINANCE	-	10 843
31/01/2006	MECTTRANS	MECTTRANS	-	6 506
02/11/2007	MICROCRED	MICROCRED	-	71 379
CAISSES DE BASE AFFILIEES (33)				
01/10/2004	Crédit Mutuelle du Sénégal Ouakam	CMS OUAKAM	FCCMS	6 268
01/10/2004	Crédit Mutuelle du Sénégal Bourguiba	CMS BOURGUIBA	FCCMS	5 871
27/01/1994	Crédit Mutuelle du Sénégal Kaolack	CMS KAOLACK	FCCMS	4 625
27/01/1994	Crédit Mutuelle du Sénégal Thiès	CMS THIES	FCCMS	6 738
21/06/2000	Crédit Mutuelle du Sénégal Malick Sy	CMS MALICK SY	FCCMS	6 825
10/05/1996	Crédit Mutuelle du Sénégal Kolda	CMS KOLDA	FCCMS	3 839
09/07/2004	Crédit Mutuelle du Sénégal Tambacounda	CMS TAMBACOUNDA	FCCMS	3 746
02/02/1999	Crédit Mutuelle du Sénégal Ziguinchor	CMS ZIGUINCHOR	FCCMS	5 645
26/01/1999	Crédit Mutuelle du Sénégal Rufisque	CMS RUFISQUE	FCCMS	7 319
07/02/2008	Crédit Mutuelle du Sénégal Plateau	CMS PLATEAU	FCCMS	3 699
01/10/2004	Crédit Mutuelle du Sénégal Yeumbeul	CMS YEUMBEUL	FCCMS	6 208
10/05/1999	Crédit Mutuelle du Sénégal M'Bour	CMS MBOUR	FCCMS	3 883
31/08/2007	Crédit Mutuelle du Sénégal Grand Yoff	CMS GRAND YOFF	FCCMS	5 306
01/10/2004	Crédit Mutuelle du Sénégal Thiaroye	CMS THIAROYE	FCCMS	4 863
18/02/2008	Crédit Mutuelle du Sénégal SAHM	CMS SAHM	FCCMS	5 449
21/06/2000	Crédit Mutuelle du Sénégal Colobane	CMS COLOBANE	FCCMS	3 841
27/01/1999	Crédit Mutuelle du Sénégal Pikine	CMS PIKINE	FCCMS	3 862
18/02/2008	Crédit Mutuelle du Sénégal Saly	CMS SALY	FCCMS	4 706
15/01/2004	Crédit Mutuelle du Sénégal Saint Louis	CMS SAINT-LOUIS	FCCMS	4 375
02/02/1999	Crédit Mutuelle du Sénégal Bignona	CMS BIGNONA	FCCMS	5 872
26/05/2008	Alliance de Crédit et d'Epargne pour la Production DAKAR	ACEP DAKAR	UM ACEP	48 867
26/05/2008	Alliance de Crédit et d'Epargne pour la Production KAOLACK	ACEP KAOLACK	UM ACEP	6 526
26/05/2008	Alliance de Crédit et d'Epargne pour la Production PIKINE	ACEP PIKINE	UM ACEP	6 719
ND	Alliance de Crédit et d'Epargne pour la Production DIOURBEL	ACEP DIOURBEL	UM ACEP	4 163
26/05/2008	Alliance de Crédit et d'Epargne pour la Production SAINT LOUIS	ACEP SAINT LOUIS	UM ACEP	3 827
26/05/2008	Alliance de Crédit et d'Epargne pour la Production THIES	ACEP THIES	UM ACEP	4 273
ND	Alliance de Crédit et d'Epargne pour la Production TAMBACOUNDA	ACEP TAMBACOUNDA	UM ACEP	N.D
09/02/2001	Union des Institutions Mutualistes Communautaires d'Epargne et de Crédit DAKAR	IMCEC DAKAR	U IMCEC	4 249
28/11/2005	Union des Institutions Mutualistes Communautaires d'Epargne et de Crédit MBOUR	IMCEC MBOUR	U IMCEC	3 217
ND	Partenariat pour la Mobilisation de l'Epargne et du Crédit au Sénégal THIES	PAMECAS THIES	UM PAMECAS	7 133
ND	Partenariat pour la Mobilisation de l'Epargne et du Crédit au Sénégal MBOUR	PAMECAS MBOUR	UM PAMECAS	8 519
ND	Partenariat pour la Mobilisation de l'Epargne et du Crédit au Sénégal OUAKAM	PAMECAS OUAKAM	UM PAMECAS	N.D
ND	Partenariat pour la Mobilisation de l'Epargne et du Crédit au Sénégal TIVAOUANE	PAMECAS TIVAOUANE	UM PAMECAS	7 072
TOTAL		41	4	320 100

(a) : Montants en millions FCFA

(*) : Données de la faillière

(**) : Données provisoires

N.D : Non Disponible

	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016 (*)	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
B I L A N S					
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES					
- Caisse	71 647	68 460	65 466	-4,4%	-4,4%
- Comptes ordinaires débiteurs	5 600	5 711	5 508	2,0%	-3,6%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	61 553	60 573	53 155	-1,6%	-12,2%
- Comptes de prêts	4 440	1 529	6 043	-65,6%	295,2%
- Créances rattachées	0	606	606	-	-
- Créances en souffrance	54	41	154	-24,1%	275,6%
- Créances en souffrance (provisions)	0	0	0	-	-
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	226 492	243 905	234 610	7,7%	-3,8%
Crédits à court terme	74 451	75 616	62 876	1,6%	-16,8%
Comptes ordinaires débiteurs	174	127	536	-27,0%	322,0%
Crédits à moyen terme	108 249	122 023	123 477	12,7%	1,2%
Crédits à long terme	37 075	39 579	42 574	6,8%	7,6%
Créances rattachées	3 006	2 658	2 653	-11,6%	-0,2%
Créances en souffrance	3 537	3 902	2 494	10,3%	-36,1%
Crédits en souffrance (provisions)	1 358	1 145	1 334	-15,7%	16,5%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	6 857	8 481	10 918	23,7%	28,7%
- Titres de placement	0	0	0	-	-
- Comptes de stocks	473	143	54	-69,8%	-62,2%
- Débiteurs divers	4 733	4 562	5 018	-3,6%	10,0%
- Créances rattachées	0	0	0	-	-
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	0	0	1	-	-
- Valeurs à rejeter	0	0	0	-	-
- Comptes d'ordre & divers	1 651	3 776	5 845	128,7%	54,8%
VALEURS IMMOBILISEES	11 325	11 308	9 106	-0,2%	-19,5%
- Immobilisations financières	109	118	296	8,3%	150,8%
- Prêts et titres subordonnés	0	0	0	-	-
- Dépôts & cautionnements	397	404	718	1,8%	77,7%
- Immobilisations en cours	941	744	1 020	-20,9%	37,1%
- dont Immobilisations incorporelles	0	0	23	-	-
- Immobilisations d'exploitation	9 819	10 002	7 043	1,9%	-29,6%
- dont Immobilisations incorporelles	37	34	47	-8,1%	38,2%
- Immobilisations hors-exploitation	59	40	29	-32,2%	-27,5%
- dont Immobilisations incorporelles	0	0	0	-	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	0	0	0	-	-
- Créances rattachées	0	0	0	-	-
- Créances en souffrance	0	0	0	-	-
(provisions)	0	0	0	-	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	0	-	-
TOTAL DE L'ACTIF	316 321	332 154	320 100	5,0%	-3,6%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

B I L A N S (Suite)		31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES						
- Comptes ordinaires créditeurs	60 396	56 001	57 580		-7,3%	2,8%
- Autres comptes de dépôts créditeurs	1 563	4 015	2 662		115,5%	-33,7%
- Comptes d'emprunts	56 756	50 200	52 507		-11,6%	4,6%
- Autres sommes dues	173	196	108		13,3%	-44,9%
- Ressources affectées	1 291	1 096	1 147		-15,1%	4,7%
- Dettes rattachées	313	494	456		57,8%	-7,7%
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS						
- Comptes ordinaires créditeurs	141 051	161 481	171 522		14,5%	6,2%
- Dépôts à terme reçus	56 896	70 038	73 224		23,1%	4,5%
- Comptes d'épargne à régime spécial	27 812	29 258	34 568		5,2%	18,1%
- Dépôts de garantie reçus	31 241	34 305	38 535		9,8%	12,3%
- Autres dépôts	22 529	25 366	21 890		12,6%	-13,7%
- Emprunts à la clientèle	448	295	579		-34,2%	96,3%
- Autres sommes dues	0	0	0		-	-
- Dettes rattachées	12	8	0		-33,3%	-100,0%
- Comptes ordinaires créditeurs	2 113	2 211	2 726		4,6%	23,3%
- Dettes rattachées	8 664	4 908	7 557		-43,4%	54,0%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES						
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0		-	-
- Créiteurs divers	3 421	2 375	3 136		-30,6%	32,0%
- Comptes d'ordre & divers	5 243	2 533	4 421		-51,7%	74,5%
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES						
- Titres de participation	0	0	0		-	-
- Titres de participation	106 210	109 764	83 441		3,3%	-24,0%
- Subventions d'investissement	416	345	328		-17,1%	-4,9%
- Fonds affectés	7 675	5 262	2 638		-31,4%	-49,9%
- Fonds de crédits	1 165	940	1 484		-19,3%	57,9%
- Provisions pour risques & charges	2 410	2 333	1 470		-3,2%	-37,0%
- Provisions réglementées	370	4 957	4 863		1239,7%	-1,9%
- Titres et emprunts subordonnés	0	0	1 700		-	-
- Dettes rattachées	444	644	709		45,0%	10,1%
- Fonds pour risques bancaires généraux	700	700	700		-	-
- Primes liées au capital	3 280	3 626	4 115		10,5%	13,5%
- Réserves	62 128	66 680	40 659		7,3%	-39,0%
- Ecart de réévaluation	8 676	8 812	9 381		1,6%	6,5%
- Capital	2 617	2 847	2 448		8,8%	-14,0%
- Dotations	11 838	12 889	12 036		8,9%	-6,6%
- Report à nouveau	2 103	-385	-1 724		-118,3%	347,8%
- Résultat de l'exercice	2 388	114	2 634		-95,2%	2210,5%
TOTAL DU PASSIF	316 321	332 154	320 100		5,0%	-3,6%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES		31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***		244 308	263 647	254 788	7,9%	-3,4%
1. CREDITS (a+b+c+d+e)		223 486	241 247	231 958	7,9%	-3,9%
a) Crédits à court terme		74 625	75 743	63 413	1,5%	-16,3%
b) Crédits à moyen terme		108 249	122 023	123 477	12,7%	1,2%
c) Crédits à long terme		37 075	39 579	42 574	6,8%	7,6%
d) Opérations de crédit-bail		0	0	0	-	-
e) Crédits en souffrance		3 537	3 902	2 494	10,3%	-36,1%
. Crédits immobilisés		1 396	1 503	1 20	7,7%	-92,0%
. Crédits en souffrance de 6 mois au plus		964	1 255	1 203	30,2%	-4,1%
. Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus		871	880	835	1,0%	-5,1%
. Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus		306	264	336	-13,7%	27,3%
(provisions)		1 358	1 145	1 334	-15,7%	16,5%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)		20 822	22 400	22 830	7,6%	1,9%
a) Titres de placement		0	0	0	-	-
b) Immobilisations financières		109	118	296	8,3%	150,8%
c) Autres immobilisations		11 216	11 190	8 810	-0,2%	-21,3%
d) Divers		9 497	11 092	13 724	16,8%	23,7%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***		256 238	276 647	262 976	8,0%	-4,9%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)		138 938	159 270	168 796	14,6%	6,0%
a) A vue		56 908	70 046	73 224	23,1%	4,5%
b) A terme		82 030	89 224	95 572	8,8%	7,1%
dépôts à terme et bons de caisse		27 812	29 258	34 568	5,2%	18,1%
comptes d'épargne à régime spécial		31 241	34 305	38 535	9,8%	12,3%
autres		22 977	25 661	22 469	11,7%	-12,4%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)		101 326	106 785	80 195	5,4%	-24,9%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ...		83 024	86 469	59 801	4,1%	-30,8%
dont 15% du résultat (si positif)		358	0	189	-100,0%	-
b) Autres		18 302	20 316	20 394	11,0%	0,4%
3. AUTRES RESSOURCES		15 974	10 592	13 985	-33,7%	32,0%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***		11 930	13 000	8 188	9,0%	-37,0%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***		-11 930	-13 000	-8 188	9,0%	-37,0%
1. DISPONIBILITES		-6 020	-5 799	-5 508	-3,7%	-5,0%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT		-5 910	-7 201	-2 680	21,8%	-62,8%
emplois		-65 993	-62 708	-59 804	-5,0%	-4,6%
dont emplois en souffrance		0	0	0	-	-
ressources		60 083	55 507	57 124	-7,6%	2,9%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

ANNEXE III.2-8 : TOGO

LISTE DES SFD AGREES, VISES PAR L'ARTICLE 44 DE LA LOI – SITUATION AU 31 DECEMBRE 2016
Annexe III.2-8 a

TOGO

DATE D'AGREMENT	DESIGNATION	SIGLE	RESEAUX	TOTAL BILAN (**)(a)
FAITIERS(*) ET CAISSES UNITAIRES (7)				
26/11/1997	Faithière des Unités Cooperatives d'Epargne et de Crédit du Togo	FUCEC-TOGO	FUCEC	N.D
19/09/2014	Women's Action to Gain Economic Security	WAGES	-	10 828
26/11/1997	Coopérative d'Epargne et de Crédit des Artisans	CECA	-	7 331
23/04/2001	Coopérative d'Epargne et de Crédit de l'Eglise des Assemblées de DIEU	COOPEC AD	-	17 724
02/03/2001	Union des Mutuelles d'Epargne et de Crédit du Togo	UMECTO	-	6 387
07/04/2004	Union Rénovée des Caisses Locales d'Epargne et de Crédit	URCLEC	-	5 416
13/02/2006	Coopérative Chrétienne d'Epargne et de Crédit	COCEC	-	N.D
CAISSES DE BASE AFFILIEES (9)				
23/04/2001	COOPEC d'Epargne et de Crédit de SOLIDARITE	COOPEC SOLIDARITE	FUCEC	42 592
28/11/2000	COOPEC d'Epargne et de Crédit de AVE	COOPEC AVE	FUCEC	12 058
26/12/2008	COOPEC d'Epargne et de Crédit MATURITE	COOPEC MATURITE	FUCEC	6 035
23/04/2001	COOPEC d'Epargne et de Crédit de l'Eglise Evangélique du Togo	COOPEC EELO	FUCEC	4 843
22/08/2000	COOPEC d'Epargne et de Crédit de KARA	COOPEC KARA	FUCEC	3 218
18/04/2000	COOPEC d'Epargne et de Crédit de DAPAONG	COOPEC DAPAONG	FUCEC	3 485
23/04/2001	COOPEC d'Epargne et de Crédit de NOVISSI	COOPEC NOVISSI	FUCEC	3 924
18/04/2000	COOPEC d'Epargne et de Crédit de TSEVIE	COOPEC TSEVIE	FUCEC	3 654
19/05/2011	COOPEC d'Epargne et de Crédit de KLOTO	COOPEC KLOTO	FUCEC	2 659

(a) : Montants en millions FCFA

(*) : Données de la faithière

(**) : Données provisoires

N.D : Non Disponible

	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016 (*)	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
B I L A N S					
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES					
- Caisse	38 691	45 348	51 009	17,2%	12,5%
- Comptes ordinaires débiteurs	2 117	1 748	2 209	-17,4%	26,4%
- Autres comptes de dépôts débiteurs	16 264	15 609	14 532	-4,0%	-6,9%
- Comptes de prêts	19 270	27 271	33 559	41,5%	23,1%
- Créances rattachées	857	485	456	-43,4%	-6,0%
- Créances en souffrance	183	235	234	28,4%	-0,4%
- Créances en souffrance (Provisions)	0	0	19	-	-
	0	0	0	-	-
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS	63 489	57 125	70 775	-10,0%	23,9%
Crédits à court terme	23 500	22 887	28 291	-2,6%	23,6%
Comptes ordinaires débiteurs	3 299	3 749	3 344	4,5%	6,2%
Crédits à moyen terme	28 681	23 016	27 671	-19,8%	20,2%
Crédits à long terme	4 323	4 930	7 415	14,0%	50,4%
Créances rattachées	773	713	719	-7,8%	0,8%
Crédits en souffrance	2 913	2 430	3 335	-16,6%	37,2%
- (provisions)	901	1 299	1 814	44,2%	39,6%
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES	1 889	2 500	2 021	32,3%	-19,2%
- Titres de placement	1	1	101	-	10000,0%
- Comptes de stocks	154	161	150	4,5%	-6,8%
- Débiteurs divers	849	686	1 195	-19,2%	74,2%
- Créances rattachées	0	0	0	-	-
- Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat	4	34	185	750,0%	444,1%
- Valeurs à rejeter	0	0	1	-	-
- Comptes d'ordre & divers	881	1 618	389	83,7%	-76,0%
VALEURS IMMOBILISEES	3 766	4 350	6 349	15,5%	46,0%
- Immobilisations financières	826	831	1 708	0,6%	105,5%
- Prêts et titres subordonnés	0	0	0	-	-
- Dépôts & cautionnements	98	108	121	10,2%	12,0%
- Immobilisations en cours	36	372	673	933,3%	80,9%
dont Immobilisations incorporelles	0	8	8	-	-
- Immobilisations d'exploitation	2 806	3 039	3 840	8,3%	26,4%
dont Immobilisations incorporelles	30	40	55	33,3%	37,5%
- Immobilisations hors-exploitation	0	0	0	-	-
dont Immobilisations incorporelles	0	0	0	-	-
- Crédit-bail & opérations assimilées	0	0	0	-	-
- Créances rattachées	0	0	7	-	-
- Créances en souffrance	0	0	0	-	-
- (provisions)	0	0	0	-	-
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital non appelé	0	0	0	-	-
- Actionnaires, capital appelé non versé	0	0	0	-	-
TOTAL DE L'ACTIF	107 835	109 323	130 154	1,4%	19,1%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

B I L A N S (Suite)		31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES						
- Comptes ordinaires créditeurs	6 497	5 511	5 873	-15,2%	6,6%	
- Autres comptes de dépôts créditeurs	435	91	68	-79,1%	-25,3%	
- Comptes d'emprunts	35	29	19	-17,1%	-34,5%	
- Autres sommes dues	5 886	5 165	5 327	-12,2%	3,1%	
- Ressources affectées	126	198	433	57,1%	118,7%	
- Dettes rattachées	15	28	26	86,7%	-7,1%	
OPERATIONS AVEC LES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS						
- Comptes ordinaires créditeurs	81 050	81 086	98 004	0,0%	20,9%	
- Dépôts à terme reçus	56 382	58 643	68 758	4,0%	17,2%	
- Comptes d'épargne à régime spécial	4 733	5 714	6 527	20,7%	14,2%	
- Dépôts de garantie reçus	67	63	62	-6,0%	-1,6%	
- Autres dépôts	18 057	15 635	19 280	-13,4%	23,3%	
- Emprunts à la clientèle	118	96	136	-18,6%	41,7%	
- Autres sommes dues	1 027	435	2 692	-57,6%	518,9%	
- Dettes rattachées	194	0	0	-100,0%	-	
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	472	500	549	5,9%	9,8%	
- Créditeurs divers	4 714	5 347	5 822	13,4%	8,9%	
OPERATIONS SUR TITRES & DIVERSES						
- Versements restant à effectuer sur titres de placement	0	0	0	-	-	
- Comptes d'ordre & divers	592	569	908	-3,9%	59,6%	
- Titres de participation	4 122	4 778	4 914	15,9%	2,8%	
VERSEMENTS RESTANT A EFF. SUR IMMO. FINANCIERES						
- Titres de participation	0	0	0	-	-	
PROVISIONS, FONDS PROPRES & ASSIMILES						
- Subventions d'investissement	15 574	17 379	20 455	11,6%	17,7%	
- Fonds affectés	253	269	183	6,3%	-32,0%	
- Provisions pour risques & charges	543	489	463	-9,9%	-5,3%	
- Provisions réglementées	1 556	1 474	1 306	-5,3%	-11,4%	
- Titres et emprunts subordonnés	427	456	541	6,8%	18,6%	
- Dettes rattachées	290	290	290	-	-	
- Fonds pour risques bancaires généraux	0	4	6	-	50,0%	
- Primes liées au capital	846	846	846	-	-	
- Réserves	0	0	0	-	-	
- Ecarts de réévaluation	5 412	6 335	7 612	17,1%	20,2%	
- Capital	796	907	1 211	13,9%	33,5%	
- Dotations	1 650	1 815	2 462	10,0%	35,6%	
- Report à nouveau	2 754	3 467	4 400	25,9%	26,9%	
- Résultat de l'exercice	957	121	12	-87,4%	-90,1%	
	86	453	579	426,7%	27,8%	
	4	453	544	11225,0%	20,1%	
TOTAL DU PASSIF	107 855	109 323	130 154	1,4%	19,1%	

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

EMPLOIS - RESSOURCES		31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	VARIATION 2015-2014	VARIATION 2016-2015
*** EMPLOIS NETS (1+2) ***		69 308	64 175	79 371	-7,4%	23,7%
1. CREDITS (a+b+c+dt+e)		62 720	56 446	70 241	-10,0%	24,4%
a) Crédits à court terme		26 803	26 070	31 820	-2,7%	22,1%
b) Crédits à moyen terme		28 681	23 016	27 671	-19,8%	20,2%
c) Crédits à long terme		4 323	4 930	7 415	14,0%	50,4%
d) Opérations de crédit-bail		0	0	0	-	-
e) Crédits en souffrance		2 913	2 430	3 335	-16,6%	37,2%
. Crédits immobilisés		28	10	330	-64,3%	3200,0%
. Crédits en souffrance de 6 mois au plus		1 492	1 048	1 135	-29,8%	8,3%
. Crédits en souffrance de 6 mois à 12 mois au plus		782	785	1 093	0,4%	39,2%
. Crédits en souffrance de 12 mois à 24 mois au plus		611	587	777	-3,9%	32,4%
(provisions)		901	1 299	1 814	44,2%	39,6%
2. AUTRES EMPLOIS (a+b+c+d)		6 588	7 729	9 130	17,3%	18,1%
a) Titres de placement		1	1	101	-	10000,0%
b) Immobilisations financières		826	831	1 708	0,6%	105,5%
c) Autres immobilisations		2 940	3 519	4 634	19,7%	31,7%
d) Divers		2 821	3 378	2 687	19,7%	-20,5%
*** RESSOURCES (1+2+3) ***		101 353	103 840	124 307	2,5%	19,7%
1. DEPOTS ET EMPRUNTS (a+b)		80 578	80 586	97 455	0,0%	20,9%
a) A vue		56 576	58 643	68 758	3,7%	17,2%
b) A terme		24 002	21 943	28 697	-8,6%	30,8%
dépôts à terme et bons de caisse		4 733	5 714	6 527	20,7%	14,2%
comptes d'épargne à régime spécial		67	63	62	-6,0%	-1,6%
autres		19 202	16 166	22 108	-15,8%	36,8%
2. FONDS PROPRES NETS (a+b)		14 198	15 778	18 617	11,1%	18,0%
a) Capital, dotations, réserves, report à nouveau ...		9 906	11 437	13 907	15,5%	21,6%
dont 15% du résultat (si positif)		19	52	80	173,7%	53,8%
b) Autres		4 292	4 341	4 710	1,1%	8,5%
3. AUTRES RESSOURCES		6 577	7 476	8 235	13,7%	10,2%
*** RESSOURCES-EMPLOIS ***		32 045	39 665	44 936	23,8%	13,3%
*** TRESORERIE & INTERBANCAIRE (1+2) ***		-32 045	-39 665	-44 936	23,8%	13,3%
1. DISPONIBILITES		-2 136	-1 783	-2 217	-16,5%	24,3%
2. ETABLISSEMENTS DE CREDIT		-29 909	-37 882	-42 719	26,7%	12,8%
emplois		-36 391	-43 365	-48 566	19,2%	12,0%
dont emplois en souffrance		0	0	-19	-	-
ressources		6 482	5 483	5 847	-15,4%	6,6%

(*) : données provisoires
Montants en millions FCFA

ANNEXE IV

STATISTIQUES DES ETABLISSEMENTS DE MONNAIE ELECTRONIQUE

ETABLISSEMENTS DE MONNAIE ELECTRONIQUE AGREES DANS L'UMOA AU 31 DECEMBRE 2016

PAYS	DESIGNATION	GROUPE D'APPARTENANCE	DATE D'AGREMENT	NUMERO D'AGREMENT	MONTANT DU CAPITAL SOCIAL (EN MILLIONS FCFA)	ENCOURS DE LA MONNAIE ELECTRONIQUE (EN MILLIONS FCFA) (*)
Bénin	MTN Mobile Money	Orange	10/11/2016	EME.BJ.010/2016	900	ND
Burkina						
	Quash Services	-	12/07/2013	EME.CI.004	3 402	326
	Orange Money	Orange	01/02/2016	EME.CI.007/2015	2 800	84 500
Côte d'Ivoire	MTN Mobile Finance Services	MTN	28/07/2016	EME.CI.009/2016	300	ND
Guinée-Bissau						
Mali	Orange Finances Mobile	Orange	01/02/2016	EME.ML.008/2015	900	26 700
Niger						
Sénégal	Mobile Cash	SENTEL	12/02/2014	EME.SN.005	2 268	1 035
	Orange Finances Mobiles	Orange	23/12/2015	EME.SN.006	3 000	15 000
Togo						

(*) les EME du réseau MTN poursuivent temporairement leurs partenariats avec les banques

ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR LES PRESSES
DE L'IMPRIMERIE DE LA BCEAO
OCTOBRE 2017



Commission Bancaire de l'UMOA

Secrétariat Général

Boulevard Botreau Roussel (rue privée CRRAE-UMOA)

01 BP 7125 Abidjan - Côte d'Ivoire

Tél. : (225) 20 25 57 57 - Fax : (225) 20 22 45 52

Site web : www.bceao.int - Email : courrier.z02sgcb@bceao.int